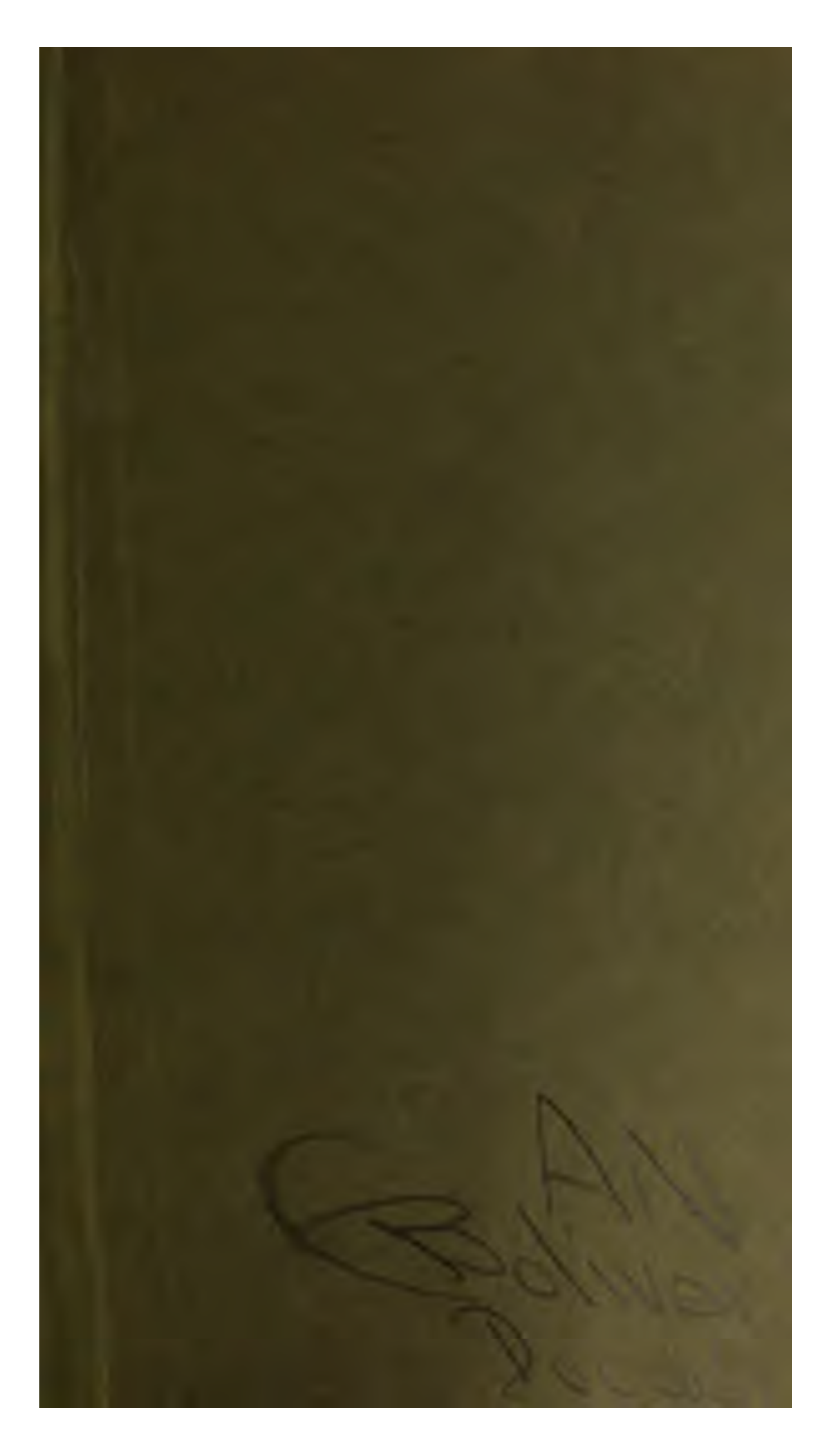

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 08234384 3





HISTOIRE
DE BOLIVAR.
TOME I.

IMPRIMERIE DE AUGUSTE AUFFRAY,
PASSAGE DU CAIRE, N° 54.

HISTOIRE

DE BOLIVAR,

PAR

LE GÉNÉRAL DUCOUDRAY HOLSTEIN;

CONTINUÉE JUSQU'A SA MORT

PAR ALPHONSE VIOLLET.

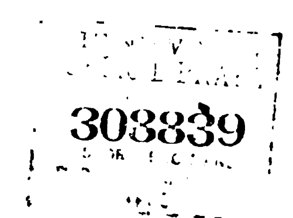
Tome premier.

PARIS.

ALPHONSE LEVAVASSEUR, LIBRAIRE,

AU PALAIS-ROYAL.

1831.


308839

AVERTISSEMENT

DE L'ÉDITEUR.

C'est à Londres que le général Ducoudray-Holstein publia d'abord sous le titre de Mémoires, son *Histoire de Bolivar*. Le succès de cet ouvrage s'explique par l'intérêt même du sujet et par la position toute particulière de l'auteur, témoin oculaire et presque toujours acteur lui-même dans les événemens qu'il raconte.

L'Introduction générale qui précède le récit des faits prouve suffisamment que le général Ducoudray-Holstein possède toutes les connaissances spé-

ciales si nécessaires à l'historien : géographie, statistique, économie politique, éducation, mœurs, coutumes, législation, agriculture, commerce, industrie, etc. ; il a tout étudié, tout approfondi, et ses aperçus, souvent aussi neufs que justes, attestent un rare talent d'observation.

Il a compris que pour juger avec plus d'impartialité les révolutions de l'Amérique espagnole, il était important de connaître aussi la mère-patrie, et l'on voit à la manière dont il apprécie les rapports de la vieille Espagne avec ses colonies, que cette étude préliminaire n'a pas manqué à ses travaux.

Obligé de se mettre lui-même en scène dans son récit, l'AUTEUR de l'*Histoire de Bolivar* entre dans une foule de

détails, qui donnent à son témoignage une autorité irrécusable.

Les chefs colombiens et les officiers étrangers qui viennent offrir le service de leur épée à la cause des Amériques sont tous ses collègues, ses camarades, ses amis. Il combat avec eux sur le champ de bataille, ou les retrouve dans les conseils avec les chefs politiques. Ses relations avec ceux-ci ne sont ni moins fréquentes ni moins particulières. Son dévoûment à la cause nationale, son caractère honorable et franc, lui obtiennent la confiance de tous; c'est de leur bouche, dans les entretiens particulièrs du bivouac, qu'il apprend d'eux les événemens de leur vie, et tout ce qui complète la partie officielle ou publique de l'*Histoire de Bolivar*.

INTRODUCTION

DE L'AUTEUR.

Division géographique des pays qui se trouvent maintenant contenus dans les limites de la Colombie. — De leur ancien gouvernement. — Révolution de 1810 continuée jusqu'à ce jour. — Etendue du territoire. — Nombre des habitans. — Dette et revenus. — Fortifications. — Ports de mer. — Administration judiciaire. — Forme de gouvernement. — Esclavage. — Indiens. — Écoles, colléges, universités. — Routes, rivières, mines. — Maladies, cimetières. — Hospices et mendians. — Clergé. — Pouvoir exécutif. — Officiers départementaux. — Des obstacles qui s'élèvent contre l'établissement d'un gouvernement libre et régulier, et des causes qui s'opposent au développement de la civilisation et de l'industrie dans la Colombie. — Éducation des Colombiens. — Leur vanité, leur ambition, leur mépris pour le commerce et les arts mécaniques. — Des diverses classes de la société. — Du rang. — Mariages, intrigues, débauches. — Parallèle entre les femmes de Bogota et celles de Caracas et de Carthagena. — Maisons, ameublement. — Luxe et extravagances. — Superstition. — Influence des prêtres. — Habitudes et traits caractéristiques. — Llaneros. — Leur équipement. — Paez, Zaraza. — Des Margueritains. — Cérémonies religieuses.

Les Espagnols ont donné le nom de *Costa* ou *Tierra Firma* à ces provinces qui forment aujourd'hui le territoire de la république de

la Colombie. Par *Tierra Firma del Oriente*, on désignait la capitainerie-générale de Venezuela. Par *Tierra Firma del Occidente*, on entendait la vice-royauté de la Nouvelle Grenade. Sous le nom de *Tierra Firma* étaient comprises les provinces de Veragua, dans l'Amérique du Nord, et de Panama et de Darien dans l'isthme.

Venezuela était gouverné, au nom du roi d'Espagne, par un capitaine-général, qui présidait la *Real audiencia* ou grand conseil, où s'appelaient toutes les affaires civiles. Cet officier était investi de grands pouvoirs, et n'était responsable qu'envers le roi. Il jugeait en dernier ressort toutes les affaires législatives, judiciaires et militaires. Les ecclésiastiques avaient un tribunal particulier, entièrement composé d'ecclésiastiques, dont l'archevêque de Caracas était président. L'autorité de ce tribunal était tout-à-fait indépendante de celle du capitaine-général.

Le temps que ce grand officier restait en place embrassait une période de quatre à six ans. Très peu de ces gouverneurs revenaient pauvres en Espagne.

La capitainerie-générale de Venezuela se divisait en huit provinces; et, en 1809, elle se composait de Cumana, Barcelona, Caracas, Barinas, Maracaybo, Coro, Guayana et l'île de Margarita.

L'ancienne vice-royauté de la Nouvelle Grenade était gouvernée par un vice-roi qui présidait le grand conseil, et n'était responsable qu'envers le roi.

La Nouvelle Grenade, en 1809, était divisée en trois grands conseils et vingt-deux provinces.

Sous le nom de *grand conseil de Panama* étaient comprises les provinces de Veragua et de Panama.

Le grand conseil de Santa Fe de Bogota[1] se composait des provinces de Coro, Sinu, Carthagena, Santa Martha, Mariquita, Santa Fe, Antioquia, Neyva, Popayan, Pamplona, Tunja et Socorro.

[1] Outre cette *Santa Fe de Bogota*, ville archiépiscopale et capitale du nouveau royaume de Grenade, on compte encore Santa Fe, petite ville du même royaume, et Santa Fe de Granada, ville épiscopale du Nouveau-Mexique.

(*N. d. T.*)

Sous le grand conseil de Quito se trouvaient les provinces de Quito, Quijos, Maynas, Atacames, Guayaquil, Cuença, Loja, et Jaen de Bracamoros.

Venezuela et la Nouvelle Grenade n'entretiennent entre elles aucune espèce de relations. Un voyageur qui désirerait passer d'un de ces États dans l'autre serait soumis à ces importunes et humiliantes formalités auxquelles est assujéti tout étranger à son entrée en Espagne. Les deux pays ne diffèrent pas seulement entre eux par les lois et le gouvernement; le caractère, l'habillement, les mœurs et les coutumes des habitans ne présentent pas des contrastes moins frappans.

Il est si peu de personnes qui ne connaissent le système colonial espagnol, que nous regardons comme inutile d'en parler ici; toutefois, nous ne croyons pas devoir montrer la même réserve à l'égard de la *compagnie philippine*, à cause de la raison contraire. Cette compagnie se composait de marchands et de capitalistes de la Biscaye en Espagne, qui achetaient du roi le privilége d'importer et d'exporter des marchandises et des denrées

de toute espèce, et d'en fixer le prix. Sur le continent de l'Amérique méridionale, ni le capitaine-général, ni le vice-roi ne pouvaient rien changer au prix fixé par la compagnie. La peine capitale était prononcée contre tous ceux qui trafiquaient avec les habitans sans être autorisés par elle. Les indigènes étaient obligés de respecter ces priviléges exorbitans. Ce n'est pas tout : la compagnie avait des vaisseaux armés, appelés *guarda costas*, lesquels étaient employés à prévenir toute relation d'affaires entre les individus qui n'étaient pas autorisés par la compagnie. Le profit net des sociétaires était d'environ trois cents pour cent. Ce mode seul de commerce doit montrer à quel pitoyable état était réduite l'industrie des habitans de la Colombie.

Nous allons maintenant signaler, à partir du 9 avril 1810, les principales révolutions et les changemens de gouvernement qui eurent lieu quand Venezuela et la Nouvelle Grenade, régis par la même autorité, ne formèrent plus qu'un seul État.

Le gouvernement espagnol fut changé dans le Venezuela par une révolution qui éclata

à Caracas, le 19 avril, 1810, quand le capitaine-général Emparan et les membres du grand conseil furent arrêtés, et qu'une junte provisoire fut formée sous le nom de *junte établie* pour la conservation des droits de sa majesté le roi Ferdinand VII.

Le 2 mars 1811, le congrès de Venezuela, ouvrit sa session à Caracas. Elle se composait des députés des provinces suivantes : Margarita, Caracas, Merida, Cumana, Barcelona, Barinas et Truxillo. Par un acte du 5 juillet 1811, le congrès déclara libre et indépendante la république de Venezuela. Le 21 décembre de la même année, il sanctionna une constitution qui liait les provinces entre elles par un acte fédéral semblable à celui des États-Unis d'Amérique. Mais ces diverses provinces n'étaient pas seulement inquiétées par les Espagnols au dehors, elles étaient encore déchirées par des factions au dedans; d'ailleurs, elles subvenaient difficilement aux frais de la guerre; toutefois, la seule ville de Caracas suffit presque, par ses ressources immenses, à maintenir le nouvel ordre de choses. Le congrès était dans une situation

prospère, quand un tremblement de terre épouvantable, la perte de Porto Cabello et la capitulation de Vittoria anéantirent et le congrès et la république de Venezuela (juillet 1812). Le pays fut alors livré à la plus affreuse anarchie.

Le 14 août 1813, le général Simon Bolivar entra en triomphe dans la ville de Caracas, et prit le titre de *dictateur-libérateur de l'ouest de Venezuela*, et établit un gouvernement militaire absolu. Il ne fit en cela qu'imiter le général San Iago Marinno, qui s'était fait reconnaître dans les provinces de Cumana, Barcelona, etc., *dictateur-libérateur des provinces orientales de Caracas.*

Le 17 juillet 1814, les Espagnols rentrèrent dans la ville de Caracas. Par suite de la bataille de La Puerta, où les deux dictateurs furent défaits par Boves, les Espagnols reprirent possession des provinces que les deux dictateurs et leurs troupes avaient évacuées. Dans la nuit du 24 au 25 août, les dictateurs s'embarquèrent à Cumana.

Le 5 mai 1816, Simon Bolivar rentra avec un corps de troupes sur le territoire de

Venezuela (l'île de Margarita) et prit le titre de *chef suprême, capitaine-général des forces de Venezuela et de la Nouvelle Grenade, etc.*

Le 6 juillet, il abandonna le Venezuela, et s'embarqua à Ocumare pour l'île hollandaise de Buenos-Ayres.

Le 31 décembre 1816, le général Bolivar débarqua de nouveau à Barcelona, et reprit le titre de *chef suprême, libérateur de la république de Venezuela, capitaine-général, etc. etc.* Il dut son rappel à l'influence toute-puissante de Louis Brion, qui ne provoqua cette mesure qu'après avoir fait promettre solennellement à Bolivar d'assembler un congrès à Barcelona. Cependant, le libérateur ne se contenta pas de manquer à sa parole, il persécuta encore les membres du congrès de Cariaco, en mai 1817.

En 1818, les défaites successives des patriotes sous les ordres de Bolivar, les mécontentemens que lui témoignèrent les habitans d'Angostura, et les représentations énergiques de Brion, de Zea, de Manuel, de Torres, des docteurs Roscio et Carli, furent des consi-

dérations assez fortes aux yeux du chef suprême pour le décider enfin à assembler un congrès dans la ville d'Angostura, sous la dénomination de congrès de la république de Venezuela. Bolivar fut alors élu président de la république; nous verrons, dans son lieu, en quoi consistait ce pouvoir.

Pendant ce temps-là, la Nouvelle Grenade était agitée. Une junte s'établit à Bogota [1], le 20 juillet 1819, dont le vice-roi était président. Peu après, la même junte déposa son président, après l'avoir arrêté, et exila la plupart des membres du grand conseil, à l'imitation de la junte de Caracas qui avait eu recours aux mêmes mesures, le 9 avril 1819.

La junte, dans son manifeste, déclarait qu'elle ne reconnaissait plus l'autorité de la régence espagnole, et elle invita les vingt-deux provinces à envoyer leurs députés à Bogota, afin de fixer, dans une assemblée géné-

[1] Ce fut à partir de cette année 1819 que cette ville changea son nom de Santa Fe de Bogota en celui de Bogota; la province s'appelait alors *Cundinamarca*.

rale, la forme de ce nouveau gouvernement; mais cet état de choses, ajoutait-elle, ne devait durer que *pendant la captivité de son adoré roi Ferdinand VII.*

Les députés des provinces de Tunja, Pamplona, Neyva, Carthagena et Antiochia, s'assemblèrent dans la ville de Bogota, où ils conclurent, le 27 novembre 1811, un traité fédéral en soixante-huit articles, par lequel le congrès réunissait les pouvoirs législatif et exécutif. Mais les habitans de Cundinamarca désapprouvèrent ces articles d'union, et convoquèrent une assemblée générale des députés des vingt-deux provinces, parmi lesquels on choisit ceux qui ne s'étaient pas rendus à Bogota. Cette assemblée prit le nom de *El Collegio electoral constituente.* Elle proposa un projet de constitution, qui fut approuvé dans l'assemblée générale, le 17 avril 1812. Ce projet, en douze grands articles, traitait d'un gouvernement monarchique tempéré.

Francisco Marinno, président de la junte dans la province de Cundinamarca, se révolta contre le congrès. Ce corps politique

était si loin de croire que l'opinion des citoyens de Bogota fût en leur faveur, qu'il résolut tout à coup de quitter cette capitale, et d'établir le siége du gouvernement dans la petite ville de Tunja. Ce changement donna lieu à une guerre civile qui éclata entre les chefs du congrès et les partisans de Marinno, en 1812.

Après beaucoup de sang répandu des deux côtés, le congrès de Tunja décréta, le 10 septembre 1814, qu'on établirait un pouvoir exécutif, composé de trois membres, qui prendrait le titre de *Conseil exécutif.*

En novembre 1814, le général Bolivar arriva à Tunja, fut promu au grade de capitaine-général de Venezuela et de la Nouvelle Grenade, et fut chargé de mettre un terme à ces troubles par la force des armes. Il marcha à la tête d'une forte division contre Bogota, qu'il soumit sans effusion de sang, la ville n'ayant pas de fortifications et n'étant défendue que par un corps de troupes peu nombreux.

Le congrès revint de nouveau à Bogota, mais il fut bientôt après obligé de se dis-

soudre et de s'enfuir, parce que le général Bolivar, lui-même, alla mettre le siége devant Carthagena, au commencement 1815. Ce siége fut cause qu'il perdit son armée, le congrès, la forteresse de Carthagena, et l'indépendance de la Nouvelle Grenade.

A partir de cette époque, les provinces de la Nouvelle Grenade demeurèrent en proie à l'anarchie, chaque chef militaire gouvernant, suivant son caprice, le pays occupé par ses troupes. Quand le général Bolivar reconquit la Nouvelle Grenade en 1819, il forma à Bogota un gouvernement provisoire qui différait peu de la dictature qu'il avait établie à Venezuela dans les années 1813 et 1814.

Après toutes ces révolutions, la Nouvelle Grenade et Venezuela furent enfin réunies sous un seul gouvernement par un décret du congrès d'Angostura, sous le titre de *Loi fondamentale*, en date du 11 décembre 1819, *ville de Saint-Thomas d'Angostura*, dans la province de Guayana. Ce nouveau gouvernement s'intitula *République de Colombie*. La loi fondamentale était un traité d'union provisoire et illimité entre les habitans de la

Nouvelle Grenade et de Venezuela. Il fut sanctionné par le congrès général convoqué dans la ville del Rosario de Cucuta, le 12 juillet 1820.

Le gouvernement de la Colombie fut déclaré gouvernement central, et non fédéral. Dans les débats qui s'élevèrent à ce sujet, les députés de Venezuela se déclarèrent pour le premier; ceux de la Nouvelle Grenade se montrèrent au contraire partisans de l'union fédérale. La première opinion était celle du général Bolivar, qui, dans ses conversations particulières aux Cayes, à Barcelona et à Angostura, disait à ses amis, qu'un gouvernement central donnerait plus de force et de promptitude à l'exécution des lois. Ses ennemis l'accusent de ne s'être prononcé en faveur du gouvernement central que pour s'assurer le pouvoir qu'il aurait perdu par une union fédérale. Nous verrons, dans le cours de cet ouvrage, jusqu'à quel point cette accusation est fondée. Pour que les deux partis ne fussent pas privés de l'occasion d'exprimer des opinions mûres sur ce point, on inséra cet article dans l'acte de la

constitution : *Après qu'une expérience de dix ans ou plus, aura découvert tous les inconvéniens ou les avantages de la présente constitution, le congrès convoquera une grande assemblée colombienne qui sera autorisée à la réviser ou à la réformer entièrement.* Le territoire de la République de Colombie s'étend depuis l'embouchure de l'Orinoco jusqu'aux frontières septentrionales du Pérou et du Brésil, ou jusqu'à la province de Meynas sur les limites de la rivière des Amazones.

Le baron Humboldt rapporte, dans son *Voyage aux régions équinoxiales du Nouveau Continent*, que la république de Colombie est, avec Mexico et Guatimala, le seul état de l'Amérique espagnole qui ait des côtes opposées à l'Europe et à l'Asie. La distance du cap Paria, à l'extrémité orientale de la province de Veragua, est évaluée à quatre cents lieues maritimes; du cap Burica à l'embouchure de la rivière Tumbez, à deux cent soixante. Les côtes que la République colombienne possède dans la mer des Antilles et dans l'Océán pacifique, est égale en longueur

à celles qui se trouvent entre Cadix et Dantzick, entre Ceuta et Jaffa.

M. Buchon, dans son atlas américain, avance que la république de la Colombie contient quatre-vingt-onze mille neuf cent cinquante-deux lieues carrées; d'autres disent cent vingt-six mille. Le même auteur a assuré que sa population, en 1823, était de deux millions sept cent quatre-vingt-cinq mille habitans. Ce chiffre me paraît trop élevé, quand je réfléchis que la guerre et l'émigration ont été deux causes très actives de dépopulation, et que le gouvernement n'a presque rien fait pour y fixer les étrangers.

D'après un autre calcul, la population, au commencement de 1822, se comptait comme il suit :

	Blancs.	Hommes de couleur.	Total.
Dans Venezuela,	80,000	480,000	560,000.
Dans la Nouvelle Grenade,	110,000	900,000	1,010,000.
	190,000	1,380,000	1,570,000.

Ces évaluations, qui diffèrent si considérablement entre elles, furent faites dans l'espace d'une année; mais il est à remarquer

qu'aucun recensement ne se fît sous le gouvernement espagnol. Chaque prêtre avait un registre sur lequel il inscrivait les baptêmes, les mariages et les enterremens, et ces insertions autographes ne recevaient nulle publicité. Le gouvernement actuel de la Colombie n'a pas encore fait usage du recensement.

Les finances de la Colombie sont dans un triste état, les dépenses excédant de beaucoup le revenu. La dette nationale augmente considérablement, et l'intérêt de l'emprunt anglais n'est pas payé avec exactitude. Par une loi du congrès, en date de Bogota, 23 juin 1824, le territoire de la Colombie est divisé en douze départemens, quarante-neuf provinces et deux cent dix-huit cantons.

Le siége du gouvernement a été fixé provisoirement dans la ville de Bogota, et ce choix n'a pas manqué d'exciter la jalousie des habitans de Quito et de Caracas. La nouvelle ville de Bolivar, qui, conformément à l'article 7 de la loi fondamentale de la Colombie, doit être construite dans une situation centrale, n'a pas encore été commencée, probablement faute de fonds nécessaires.

La ville de Bogota contenait, en 1806, quatre-vingt mille habitans environ; elle n'en compte pas plus de cinquante mille aujourd'hui; et Caracas qui, cette même année, n'avait pas moins de trente-six mille habitans, voit maintenant ce nombre réduit à vingt-cinq mille.

Les forteresses de la Colombie sont Carthagena et les quatre forts de Boca Chica, situés à douze milles de Carthagena, Santa Martha et Porto Cabello. Les villes de Maracaybo, Coro, Laguaira, Cumana, Barcelona, Guayaquil et Pompatar sont en partie fortifiées, et sont comptées au nombre des ports de mer. La ville d'Angostura est fortifiée, mais n'est pas un port de mer; elle est située sur l'Orinoco, à quatre-vingts lieues environ de son embouchure.

Il y a d'autres ports de mer protégés par de petits forts, des batteries ou des redoutes, comme Carupano, Ocumare, Guiria, Juan Griego, etc. Dans l'intérieur, les villes de Quito, Partos, San Fernando de Apure, San Carlos, etc., ont des forts ou des batteries; mais les villes de Bogota et Caracas, situées dans

l'intérieur, ne sont pas fortifiées. Toutes les marchandises envoyées à Bogota doivent être embarquées sur la Magdalena pour Honda, où on les charge sur des mules qui traversent une des chaînes des Cordillières, et arrivent dans la belle vallée de Bogota en trois ou quatre jours de marche. Les transports pour Caracas se font par terre et bien plus facilement.

Bogota n'est défendu d'aucun côté. Caracas, au contraire, est protégé, du côté de la mer, par Laguaira et Porto Cabello, et du côté de la terre, par le fort de La Cabrera, situé dans un défilé très étroit, entouré d'un côté par le beau lac de Valencia, et de l'autre par une haute chaîne de montagnes.

Le port et la forteresse de Carthagena sont protégés par les quatre forts de Boca Chica.

Les douze départemens de la Colombie sont divisés en provinces, cantons ou comtés, et paroisses.

Chaque département a un intendant pour l'administrer, et cet intendant est nommé pour trois ans par le président de la république. Il y a, en outre, deux ou trois députés

assesseurs, des hommes de loi, un secrétaire-général, et d'autres officiers de l'intendance. Chaque département a son commandant des forces de terre, un major-général, un état-major et ses officiers, outre les commandans des différentes places, les officiers du génie, de l'artillerie, de l'infanterie et de la cavalerie.

Chaque province, excepté celle où l'intendant réside, a un gouverneur et un gouverneur-assesseur. Ils occupent ces emplois pendant trois ans. Chaque province a un secrétaire-général, un commandant de place, un directeur des douanes et d'autres officiers.

Chaque province est divisée en cantons et paroisses. Chacune d'elles a ses officiers municipaux, qu'elle nomme pour un an, mais qui ne reçoivent aucun émolument.

Les fonctions des juges politiques, dont le nombre s'élève à deux cents pour les douze départemens de la Colombie, sont aussi gratuites, ou peu s'en faut.

Dans chaque canton se trouve encore un notaire qui, comme les précédens, ne reçoit aucune espèce de rétribution.

Les côtes de la Colombie sont divisées en quatre départemens maritimes :

Le premier département comprend les côtes de Guayana, Cumana, Barcelona et Margarita ;

Le deuxième, celles de Caracas, Coro et Maracaybo ;

Le troisième, celles de Rio Hacha, Santa Martha et Carthagena ;

Le quatrième, le territoire d'Arato, jusques et compris celui d'Aragua.

Le gouvernement populaire représentatif de la Colombie fut renversé par le despotisme militaire de Simon Bolivar, qui prit le titre de *chef suprême de la république de Colombie.* Cependant un grand nombre de lois, faites par le congrès, durant l'existence du gouvernement populaire, sont encore en vigueur.

L'esclavage a été aboli par un décret du congrès ; mais cet acte est limité, car il n'étend son bénéfice qu'à ceux qui ont porté les armes, ou qui sont dans le cas de payer 200 dollars.

Sous la domination espagnole, les indigènes

étaient les esclaves des prêtres ou des alcades. Ils étaient forcés par leurs tyrans à cultiver en commun une certaine étendue de terrain. Ces esclaves étaient si misérables qu'ils ne payaient qu'avec la plus grande peine leur taxe annuelle, qui est de 6 à 9 dollars pour chaque homme, depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à cinquante.

Le 4 octobre 1821, le congrès décréta que toutes ces taxes seraient abolies, et que les Indiens auraient les mêmes droits et les mêmes priviléges que les autres citoyens de la Colombie; qu'ils ne seraient plus obligés de travailler en commun; que chacun aurait sa portion de terrain et la cultiverait comme il l'entendrait; et que ce partage aurait lieu dans l'espace de cinq ans.

Par la loi du 14 mars 1822, il fut ordonné que, dans chacune des écoles établies dans les villes de Bogota, Caracas et Quito, on admettrait quatre jeunes Indiens pour y recevoir une éducation classique, et en même temps deux jeunes Indiens devaient être admis dans chacun des colléges des quatre autres départemens pour y jouir du même avantage. Le

manque de fonds obligea ainsi de limiter leur nombre. Chacun de ces Indiens reçoit une pension de dix dollars par mois. Ceux qui se distinguent sont revêtus de fonctions ecclésiastiques, ou sont nommés à quelques emplois du gouvernement.

Outre ces Indiens chrétiens, il y a dans la Colombie diverses tribus d'Indiens idolâtres. Ces sauvages habitent Goagira et ses environs, les côtes de l'Orinoco, de Meta, de l'Amazone, et de plusieurs autres rivières qui arrosent les larges vallées de la partie orientale de la république. On les désigne sous le nom d'*Indios bravos*.

Les habitans des vallées de Casanare, Tuy, Apure, Araure, Cumana, Barcelona, etc., étaient des Indiens chrétiens, connus sous le nom de *Llaneros*. Ils sont féroces et cruels, mais ils ont rendu les plus grands services à la république.

L'instruction publique est très négligée, le gouvernement n'ayant pas le moyen de payer de bons maîtres, et les habitans des comtés et des paroisses étant trop pauvres pour subvenir aux frais de l'éducation de leurs enfans.

De plus, les maîtres instruits manquent dans le pays, aussi bien que les bons livres élémentaires.

L'article 15 de la loi du 2 août 1821, concernant les *écoles primaires*, autorise le pouvoir exécutif à établir des *écoles normales* dans les principales villes de la Colombie. On a vu plusieurs de ces écoles à Bogota, Caracas, Carthagena; mais le manque absolu de fonds et de livres élémentaires, et les préventions entretenues contre ce système, encore augmentées par les prêtres, qui sont généralement attachés aux vieilles méthodes espagnoles, réduisent l'application de ce mode d'instruction aux livres de prières et aux catéchismes, qui sont trop au-dessus de l'intelligence des enfans.

Le fameux professeur Lancaster, après avoir passé quelques années dans la Colombie, pour y propager son excellente méthode d'enseignement, fut obligé de quitter le pays, après avoir vu s'opérer sa ruine. Ses lettres et ses mémoires nous apprennent que Bolivar ne lui paya jamais les 20,000 dollars qu'il lui avait promis pour l'indemniser de ses soins

et de ses dépenses. Les colléges et les universités sont, comme les écoles primaires, dans un véritable état d'enfance.

A Bogota, il y a une école d'anatomie destinée aux élèves en médecine.

La Colombie a quatre universités, savoir : l'université de Quito, celle de Bogota, celle de Caracas et celle de Merida. L'université de Bogota est exclusivement mise à la disposition des élèves en théologie, mais les trois autres sont fréquentées par les étudians des autres facultés. Bogota et Caracas ont des bibliothèques où se réunissent les élèves des colléges et des universités, mais elles ne sont pas assez étendues; elles ne se composent guère, d'ailleurs, que de vieux livres de théologie.

Les Cordillières des Andes traversent la république dans toute sa longueur et forment plusieurs chaînes, de sorte qu'on a été obligé de pratiquer des routes sur la crête et les flancs de ces montagnes, mais si imparfaites qu'elles ne peuvent donner accès aux voitures. Aussi les voyageurs chemineut d'ordinaire à cheval ou sur des mulets, et ceux-ci sont

préférés à cause de la sûreté de leur pas. Dans la saison pluvieuse, il arrive souvent que les routes sont tellement inondées d'eau, qu'on ne saurait les traverser sans danger; les relations avec l'intérieur sont alors interceptées. Les ponts sont en si petit nombre dans la Colombie, qu'il faut traverser les rivières à la nage ou les passer dans de petits canots. Dans les flancs des Cordillières se trouvent plusieurs cavernes où se réfugient des bandes de voleurs qui, sous le nom de guerillas, infestent particulièrement aujourd'hui les départemens de Venezuela, Julia, Boyaca. Les voyageurs et les voitures publiques sont ordinairement accompagnés d'une escorte.

Les deux plus grandes rivières de la Colombie sont l'Orinoco et la Magdalena, toutes les deux navigables pour des vaisseaux. Presque toutes les autres portent bateau. Parmi celles-ci nous citerons la Catatumbo ou Zulia, formant, avec quelques autres, le grand lac de Maracaybo, l'Atrato, la Cruces, Arauca, Palia, Esmeraldas. Le congrès avait l'intention de joindre plusieurs d'entre elles au moyen de canaux.

Parmi les maladies qui règnent dans la Colombie, il faut compter, au premier rang, la fièvre jaune, le vomissement noir et la dyssenterie; mais elles ne se déclarent que dans certaines saisons; encore les deux premières sont-elles des années entières sans paraître. Mais la maladie qui exerce de plus grands ravages est désignée sous le nom de *el mal de la elefancia* (la lèpre). Les habitans croient que cette maladie est incurable, et que la personne qui en est attaquée peut la communiquer, soit par le toucher, soit par la respiration. Les malheureux sur lesquels elle sévit sont déchirés par des douleurs aiguës, par des ulcères dévorans qui ne donnent la mort que lorsqu'ils ont infecté les parties vitales.

Le gouvernement espagnol avait établi, dans l'île de Boca Chica, dans la province de Carthagena, un hôpital pour les lépreux, où un grand nombre des malades des deux sexes recevaient les secours de la médecine. Pour empêcher que cet établissement n'eût aucune communication au dehors, on avait établi un cordon de troupes à l'entour, et quiconque

tentait de forcer la garde ou de dépasser les limites prescrites, était passible de la peine de mort. Quand Carthagena fut devenue république, son gouvernement conserva cet établissement avec d'autant plus de soin qu'il se trouvait dans cette province un plus grand nombre de lépreux que dans toute autre province de la Nouvelle Grenade. Quand je commandais les forts de Boca Chica, je visitais souvent cet hôpital, qui se trouvait placé sous ma surveillance immédiate. C'était un horrible devoir à remplir que de visiter ces malheureux, parmi lesquels je trouvais des jeunes gens et des jeunes personnes accomplis, et dont les parens étaient riches et puissans. Arrachées par la force à la maison paternelle, les victimes de cette maladie contagieuse étaient condamnées à mourir lentement dans la misère et le désespoir, en proie aux souffrances les plus atroces. Je fis tout ce qui était en mon pouvoir pour adoucir leur situation; mais le peu de fonds dont je pouvais disposer était loin de répondre à mes désirs et à leurs besoins.

La province qui, après Carthagena, compte un plus grand nombre de lépreux, est la pro-

vince de Socorro. En 1820, le gouvernement de Cundinamarca voulut faire construire, dans la petite ville de Curo, un hôpital où tous les lépreux des provinces de Socorro, Pamplona, Tunja, Casanare, Bogota, Neyvas et Margarita, seraient réunis pour recevoir les secours de l'art; mais les fonds versés pour l'exécution de ce projet furent insuffisans, eu égard au grand nombre des malades, et ce fléau continua d'exercer ses ravages dans les sept provinces, comme dans celle de Carthagena. La lèpre sévit aussi dans les provinces de Panama, Choco, Guayana, mais avec moins de violence que dans les huit provinces que nous venons de citer.

La vaccine est en usage dans le pays, et l'on prend le plus grand soin, dans les villes de Bogota, Quito et Caracas, de conserver de bon vaccin, dans l'intention de l'envoyer dans les provinces où la petite vérole se déclare; mais il est quelques provinces qui ne sauraient jouir de cette bienveillante disposition, faute de fonds nécessaires. Les hôpitaux civils et militaires sont, pour la même raison, dans un état déplorable.

Un grand nombre de villes et de villages ont leurs cimetières à quelque distance de leurs murs; mais à Bogota et dans d'autres grandes villes, les morts sont enterrés dans les églises ou dans des cimetières situés au milieu de la ville.

Des maisons de refuge sont établies dans les villes de Bogota, Quito et Caracas, où les mendians et les vagabonds subviennent à leurs besoins par des travaux journaliers. Le gouvernement a établi une quatrième maison de cette espèce dans la ville de Pamplona qui regorge de pauvres; mais toutes sont dans un état déplorable, faute d'argent, et vous trouvez des mendians dans les rues de presque toutes les villes, bourgs et villages de la Colombie. Toutefois, il en est peu qui meurent de faim, car le sol est très fertile, et la population est faible relativement à l'étendue du territoire. Le bas peuple vit principalement de bananes, de riz, de fruits et de racines qui viennent avec peu ou point de culture.

Le clergé est très nombreux et exerce une grande influence. La plus haute dignité ecclésiastique est celle d'archevêque. Il y en a

deux : l'un réside à Bogota, l'autre à Caracas. On a dit qu'on devait en établir un troisième à Quito. Le traité conclu avec le pape, et cette déclaration placée en tête de la constitution de la Colombie, *que la religion catholique est et sera la religion de l'état*, sont des preuves suffisantes de l'influence du clergé. Il y a dix évêques dont la résidence est fixée à Quito, Cuenca, Mayanas, Panama, Carthagena, Santa Martha, Merida, Guayana, Medellin et Antioquia. Les ordres religieux et réguliers de la Colombie sont divisés dans les trois provinces de Venezuela, Bogota et Quito. Les provinces s'administrent et se gouvernent indépendamment l'une de l'autre. Le pouvoir supérieur ou central reconnu par chacun, sous le gouvernement espagnol, était le vicaire de l'ordre, résidant à Madrid, lequel dépendait lui-même immédiatement du général établi à Rome. Quelques patriotes ayant représenté au congrès qu'il était impolitique de continuer à entretenir des relations avec Madrid, ennemie jurée de l'indépendance, et lui ayant adressé un plan qui tendait à soustraire ces ordres régu-

liers à la dépendance de l'Espagne en leur assignant, sur le territoire de la Colombie, une ville centrale, d'où ils pourraient ensuite communiquer avec le saint Père, ce double projet fut accueilli favorablement et mis à exécution. Le premier congrès de la république de la Colombie, qui s'assembla à la ville de Rosario de Cucuta, en 1820, ordonna la suppression de tous les couvens qui ne contenaient pas au moins huit moines, et destinèrent leurs monastères et leurs dépendances à l'éducation de la jeunesse dans les écoles publiques. En vertu de cet ordre, environ trois cents monastères des deux sexes furent séquestrés.

L'établissement d'un congrès de la République peut être regardé comme une mesure essentielle à la liberté du pays, et prouve évidemment les progrès rapides de la raison publique du pays. Mais il est à craindre que l'immense étendue du territoire n'affaiblisse grandement, et peut-être n'annule les garanties de liberté, de sécurité individuelle et d'ordre public promises par le gouvernement. Pour l'ordinaire, les départemens ont

un chef qui réunit, en sa personne, l'autorité civile et militaire, sous le titre d'intendant. Mais, dans quelques-uns, il y a un général qui commande les troupes du département, et dont, au terme de la loi, l'intendant est le supérieur. Or, dans ces départemens d'exception, quand il arrive que ces deux chefs sont jaloux l'un de l'autre, il suit de leur inimitié secrète ou avouée des actes qui sont nécessairement contraires à la prospérité publique. Nous citerons un exemple : Quand Charles Soublette était intendant de Venezuela dans les années 1821, 1822 et 1823, le général Paez qui commandait les troupes du département, faisait un tel mépris de cet officier-général, qu'il refusait souvent de recevoir des ordres de lui, et ne se croyait obligé à l'obéissance qu'envers le président Bolivar, ou le vice-président, le général Santander.

Un jour Paez se rendit de Valencia à Caracas, dans l'intention de demander aux autorités militaires de l'argent pour payer ses troupes. Il se dirigea brusquement, sans se faire annoncer, vers le cabinet de l'intendant Soublette, auquel il demanda un ordre sur le

trésor pour la somme qui lui était nécessaire. Soublette répondit, en hésitant, qu'il lui accorderait sa demande avec beaucoup de plaisir, si le peu de fonds qui restaient dans le trésor n'étaient pas destinés à des objets de la plus grande importance. A cette réponse, Paez lui tourna le dos, ferma la porte avec violence et se présenta chez le trésorier auquel il signifia personnellement l'ordre de lui compter l'argent dont il avait besoin, et le força, malgré ses représentations, à faire droit à sa demande. L'argent reçu, Paez remonta sur son cheval et partit au galop pour rejoindre ses Llaneros. La mésintelligence qui exista constamment entre Paez et Soublette eut les plus tristes effets pour la cause nationale; c'est à elle qu'il faut attribuer le défaut d'ensemble dans les opérations militaires qui suivirent la bataille de Carabobo; c'est elle aussi qui contribua principalement aux progrès de Morales, à une époque où tout promettait le triomphe du parti de l'indépendance.

Les intendans qui sont ordinairement des chefs militaires, accoutumés à l'exercice d'un

pouvoir absolu à l'égard des militaires, croient devoir user de cette autorité au même degré quand ils ont affaire à des citoyens; prétention monstrueuse qui porte évidemment l'atteinte la plus grave à la liberté. Les intendans ne reçoivent d'ordres que ceux qui leur sont donnés par le président; ils sont nommés et installés par lui. Ces agens supérieurs, ainsi placés sous l'influence immédiate du président libérateur, sont un des plus forts ressorts de son pouvoir.

L'influence et la puissance ecclésiastique sont beaucoup trop grands dans la Colombie. Les membres du clergé siégent au congrès; ils sont aptes à tous les emplois civils et militaires et sont payés de préférence à tout autre ordre de citoyens. Ce mélange de fonctions dans les mêmes individus pourra sembler bizarre, mais il est hors de doute qu'il n'est permis que dans le but de rendre le clergé plus puissant et plus riche. La religion catholique est la religion de l'état, et tout autre culte est prohibé. Il ne manque pas d'avocats de la tolérance religieuse; toutefois le gouvernement n'a encore rien fait qui tende à l'autoriser.

La prohibition de toutes les religions, excepté la religion catholique, n'est pas seulement une mesure impolitique, elle est encore pernicieuse. C'est un phénomène dans l'histoire des nations qu'un tel article se soit trouvé dans la constitution d'un peuple qui se déclarait l'ami de la liberté. Ce fait seul suffit pour faire craindre que la liberté ne s'établisse jamais sur des bases solides dans l'Amérique du sud.

Le système de finances suivi, jusqu'à ce jour, par Bolivar et ses conseillers, a eu les conséquences les plus fâcheuses. Les choses en sont venues au point que Bolivar a ordonné que tous les impôts seraient perçus un an d'avance.

L'administration, dans toutes ses branches, est réduite à l'état le plus déplorable. Il résulte de là que les officiers, excepté ceux du trésor, ne sont pas payés, et que la plupart d'entre eux, pour subsister avec leurs familles, ne rougissent pas d'avoir recours à la fraude et à d'autres moyens honteux.

C'est cette extrême pénurie qui s'oppose au paiement des troupes de terre et de mer,

et empêche la prompte exécution des opérations militaires. On ne distingue une grande partie des soldats que par leurs schakots et leurs fusils. Les officiers eux-mêmes sont mal vêtus; ils portent rarement des épaulettes, et quelques-uns d'entre eux n'ont ni bottes, ni souliers; ils n'ont tous de l'argent que très rarement. Dans les années 1822 et 1823, quand Soublette était intendant du département de Venezuela, on vit des centaines d'officiers mendier de porte en porte, dans les rues de Caracas et de Laguaira.

On donne souvent le nom de bataillon ou de régiment à une réunion d'hommes qui ne s'élèvent guère à plus de deux cents hommes. Les armées de la Colombie ne sont non plus ni bien exercées, ni bien instruites, ni bien disciplinées. Le service se fait avec beaucoup d'insouciance, et les désertions à l'intérieur sont fréquentes; suite naturelle de la négligence avec laquelle sont traités les soldats.

Les réglemens et statuts militaires de la Colombie sont ceux de l'Espagne. Leurs droits de douane sont lourds et arbitraires, et en

repoussant la confiance, ils jettent le découragement dans le commerce et l'industrie.

D'après l'ancien système colonial, qui était puissamment soutenu par le clergé, la cour d'Espagne craignant que les Américains ne vinssent à sentir leur force et à connaître leurs droits, prirent grand soin d'empêcher le développement de l'industrie et des lumières dans l'Amérique espagnole.

L'éducation publique et particulière est extrêmement défectueuse, sinon totalement négligée. Toutes les études sont très bornées, et toute relation avec les étrangers est sévèrement défendue.

L'agriculture, cette grande source de prospérité publique, demeure dans l'état le plus déplorable. La rareté des bras, l'apathie du peuple, et les dégoûts dont on abreuve les étrangers qui cherchent à s'établir dans le pays : toutes ces causes jointes à un mauvais gouvernement qui souffre que les militaires se livrent continuellement à d'odieuses déprédations sur les paisibles habitans, sont autant d'obstacles qui s'opposent à la prospérité du pays.

Le sol de la Colombie est si fertile qu'il produit deux moissons par an, mais à présent, deux moissons n'équivalent pas à une moisson du temps de la domination espagnole. L'armée, qui contient plusieurs milliers d'esclaves, absorbe les classes laborieuses, et les chefs, sans se soucier du bien être et de la discipline des soldats, ne pensent qu'à grossir le nombre de leurs armées.

Le roi d'Espagne, dans le but de priver ses sujets d'outre-mer des lumières des peuples de l'Europe, ne négligeait rien pour empêcher les Européens de se rendre dans cette partie de ses états. Il s'était réservé à lui seul le droit d'accorder des passe-ports à ceux de ses sujets qui voulaient partir pour les colonies espagnoles. Avant d'obtenir ce passeport, un Espagnol était obligé de se soumettre à un grand nombre de formalités humiliantes. Cette faveur s'accordait encore plus difficilement à un étranger.

Après la paix de Badajoz, il n'était permis qu'à la France d'envoyer des agens ou des consuls à l'Amérique espagnole; et leurs actions étaient assidûment surveillées.

Un Américain espagnol qui voulait passer en Espagne était soumis aux mêmes formalités qui étaient imposées à l'Espagnol qui se proposait de passer aux colonies. Le vice-roi et le capitaine-général pouvaient seuls leur donner des passe-ports.

La peine capitale était prononcée contre tous les capitaines de vaisseaux non espagnols qui tentaient d'entrer dans un port des colonies espagnoles, et contre tous les marchands qui n'étaient point autorisés à trafiquer avec les colons. Avec des mesures aussi sévères il devenait tout-à-fait impossible aux habitans d'entretenir des relations avec des étrangers.

Le clergé a un grand intérêt à seconder les vues du gouvernement; aussi continue-t-il à perpétuer systématiquement l'ignorance et la superstition du peuple [1].

[1] L'auteur ne fait là que répéter les accusations banales dirigées contre le clergé d'Espagne et de l'Amérique du sud. C'est un grave défaut dans un historien ou un biographe que de se laisser aller aux préventions ou d'être coupable d'ignorance. Pour nous, qui ne tenons à aucun parti et qui sommes, peut-être, un peu mieux informé que l'auteur,

L'éducation est très négligée dans la Colombie, quoique les enfans soient envoyés à l'école à quatre ans, et entrent au couvent au même âge.

La plus grande partie des écoles, des colléges et des universités sont entre les mains des prêtres et des moines. Il ne faut point confondre les membres du clergé catholique avec ceux d'une autre communion [1]. Les

nous ne craindrons pas de dire que, depuis le commencement du siècle présent, le pouvoir de l'inquisition, en Espagne, a toujours été en décroissant. Un fait qui pourra sembler étrange, mais qui n'en est pas moins vrai, c'est que don Ramon de Arce, qui a rempli, le dernier, les fonctions de grand inquisiteur, était un prélat très tolérant et d'une extrême libéralité. Nous pouvons assurer, en outre, que l'influence du clergé ne s'étend aujourd'hui, en Espagne, que sur les plus basses classes de la société. Dans l'Amérique du sud, elle est sans doute plus grande, à cause de l'ignorance du peuple; cependant, on aurait tort de croire, sur la foi des préjugés, que le clergé de ces vastes contrées se montre, par système, inaccessible aux idées libérales.

(*N. d. T*)

[1] Il est probable que le général Ducoudray Holstein appartient à la religion réformée.

(*N. d. T.*)

prêtres catholiques, dans l'Amérique du sud, se montraient pleins de préjugés et ne possédaient que peu d'instruction. Les moines différaient peu des prêtres. Ils remplissaient la tête de leurs élèves de récits des miracles incroyables dont la *Vie des Saints* leur fournissait des échantillons-modèles. Ils leur faisaient en outre apprendre par cœur un grand nombre de prières latines dont ceux-ci ne pouvaient comprendre le sens. On leur enseignait à chanter des messes et des litanies et on les soumettait, en outre, à la pratique des autres formes extérieures de piété. C'est ainsi qu'on leur donnait de bonne heure des habitudes de dissimulation et d'hypocrisie [1].

Au sortir de l'école, ces enfans entraient dans un collége où on leur enseignait le latin et le grec très superficiellement. On chargeait ensuite leur mémoire de quelques connaissances mal digérées de théologie; on leur donnait aussi quelques légères notions de

[1] Cette réflexion est loin de nous paraître irréprochable. (*N. d. T.*)

l'histoire, de la géographie et de quelques autres sciences. Mais, si leurs instituteurs se montraient peu soigneux de leur enseigner les principes de la véritable religion, avouons du moins, qu'ils se piquaient de leur apprendre à connaître les différens rangs, les différentes classes de la société; tous leurs élèves appréciaient parfaitement les avantages attachés aux familles nobles, ou à celles qui étaient au service du roi ou de l'église. C'était à quinze ou seize ans que se terminait d'ordinaire cette éducation.

Dans le Venezuela, on croyait généralement que le comble de la félicité humaine était d'obtenir le titre de marquis, de comte ou de baron. J'ai connu divers Caraguins qui ont dépensé de grosses sommes pour obtenir ces titres du gouvernement espagnol. D'autres demandaient des ordres ou des rubans, car tout s'accordait en Espagne, mais plus facilement sous le gouvernement corrompu de Manuel Godoy, prince de la paix, que dans tout autre temps.

Cette rage des titres n'existait pas à un aussi haut degré dans la Nouvelle Grenade

que dans le Venezuela. Aucun titre de noblesse n'était connu parmi les nationaux de ce premier état. Les nobles européens conservaient leurs titres, après avoir quitté l'Espagne. Dans le Venezuela existait une noblesse créole, inconnue à la Nouvelle Grenade, dont les membres étaient désignés par le nom de Mantuanos. J'en parlerai plus loin. Mais dans les deux provinces, toutes les professions manuelles étaient fort méprisées, et étaient exclusivement exercées par les hommes de couleur ou les noirs. Une personne de bonne famille, qui s'adonnerait à ces occupations ou à toute autre industrie, serait regardée comme déshonorée.

Avant la révolution, la société était divisée en plusieurs classes très distinctes. A la première classe appartenait la *Real audiencia*, ou grand conseil, qui jugeait les affaires, en matière civile, et qui était toujours présidé par le vice-roi ou le capitaine-général. Le régent, les auditeurs et les juges de la plus haute cour de justice, faisaient aussi partie de ce conseil.

La seconde classe comprenait les familles

les plus riches et les plus marquantes parmi les créoles. Dans la Nouvelle Grenade, il n'y avait pas de terme pour les distinguer des autres familles : on disait seulement en parlant d'elles, qu'elles étaient de *haute naissance.* Dans le Venezuela, on les appelait *las familias Mantuanas.* Ces familles, pour l'ordinaire s'étaient alliées aux Européens.

La troisième classe était formée des juges des cours ordinaires, des officiers municipaux et militaires, depuis le lieutenant-colonel jusqu'au second lieutenant, des membres du barreau, des notaires publics, des officiers inférieurs du gouvernement qui étaient créoles, des docteurs, des professeurs, etc.

Dans la quatrième classe se trouvaient les marchands, les capitalistes, les fermiers, les banquiers, etc., tous blancs. Les autres classes étaient formées d'hommes de couleur et de noirs libres, d'indiens et d'esclaves.

Le clergé, régulier et séculier, n'appartenait à aucune de ces classes. Il était très respecté, avait sa juridiction particulière, son conseil ecclésiastique dont l'archevêque

était le président. Il avait des priviléges séparés, était entièrement indépendant du viceroi et du capitaine-général.

Les familles des Mantuanos, dans le Venezuela, étaient divisées, comme les grands d'Espagne, en classes très distinctes. Aussi, par *sangre azul* (sang bleu), on désignait les familles créoles les plus opulentes qui descendaient d'ancêtres espagnols, les premiers conquérans du pays, lesquels s'étaient définitivement établis. On donnait la dénomination de *sangre Mezclada* (sang mélangé) aux personnes d'une origine plus récente et qui s'étaient alliées à des familles ou espagnoles ou françaises.

L'éducation des jeunes personnes de Caracas était très négligée. On leur enseignait, mais très médiocrement, à lire et à écrire; elles avaient aussi des maîtres de musique et de danse : pincer de la guitare, coudre ou broder, faire de la toilette, lire des contes ou un livre de dévotion, telles étaient les occupations d'une jeune Mantuana. S'occuper de détails domestiques eût paru extrêmement ridicule.

Les dames de Bogota sont en général plus modestes et plus timides que celles de Caracas. Elles sont surtout remarquables par la fraîcheur et la pureté de leur teint. Leurs manières sont réservées, douces, agréables, et intéressent par cette candeur qui devrait être le trait caractéristique de leur sexe. L'éducation des demoiselles de Bogota est aussi plus solide. La plupart de ces jeunes personnes appartenant à la première classe de la société étaient élevées dans des couvens de nonnes ou dans des écoles qui leur étaient spécialement destinées. Ces maisons d'éducation étaient comprises dans l'enceinte des murailles du cloître, mais n'en formaient pas moins des habitations séparées, et les élèves n'avaient aucune communication avec les religieuses en général. Trois ou quatre religieuses, nommées par l'abbesse, étaient chargées de la conduite de l'école, et instruisaient les élèves. Une d'elles était nommée directrice, et les autres étaient obligées de lui obéir: Comme à leurs élèves, toute communication avec le couvent était interdite à ces maîtresses. Elles passaient par une petite

porte pour aller à l'église ou pour se rendre auprès de l'abbesse quand celle-ci les appelait auprès d'elle, ou chez les religieuses, qui dans des occasions extraordinaires, les invitaient à venir passer la soirée avec elles.

Les élèves entraient d'ordinaire dans ces établisssemens, à l'âge de quatre ans, et n'en sortaient que par l'ordre de leur famille, au temps de leur mariage, ou quand leur éducation était achevée. Il arrivait très rarement qu'une jeune personne obtînt la permission d'aller voir ses parens; seulement, ceux-ci pouvaient venir lui rendre visite au parloir, où ils étaient séparés d'elle par une grille de fer. Cette permission était demandée à l'abbesse du couvent, et était accordée sous la condition qu'une des religieuses serait présente à l'entrevue : cependant, il arrivait souvent que cette permission était refusée.

Ces jeunes personnes apprenaient à lire, à écrire, à compter; on leur enseignait encore les élémens de l'histoire, de la géographie, de l'histoire naturelle, de la musique vocale et instrumentale; on leur montrait

aussi à coudre, à broder, et à faire leurs robes et leurs chapeaux; elles apprenaient encore à faire la cuisine et à préparer elles-mêmes divers plats de dessert. Celles qui étaient les plus âgées étaient chargées du soin du ménage, plusieurs fois la semaine. On leur enseignait, en outre, à conduire une maison avec ordre et économie. Telle était l'éducation que recevaient les jeunes personnes de Bogota.

Les demoiselles qui recevaient chez leurs parens une éducation particulière ne sortaient jamais sans être accompagnées par un de leurs parens, ou un domestique de confiance. Elles étaient toujours habillées en noir, de sorte qu'on ne les distinguait des classes ordinaires que par le tissu des étoffes qu'elles portaient, par leurs montres, leurs diamans, leurs perles, ou les chaînes d'or au bout desquelles était suspendue une croix d'or ou d'ivoire entourée de perles ou de diamans.

Avant la révolution, il n'était point extraordinaire de voir à un bal ou à toute autre fête, des dames dans la toilette desquelles se

trouvait une valeur de plus de deux cent mille dollars, qui consistait principalement en perles et en diamans. Quand elles allaient à la messe, toutes étaient habillées de satin noir. Elles étaient suivies par vingt ou trente domestiques des deux sexes, libres et esclaves, très proprement habillés, et portant chacun quelque chose pour l'usage de leurs maîtresses, comme des livres, des ombrelles, des éventails, etc. Le mari, à Bogota ou à Caracas, n'accompagnait jamais sa femme à l'église.

Dans la Nouvelle Grenade il y avait, parmi les esclaves, plus d'hommes de couleur que de noirs. A Venezuela, c'était le contraire. Dans la première de ces provinces, on ne permettait jamais aux esclaves de sortir avec des souliers ou des bas, quoiqu'il fasse quelquefois si froid, surtout à Bogota, qu'on trouve de la glace dans les rues. C'est ainsi qu'on rappelait sans cesse aux esclaves l'avilissement de leur condition. Du reste, ceux-ci étaient parfaitement bien vêtus, bien nourris, et n'avaient pas grand'chose à faire. Les familles riches avaient d'un à deux mille de

ces esclaves, quelquefois davantage. On choisissait quarante ou cinquante d'entre eux pour être employés au service intérieur de la maison; le reste travaillait à la terre.

Aux promenades publiques qu'on appelle ordinairement almedas, les dames de Bogota se promenaient en voiture; et, là, comme dans tout autre lieu public, elles étaient habillées en noir. Dans les grands jours de fête, les femmes du gouverneur, des généraux et des autres officiers des deux capitales, se promenaient à cheval, en habit d'amazones, avec les épaulettes, les broderies, les décorations de leurs maris. La femme du vice-roi, ou du capitaine-général, était précédée par une foule d'aides-de-camp, et suivie par l'état-major et les officiers civils et militaires du gouvernement. Leurs maris ne se trouvaient jamais avec elles dans ces occasions. On s'adressait à ces dames en leur donnant les titres de leurs maris. C'est ainsi qu'on disait : *Son Excellence la vice-reine, la capitaine-générale, la gouvernante, etc.* Cette vieille coutume espagnole a été conservée par les Colombiens d'aujourd'hui.

Les ustensiles de ménage, les assiettes, les chandeliers, les pots étaient d'argent pur ou d'argent doré. Un pauvre de Bogota se serait cru déshonoré s'il n'eût eu son couteau, sa cuillère et sa fourchette d'argent.

La richesse et la magnificence des Américains ne paraissaient pas moins dans leur ameublement; et quand on considère que tous leurs articles étaient achetés à trois cents pour cent de bénéfice sur leurs côtes, y compris le transport et les droits exorbitans, on peut se former une idée de l'opulence des habitans de ces contrées. Les maisons des familles riches de Bogota ressemblaient à des palais. Elles étaient en pierres larges et massives, et se composaient ordinairement de trois étages. Mais Caracas et Bogota ont beaucoup souffert par deux violens tremblemens de terre : l'une en mars 1812, et l'autre le 25 novembre 1827.

Aujourd'hui, tout ce luxe, toute cette pompe, tous les agrémens d'une société choisie ont entièrement disparu. Le plus grand nombre des familles distinguées de Venezuela et de la Nouvelle Grenade ont abandonné le pays, et celles qui restent sont rui-

nées. La mauvaise administration de la Colombie, l'esprit de parti et la guerre civile, joints aux autres causes que j'ai précédemment exposées, ont semé l'anarchie et la misère sur ce beau pays. L'herbe croît dans les rues et les places publiques de Caracas et de Bogota. Les rues les plus fréquentées sont pleines de mendians en guenilles, dévorés de vermine et de maux, qui vous persécutent à chaque pas, en vous priant ou plutôt en vous ordonnant de leur donner quelque chose *por l'amor de Dios.*

Le libertinage est le trait le plus caractéristique du créole. Il n'est point de dépense à laquelle il ne soit décidé pour obtenir les faveurs de la femme dont il est épris. Le créole des hautes classes est généreux ou plutôt prodigue; mais le bas peuple est d'une avarice sordide, toujours prêt à commettre toute espèce de crime pour de l'argent, particulièrement à Caracas. Les étrangers qui obtenaient la permission de se rendre à l'Amérique espagnole, amassaient beaucoup d'argent en peu de temps. Ceux qui réussissaient le mieux dans le pays étaient les médecins et

les chirurgiens, les musiciens, les vendeurs d'orviétan, les jongleurs, les danseurs de corde, et tous ceux dont les talens parlaient aux sens et à l'imagination.

La dévotion, la superstition, la crédulité et l'ignorance sont choses communes parmi les créoles, mais moins chez les hommes, parce que beaucoup d'entre eux ont acquis des connaissances par les voyages. Les dames ont chacune son saint particulier, auquel elles se montrent singulièrement attachées, portant jour et nuit à leur cou, son portrait suspendu à une chaîne d'or. J'ai connu plusieurs dames qui avaient au moins une douzaine de portraits du même saint, qu'elles faisaient apposer dans divers lieux de leur appartement. Outre ces portraits, elles étaient bien pourvues de croix, de saintes vierges d'anges, etc. Le règne des prêtres et des moines était puissant dans le pays, et leur influence est encore très grande. Les chefs patriotes n'ont jamais osé user de sévérité contre un prêtre, même quand on n'ignorait pas qu'il était ennemi de la cause. On savait que l'archevêque de Caracas était opposé au

nouvel ordre de choses, et cependant, non seulement Bolivar, lors de son entrée à Caracas, ne l'inquiéta en aucune manière, mais il le traita avec le plus grand respect, dans plusieurs occasions. L'archevêque de Carthagena, il est vrai, fut exilé; mais sa place fut donnée à son grand-vicaire, connu sous le titre de père proviseur, qui détestait les patriotes. Ce fut lui qui, en août 1814, quelques jours après que le président du gouvernement de Carthagena, le secrétaire d'État (prêtre lui-même), le général en chef, et diverses personnes distinguées de la ville de Carthagena eurent été reçus francs-maçons, excommunia publiquement l'ordre entier, par un décret formel qu'il fit apposer, pendant la nuit, aux portes de toutes les églises de sa ville. Malgré cet esprit d'opposition publique, il demeura dans la tranquille possession de sa charge, et ne fut jamais inquiété à cause de ses principes et de ses actes politiques.

Comme un des grands objets des rois d'Espagne avait été de propager la foi catholique dans leurs immenses provinces, ils avaient

établi des tribunaux de l'inquisition, successivement dans les villes de Mexico, Lima et Carthagena. Mais dans les dernières années du règne de Charles IV, le tribunal avait cessé d'être bien redoutable. Il fut principalement institué alors pour empêcher que des productions littéraires, écrites dans des vues libérales, et auxquelles ils donnaient le nom de *philosophiques*, ne s'introduisissent dans le pays.

En 1826, un libraire envoya de New York à Carthagena diverses caisses remplies de livres espagnols de prix. Il se trouva parmi eux quelques exemplaires du fameux *Dictionnaire philosophique* de Voltaire; les caisses furent ouvertes, et, par le crédit de quelques prêtres, la plus grande partie des livres parmi lesquels se trouvait le dictionnaire, furent refusés et renvoyés à New York. Je tiens ce fait du libraire lui-même.

Don Vicente Pazos, dans ses lettres à Henri Clay sur l'Amérique du sud, dit que depuis Lima jusqu'à Monte Video, dans une étendue de territoire de plus de trois mille milles, où se trouvaient compris le Pérou, le Chili et Rio

de Plata, et qui embrassait un nombre considérable de villes, de villages, d'universités, d'écoles, de cours de justice, il n'y avait qu'une seule presse à imprimerie, et dans un fort mauvais état. Avant la révolution de 1810, cette presse appartenait aux jésuites de Cordova.

Le Caraguin est beaucoup plus vif, plus pétulant que l'homme de Bogota; il est aussi beaucoup plus éclairé; mais il est plus corrompu, plus faux, plus jaloux, plus vindicatif que le Grenadin. Celui-ci sera fidèle à sa parole; le Caraguin donnera promptement la sienne, ajoutera des protestations et même des sermens; et, après vous avoir trompé, il rira de votre crédulité. Le Caraguin sacrifiera tout à la pompe et à l'ostentation; le Grenadin est plus modeste, plus retenu dans ses dépenses, et a beaucoup plus d'ordre dans son intérieur. Le Caraguin, pourvu qu'il soit vu, jettera des poignées d'or à un mendiant; le Grenadin donnera en secret, mais sans profusion, et montrera de l'intérêt et de la compassion au malheureux qu'il oblige. Dans presque tous les couvens de Bogota, il y avait

une maison pour les pauvres qui était soutenue par la charité des particuliers. Il y avait en outre un grand hôpital pour les hommes, et un autre pour les femmes.

Les créoles sont généralement jaloux de tous les étrangers, et témoignent de l'aversion pour les chefs qui n'appartiennent pas à leur province. Cependant, si la nécessité l'exige, ils obéiront à un étranger, mais aussitôt qu'ils pourront se passer de ses services, leur obéissance cessera, et ils auront recours à tous les moyens pour lui faire perdre son grade. Dans le Venezuela, où aucun étranger n'a été admis au commandement en chef, on les a vus très souvent frappés de destitution. Dans la Nouvelle Grenade, on a confié de hauts commandemens à divers étrangers qui ont été, en général, parfaitement bien reçus, parfaitement bien traités, et le sont encore aujourd'hui.

L'antipathie et la haine qui se manifestent entre les habitans de Venezuela et ceux de la Nouvelle Grenade sont fortement exprimées quoiqu'on ne voie aucune bonne raison qui les explique. Ce qu'on sait comme très certain

c'est qu'elles existent depuis des siècles, et et qu'elles sont encore dans toute leur force aujourd'hui. Il est triste d'ajouter que l'inimitié de ces deux peuples a été funeste à la cause de l'indépendance. Le vain et orgueilleux Caraguin n'a jamais cessé de mépriser ou de tourner en ridicule la simplicité et l'ignorance du Grenadin; mais celui-ci, d'autant plus vivement blessé, qu'il connaît son infériorité, voue secrètement une haine mortelle à ce rival railleur et superbe. Le natif de Caracas se reconnaît à sa gesticulation, à son babil intarissable, à sa forfanterie et à ses sarcasmes amers. Il professe le plus souverain mépris pour tous ceux qui ne sont pas nés dans sa province. On a dit avec raison que le Caraguin a tous les vices d'un Espagnol sans en avoir les vertus.

La Nouvelle Grenade conserve ses lois, ses coutumes, ses priviléges, tels qu'ils étaient avant la révolution. Telle institution profiterait dans une province, qui serait impraticable dans une autre. Un vice-roi de Grenade n'a aucune autorité quelconque sur un capitaine-général de Venezuela. Ces chefs avaient

des pouvoirs aussi distincts l'un de l'autre, que les caractères et les coutumes de leurs administrés différaient entre eux. Chacun rendait ses comptes au roi, et recevait des ordres de lui directement.

Les Colombiens ont conservé les manières et les coutumes des anciens Espagnols. Leurs fêtes civiles et religieuses, leur société, leur manière de vivre, leurs habillemens, leurs lois, leurs institutions sont absolument les mêmes. Dans l'armée et la marine de la Colombie, les anciens réglemens et ordonnances du roi sont suivis de point et point.

Le caractère des habitans de la province de Carthagena diffère beaucoup de celui des habitans de Caracas et de Bogota. La licence des mœurs y est plus grande que dans l'une ou l'autre de ces provinces; les femmes sont généralement pâles, à cause de l'insalubrité du climat; et les marais, les lacs et les eaux stagnantes qui entourent la forteresse de Carthagena, rendus plus insalubres encore par un soleil brûlant, exhalent des vapeurs pestilentielles qui sèment sur le pays des maladies contagieuses. L'eau que boivent les ha-

bitans est malsaine et d'un goût saumâtre. Il n'y a que les gens riches qui boivent de l'eau de pluie, qu'on amasse dans de grandes citernes, et qu'on vend à très haut prix.

Le nombre des pauvres et des mendians est beaucoup plus grand à Carthagena que dans toute autre province de la Colombie, eu égard à sa population. Les causes de la misère publique se trouvent dans un commerce abattu, dans des droits d'importation et d'exportation beaucoup trop lourds, et dans la stérilité absolue du sol. Sous la présidence de Torrices, dans les années 1812, 1813 et 1814, Carthagena florissait, et était la seule province où les étrangers fussent bien accueillis et hautement protégés; mais sous l'intendance du général Mariano Montilla, ils étaient exposés à payer des droits considérables à cause des mesures arbitraires et vexatoires auxquelles il avait recours. Plusieurs capitaines de vaisseaux étrangers, et d'autres, venant de cette place m'ont confirmé ce fait. L'ignorance est généralement plus grande à Carthagena qu'à Bogota et à Caracas.

J'ai déjà parlé des vastes plaines de Vene-

zuela et de leurs excellens pâturages. Ces plaines sont généralement habitées par des Indiens convertis, qui se distinguent par leur cruauté, leur ignorance, leurs préjugés et leur superstition. Ils sont connus sous la dénomination générale de Llaneros (peuple des plaines). Leur seule occupation est de soigner de nombreux troupeaux dont ils sont les maîtres. Ils sont à moitié sauvages, et se sont multipliés rapidement. Dès leur enfance, ils sont accoutumés à dompter les chevaux sauvages, qui courent par centaines sur leurs immenses savanes. On peut dire d'eux qu'ils sont cavaliers nés.

En temps de guerre, ils sont armés d'une longue lance, mais ils n'ont pour l'ordinaire ni sabre ni pistolets. Ils ne portent point d'uniforme régulier, et manquent de bottes et de souliers. Ils sont couverts de haillons, et ne ressemblent à des soldats que par une espèce de large pantalon à la mamelouk. Tous portent avec eux une *manta*, espèce de couverture, et leur hamac.

Les Llaneros sont braves, actifs, infatigables. Leurs qualités militaires s'exaltent

surtout quand Paez est à leur tête, car, dans leur idée, Paez est le plus grand héros du monde, beaucoup plus grand que Napoléon. Paez est né dans leurs vallées; il boit, mange, fume et dort avec eux sur la terre, et parle leur langage barbare; Paez est de tous points un vrai Llanero; Paez est leur idole.

Leur manière de combattre ressemble beaucoup à celle des Cosaques. Comme eux, ils attaquent l'ennemi avec de grands cris, et jamais en ordre de bataille; ils fuient pour se reformer et attaquer de nouveau. Ils l'environnent de tous côtés, mais ne tiennent pas ferme devant lui; ils suivent aussi un corps isolé, tombent sur son arrière-garde, et tuent les prisonniers sans pitié, pillent les blessés; enfin, ils font la guerre comme des sauvages.

Après Paez, c'est le général Zarasa qui a le plus d'influence et d'autorité sur les Llaneros. Il est brave, instruit et humain, et, sous tous les rapports, supérieur à Paez, dont il se montre jaloux. Les chefs espagnols, mais surtout Morillo, ont tenté plusieurs fois de l'attirer dans leur parti; mais la fermeté de son caractère s'est jouée de tous leurs efforts. Fu-

rieux de ses refus réitérés, ces chefs inhumains se sont lâchement vengés sur sa femme et ses enfans, qu'ils ont massacrés.

De tous les habitans de la Colombie, les Llaneros sont ceux qui se sont le plus distingués dans cette guerre longue et sanglante, si l'on en excepte les Margueritains, dont je parlerai plus tard. Les Llaneros n'ont cessé de se montrer dévoués à la cause de l'indépendance, tandis que les habitans de Caracas, Bogota et Carthagena ont souvent varié dans leurs opinions politiques. Cette race sauvage, mais fière et belliqueuse, embrassa courageusement le parti de la république. En 1813, ils contribuèrent puissamment aux succès de Bolivar. Bien que celui-ci déteste Paez, il lui montre en public les plus grands égards pour se l'attacher. La vérité est que, si Paez avait été d'un autre caractère, il aurait pu, dans diverses circonstances, renverser le dictateur. Trois offres très distinctes lui ont été faites dans cette intention.

Les Margueritains ne ressemblent aux Llaneros que par la bravoure; ils sont civilisés et humains. Leurs côtes maritimes les mettent

dans le cas, malgré les lois, de faire du commerce avec les habitans de Saint-Thomas, de Curaçao, etc. Margarita a un grand nombre de baies où les bâtimens peuvent entrer, et qui ne sont pas aussi étroitement surveillées par les vaisseaux espagnols du roi ou de la compagnie que les plus grands ports de Cumana, Barcelona, et d'autres villes qui appartiennent aux habitans des plaines.

Tout le monde sait que les Marguerìtains, depuis le commencement de la révolution (1810), ont été les plus zélés défenseurs de l'indépendance, et n'ont pu être subjugués par les Espagnols, même pendant qu'une partie des plaines était tombée au pouvoir de Boves, Morales et Morillo. Ce sont de vrais républicains, industrieux, braves et hospitaliers. Si quelques-unes des provinces de la Colombie ont mérité la liberté et l'indépendance, Margarita doit être nommée la première, et tous ceux qui ont connu ces valeureux insulaires seront sans doute de mon opinion.

HISTOIRE

DE BOLIVAR.

HISTOIRE
DE BOLIVAR.

CHAPITRE PREMIER.

Causes de l'ignorance des Européens relativement aux événemens politiques de la Colombie et aux personnages qui ont joué un grand rôle dans la révolution de ce pays. Fausses idées généralement reçues sur ces deux sujets.

Ce n'est pas une tâche facile que d'écrire avec impartialité l'histoire des hommes célèbres, et dont la carrière est à peine achevée. Burke a dit que c'est *la mort qui canonise un grand homme.* Heureusement, la vie politique et militaire du général Bolivar a été assez publique pour qu'il fût permis de commencer son histoire, de son vivant[1].

[1] La mort récente de Bolivar nous a permis de rendre complète l'histoire de ce grand personnage.

(*Note du Traducteur.*)

Des panégyristes enthousiastes ont souvent dit que le chef suprême de la Colombie fut le héros de l'Amérique-Méridionale, et le bienfaiteur de son pays ; ils ne croient pas trop faire en le comparant à Washington et à Napoléon, tandis que d'autres assurent qu'il fut le Cromwell, le tyran, l'oppresseur de la Colombie. La vérité se trouve rarement dans les extrêmes.

Plusieurs causes contribuèrent à rendre l'opinion favorable au général Bolivar, dès son début dans la carrière. Les renseignemens obtenus de la Terre-Ferme, au moyen de correspondances particulières, devaient se ressentir des diverses passions qui animaient ceux qui les avaient transmis; et ils impliquaient souvent contradiction entre eux. Mais le doute servait encore merveilleusement les intérêts du libérateur, car ce doute était faible, et devait l'être nécessairement.

Au risque de trahir le secret de mainte autre gloire moderne, il faut dire que de tous les moyens employés pour exalter la réputation du général Bolivar, il n'en fut aucun de plus efficace que celui qu'offrait la rédaction des bulletins et des proclamations. Ces

publications importantes, toujours écrites sous la dictée du Libérateur ou sous celle des chefs attachés à sa fortune, ne différaient en rien du ton pompeux et emphatique employé dans ces sortes d'écrits, par tous les généraux d'armée, à quelque nation qu'ils appartiennent. La langue espagnole éminemment sonore se prête d'ailleurs facilement aux phrases redondantes. L'adoption de ce genre de style ne pouvait manquer de plaire singulièrement aux habitans de Caracas dont la présomption et la vanité sont les deux traits caractéristiques. Ces bulletins et ces proclamations, traduits fidèlement sans aucun commentaire, devaient nécessairement répandre les idées les plus fausses sur le nombre des forces militaires de la Colombie, sur la conduite des soldats et sur les talens des chefs. Pour justifier ces reproches dirigés contre l'exagération systématique des pièces officielles publiées par ordre de Bolivar, je dois rapporter une anecdote assez curieuse.

Lorsque j'étais chef d'état-major à Carupano, en mai 1816, le général Bolivar, alors *chef suprême* de la république de Venezuela,

ordonna à un détachement d'environ soixante-quinze hommes de s'emparer du village de Santa-Rosa et du petit fort de même nom, situé sur une colline qui domine le port. Ce fort n'avait pour défenseurs que vingt-cinq hommes à demi nus et mal armés, qui, après avoir tiré deux fois une pièce de 24, se retirèrent de la place. Dans cette affaire, il n'y eut pas un seul homme tué ou blessé; on ne fit pas un prisonnier. Toutefois, le lendemain je lus, non sans surprise comme on peut le croire, un bulletin signé de moi, et qui commençait ainsi : « Les indépendans, » formant quatre divisions, débarquèrent » sous le commandement immédiat du chef » suprême. Malgré une vigoureuse résistance » et un feu bien nourri, le général Piar, à la » tête de sa division, prit d'assaut l'importante » forteresse de Santa-Rosa. La division du » général Marinno s'est aussi distinguée par » sa bravoure et son sang-froid, etc. » Le fait différait de cette narration, en ce que le général Piar, à la tête seulement de vingt-cinq hommes, ayant sauté par-dessus le mur très-bas de cette importante forteresse, n'avait

rencontré aucune résistance, par la raison que les Espagnols s'étaient enfuis, à son approche.

Quand je vis ce pompeux bulletin, je demandai à Bolivar pourquoi il faisait sanctionner de ma signature une mauvaise plaisanterie. Il me répondit en riant que Baillot (notre imprimeur) avait eu à cœur de finir la composition du bulletin, avant minuit; qu'il avait ordonné au capitaine Chamberlain, son aide-de-camp, de l'écrire sous sa dictée; et, que ne m'ayant pas trouvé chez moi, il l'avait envoyé à l'imprimeur, signé de mon nom, à cause de mon rang de chef d'état-major. On peut trouver ce bulletin dans beaucoup de gazettes, et particulièrement dans le *Journal de Curaçao* (juillet 1816). Ni Bolivar ni moi n'étions présens à cette escarmouche; le général en chef était resté tranquillement à bord, avec l'amiral Brion, pendant ce beau fait d'armes, et moi, conduit à terre par un brick, je n'arrivai que quand tout fut fini.

A quelque temps de là, je montrai au général Bolivar une gazette de Baltimore qui répétait cette *grande victoire*, et qui ajoutait

que l'armée du général Bolivar était forte de sept mille hommes d'infanterie et de trois mille de cavalerie. Je pourrais citer beaucoup d'autres exemples du même genre. Mais cette seule anecdote suffira peut-être pour donner lieu à de violentes récriminations. Quoi qu'il en soit, je puis déclarer ici que je n'ai pas plus d'intérêt à flatter qu'à calomnier le général Bolivar. Je ne me dissimule pas la difficulté de la tâche que je me suis imposée, mais j'en sens aussi toute l'importance. Aucune considération ne m'empêchera de dire toute la vérité. Je me rends donc garant de l'exactitude des faits contenus dans ces Mémoires : la franchise et la bonne foi sont heureusement des titres à la faveur du public.



CHAPITRE II.

Naissance de Bolivar. — Sa famille. — Il vient en Europe. — Son mariage. — Erreurs que renferme une notice biographique publiée à Londres.

Simon Bolivar naquit dans la ville de Caracas, le 24 juillet 1783. Il était le fils cadet de don Juan Vicente Bolivar y Ponte, colonel de milice des plaines d'Aragua, et de dona Maria Concepcion Palacios y Sojo. Ses parens, qui étaient originaires de Caracas, se disaient *Mantuanas* [1]. Il perdit son père, en 1786, et sa mère trois ans plus tard.

[1] C'est sous ce titre que l'on désigne, à Caracas, les familles riches ou de distinction.

Le jeune Bolivar vint en Espagne, à l'âge de quatorze ans, suivant l'usage des riches Américains de cette époque, qui dépensaient dans une seule année de résidence en Europe plusieurs années de leur revenu. Ils y cherchaient des emplois et des décorations militaires, qui furent souvent mises à l'enchère sous l'administration de Manuel Godoy, prince de la Paix. Les jeunes Américains se rendaient aussi en Espagne pour achever leur éducation, pour se fortifier dans l'étude des lois, de la médecine ou de la théologie. Ces voyages d'outre-mer étaient indispensables à la plupart d'entre eux, car les lois de ce temps-là ne permettaient à aucun Américain l'exercice d'une profession savante en Espagne, sans qu'il eût obtenu un diplôme d'une université espagnole, et sans ce diplôme nul Américain n'avait le droit d'exercer, même dans son pays natal. A la Nouvelle-Grenade, on ne pouvait non plus, faute de ce titre, avoir l'honneur d'être capucin. Mais le jeune Bolivar, passionné pour le plaisir, faisant sa principale affaire de briller dans le monde, ne consacra

qu'une faible partie du temps qu'il passa, en Espagne, à l'étude de la jurisprudence.

Simon Bolivar était, à cette époque, lieutenant du corps de milice des plaines d'Aragua, dont son père avait le commandement. Il avait un frère aîné qui mourut, en 1815, et deux sœurs qui jouissaient d'un revenu annuel de 40 à 50,000 dollars, qu'elles retiraient de plusieurs propriétés considérables. Ces propriétés n'étaient pas à une grande distance de la ville de Caracas, et Bolivar et sa famille habitaient ordinairement tantôt l'une, tantôt l'autre. Cependant San-Mateo fut toujours la résidence favorite du général. C'était la plus considérable de ses terres, où l'on ne comptait pas moins de mille à quinze cents esclaves avant la révolution. La magnifique habitation qu'il possédait dans la vallée d'Aragua, à peu de distance du lac de Valence, fut détruite, en 1814, par le fameux Boves.

En quittant l'Espagne, Bolivar se rendit en France, et demeura à Paris plusieurs années. Jeune, riche, avec de mauvais exemples constamment sous les yeux, il se livra sans ré-

serve à tous les plaisirs de la vie. J'ai remarqué plus d'une fois que, lorsque Bolivar me parlait du Palais-Royal, c'était toujours sur le ton de l'enthousiasme. Sa physionomie s'animait alors, ses paroles devenaient véhémentes, ses gestes étaient brusques et désordonnés; tout enfin annonçait quelle vive impression avait faite sur lui cette espèce de bazar oriental au milieu de Paris.

C'est principalement à cette vie toute de plaisir et de dissipation que mena Bolivar à Paris, que j'attribue l'éloignement qu'il a toujours montré pour toute application suivie. Il est certain que le général ne pouvait s'occuper chaque jour plus de deux ou trois heures, dont il employait la plus grande partie à causer avec ses favoris sur des sujets indifférens. Il n'écrivait presque jamais lui-même, mais il dictait ou indiquait à son secrétaire ce qu'il désirait qu'on écrivît.

Bolivar revint, en 1802, à Madrid, où il épousa une des filles de don Bernardo del Toro, oncle du marquis actuel de ce nom. Son beau-père, qui était né à Caracas, résidait à Madrid. Bolivar n'avait alors que dix-

neuf ans, et sa femme pas plus de seize. Ils revinrent, en 1809, à Caracas, et menèrent une vie très-retirée dans leurs terres. Peu après, sa femme tomba malade et mourut sans laisser d'enfans.

Bolivar avait acquis du moins, dans le cours de ses voyages, un grand usage du monde, des manières polies et gracieuses, qualités frivoles, si l'on veut, mais qui n'en exercent pas moins beaucoup d'influence sur ceux qui entourent le pouvoir.

En 1823, M. Ackermann publia, à Londres, en langue espagnole, sous le titre de *El Mensagero* (le Messager), un Recueil mensuel périodique du plus haut intérêt, qui était entièrement consacré aux affaires des nouvelles républiques espagnoles. Il contient, entre autres articles, *une Notice biographique du général Bolivar*, dans laquelle l'auteur, après nous avoir dit que Bolivar, pendant son séjour à Paris, se livrait à tous les amusemens des jeunes gens de son âge, ajoute un peu légèrement, *mais en se précipitant dans le tourbillon du monde, Bolivar ne perdait*

pas de vue l'objet de tous ses désirs, de toute son ambition, l'émancipation de son pays. C'était, d'après les idées de l'auteur, dans les salons de Paris que Bolivar préparait ce grand événement.

Voyons un peu si les actions du héros de la Colombie justifient les idées de l'écrivain. Un peu avant la révolution qui éclata à Caracas, le 19 avril 1810, je vois bien sur une liste qui fut dressée à cette occasion parmi d'autres noms chers aux amis de la liberté, les noms du général Miranda, de don Manuel Gual; du corrégidor T. M. Espana, de Narinno, de Zea, mais on y chercherait vainement celui de Bolivar. Dans la mémorable journée du 19 avril, quand le capitaine-général Emparan fut déposé par une junte patriotique, les chefs de cette révolution furent l'alcade don Martin Tobar, don Francisco-Salias, Carlos Machado, Mariano Montilla, Joseph-Félix Ribas, et plusieurs autres; mais Bolivar ne prit aucune part à ce grand événement. Retiré dans ses terres, il résista à toutes les instances de son cousin Joseph-Félix Ribas qui le pressait de venir servir la cause de la

patrie. Quelque temps après, la junte lui donna le choix d'un poste civil ou militaire sous le nouveau gouvernement; Bolivar rejeta cette offre, et les pressantes sollicitations de ses amis et de ses parens ne purent lui faire changer de résolution. Enfin, il accepta une mission pour Londres avec le grade de colonel dans la milice. On lui donna pour collègue, M. Luis Mendez y Lopez, qui, pendant plusieurs années, avait été l'agent de Venezuela pour Londres.

Maintenant, si Bolivar avait formé dès sa jeunesse le projet de délivrer son pays, ainsi qu'on l'affirme dans le recueil périodique de M. Ackermann, n'aurait-il pas saisi avec empressement l'occasion de se joindre aux chefs de la révolution, et se serait-il refusé à accepter un poste sous le gouvernement de la junte et du congrès, malgré les offres pressantes qui lui furent faites par ces deux corps en 1810 et 1811? A son retour de Londres, il se retira dans ses terres, sans vouloir prendre aucunepart aux affaires publiques.

Le *Magasin* dit en second lieu, que Bolivar, lors du tremblement de terre, vint

joindre Miranda qui avait son quartier-général à Vittoria, et qu'il avait le grade de colonel dans l'armée : c'est une erreur. Bolivar fut nommé *huit mois avant* le tremblement de terre, gouverneur de la forteresse de Porto-Cabello, mais il ne vint pas à Vittoria se joindre à Miranda. Après avoir quitté secrétement cette forteresse, il n'osa pas paraître devant Miranda, car il craignait avec raison d'être traduit devant une cour martiale, pour avoir abandonné de nuit et sans ordre la plus forte place de Venezuela dont Miranda lui avait confié la défense. Bolivar était alors lieutenant-colonel de l'état-major de Miranda.

On avance aussi, dans le même article, que la perte de Porto-Cabello ne diminua en rien l'influence de Bolívar sur l'armée. C'est une autre erreur. Peu après la perte de Porto-Cabello qui, après le départ secret de Bolivar, tomba entre les mains du général espagnol, don Domingo Monteverde, en juin 1812, Miranda fut tellement affecté de la reddition de cette place qu'il capitula à Vittoria avec Monteverde, en juillet 1812. En vertu de cette capitulation, le congrès, la république et

l'armée de Venezuela étaient entièrement dissous, et il ne restoit plus à chacun qu'à se sauver comme il pourrait. Comment Bolivar aurait-il eu de l'influence sur une armée désorganisée? L'auteur de la notice biographique paraît ne pas avcir été informé d'un fait bien connu, je veux dire l'arrestation du général Miranda, à Laguaira. Cependànt, personne n'ignore que ce fut Simon Bolivar lui-même, accompagné du docteur Miguel La Penna, du lieutenant-colonel Manuel Maria Casas, gouverneur de Laguaira, qui exécuta cette mesure violente, que le lieutenant-colonel Bolivar s'embarqua bientôt après avec un passe-port signé du général espagnol Monteverde; et qu'il était porteur d'une lettre de recommandation du général pour un marchand alors à Porto-Cabello, lequel avait un brick tout prêt à faire voile pour Curaçao. Ce fut ce marchand qui fut prié, sinon requis par le général espagnol, de recevoir à son bord le lieutenant-colonel Bolivar [1]. Si donc on admettait que Bolivar eût, à ce temps-là, quelque influence sur l'armée patriotique,

[1] Je tiens ces détails du marchand lui-même.

comment aurait-il obtenu un passe-port, et ce qui est plus, une lettre de recommandation du général en chef espagnol?

Ces détails et beaucoup d'autres prouvent clairement que, dans le plus grand nombre des écrits publiés sur Bolivar, les auteurs se sont efforcés de lui supposer des intentions qu'il n'a jamais eues.



CHAPITRE III.

Evénemens antérieurs à l'entrée de Bolivar dans l'armée régulière de Venezuela. — Premières Causes de la révolution à Caracas. — Invasion de Napoléon en Espagne, et de son influence sur les colonies espagnoles. — Circonstances qui favorisent le soulèvement des Américains contre leurs oppresseurs.

Avant d'aller plus loin, je dirai quelques mots de l'état de l'Europe et des Indes occidentales avant la révolution, et j'indiquerai la cause première de cette révolution qui ruina la puissance colossale de l'Espagne, et promit liberté et prospérité aux Américains espagnols.

C'est Napoléon, le gouvernement espagnol et la sainte-alliance qui, en contribuant à provoquer et à nourrir une guerre sanglante entre l'Espagne et ses colonies, ont puissamment contribué à les rendre libres et indépendantes. Napoléon les servit par son invasion; la régence et les Cortès, en envoyant sur la Terre-Ferme des chefs remarquables seulement par leur ignorance et leur faiblesse, par leur lâcheté, leur duplicité et leur cruauté. L'Espagne se nuisit à elle-même, plus qu'à ses colonies, par le système funeste qu'elle adopta à leur égard, au lieu de suivre une politique modérée et ferme qui les eût retenues encore long-temps dans sa dépendance. Après une léthargie de trois cents ans, trois millions d'Américains ont couru aux armes pour défendre leurs biens et leur vie, et ont enfin réussi à chasser leurs oppresseurs.

La sainte-alliance, mais particulièrement le gouvernement français, replacèrent sur son trône, par une invasion, Ferdinand, prince bigot, dissimulé, cruel et despotique. A compter de ce jour, l'Espagne fut réduite à l'impossibilité de reconquérir ses colonies; et,

tandis que les onze millions d'habitans de ce beau pays reprenaient leurs fers, quinze millions d'Américains s'affranchissaient de l'esclavage.

Avant 1810, on avait fait diverses tentatives pour rendre la liberté à l'Amérique. Tupac Amaru, Jose Antequera, Ubade, les frères Llanzas et d'autres souffrirent une mort cruelle dans cette généreuse entreprise. Et cependant, quand fut venu pour les Américains espagnols le moment de se délivrer du joug de leurs maîtres, sans effusion de sang, ils ne surent pas profiter des circonstances.

Pour prouver l'exactitude de mes assertions, j'entrerai dans quelques détails relatifs aux causes primitives de cette révolution si pleine d'événemens.

En exécution du traité de Fontainebleau, en date du 27 octobre 1807, signé par Napoléon et le prince de la Paix, au nom de Charles IV, roi d'Espagne et des Indes, les armées françaises traversèrent les Pyrénées et pénétrèrent jusqu'au cœur de l'Espagne, sous le prétexte de fermer les ports de ce royaume au commerce de la Grande-Bretagne.

La conquête de l'Espagne et du Portugal parut chose facile à Napoléon, et n'exigeant qu'une campagne ou deux au plus. Outre le secret désir que nourrissait l'empereur des Français, de faire encore quelques rois dans sa propre famille, il avait sans doute formé le plan d'étendre sa domination sur les colonies des deux Amériques, et de contre-balancer ainsi la puissance coloniale de l'Angleterre dans les Indes orientales. La faiblesse de Charles et de Ferdinand favorisait ces vues ambitieuses. Quelques jours avant que Charles quittât Madrid pour se rendre à Bayonne, le prince Murat fut nommé par lui lieutenant-général des royaumes d'Espagne et des Indes. D'après les ordres secrets de son maître, Murat fit embarquer cent cinquante grenadiers d'élite avec un colonel, un grand nombre d'officiers de plusieurs armes, mais principalement d'artillerie. Ce détachement débarqua à Laguaira et passa à Caracas pour y rester. Les Français furent accueillis de la manière la plus gracieuse par don Juan Casas, le capitaine-général, et par les habitans. Ceci se passait en 1808, quand

on ignorait dans la Colombie les principes machiavéliques qui dirigeaient la conduite de Napoléon.

Ce conquérant se serait rendu maître de la Péninsule s'il avait agi ouvertement, s'il avait déclaré la guerre à l'Espagne et au Portugal, avant d'entrer dans ces royaumes. Ses conquêtes, ses victoires, ses succès brillans et rapides avaient excité l'admiration universelle, et lui avaient fait des partisans parmi les Espagnols les plus éclairés.

Mais Murat, en employant la déloyauté pour s'emparer des forteresses de l'Espagne, Murat, en semant la zizanie parmi les membres de la famille royale, et en favorisant l'évasion de Manuel Godoy, prince de la Paix, changea l'admiration des Espagnols en une haine invétérée. Toute la nation se leva contre l'étranger, et l'Espagne, jusqu'alors paisible, devint tout d'un coup le théâtre d'une guerre sanglante et obstinée dont les horreurs s'étendirent jusque sur les immenses possessions coloniales, car les Américains se joignirent aux Espagnols dans la haine que ceux-ci portaient à Napoléon, à sa famille et à ses adhérens.

Les colonies espagnoles ne tardèrent pas à devenir le point de mire de tous les partis qui brûlaient d'étendre sur elles leur influence et leur domination. Les rois Charles, Ferdinand, Joseph, l'empereur des Français, les juntes, les régences et les Cortès déployèrent à l'envi toutes les ressources de la diplomatie pour arriver à ce but. La junte de Séville traita la junte légitime et centrale assemblée à Cadix de bandes de vagabonds et de traîtres, et lui imputa tous les malheurs qui étaient venus fondre sur l'Espagne. Cette junte dictatoriale envoya aussi des agens aux colonies, avec des manifestes et des proclamations dans lesquels elle déclarait que l'Espagne reconnaissait son autorité, et que le bien public exigeait péremptoirement que les Américains suivissent ce bon exemple. La junte envoyée par le roi Ferdinand, avant son départ pour Bayonne, avait aussi expédié ses manifestes et ses proclamations aux colonies. Le prince Murat, en qualité de lieutenant-général de l'Espagne et des Indes, avait fait la même chose au nom de Charles IV. Quelques mois après, de semblables procla-

mations furent répandues dans les colonies au nom du roi Joseph et de Napoléon. La junte des Asturies, de son côté, prétendit à la même autorité, et exigea la même soumission à ses décrets. Ainsi, l'Amérique espagnole était inondée de ces pièces toutes officielles qui prouvaient seulement que l'Espagne était divisée en un grand nombre de factions qui, toutes, se disputaient le pouvoir.

Le moment était favorable pour faire déclarer l'indépendance américaine. L'Espagne était occupée par les armées françaises; ses principales autorités étaient désunies; le roi Ferdinand était absent et prisonnier; Napoléon et son frère Joseph étaient maîtres de la plus grande partie de la Péninsule; il n'était pas un seul Espagnol capable de prendre les rênes du gouvernement; le commerce, les finances et la marine étaient presque entièrement détruits; les troupes étaient employées à la défense du pays, et, en même temps, les forteresses et les nouvelles troupes, envoyées dans les colonies, étaient dans l'état le plus déplorable. L'occasion de secouer le joug ne pouvait se présenter plus belle. Mais, soit apa-

thie, soit dévouement pour la mère-patrie, soit faute de chefs habiles, soit enfin générosité, les Américains ne firent pas la moindre démonstration hostile; loin de là, ils firent éclater en diverses occasions leur vif attachement pour leur monarque bien-aimé Ferdinand VII; et quand les vice-rois et les gouverneurs de provinces s'efforcèrent de répandre des proclamations dans lesquelles on leur recommandait de reconnaître leur nouveau roi, Joseph Napoléon, ils brûlèrent publiquement ces écrits emphatiques comme séditieux, et chassèrent de leur pays les agens de la nouvelle dynastie.

Quand Napoléon fut arrivé à Bayonne, il fit partir de cette ville pour Laguaira un brick armé, *le Serpent*, capitaine B.... Ce capitaine était porteur d'instructions secrètes, de proclamations et de plusieurs autres papiers pour le capitaine-général don Juan de Casas. L'empereur donna aussi des instructions verbales à cet officier.

Le brick toucha à Cayenne et fut observé par la frégate anglaise *Acaste*, capitaine Deaver, qui lui donna la chasse. Le Français dé-

barqua, en juillet 1808; la frégate arriva quelques heures plus tard. Le capitaine B... entra dans Caracas, une heure environ avant l'officier anglais, et fut sur-le-champ reçu par le capitaine-général. La réception que fit don Juan de Casas à l'officier français fut des plus gracieuses. Quand le capitaine anglais se présenta chez le capitaine-général, on lui dit d'un ton de mauvaise humeur qu'il était venu dans un mauvais moment, qu'il pourrait se présenter de nouveau dans deux heures. Cependant le capitaine Deaver, tout en se promenant dans les rues de la capitale, informait le peuple de ce qui se passait en Espagne. Quelques heures après, le capitaine français s'aperçut que les habitans paraissaient singulièrement refroidis à son égard; il n'en persista pas moins à s'acquitter de sa commission, et il resta à Caracas. Il prit un logement dans un hôtel public rempli d'étrangers, et commença à leur lire un des manifestes de Napoléon, adressé au peuple de Venezuela. Il y avait déjà quelques minutes qu'il lisait ce papier, lorsqu'un officier espagnol le lui arracha des mains, le déchira en plusieurs mor-

ceaux, et se mit à crier comme un furieux que lui et ses compagnons d'armes ne souffriraient jamais un roi français, qu'ils étaient bons Espagnols et fidèles à leur légitime et bien-aimé souverain Ferdinand VII. Il parla et gesticula ensuite avec une telle véhémence, que les assistans s'unirent à lui, et le Français n'osa plus ouvrir la bouche[1].

Les nouvelles apportées par le capitaine Deaver frappèrent d'étonnement les habitans de Caracas, et excitèrent chez eux la plus profonde indignation. Le peuple s'assembla par milliers et porta en triomphe le buste du roi Ferdinand, criant à haute voix qu'il le reconnaissait comme le seul légitime souverain des Indes espagnoles. Il le porta ensuite en grande solennité à l'hôtel du gouvernement, et le plaça au milieu d'une brillante

[1] Personne n'est plus disposé que nous à croire à la véracité du général Ducoudray-Holstein. Cependant, il nous permettra de douter de l'exactitude de la scène qu'il décrit ici, et de laquelle, du reste, il n'a pas été témoin oculaire. Il n'est point d'officier français, que nous sachions qui souffrît un outrage public impunément.

(*Note du Traducteur.*)

illumination. De là le peuple, furieux contre le capitaine français, se dirigea tumultueusement vers son hôtel, et l'aurait mis en pièces s'il ne s'était échappé à temps. Don Joachim Garcia Jove lui donna généreusement l'hospitalité, et l'aida à préparer son départ, qui s'effectua cette même nuit. Le capitaine anglais ne tarda pas à le suivre, et, lui ayant donné la chasse, il l'atteignit en mer et le prit à peu de distance de la côte.



CHAPITRE IV.

Politique des cabinets de Saint-Cloud et de Saint-James relativement aux Colonies espagnoles. (Années 1808 et 1809.)

Napoléon, après avoir fait reconnaître son frère Joseph en qualité de roi d'Espagne et des Indes, envoya l'ordre aux grands conseils des Indes de notifier cet avénement d'une manière officielle, au vice-roi et aux capitaines-généraux de l'Amérique méridionale. Il offrit aux habitans de ce pays son puissant secours, en armes, en munitions, en soldats, en officiers, etc., s'ils voulaient se déclarer indépendans. Il se flattait de gagner facilement leurs suffrages.

Les nombreux agens du roi Joseph et de Napoléon offraient aux Américains l'indépendance et de grands priviléges, entre autres de conserver dans leurs emplois respectifs les officiers civils et militaires, s'ils voulaient faire un traité avec le premier et le reconnaître pour roi. Ce fut en vain; les Américains prétendirent qu'ils ne devaient avoir rien de commun avec Napoléon et son frère Joseph, et ils persécutèrent leurs agens, dont quelques-uns furent arrêtés et mis à mort.

Cependant trois ans après (en 1811 et en 1812) ils envoyèrent des députés à Napoléon pour implorer son secours. Mais il était trop tard; l'empereur avait trop d'occupation en Europe pour se mêler des affaires de l'Amérique. Il n'avait point d'ailleurs oublié que, antérieurement, ils avaient rejeté ses offres, et il faisait peu de fonds sur la bonne-foi et la sincérité des agens américains.

Le gouvernement anglais, voyant les progrès rapides que faisait Napoléon en Espagne, commença à craindre sérieusement que ce pays ne tombât sous la domination française. Il craignait aussi que, lorsque les nouvelles

des succès de Napoléon arriveraient dans l'Amérique du sud, elles ne lui donnassent un puissant parti. Il sentit alors la nécessité d'employer des mesures promptes et vigoureuses, et, pour prévenir un imminent danger, il fit partir un sloop de guerre, fin voilier, pour l'île de Curaçao, avec ordre au commandant de ce bâtiment, d'enjoindre à sir James Cockburn, gouverneur de cette île, de se rendre sans délai à Laguaira et à Caracas. Les instructions secrètes étaient d'employer tous les moyens imaginables pour diminuer l'influence du parti français qui ne tendait à rien moins qu'à enlever à l'Espagne ses colonies, et pour s'efforcer d'établir un gouvernement provisoire favorable au roi Ferdinand VII, sans s'engager dans d'autres affaires relatives à l'administration intérieure du pays.

Le capitaine-général, don Juan de Casas, sur l'avis qu'il reçut de la prochaine arrivée de l'envoyé du gouvernement anglais, se rendit à Laguaira avec une suite nombreuse et brillante. A peine sir James fut-il descendu sur le rivage que le capitaine-général s'avança

à sa rencontre, suivi par une foule innombrable d'habitans qui faisaient éclater leur joie par des acclamations prolongées. Aux cris de *Vive Ferdinand VII! vive notre roi bien-aimé! Vivent les Anglais nos bons et fidèles alliés!* se mêlaient le bruit des cloches et les décharges de l'artillerie des forts de Laguaira. Lorsque sir James quitta cette place pour se rendre à Caracas, on eût dit une marche triomphale : tout était joie, tumulte, enthousiasme; la ville fut illuminée spontanément; les dîners, les bals, les fêtes, se succédèrent pendant toute la durée du séjour de sir James à Caracas. Les mêmes acclamations qui avaient accueilli son entrée dans la ville se répétèrent tous les jours avec le même enthousiasme. Après quelques conférences secrètes entre sir James et le capitaine-général, celui-ci publia une longue proclamation dans laquelle il exhortait les habitans de Venezuela à reconnaître l'autorité du nouveau roi d'Espagne et des Indes.

Sir James retourna à Curaçao, fort satisfait de cette réception, et transmit aussitôt, au gouvernement anglais, un rapport circon-

stancié de sa mission secrète. Rassuré sur les dispositions des Venezueliens à l'égard de la nation anglaise, le cabinet de Saint-James ne s'occupa plus que de trouver les moyens de chasser les Français de la Péninsule. En effectuant cette expulsion, le ministère anglais atteignait l'objet qu'il avait constamment en vue : il étendait son commerce à l'exclusion de toutes les autres nations. Cette considération seule fut la cause de son alliance avec l'Espagne, et excita son inimitié contre tout ce qui favorisait l'indépendance des Espagnols dans les deux Amériques.

Dès le commencement de la révolution, les différens gouvernemens de l'Amérique se sont adressés à l'Angleterre comme à la puissance, sur l'appui de laquelle ils avaient lieu de compter, bien qu'elles ne leur fût jamais d'aucun secours. Cette invariable confiance de la part des divers chefs des colonies de l'Amérique du sud, prouve clairement que, dès l'origine de la révolution, les Américains n'avaient pas eu l'idée de se séparer de l'Espagne. S'ils avaient adopté ce parti, ils auraient accepté les offres brillantes de Napoléon et de

Joseph, et n'auraient jamais imploré le secours des plus fidèles alliés du gouvernement espagnol.

Si les divers gouvernemens de l'Amérique entretenaient des espérances de trouver un solide appui dans le cabinet de Saint-James, ils les fondaient, d'un côté, sur la connaissance qu'ils avaient du fameux plan de William Pitt qui avait voulu rendre libres et indépendantes les colonies des Indes occidentales; et, de l'autre, sur les instructions que le ministre Anglais des colonies, Dundas, adressa, en 1797, au gouverneur de l'île de la Trinité, sir Thomas Picton, d'après lesquelles le gouverneur s'engageait formellement à fournir aux Venezueliens toute espèce de secours, en cas que ceux-ci voulussent s'affranchir du joug de l'Espagne. Ces instructions furent expédiées de l'île de la Trinité, mais elles n'eurent point l'effet qu'on en attendait. Elles étaient sans doute oubliées depuis longtemps, lorsque la révolution de Caracas, qui éclata en 1810, les rappela à la mémoire des gouvernans. Don Luis Lopez Mendez et Simon Bolivar furent alors envoyés à Londres, pour

demander des secours; mais le ministère anglais, non content de rejeter cette demande, envoya l'ordre à ses gouverneurs des Indes occidentales, d'observer la plus stricte neutralité entre l'Espagne et ses colonies, tant que le nouveau gouvernement agirait au nom et par l'autorité du roi Ferdinand. Le plan du ministre William Pitt, de rendre libres et indépendantes les colonies des Indes occidentales qui n'appartenaient pas à l'Angleterre, aurait produit les plus terribles résultats. Si l'on considère le grand nombre d'esclaves et de gens de couleur qui se seraient rendus maîtres du pays, il est hors de doute que ce plan, loin d'avoir pour objet l'indépendance des habitans de la Terre-Ferme de l'Amérique du sud, ne tendait à rien moins qu'à la subversion complète du pays. Il est vrai que la ruine des Indes américo-espagnoles aurait grandement contribué à la prospérité des vastes colonies anglaises des Indes orientales.

En 1814, après que Ferdinand fut monté sur le trône d'Espagne, le prince régent d'Angleterre conclut avec lui un traité dans

lequel il était formellement stipulé que : « Son » Altesse royale espérant que le roi d'Espagne » ferait la paix avec les colons d'Amérique, » ne promettait pas seulement de s'abstenir » d'envoyer le moindre secours aux insurgés, » mais encore de faire en sorte d'empêcher » ses sujets de les soutenir dans leur lutte » contre la mère-patrie. »

Après le tremblement de terre qui bouleversa Caracas, en 1812, un grand nombre d'habitans effrayés quittèrent Venezuela, et s'embarquèrent avec une telle précipitation qu'ils oublièrent de se pourvoir des choses nécessaires à la vie; beaucoup périrent, faute de nourriture. Le congrès des États-Unis, informé de l'état déplorable de ces infortunés, se hâta de donner généreusement des ordres, pour qu'on fournît à tous leurs besoins, et les sauvât ainsi de la misère et de la faim.

En 1814, les chefs du gouvernement de Buenos-Ayres et de la Nouvelle-Grenade envoyèrent à Londres, les premiers, don Manuel Saratea; les seconds, don Thomas Maria del Real, munis de pleins-pouvoirs. Ils devaient

surtout s'appliquer à conclure, pour vingt ans, un traité de commerce avec l'Angleterre; traité qui eût offert de grands avantages à cette puissance, et dont un article important stipulait que les Américains méridionaux ne feraient aucune espèce d'affaires qu'avec elle seule. Ces offres attrayantes ne furent point acceptées. Le député Real fit, à diverses reprises, des tentatives, pour obtenir une audience particulière du ministre des affaires étrangères, mais inutilement. Cette mission n'eut d'autre résultat que d'obtenir la permission d'exporter quelques armes qui furent payées argent comptant, et dont le prix total s'éleva très haut, parce que le gouvernement anglais perçut sur elles, dans toute leur rigueur, les droits onéreux de la douane. Depuis cette époque, les agens des nouvelles républiques américaines ont été tolérés à Londres, mais sans que leur caractère diplomatique fût reconnu.

Telle fut la conduite du ministère anglais à l'égard des Américains espagnols, tant que le triomphe de la cause de l'indépendance parut incertain. Mais aussitôt que les répu-

blicains eurent réussi à chasser les troupes espagnoles de leurs territoires respectifs, et que la forme de gouvernement établi par eux eut acquis quelque consistance, le cabinet anglais changea de politique et s'empressa de reconnaître officiellement leurs agens et leurs ministres. Par sa politique ambigue, l'Angleterre sut gagner ce que d'autres puissances, et notamment la France, perdirent sous la triste administration du ministre Villèle.

On a décerné au ministère anglais, un peu légèrement, ce nous semble, les titres pompeux de protecteur et de sauveur de l'Espagne et du Portugal, de généreux défenseur de l'indépendance de l'Amérique méridionale. Mais, si nous remontons à la cause première des faits, si nous nous livrons à l'examen attentif de la politique tortueuse de lord Castelreagh, quand il présida le cabinet de Saint-James, il résultera de ces investigations consciencieuses que l'Angleterre est loin de mériter les titres glorieux qu'on s'est empressé de lui prodiguer.

La situation de l'Angleterre vis-à-vis de la France en 1808, 1809 et 1810 était précisé-

ment celle où, dans les temps anciens, Carthage s'était trouvée à l'égard de Rome. Le système continental de Napoléon, soutenu par ses nombreuses légions et son pouvoir colossal, ne menaçait pas seulement d'une ruine totale le commerce et l'industrie de l'Angleterre, mais encore l'existence politique de ce royaume. A quoi pouvaient lui servir, en effet, les nombreux produits de son industrie, si variée dans ses rapports, et les immenses productions qu'elle retirait des Indes orientales, si elle n'avait pas une place de marché pour les écouler? Le commerce de contrebande, en lui accordant même toute l'extension possible, n'est que de bien peu d'importance quand on le compare à un commerce libre, actif et direct. Que Napoléon eût réussi à fermer à l'Angleterre les ports d'Espagne et de Portugal, et l'Angleterre se trouvait privée de toute espèce de commerce avec l'Europe entière.

Disons-le sans détour : la marche suivie par le cabinet anglais, antérieurement au brillant avènement de M. Canning au ministère, a coûté plusieurs millions de dollars, a causé la

mort de plus de six cent mille hommes en Amérique, et a ruiné les colonies espagnoles pour un grand nombre d'années; mais le commerce de l'Angleterre a prospéré pendant ce temps-là. Peut-être n'est-il pas hors de propos ici d'inviter le lecteur à se souvenir du rôle actif que le ministère anglais joua pendant la révolution française; à ne pas perdre de vue non plus sa conduite dans les derniers événemens qui se sont passés à Naples, en Savoie, en Piémont et en Espagne; à le suivre dans ses actes à Vérone, à Turin, à Alger, à Tripoli, en Grèce, au Brésil et à Buenos-Ayres. Quant à notre politique à l'égard du Portugal, de la Russie et de la Turquie, le temps nous initiera sans doute aux profondeurs du système actuel du duc de Wellington.

Ainsi, la neutralité de l'Angleterre dans la guerre civile avec l'Espagne et les colonies n'a pas seulement contribué à augmenter ses richesses, à étendre son commerce, elle lui a valu encore le noble titre de protectrice des républiques de l'Amérique méridionale.

Il est juste, cependant, de consigner ici l'é-

loignement prononcé que la partie éclairée de la nation anglaise a toujours montré pour les principes de Pitt et de Castelreagh, et de rappeler que plusieurs individus de cette classe respectable se sont acquis une gloire légitime par leur concours actif à l'indépendance des républiques méridionales de l'Amérique.



CHAPITRE V.

Situation de Venezuela en 1808. — Le capitaine-général Emparan et le lieutenant-colonel Simon Bolivar arrivent d'Espagne à Laguaira. — Administration d'Emparan. — Détails de la révolution opérée à Caracas, le 19 avril 1810.

Après le récit succint des diverses manœuvres diplomatiques de quelques cabinets de l'Europe à l'égard de l'Amérique espagnole, et notamment à l'égard de Venezuela, il ne sera pas inutile, sans doute, de donner une idée générale des huit provinces qui formaient, à cette époque, l'état de Venezuela.

Le capitaine-général, don Juan de Casas, favorisait secrètement ce qu'on appelait le

parti français, et était tout disposé à entrer dans les vues de Napoléon et de son frère Joseph. Les mesures, employées alors, justifient suffisamment cette assertion. Aucun vaisseau, à quelque nation qu'il appartînt, ne pouvait entrer dans un port de l'Amérique sous la domination espagnole; on n'y souffrait que les bâtimens nationaux. Les lettres, les brochures politiques, les gazettes, les livres venant d'Europe, de quelque nature qu'ils fussent, étaient réunis en ballots et expédiés directement au capitaine-général, à Caracas, avant d'être remis aux personnes auxquelles ils étaient adressés. L'infraction de ce réglement faisait condamner à de fortes amendes le maître du vaisseau, coupable de négligence ou de fraude. Il n'était pas difficile au gouverneur, comme on voit, de s'immiscer dans le secret des lettres, de connaître par avance l'esprit des journaux et l'éloquence des publicistes. D'après cette mesure toute prudente, on sera convaincu que le capitaine-général s'était arrogé des pouvoirs qui excédaient de beaucoup ceux qui ont pu être accordés à tous les censeurs littéraires de

l'Europe. Les devoirs de sa charge ne se bornaient pas à retrancher, il retenait notamment tous les ordres, proclamations, etc., venant des différentes autorités de l'Espagne qui déclamaient contre l'invasion française. Ainsi, les habitans de Venezuela, tenus dans une ignorance complète des événemens qui s'étaient passés dans la Péninsule, ne furent pas médiocrement surpris, quand ils furent instruits par le capitaine anglais Deaver, en juillet 1808, ainsi que je l'ai dit dans le chapitre précédent, de la révolution d'Aranjuez, de l'évasion de Manuel Godoy, de la mitraillade du 1er mai dans les rues de Madrid, et de plusieurs autres faits de même importance.

L'omnipotence locale qu'exerçait le capitaine-général Casas sur tous les Espagnols arrivant sur la Terre-Ferme, ne s'étendait point jusque sur le capitaine Deaver. Aussi, ses conversations avec les habitans de Caracas eurent-elles des conséquences très graves. Ce fut lui qui, le premier, répandit, parmi les habitans de l'Amérique du sud, des notions exactes sur le véritable état des affaires en Espagne. Ces

communications inattendues placèrent le capitaine-général Casas dans une situation d'autant plus délicate que les hommes les plus influens de Caracas insinuaient secrètement qu'il avait pu être interressé à cacher la vérité.

Les habitans les plus éclairés de Caracas ne pouvaient s'empêcher de craindre que les maux innombrables qui pesaient alors sur la mère-patrie, ne fussent comme les sinistres avant-coureurs de ceux dont était menacée l'Amérique du sud, abandonnée à ses seules ressources. Une invasion étrangère était d'autant plus à redouter que les forteresses de ce pays étaient mal approvisionnées, et n'étaient défendues que par de faibles garnisons. Les soldats étaient mal nourris et mal vêtus; les officiers étaient, pour la plûpart, mous et efféminés; les habitans différaient d'opinions politiques; enfin, les bons esprits s'accordaient à regarder comme très critique la situation du pays. Il fut alors décidé, parmi les citoyens les plus notables, qu'on proposerait à l'autorité supérieure l'établissement d'une junte active, énergique, dont tous les efforts

tendraient à se mettre au niveau de la difficulté des conjonctures présentes. Les mêmes citoyens dressèrent donc une petite requête dans laquelle ils démontraient les avantages d'une semblable mesure, et proposaient au capitaine-général d'accepter le titre de président de la junte, sans que cette dignité civile nuisît en rien à son autorité militaire. L'autorité du roi Ferdinand y était formellement reconnue. Les auteurs de ce mémoire en firent, en outre, circuler des copies parmi leurs amis, pour qu'ils les revêtissent de leurs signatures.

Dans ce mémoire ils recommandaient, d'abord, que l'on avisât aux moyens les plus prompts de dissiper les craintes des habitans de Venezuela, relativement aux mesures prises par le gouvernement espagnol à leur égard; secondement, ils demandaient qu'on donnât un gouvernement plus efficace à la province de Caracas; et, en dernier lieu, qu'on s'appliquât sans relâche à faire sortir de sa langueur l'état abandonné de Venezuela.

Ces propositions, toutes patriotiques, qui servaient à la fois et les intérêts de l'Espagne

et ceux de Venezuela, portèrent ombrage au capitaine-général; il fit arrêter les auteurs du mémoire et ceux qui l'avaient signé, et les fit mettre en prison. Mais l'opinion publique s'était déjà déclarée en faveur des auteurs du projet dont, au reste, la conduite était irréprochable. Ils furent bientôt mis en liberté. On se tromperait, cependant, si l'on n'attribuait leur élargissement qu'à leur innocence; une autre cause plus puissante milita en leur faveur, ce fut la crainte. En effet, les marquis del Tona et de Casa Léon, tous les deux riches et influens dans le pays, le fils du comte del Tobar et plusieurs autres jeunes gens des premières familles de Caracas représentèrent au gouverneur, dans les termes les plus forts, les conséquences d'une conduite si arbitraire; on alla jusqu'à dire qu'on ne s'étonnerait pas qu'elle produisît une révolution.

Sur ces entrefaites, sir James Cockburn, gouverneur de Curaçao, vint visiter Laguaira et Caracas. Il apportait dans ces deux villes la nouvelle que l'autorité du roi Ferdinand était formellement reconnue en Espagne. Cette nouvelle mit un terme à la position difficile

du capitaine-général. Il vit clairement alors que la majorité se prononçait en faveur des Bourbons, et il changea de politique, en conséquence. Mais les membres de la grande junte, assemblés à Madrid, ayant conçu des soupçons sur la sincérité du dévouement du général Casas, résolurent d'envoyer une autre personne qui leur offrît plus de garantie.

Telle était la situation de Caracas, quand, le 24 mars 1809, trois vaisseaux de guerre espagnols et vingt bâtimens de transport arrivèrent à Laguaira. On comptait à bord le nouveau capitaine-général, don Vicente Emparan, le brigadier-général Fernando del Toro, le lieutenant-colonel Bolivar avec sa femme, et un grand nombre d'officiers civils et militaires.

Quelques jours après son arrivée, le général Emparan fut solennellement installé dans sa place. Ce haut fonctionnaire n'était pas un homme sans talent ni sans connaissances; il était bon, juste, affable et très humain; il embellit Caracas, maintint une bonne police qui s'occupait d'entretenir la propreté dans les rues et le marché public, de veiller à la tran-

quillité publique et à la sûreté des citoyens; enfin, par une heureuse réunion d'excellentes qualités, il se concilia l'affection du peuple de Caracas. Il est fâcheux que cet officier supérieur fût trop confiant, et qu'il se montrât trop entêté de la régence d'Espagne.

Il n'y avait encore que fort peu de temps que le général Emparan était installé à Caracas, quand on apprit dans cette ville que la junte centrale espagnole avait quitté Séville pour se rendre à Cadix; qu'elle avait été dissoute, et qu'on avait nommé, pour la remplacer, une régence qui devait gouverner l'Espagne et ses colonies. La régence avait répandu dans l'Amérique méridionale une proclamation pleine de promesses flatteuses, dans l'espoir de gagner l'affection des habitans. Le même vaisseau qui apportait ces nouvelles, annonçait aussi que le roi Joseph faisait de grands progrès en Espagne, et que la régence ne possédait plus que Cadix, l'île de Léon, et une partie de la Galice et de la Catalogne; les habitans demeurèrent alors convaincus qu'ils ne pouvaient ni conserver des espérances de protection du côté de l'Es-

pagne, ni se flatter de se maintenir en bonne intelligence avec le capitaine-général Emparan, qui, environné de mauvais conseillers, exigeait une soumission aveugle à tous les actes qui émanaient de la régence. Ils ne doutaient pas non plus que Cadix et le reste du territoire espagnol ne fussent bientôt forcés de se soumettre, et que la régence ne fût alors regardée comme une autorité illégitime. Mais le général Emparan était actif, vigilant, jaloux de son autorité et très puissant encore. On ne pouvait donc agir ouvertement contre lui; on eut recours à la ruse.

Les chefs de la révolution, après s'être assurés que l'autorité du gouverneur était odieuse à la plupart de leurs compatriotes, fixèrent au jeudi saint, 19 avril 1810, l'exécution de leur projet. Au nombre des conjurés étaient l'alcade de Caracas, don Martin Tobar, Francisco Salias, Mariano Montilla, et plusieurs autres personnages de marque. Une foule immense de peuple était assemblée, ce jour-là, pour assister à la procession qui, après être sortie de la cathédrale, passait à travers les principales rues de la ville. Avant

que la procession ne commençât, le capitaine-général avait convoqué le conseil de l'*audience royale*, qu'il présidait toujours.

Ce jour-là, les chefs du complot s'assemblèrent sur la place publique, tenant leurs armes cachées dans leurs vêtemens. Ils étaient sûrs de la plupart des habitans, d'un grand nombre des officiers du régiment de ligne de la reine, et du bataillon presque entier des vétérans, composé de huit cents hommes d'élite rangés en bataille, qui attendaient alors la procession; de sorte qu'il y avait trois mille hommes armés, réunis ensemble, et prêts à agir au premier signal.

Quand le capitaine-général, après avoir congédié l'audience royale, sortit de la chapelle pour se joindre à la procession avec sa suite, don Francisco Salias, un des chefs les plus déterminés, s'avançant, lui dit qu'il avait une affaire de la plus haute importance à lui communiquer, et qu'il priait son excellence de rentrer dans la chapelle, où il s'expliquerait devant le conseil de l'audience royale. Le général répliqua qu'il ne pouvait lui accorder sa demande pour le moment, parce que la

procession l'attendait, mais qu'il serait prêt à l'entendre aussitôt qu'elle serait finie.

« Non! non! » s'écria Salias avec véhémence : « votre excellence ne saurait différer d'un » moment de m'entendre; il faut absolument » que vous m'entendiez sans tarder une seule » minute. » Ses nombreux compagnons s'écrièrent alors tous à la fois que c'était une affaire de la plus haute importance, et qu'elle n'admettait pas le moindre délai. Pendant ce temps, les chefs de la révolution serraient le gouverneur de si près qu'il ne pouvait avancer d'un pas. Un d'entre eux, soit par accident, soit à dessein, se trouvant très près de lui, lui toucha le bras. Le gouverneur, irrité de cette liberté, le traita très durement; mais s'apercevant que, pendant cette scène, la masse du peuple augmentait à chaque minute, il se troubla, et, cédant à la fin, il ordonna au conseil de s'assembler de nouveau.

Salias entra seul dans la chambre du conseil, et adressa, au président Emparan, la harangue suivante qui nous paraît assez singulière :

« Votre Excellence est un honnête homme;

» votre Excellence est un respectable et digne » magistrat, entièrement dévoué à Sa Ma» jesté, notre bien-aimé souverain, don Fer» dinand VII; mais on a engagé votre Excel» lence à insulter publiquement un de mes » amis, et quel autre aurait pu vous conseiller » cette injustice, si ce n'est cet hypocrite, cet » imposteur, cet infâme qui est assis auprès » de vous! » (Et en disant ces mots, l'orateur désignait Vicente Anca qui était réellement un des Espagnols les plus méprisés et les plus détestés à Caracas.) Le gouverneur déconcerté par un tel langage fit néanmoins un signe de tête à chaque expression flatteuse de Salias, et protesta qu'il avait raison de dire que lui, le gouverneur, était sincèrement attaché à son bien-aimé roi et maître. Cependant, Anca était son conseiller privé auquel il était fort attaché, et dans lequel il avait la plus grande confiance; il essaya donc de le défendre; mais Salias l'interrompit, et, après avoir répété au gouverneur les mêmes complimens qu'il lui avait déjà adressés, il ajouta qu'il venait, au nom de plus de dix mille de ses compatriotes, demander justice de cet

hypocrite, et exiger qu'il fût arrêté sur-le-champ; que lui, Salias et ses amis, avaient placé une telle confiance dans la probité et la droiture du gouverneur, qu'ils étaient persuadés que son Excellence ne souffrirait pas plus long-temps à ses côtés un ennemi du peuple aussi déclaré.

Le gouverneur fut intimidé par la hardiesse et la fermeté de ce discours; et s'apercevant que Salias était puissamment soutenu, il ordonna brusquement l'arrestation d'Anca, qui tenta de parler, mais inutilement. Il fut envoyé en prison; et, lorsqu'il traversa la place il fut poursuivi par les huées d'une foule immense de peuple.

Encouragé par ce premier succès, Salias demanda l'arrestation de plusieurs autres membres de l'audience royale; ce qui fut effectué de la même manière. Sur ces entrefaites, quelques-uns des nombreux amis de Salias, entrèrent dans la chambre du conseil, et environnèrent le gouverneur et le reste des conseillers, qui furent forcés de se soumettre aux désirs des chefs de la révolution. Ils avaient à l'avance préparé une déclaration,

écrite en forme de décret, publiée au nom de l'audience royale et de son président, le capitaine-général Emparan, dans laquelle il était stipulé : 1° que lui, don Vicente Emparan, avec tous les autres membres de l'audience royale, abdiquaient volontairement leurs fonctions et étaient résolus à se retirer des affaires publiques ; 2° que l'audience royale serait remplacée par une junte qui se chargerait de l'administration du pays, etc. Chaque membre de l'audience royale, après avoir signé son sort, fut détenu séparément dans sa propre maison, avec la liberté de sortir du pays, quand il le jugerait à propos.



CHAPITRE VI.

Junte venezuelienne. — Régence espagnole. — Conspiration. — Commencemens des hostilités. — Le marquis del Toro. — Arrivée de Miranda à Caracas. — Congrès. — Pouvoir exécutif. — Société patriotique. — Conspiration isléñienne. — Déclaration de l'indépendance. — Opérations militaires de Miranda. — Projet d'une constitution. — Situation de la république en 1811.

Le même jour que cette révolution s'opéra, le nouveau gouvernement fut proclamé et installé sous le nom de Junte provisoire de Venezuela, conservatrice des droits de Sa Majesté le roi Ferdinand VII. Les principaux membres de cette junte étaient don Jose de Las Llamosas, Espagnol d'origine, président

et premier alcade; don Martin Tobar, second alcade; Baltazar Padron, Andreas Mireno et Diego Jugo, membres. Ils commencèrent à signaler leur autorité en faisant mettre en prison l'ex-capitaine-général Emparan, le régent, les auditeurs, les membres de la haute cour de justice, l'ancien cabinet et plusieurs autres personnes. De la prison on les envoya par mer aux États-Unis d'Amérique.

La junte abolit les droits de péage, de douane et la capitation relativement aux Indiens. Elle s'occupa à rendre la liberté au commerce et à l'industrie nationale; elle décréta qu'on donnerait officiellement avis aux provinces de Caracas et au ministère anglais, du changement de gouvernement; et que, aussitôt que le bruit de cette révolution parviendrait dans les provinces, une junte semblable s'installerait dans chacune d'elles.

La junte de Guayana reconnut d'abord l'autorité de celle de Caracas; mais bientôt après, elle refusa de reconnaître toute autre autorité que celle de la régence de Cadix. Ce changement fut attribué à l'influence des Espagnols européens, qui formaient la ma-

jorité de cette junte. Celles de Cumana et de Barinas envoyèrent des députés à Caracas, pour demander la convocation d'un congrès et refuser de reconnaître l'autorité suprême de la junte de la capitale.

Le gouverneur espagnol de Maracaybo, don Fernando Millarez, éprouva un vif mécontement en apprenant les événemens qui venaient de se passer à Caracas. Il chassa de sa présence les députés que la junte de cette ville lui avait envoyés en leur faisant de grandes menaces. De Maracaybo, ils se rendirent à Coro. Cevallas, gouverneur de cette province, les arrêta et les fit embarquer pour Porto-Rico où ils furent mis en prison. Enfin les vives sollicitations de l'amiral anglais, sir Alexander Cochrane, les rendirent à la liberté.

La junte provisoire de Caracas jugea à propos de notifier officiellement à la régence de Cadix, le changement qui s'était opéré dans le gouvernement de Venezuela. Elle déclarait en même temps qu'elle prenait le plus vif intérêt à la prospérité de la mère-patrie, et à la conservation de l'autorité

royale dans l'Amérique méridionale; mais elle ne disait pas un mot de son obéissance à la régence. Cette déclaration était conforme aux lois du code indien qui dit expressément: *Les Américains ne connaîtront aucune autre autorité que celle du roi, en sa qualité de président du conseil des Indes.* Cette omission fut traitée, par la régence, de crime capital qui méritait un châtiment exemplaire. Après avoir consulté le grand conseil de Castille et celui des Indes, les membres de la régence de Cadix publièrent contre Venezuela un violent manifeste en date du 3 août; décrétèrent que les provinces seraient traitées comme rebelles et révolutionnaires, en déclarant les côtes de Venezuela en état de blocus: ils exceptaient, toutefois, de cette disposition, les provinces de Maracaybo et de Coro qui reconnaissaient formellement l'autorité de la régence et n'avaient pris aucune part à la révolution de Caracas.

Bientôt après, la régence reçut des autres juntes américaines, des dépêches où elle trouva les mêmes sentimens de soumission; quelques-unes offraient de soutenir les Es-

pagnols dans leur lutte contre Napoléon, aucune ne manifestait l'intention de se séparer de l'Espagne, mais aucune non plus ne reconnaissait l'autorité de la régence. Cette unanimité d'opinion dans les habitans des immenses provinces des colonies espagnoles, devait exciter au plus haut degré le mécontentement de ses membres. Ils rejetèrent alors toute proposition d'accommodement ou de négociation; ils ne parlèrent plus que de rebellion, et demandèrent une soumission aveugle à leurs lois et à leurs décrets. La guerre civile éclata alors.

Don Ignacio Cortariva partit de Cadix pour Porto-Rico avec l'autorisation d'employer tous les moyens pour subjuguer les Venezueliens. Il disait, dans une de ses proclamations, que les habitans des provinces affranchies devaient *d'abord* déposer leur gouvernement existant, il promettait *ensuite* d'entendre leurs plaintes et de leur faire justice *plus tard*. Ce mode de justice rétrograde ne fut du goût de personne. Cependant Cortariva était parvenu, par ses intrigues, à engager le clergé de Venezuela à envoyer des agens sur divers points

de l'Amérique pour y semer le trouble et la discorde.

La junte de Caracas ne tarda pas à s'apercevoir des effets produits par les intrigues de Cortariva. Bientôt, le capitaine-général résidant à Maracaybo, et Cevallos, gouverneur de Coro, firent cause commune avec lui, et parvinrent à exciter des troubles dans les provinces. Un plan de contre-révolution fut dressé, et l'on fit choix, pour le mettre à exécution, d'un Espagnol qui vivait à Caracas, nommé don Francisco Gonzales de Linares. Le principal objet des conspirateurs était de chasser la junte provisoire, de la remplacer par une nouvelle, entièrement composée d'Espagnols de naissance; mais, au moment décisif, Linares hésita, et, au lieu de donner, à minuit, le signal convenu, il resta dans l'inaction. La conspiration fut alors découverte, et Linares et plusieurs de ses amis furent arrêtés sans bruit, la même nuit, et jetés dans les prisons.

Ces emprisonnemens furent comme le signal des hostilités. La junte nomma alors le marquis del Toro, général en chef de l'armée

républicaine. Partout on levait des hommes, partout on rassemblait des armes; et le Marquis, ainsi secondé par la bonne volonté des habitans du pays, fut en état, en peu de temps, de marcher sur Carora, où une révolte avait éclaté. Il y rétablit promptement l'ordre et la tranquillité. Après diverses opérations de peu d'importance et quelques légers combats, la campagne de 1810 fut terminée. On apprit alors, à Caracas, que le général Miranda avait quitté Londres, et s'était rendu sur-le-champ à l'île de Curaçao; qu'il s'était présenté au gouverneur anglais de cette île avec des lettres de recommandation du duc de Cambridge et de M. Vansittart. Il était venu en Amérique sous le nom de Martin. Après être resté très peu de temps à Curaçao, il s'embarqua à bord d'un vaisseau anglais pour Laguaira, où il débarqua. Il se rendit ensuite à Caracas, malgré les ordres secrets que la junte provisoire avait envoyés à ses agens, à Londres, de l'empêcher de retourner à Venezuela sa terre natale. Informé de cet ordre secret, Miranda changea de nom, et partit sans suite. En donnant cette injonction se-

crète à ses agens, la junte provisoire avait été probablement poussée à cette démarche par les craintes que lui inspiraient et les grands talens et le patriotisme du général. D'autres ont dit que cet ordre fut donné pour prouver la modération de la junte relativement à l'Espagne.

Les habitans de Caracas firent à Miranda la réception la plus brillante; des fêtes de toute espèce durèrent plusieurs jours. Toutes les fois qu'il sortait, il était suivi d'une foule de peuple dont l'enthousiasme se manifestait par de longues et brillantes acclamations. Son influence fut suffisante pour décider la convocation d'un congrès, et la junte provisoire, se conformant à cette décision, ordonna l'élection des députés dans chaque province séparément.

Avant cette importante convocation, la junte avait nommé un comité qu'elle avait chargé de dresser un projet de constitution, pour le soumettre au congrès. La majorité de ce comité fut d'avis de proposer un gouvernement fédéral comme celui qui s'appropriait le mieux aux conjonctures présentes.

Miranda, qui était membre du comité, envoya un autre plan, le même qu'il avait proposé à l'époque de son expédition contre Carthagène, en 1806. Ce plan différait très peu du mode de gouvernement que les Espagnols avaient adopté relativement à leurs colonies. Il était, comme plusieurs hommes de mérite me l'ont assuré, parfaitement en harmonie avec l'esprit et le caractère du peuple de ce pays, mais il faisait beaucoup d'ennemis à son auteur. Dès l'arrivée du général à Caracas, quelques individus commencèrent à craindre sa popularité et son influence; mais les amis d'une liberté sage lui étaient sincèrement attachés, et se prononçaient hautement contre toutes les intrigues qui avaient pour objet de le décréditer dans l'opinion. Miranda lui-même méprisait ces ennemis que lui avaient suscités l'ambition et l'envie; et, en dépit de toute opposition, il fut nommé général en chef des forces de terre et de mer, et membre du congrès qui ouvrit sa session, le 2 mars 1811, sous la présidence du docteur Philippe Paul.

Le 4 avril, le congrès nomma trois de ses

membres, pour former le pouvoir exécutif; mais, comme il craignait que cette commission, composée de don Juan Escalona, de don Mendoza, et du docteur Baltazar Padron, ne se permît de trop grands empiétemens sur les droits et les priviléges du peuple, il ne leur donna qu'un pouvoir très limité.

Le jour anniversaire de la révolution de Caracas, le 19 avril, fut solennellement célébré par des fêtes et des illuminations. L'esprit public était excellent. Mais cet état de choses ne devait pas durer long-temps. Le gouvernement, dont l'autorité était trop bornée, paraissait faible et languissant. Un grand nombre d'Espagnols européens crurent alors le moment favorable pour former une conspiration très sérieuse, à laquelle on a donné le nom de *conspiration des Islennos*[1]. Cette conspiration fut dénoncée aux chefs de la république, au moment où elle allait éclater; mais, on remarqua dans la conduite du gouvernement, en cette occasion, une mollesse

[1] On désigne par le nom d'*Islennos* les hommes nés aux îles Canaries.

singulière, qui diminua beaucoup la confiance qu'il avait d'abord inspirée.

Cependant, les amis de l'indépendance pensèrent que le moment d'agir était enfin arrivé. Les séances de la société patriotique devenaient plus fréquentes, et ses membres les plus influens déclaraient publiquement que le seul moyen de sauver le pays était de le déclarer libre et indépendant. La conduite impolitique de la régence des cortès fournissait des raisons assez plausibles pour justifier cette déclaration; et les habitans de Caracas, la plupart hommes de couleur, voyaient avec joie s'agiter une question qui devait avoir pour résultat de leur procurer une existence plus honorable et plus assurée. Cette mesure fut généralement adoptée, et quelques membres proposèrent la question de l'indépendance dans le congrès, qui était alors assemblé.

Après des débats longs et animés, *Venezuela fut déclarée république libre et indépendante de toute domination étrangère*, par un décret du 5 juillet 1811. Dans son manifeste, le congrès rapportait toutes les persécutions auxquelles la nation avait été en butte

depuis plus de trois cents ans, et développait les raisons qui l'avaient déterminé à prendre cette résolution, qu'il déclarait être sincère et irrévocable.

Le même jour, le drapeau espagnol fut déchiré en morceaux et remplacé par le drapeau tricolore. Les statues de Charles IV et de Ferdinand VII furent abattues et traînées dans les rues de Caracas, aux cris retentissans de *vive long-temps l'indépendance!*

Cet événement empêcha d'autres conspirations d'éclater. Les Islennos seuls ne perdirent pas courage, et, le 11 juillet, à trois heures de l'après-midi, ils s'assemblèrent en grand nombre dans un des faubourgs de Caracas appelé *los Teques*, dans l'intention de marcher de là, les armes à la main, contre le gouvernement. Leur dessein était de mettre à mort les trois membres du pouvoir exécutif et les hommes les plus influens du congrès, d'arrêter les autres, et de les remettre entre les mains de la régence de Cadix. Ils se proposaient ensuite de rétablir l'ancien gouvernement espagnol.

Le général Miranda prit aussitôt son parti.

Il rassembla quelques hommes armés et marcha contre les rebelles. Après un combat opiniâtre, Miranda réussit à les envelopper et à leur faire mettre bas les armes. Un grand nombre fut jeté dans les prisons; seize des principaux membres furent fusillés, dans l'espace d'un mois.

Cette conspiration avait de nombreuses ramifications : les habitans de Valence, mécontens de ce que le congrès s'était refusé à leur permettre de former une province séparée, se révoltèrent ouvertement. Miranda marcha de nouveau contre les rebelles, et, après une longue résistance, il s'empara de leur ville, et condamna à mort dix de leurs chefs.

Ainsi fortifié par les opérations militaires du général Miranda, le gouvernement agit avec plus d'énergie, et fit renaître la confiance. L'armée était dans les meilleures dispositions et assez forte pour défendre la nouvelle république; le commerce refleurissait, l'agriculture était moins négligée; tout promettait un heureux avenir; mais un événement que je rapporterai dans le chapitre suivant, vint détruire les espérances que faisait naître ce nouvel état de choses.

CHAPITRE VII.

Tremblement de terre de Caracas et ses conséquences. — Détails sur l'entrée de Bolivar au service de la République. — Il est nommé gouverneur de Porto Cabello. — Capitulation de Vittoria. — Dissolution de la République. — Arrestation de Miranda à Laguaira. — Anarchie de Venezuela sous le gouvernement de Monteverde. — Cruautés des Espagnols. — Entrée solennelle de Monteverde à Caracas. (1812).

Le tremblement de terre qui, à cette époque, désola Caracas, eut les suites les plus fâcheuses. Le clergé de cette ville, attaqué dans ses priviléges oppresseurs et funestes, était secrètement un ennemi redoutable du gouvernement républicain; il ne laissa pas échap-

per cette occasion de se déchaîner contre les innovations impies et criminelles qu'on s'efforçait tous les jours d'introduire. A défaut de la chaire des églises pour débiter leurs prédications furibondes contre un ordre de choses qu'ils détestaient, parce qu'il leur avait enlevé un grand nombre de leurs priviléges, les ministres de la religion s'arrêtaient, au milieu des rues, non pour consoler le peuple, frappé de terreur par l'événement désastreux qui venait d'affliger Caracas, mais pour le menacer de plus grands maux encore, s'il s'obstinait à suivre les mêmes erremens. L'impression produite par le tremblement de terre et par les discours fulminans des prêtres fut très grande sur l'esprit des habitans de Caracas. Plusieurs d'entre eux, qui se tenaient éloignés des sacremens, s'en rapprochèrent; d'autres, qui vivaient dans le concubinage, depuis plusieurs années, allèrent se jeter aux pieds des prêtres, pour les supplier de leur accorder le sacrement du mariage. Pendant ce temps-là, Monteverde, qui avait récemment augmenté ses forces, se trouvant devant Carora, le jour du tremblement de terre, attaqua

cette ville et la prit. Ces fâcheux événemens devaient nécessairement diminuer la confiance publique. Le papier-monnaie de la République qui, avant le tremblement, avait déjà perdu de sa valeur, fut ensuite réduit à rien. La situation du congrès était donc extrêmement difficile et embarrassante; la nouvelle de la prise de Porto Cabello par les Espagnols devait encore l'aggraver.

C'est ici le lieu de placer tout ce qui regarde le lieutenant-colonel Simon Bolivar, pour ne pas rompre la chaîne des événemens qui se succédèrent avec rapidité, à son retour d'Espagne.

Bolivar, comme nous l'avons dit plus haut, après avoir voyagé dans les cours étrangères, revint dans sa patrie. Il se retira avec sa famille à San Mateo, une de ses maisons de campagne, dans la vallée d'Aragua. Il eut le malheur de perdre sa femme, peu après son retour. Au commencement de 1810, les principaux chefs de la révolution, qui n'ignoraient pas l'influence que le père de Bolivar exerçait sur le régiment de milice des plaines d'Aragua, désiraient attirer dans leur parti son fils,

qu'ils savaient être généralement aimé, à cause de la générosité de son caractère. Félix Ribas, cousin de Bolivar, homme brave et déterminé, s'offrit pour tenter de le gagner. Ribas eut une entrevue avec Bolivar, qui traita l'entreprise de folle et d'impraticable. Après plusieurs autres conférences particulières, Ribas renonça à l'espérance de le voir coopérer à l'œuvre de la révolution, qui se préparait dans le secret. Ainsi la résolution du 19 avril fut prise sans la participation de Bolivar; ce jour-là et les jours suivans, il est de notoriété publique que Bolivar ne se rendit point à Caracas, mais qu'il resta à San Mateo.

Quand la junte patriotique s'assembla à Caracas, Bolivar, qui comptait plusieurs amis parmi ceux qui la composaient, fut invité à prendre une part active aux affaires du nouveau gouvernement; mais il refusa toute espèce d'emploi, civil ou militaire, sous prétexte de mauvaise santé. A la fin, la junte parvint à lui faire accepter une mission pour Londres. Elle lui donna pour collègue son ami Luiz Lopez y Mendez, et lui conféra préalablement le

titre de colonel de milice. Ils partirent tous les deux pour Londres, en juin 1810.

C'était bien à tort que la junte patriotique avait compté sur le puissant appui du cabinet anglais. Les deux députés n'obtinrent autre chose que la permission d'exporter à grands frais quelques armes, ainsi que je l'ai rapporté précédemment. Fort mécontent du peu de succès de sa mission, Bolivar revint en Amérique avec les armes qu'il avait achetées, laissant Mendez à Londres, pour y suivre les affaires de la république. Quelque temps après, il se retira de nouveau dans ses terres, et refusa de prendre du service dans l'armée indépendante, sous les ordres du général en chef le marquis del Toro.

Lorsque le général Miranda fut nommé général en chef de l'armée de Venezuela, il décida Bolivar à accepter le grade de lieutenant-colonel d'état-major dans l'armée régulière, et le commandement de la plus forte place de Venezuela, de Porto Cabello, qui est aussi un beau port de mer. Bolivar se chargea de ce commandement, en septembre 1811.

Miranda envoyait régulièrement ses pri-

sonniers de guerre à Porto Cabello, où on les tenait renfermés dans la citadelle. En juin 1812, ces prisonniers se révoltèrent. Ils tuèrent leurs gardes èt s'emparèrent de la citadelle, qui est séparée de la ville. Quelques officiers de Miranda blâmèrent Bolivar de n'avoir pas assez soigneusement inspecté la garde chargée de surveiller les prisonniers, de n'avoir pas rallié promptement sa nombreuse garnison, et de n'être pas ensuite tombé sur les prisonniers qu'il aurait d'autant plus facilement réduits qu'ils étaient sans armes. Quoi qu'il en soit, Bolivar quitta secrètement son poste, s'embarqua précipitamment avec huit de ses officiers, au nombre desquels était Thomas Montilla, frère de l'intendant de Carthagène, et se retira, dans la nuit, à l'insu de sa garnison. Il s'embarqua sur une goëlette, commandée par un capitaine danois, alors au service de Venezuela, et arriva, à la pointe du jour, à Laguaira, laissant, derrière lui, sa garnison, de vastes magasins de poudre, des armes, des munitions, etc. De Laguaira il se retira à San Mateo, et envoya Thomas Montilla

au général Miranda, pour lui donner avis de cet événement.

La garnison de Porto Cabello attendit longtemps des ordres pour agir, mais en vain. Au point du jour ayant appris que le général était parti, elle crut que tout était perdu, et se retira de la place, en bon ordre. Monteverde étonné de cette évacuation, prit aussitôt possession de Porto Cabello. Cet événement augmenta singulièrement sa force. Jusqu'à ce jour il avait manqué de tout, n'ayant pas un seul port de mer pour recevoir d'Espagne les secours qui lui étaient nécessaires. Porto Cabello lui donna les douze cents soldats qui avaient brisé leurs chaînes, de grands magasins, des armes, etc., et un des meilleurs ports de Venezuela.

Quand la nouvelle de la prise de Porto Cabello arriva à Vittoria, quartier-général de Miranda, la surprise et le découragement furent extrêmes. Miranda ressentit bientôt les effets de cette perte; plusieurs de ses officiers quittèrent le service, et ses soldats désertèrent en grand nombre.

Monteverde écrivit à Miranda une lettre

que celui-ci envoya au congrès. Cette assemblée se décida alors à autoriser Miranda à traiter avec le général espagnol. En vertu de ce traité, en date du 26 juillet 1812, il était stipulé :

1° Que la constitution que les cortès avaient donnée aux Espagnols serait introduite dans Venezuela et reconnue par les habitans;

2° Qu'acune personne, à quelque classe qu'elle appartînt, quelque rang qu'elle occupât, ne pourrait être ni persécutée ni inquiétée à cause de ses opinions politiques; qu'une amnistie générale était solennellement promise;

3° Que toutes les propriétés particulières seraient religieusement respectées;

4° Que tout individu généralement quelconque pourrait quitter Caracas et Venezuela, et se retirer où il le jugerait à propos, sans qu'il y fût fait le moindre empêchement.

En conséquence de ce traité, Caracas retomba au pouvoir des Espagnols, le congrès républicain fut dissous, et la république de Venezuela cessa d'exister.

Le général Miranda passa de Vittoria à Ca-

racas, dans l'intention de quitter l'Amérique, et de s'embarquer à bord de la corvette anglaise *le Saphir*, dont le commandant le capitaine Haynes, était prêt à le recevoir; cette circonstance jointe à son arrivée mystérieuse à Curaçao sous le nom de Martin, les lettres de recommandation que lui avaient données le duc de Cambridge et M. Vansittart pour le gouverneur de Curaçao, île qui était alors sous la domination de la Grande-Bretagne; la correspondance active qu'il entretenait, par Curaçao, avec le gouvernement anglais, ses entrevues fréquentes avec les capitaines de vaisseaux anglais, qui lui remettaient de nombreuses lettres venant d'Angleterre; toutes ces circonstances le rendirent suspect, et beaucoup de Venezueliens lui supposaient des vues criminelles à l'égard de sa patrie [1]. Il accrut encore le nombre de ses ennemis par l'imprudence de sa conduite. Il ne se cachait pas de la préférence qu'il accordait aux officiers anglais et francais sur les officiers de sa nation, et il disait sans hésiter que ces derniers

[1] J'ai déjà dit que Miranda était né à Caracas.

étaient de véritables brutes, incapables de commander, et que, avant de porter l'épaulette, ils devaient apprendre l'usage d'un fusil. Lui faisait-on des questions intéressantes sur la situation des affaires du pays, il répondait d'une manière sèche et laconique. Il était ainsi devenu très impopulaire.

Ces circonstances engagèrent ses ennemis à prévenir son voyage en Angleterre, en le faisant arrêter. Comme les détails relatifs à cette arrestation sont peu connus, et que Bolivar prit une part active à cet événement, nous les consignerons ici dans toute leur étendue.

Dans l'après-midi du 30 juillet, le général Miranda arriva à Laguaira. Il se rendit alors chez le commandant militaire; le lieutenant-colonel républicain Maria Casas s'attendait à tout moment à être relevé par la garnison espagnole qui devait prendre possession de la ville et des forts de Laguaira, conformément au traité de Vittoria. Miranda trouva là un grand nombre de personnes, entre autres le capitaine anglais du *Saphir*, le docteur Miguel Penna, le gouverneur civil de Laguaira,

et le lieutenant colonel Simon Bolivar. Toute la société attendait Miranda. Il arriva, fatigué par la chaleur du jour. Après qu'il se fut reposé, on l'invita à rester à souper, et à coucher à terre, cette nuit-là. Le capitaine Haynes se récria contre cette proposition, pressa Miranda de venir avec lui à bord, où il trouverait toutes les commodités possibles; son secrétaire, ses domestiques et ses malles y étaient déjà. Il ajouta qu'il désirait mettre à la voile sur-le-champ, que la brise de terre allait bientôt s'élever. Mais Bolivar, Penna et Casas dirent au capitaine que le général était trop fatigué pour s'embarquer, et que le vent de terre ne s'éléverait pas, avant dix heures du matin; qu'ainsi il ne ferait pas attendre à bord. Miranda hésita, mais il finit par consentir à rester. Le capitaine Haynes se retira visiblement contrarié; il n'en promit pas moins au général d'envoyer son bateau pour le mener à bord.

Après le départ du capitaine, la société se mit gaiement à table. Bolivar ne craignant plus l'autorité de son général en chef, commença à faire l'apologie de la conduite qu'il avait

tenue à Porto Cabello; mais Miranda ne voulut pas entendre parler des événemens passés, et s'entretint de différens sujets avec lui et les autres convives. A la fin du repas, il se retira pour se reposer, sous prétexte de son âge et des fatigues de la route. Avant de sortir de la salle du repas, il prit en particulier un congé très amical de Maria Casas, de Penna et de Bolivar.

Par ordre de Casas, un lit avait été préparé, pour Miranda, dans un cabinet qui ne pouvait fermer à clef. Au reste, ce n'est pas sur lui que doit tomber l'odieux de l'arrestation arbitraire que nous allons rapporter; elle avait été préparée de longue main par don Miguel Penna, membre du congrès, et grand ennemi de Miranda, qu'il avait résolu de perdre par des manœuvres d'autant plus dangereuses qu'elles étaient enveloppées d'un profond mystère. Comme toutes les actions du général étaient rigoureusement surveillées, Penna apprit qu'il allait s'embarquer. Il se rendit alors à la maison de campagne de don J. C., située entre les deux villes de Caracas et de Laguaira, et comme Miranda devait nécessaire-

ment passer dans ces deux villes, le docteur Penna représenta à don J. C., combien sa maison de campagne était favorablement située pour y attirer Miranda, auquel il donna le nom de traître, pour avoir signé le traité de Vittoria, et qu'il voulait arrêter enfin. Mais l'éloquence du docteur ne convainquit pas don J. C. Cet honnête homme dit à Penna que son projet était abominable, et le supplia, mais en vain, de s'en désister. Irrité de cette opposition imprévue, Penna quitta brusquement son interlocuteur. Peu après l'arrestation de Miranda, don J. C. fut arrêté lui-même, mis aux fers, et jeté dans un des donjons de Laguaira. D'après les faits ci-dessus énoncés, don J. C. n'a jamais douté que cette mesure arbitraire et brutale ne fût un effet de la vengeance du docteur.

Bolivar arriva, le premier, à la maison du commandant Casas, où quelques heures après il fut joint par Penna. Ils communiquèrent leur projet à Casas, qui leur promit sa coopération. Cependant Miranda avait encore trop d'amis pour que son arrestation fût praticable, en plein jour.

Le capitaine Haynes a dit ensuite à quelques-uns de ses amis dont je tiens ces détails, qu'il avait un certain pressentiment qu'il arriverait malheur à Miranda, et qu'ainsi il l'avait pressé de se rendre à bord, mais qu'il avait craint de parler plus clairement, de peur que les autres ne le comprissent.

L'arrestation de Miranda s'effectua de la manière suivante : lorsque Penna, Casas et Bolivar se furent assurés qu'il dormait d'un profond sommeil, après une courte délibération, ils se déterminèrent à se saisir de sa personne, cette nuit-là, et à le livrer au commandant espagnol Monteverde. Casas, en qualité de commandant militaire à Laguaira, donna des ordres pour qu'un fort détachement de la grande garde lui fût envoyé. Il commanda à ce détachement d'entourer sa propre maison, en observant le plus profond silence; de ne permettre de passer à qui que ce fût, et de tuer quiconque essaierait de s'échapper. On ne dit pas un mot de Miranda. Quand tout fut prêt, Penna, Casas et Bolivar entrèrent, à deux heures du matin, avec quatre soldats, dans la chambre ouverte du général Miranda.

Il était profondément endormi. Les trois complices saisirent l'épée et les pistolets du général qu'il avait placés devant lui. Ils l'éveillèrent alors, et lui dirent brusquement de se lever, de s'habiller promptement et de les suivre. Miranda, très surpris leur demanda pourquoi, ils l'éveillaient quand il ne faisait pas encore jour. Au lieu de lui répondre, ils lui dirent qu'il était un traître qui méritait d'être pendu, etc.

Privé de ses armes, le général ne pouvait leur résister; il s'habilla et les suivit en silence. Ils l'escortèrent jusqu'au fort appelé San Carlos, à quelque distance de Laguaira, situé sur une haute colline. Il y arriva, épuisé de fatigue et accablé de chagrin. Pendant la route, il fut en butte aux violentes invectives des trois hommes qui l'avaient privé de sa liberté. Aussitôt qu'ils furent arrivés au fort, ils le firent enchaîner, et, sans se laisser émouvoir par ses prières, ils le jetèrent dans un des plus sombres cachots, pour y être traité comme le plus vil des criminels.

Les trois chefs retournèrent, avec leur garde, à Laguaira; et, la même nuit, ils dépêchèrent

un exprès, avec une lettre, pour le général espagnol, Monteverde, auquel ils donnaient avis de l'arrestation de Miranda. Cet officier fut surpris; mais au lieu d'ordonner immédiatement la mise en liberté de Miranda, et de s'en tenir ainsi à l'inviolable exécution de son propre traité, il reçut la nouvelle avec son indifférence et son apathie accoutumée, et ne fit aucune démarche pour ou contre Miranda.

Le lendemain de l'arrestation de Miranda, une colonne espagnole arriva dans le fort de San Carlos, pour relever les indépendans. L'officier qui la commandait, fut surpris de trouver Miranda dans les fers, et le renvoya sur-le-champ à Laguaira, où il fut renfermé de nouveau dans une prison obscure et méphitique, creusée dans une des murailles de la ville : il y demeura pendant sept mois. Le commandant espagnol, don Francisco-Xavier Cerveres, qui avait relevé le commandant républicain, Casas, donna des ordres pour envoyer Miranda à Porto-Rico. Il fut de là transporté à Cadix dans le fort de la Caraca. Il y mourut, au bout de quelques années.

Telle fut la fin déplorable du général Miranda.

Le tremblement de terre, la faiblesse du capitaine-général Millares, et le traité avec Miranda, rendirent en peu de temps l'ex-officier du tillac, Domingo Monteverde, maître d'une superbe province, général en chef d'une armée, et souverain arbitre d'un million d'âmes, environ. Monteverde, cependant, était faible, apathique et superstitieux. Les prêtres et les moines avaient la plus grande influence sur son esprit, ainsi que les Islennos, habitans des îles Canaries, où il était né, et dont un grand nombre étaient établis à Caracas, à Laguaira et à Valence. Tous ces hommes-là persécutaient leurs ennemis, abusaient de leur pouvoir, et ruinaient plusieurs milliers d'habitans.

Quand on apprit, à Caracas, la nouvelle de l'arrestation du général Miranda, les prêtres, les moines et les Islennos lâchèrent les rênes à leurs passions, et Venezuela redevint le théâtre de scènes effroyables. Nous ne citerons que les faits suivans entre plusieurs mille. Deux officiers de l'armée espagnole s'é-

taient mis fort avant dans les bonnes grâces de Monteverde. Ils étaient tous les deux colonels, et s'étaient rendus fameux par plusieurs actes sanguinaires; ils se nommaient Joseph Antonnanza et Juan Suasola. Après le traité de Vittoria, 26 juillet 1812, des corps entiers de l'armée républicaine passèrent dans l'armée espagnole, et se présentèrent à Monteverde, dont le quartier-général était alors à Valence. Le 30 juillet, environ quarante de ces soldats vinrent trouver le général espagnol et lui offrirent leurs services. Monteverde les reçut avec bonté, et ordonna au colonel Suasola de prendre une escorte pour les accompagner jusqu'à Caracas, où de nouveaux corps espagnols devaient se former. Suasola fut très contrarié de quitter Valence où l'on prétend qu'il avait une intrigue. Il obéit, cependant, et choisit un fort détachement d'hommes qui lui étaient entièrement dévoués. Après quelques heures de marche, il ordonna une halte, et fit former à ces troupes un cercle dans lequel se trouvaient enveloppés les soldats qu'il devait protéger. Il tira alors son épée, et exhorta ses troupes en

peu de mots à tuer ces s....... rebelles. Cette énergique exhortation produisit son effet, car pas un seul de ces soldats républicains n'échappa au sabre ou à la baïonnette.

Suasola retourna à Valence, tout fier de cet exploit. Cependant, Monteverde sachant bien qu'il n'avait pu, en si peu de temps, s'acquitter de sa commission, lui demanda, tout surpris, la cause de son retour. « Oh! général, » répondit Suasola, en riant, « j'ai trouvé un excellent « moyen d'abréger mon voyage, » et par un geste non équivoque, il donna à entendre, à son interlocuteur, qu'il avait égorgé les hommes confiés à ses soins. « Oh! très-bien, « très-bien, » dit alors Monteverde, « mais je « ne savais pas cela; c'est fort bien fait, vrai- « ment. » Après ces paroles de Monteverde, qu'avons-nous besoin de dire que cette atroce conduite de Suasola demeura impunie?

Quelque temps après, le même Suasola, encouragé par cette faiblesse criminelle du général en chef, entra dans la ville d'Aragua, d'où les habitans étaient sortis, en grande pompe, pour faire honneur à un homme qui jouissait d'une haute faveur auprès de leur

général en chef. Arrivé sur la place publique, où les habitans avaient préparé des rafraîchissemens pour lui et ses troupes, Suasola s'y arrêta plus d'une heure affectant la plus grande gaieté. Mais, tout à coup, il donne à ses troupes un ordre secret qui devait changer l'aspect de la scène; il ne s'agissait de rien moins que de se saisir des hommes, des femmes et des enfans présens à cette fête, et de leur couper les oreilles pour les lui apporter. Cet ordre barbare fut exécuté, malgré les cris, les supplications et la résistance des habitans. Il fit remplir, de ces sanglans trophées, plusieurs caisses qu'il envoya à son compagnon et à son ami le colonel Antonnanza, alors gouverneur de Cumana, avec une lettre, où il le priait gracieusement d'accepter ce présent, comme une marque de son zèle pour la cause de son bien-aimé roi Ferdinand VII. La conduite de Suasola obtint la plus sincère approbation de son ami, qui envoya une partie de ces trophées à Caracas. Le colonel Antonnanza n'en resta pas là. Il imagina de porter quelques-unes de ces oreilles à son chapeau, en guise de cocarde; et, chose pénible à rap-

porter, cet horrible exemple eut des imitateurs parmi les habitans de Cumana. Il est vrai que la crainte seule, sans doute, faisait agir ces pauvres gens, les soldats espagnols étant dans l'habitude de menacer tous ceux qui ne suivent pas leur exemple.

Le colonel Antonnanza ne resta pas en arrière de Suasola, et Cumana et Barcelona conservèrent long-temps le souvenir de ces monstrueuses prouesses. Quelqu'un lui ayant dit un jour que les habitans d'Araura s'étaient distingués, dans la dernière guerre, par leur patriotisme et leur zèle pour l'indépendance, il résolut de les punir d'une manière exemplaire. Sans tenir compte de la publication solennelle de l'amnistie, il marcha avec un nombreux corps de troupes sur la ville d'Araura. Un grand nombre d'habitans, qui connaissaient sa cruauté, s'enfuirent à la hâte, mais il en restait un plus grand nombre encore; ces derniers reçurent l'assurance de ses émissaires, qu'il venait, avec des intentions pacifiques, et qu'il observerait fidèlement l'amnistie à leur égard. D'après cette assurance, une multitude de personnes, particulièrement des

femmes et des enfans, s'empressèrent de lui offrir tout ce que leur misérable situation leur permettait. Il prit les rafraîchissemens qu'on lui offrait, et donna ensuite l'ordre de massacrer indistinctement hommes, femmes et enfans. Sur cet horrible massacre il m'est parvenu des détails si exécrables, que ma plume, se refuse à les rapporter. Ensuite Antonnanza et ses troupes pillèrent et brûlèrent la ville, et Monteverde demeura tranquille.

Le gouvernement de ce général n'était, en effet, que la plus complète et la plus sanguinaire anarchie. Le commandant du plus petit détachement suivait ou sa volonté ou son caprice. Le vaste territoire de Venezuela redevint le théâtre des meurtres et des cruautés de toute espèce, sans qu'il fût besoin du consentement de Monteverde pour sanctionner ces horreurs. Lorsqu'il recevait quelques plaintes, il répondait, d'ordinaire, qu'il ne pouvait redresser le moindre grief, parce que son autorité était envahie par des officiers subalternes. Il résulta de cette faiblesse que pas un seul article du traité de Vittoria ne fut accompli. Chaque Espagnol, chaque Is-

lenno devint un accusateur ou un tyran, et les choses en vinrent à un tel point que les commandans de Caracas et de Laguaira furent obligés de convertir en prisons plusieurs maisons spacieuses. Le manque d'air et de nourriture engendra diverses maladies qui firent des milliers de victimes.

Un soir que Monteverde s'entretenait d'affaires avec un étranger, son secrétaire lui présenta quelques papiers à signer. Il les prit et les signa l'un après l'autre, et les remit ensuite à celui-ci. Tandis que le secrétaire se retirait, Monteverde, comme un homme qui sortirait d'un songe, lui demanda ce que ces papiers contenaient. « Ils contiennent » l'ordre, » répondit le secrétaire avec un sourire, « d'arrêter quelques mauvais sujets; » et il se retira ensuite, sans que le général en chef lui adressât un autre mot. L'étranger, qui était très lié avec Monteverde, ne put se contenir, et représenta avec chaleur au général les conséquences d'une pareille conduite. « Que puis-je faire, monsieur? » répliqua Monteverde; « pour savoir leurs crimes, » ne faut-il pas d'abord s'assurer de leurs per-

» sonnes? Ils sont ensuite jugés par les tri» bunaux. » Le fait est qu'on ne faisait point d'enquêtes relativement à leurs crimes supposés, et un grand nombre de personnes arrêtées pour opinion politique périssaient misérablement dans les prisons.

Cependant, Monteverde s'inquiétait de voir ainsi son autorité méconnue. Il consulta enfin son ami et son compatriote don Jose Antonio Tiscar sur sa situation critique, et le pria de lui indiquer les moyens de se maintenir dans sa place. Le capitaine lui conseilla d'écrire à son chef légitime, le capitaine-général, don Fernando Millares, que sa lâcheté avait fait fuir de Maracaybo à Coro, et de là à l'île de Porto-Rico, pour l'inviter à venir prendre entre ses mains l'autorité civile et le commandement de l'armée. Telle était la faiblesse du caractère de Monteverde, qu'il suivit cet avis en dépit de sa propre volonté.

Aussitôt que Millares reçut cette lettre, il se hâta de s'embarquer avec une suite nombreuse, et débarqua à Porto-Cabello. Monteverde était alors à Valence. Il écrivit de cette ville une seconde lettre à Millares, dans la-

quelle il lui mandait que Venezuela n'étant pas entièrement pacifié, il serait nuisible à la cause de l'installer dans ce moment, et qu'il valait mieux que les choses restassent pour quelque temps dans l'état où elles étaient; mais qu'ensuite il remettrait entre ses mains le pouvoir qui, à proprement parler, lui appartenait de droit. Il ajoutait que lui-même, après ce changement, partirait pour l'Espagne, où il espérait que son zèle et ses services seraient récompensés par les cortès.

Millares, croyant qu'il devait prendre possession de ce poste brillant, sans avoir rien fait pour le mériter, vint à Portó-Rico avec un grand nombre d'officiers civils et militaires, tous impatiens d'occuper des emplois. Parmi ceux-ci étaient le maréchal-de-camp Cagigal et le brigadier-général Fierro. Quelques amis de Millares, fermes et courageux, lui conseillèrent de marcher sans délai sur Caracas, où le gouvernement espagnol était déjà établi, et de reprendre le commandement que la régence et les cortès lui avaient confié *à lui* et non à Monteverde. Mais Millares refusa de suivre cet avis, et aima mieux en-

voyer le brigadier Fierro négocier avec Monteverde, et apprendre définitivement ses intentions. Fierro arriva au quartier-général de Monteverde, et eut plusieurs conférences avec lui; mais il ne tarda pas à revenir, avec la simple réponse verbale que Monteverde ne se dessaisirait pas du commandement pour le remettre entre les mains du capitaine-général, avant que tout ne fût pacifié.

Millares se soumit humblement à la volonté de son subalterne, et partit pour Maracaybo, où il attendit inutilement, plusieurs mois, un message de Monteverde. Il s'aperçut, enfin, qu'il était devenu un objet de ridicule pour tout le monde, et, renonçant pour toujours à sa grandeur indéfiniment ajournée, il revint en Espagne, en qualité de quartier-maître.

Aussitôt que Monteverde fut certain que le capitaine-général était parti, il prit lui-même ce haut grade, et s'installa, en outre, commandant des forces de terre et de mer de Venezuela, et, quittant Valence, il fit son entrée solennelle dans la capitale de Caracas, le 9 août 1812.

Il fit précéder cette entrée de la harangue suivante :

« Habitans de Caracas,

» Le temps est enfin arrivé où vous allez
» jouir de la tranquillité dont vous êtes privés,
» depuis deux ans, par les artifices et les crimes
» des méchans; je vous promets, je vous jure
» maintenant que je puis assurer votre bon-
» heur. Oublions tout ce qui s'est passé. Pour
» moi, je vous donnerai la preuve de mes in-
» tentions bienveillantes, en vous pardonnant
» vos erreurs, et en maintenant dans toute sa
» vigueur le traité de Vittoria. Soyez assurés
» que vous n'aurez jamais de sujet de vous
» plaindre de moi. »

Malgré ces belles promesses, le jour même de l'entrée de Monteverde dans Caracas, le peuple de cette ville et celui de Laguaira commirent les plus grands désordres. Tous les étrangers qui s'étaient établis dans ces deux villes, du temps de la république, furent maltraités, leurs maisons et leurs magasins furent pillés.

Tel fut l'état anarchique auquel fut livré Venezuela sous le gouvernement de Monteverde. Avant de terminer ce chapitre, je rapporterai quelques particularités inconnues jusqu'ici sur l'origine du pouvoir usurpé de ce chef.

Au commencement de la révolution, et lorsque Emparan fut arrêté, la régence éleva Millares, alors gouverneur de Maracaybo, au grade de capitaine-général de Venezuela. Il fut proclamé comme tel dans les provinces qui étaient encore dans la possession de l'Espagne, et, quand les hostilités commencèrent, il vint de Maracaybo à Coro, où il ordonna aux forces de mer de s'assembler, pour être prêtes à l'aider dans ses opérations militaires.

Parmi les officiers de la marine se trouvait Domingo Monteverde, habitant des îles Canaries, homme rude et grossier, et à peu près dépourvu de toute espèce de connaissances, mais ambitieux et entreprenant. Il demanda la permission de venir à terre, et se présenta lui-même devant le capitaine-général Millares. Il était pauvre et mal vêtu. Le général le reçut

d'un air fier et dédaigneux, et lui demanda brusquement ce qu'il lui voulait. Le lieutenant Monteverde répondit qu'il demandait à Son Excellence la permission de lever un corps de mille hommes, au moins, à l'effet de chasser les insurgés hors du pays, ou de les faire rentrer dans le devoir. Étonné de cette proposition, Millares lui répondit qu'il était bien hardi de lui adresser de semblables demandes, et qu'il lui ordonnait de retourner sur-le-champ sur son vaisseau; et là-dessus il le congédia. Monteverde, nullement effrayé de la mauvaise humeur du général, continua à lui représenter l'utilité d'un tel corps, d'une manière si originale, que le général ne put s'empêcher de rire de ses saillies. Il lui accorda enfin très-grâcieusement l'ordre de prendre dans les vaisseaux de l'escadre, de vieux mousquets, des sabres et des uniformes, de sorte que le nouveau commandant se trouva à la tête de deux cents vagabonds, qui ensuite parvinrent à se décupler.

Telle fut l'origine de la puissance de Domingo Monteverde. Nous avons vu comment il traita son chef et son bienfaiteur.

CHAPITRE VIII.

Le lieutenant-colonel Bolivar quitte Caracas pour se rendre à Curaçao et à Carthagène. — Expédition de Bolivar contre les Espagnols dans l'état de Venezuela. — Son entrée dans Caracas. — Il est nommé dictateur.

Après avoir arrêté Miranda et l'avoir conduit au port San Carlos, Bolivar revint à Laguaira, et, peu de temps après, se rendit à sa terre, où il reprit ses occupations ordinaires. Mais il observa bientôt que les vexations de toute espèce et les arrestations arbitraires devenaient de plus en plus fréquentes, et que sa propre sûreté était menacée. Quelque temps après l'entrée de Monteverde dans Caracas, il eut une audience de ce général, qui lui fit

l'accueil le plus grâcieux, et lui exprima sa satisfaction relativement à la part qu'il avait prise à l'arrestation du traître Miranda. Il lui accorda sans difficulté un passe-port pour quitter le pays. Lorsqu'il sut que Bolivar avait l'intention de se rendre à Curaçao, il lui donna une lettre de recommandation pour le même marchand anglais dont j'ai déjà eu occasion de parler, qui, étant sur le point de partir pour Porto Cabello, pouvait recevoir le colonel Bolivar en qualité de passager. Bolivar se hâta d'aller le joindre, et le trouva sur son bord, près de mettre à la voile. Dès que le marchand, monsieur F. L., eut ouvert la lettre et vu que le porteur était Simon Bolivar, il lui déclara, en termes énergiques, combien il désapprouvait sa conduite à l'égard de Miranda, et, sans lui permettre de répondre un seul mot, il lui ordonna de quitter le vaisseau, ajoutant qu'aucune considération au monde ne l'aurait décidé à le recevoir s'il l'avait connu. En vain, Bolivar entreprit de se justifier, il fut obligé de redescendre à terre. Mais il ne tarda pas à trouver un autre vaisseau sur lequel il s'embarqua de nouveau,

avec son cousin Joseph Félix Ribas, pour Curaçao, où il passa son temps à se divertir et à jouer; les deux cousins possédaient alors une forte somme en or. Après un séjour de six semaines à Curaçao, ils partirent pour Carthagène, où ils furent bien reçus.

Vers ce temps-là (1812), Manuel Rodriguez Torrices était président de la république de Carthagène. C'était un honnête homme, d'un esprit libéral, très versé dans la connaissance des lois. Il recevait fort bien tous les étrangers. A l'instigation de Pierre Labatut, Français, qui commandait l'armée républicaine de cet état, il éleva au grade de colonel les deux cousins Bolivar et Ribas. Avant l'arrivée de ces deux jeunes gens, un grand nombre d'habitans de Caracas, qui avaient servi, sous Miranda, à Venezuela, étaient venus à Carthagène, et tous brûlaient d'impatience d'être informés des événemens qui se passaient dans leur propre pays.

Le colonel Ribas, plein de bravoure et de patriotisme, que nous avons déjà vu figurer parmi les chefs de la révolution de Caracas, leur inspira d'abord son zèle et son ardeur,

puis il leur proposa de former une expédition contre les Espagnols de Venezuela, dans le but de briser les chaînes de ses compatriotes. Il leur assura qu'aussitôt qu'ils arriveraient sur les frontières de Venezuela, ils seraient infailliblement joints par un grand nombre de mécontens. Tous les habitans de Caracas venus à Carthagène, une foule d'étrangers qui avaient servi sous Miranda, reçurent cette proposition avec transport. Ribas proposa sur-le-champ Bolivar, alors colonel, pour commander l'expédition. Bolivar n'était pas aimé; sa vanité, son orgueil, son air froid et hautain l'avaient rendu impopulaire. On savait, d'ailleurs, qu'il avait abandonné la garnison de Porto Cabello dont il était le commandant, et qu'il avait pris une part active à l'arrestation de leur vieux général Miranda. Cependant, Ribas, qui était sincèrement attaché à son cousin, sut si bien arranger les choses, qu'ils consentirent à la fin à nommer le colonel Bolivar leur commandant en chef, sous la condition expresse que le colonel Ribas, serait son major-général, et commanderait sous lui.

Ces circonstances, toutes frivoles qu'elles

puissent paraître, furent l'origine de la grandeur et du pouvoir militaire du général Bolivar, qui eut toujours le bonheur de voir, tourner à son avantage personnel, la bravoure, l'habileté et le patriotisme des autres. Ribas est tué et Bolivar lui survit; Piar conquiert Guayana, mais il est condamné à mort; c'est Bolivar qui profite de sa conquête; c'est pour lui que Paez et Sucre remporteront aussi des victoires [1].

Le plan de cette expédition contre les Espagnols de Venezuela fut communiqué sur-le-champ au président de Carthagène, qui lui donna hautement son approbation, et autorisa les officiers qui voulaient en faire partie, à quitter le service de cette province. Il donna des ordres pour qu'on leur fournît de l'argent, des armes, des munitions, des provisions, des transports, etc., et persuada à son cousin, le colonel Manuel Castillo, de se réunir à Bolivar avec cinq cents hommes de la garnison de Carthagène, et de l'aider dans son entreprise.

[1] C'est le général Sucre qui remporta la fameuse bataille d'Ayachucho, au Pérou (*Trad.*).

Bolivar, secondé par Ribas, Bricenna et d'autres, enrôla environ trois cents hommes. Ce fut avec ces trois cents hommes et les troupes de Castillo qu'il quitta Carthagène, au commencement de janvier, 1813, dans l'intention d'opérer l'affranchissement de son pays.

Après quelques jours de marche, il s'éleva entre Bolivar et Castillo un différend relatif au commandement, qui fut poussé très loin; le colonel Castillo prétendant au commandement exclusif des troupes de Carthagène, parce que c'était à lui que le président avait confié les cinq cents hommes. Bolivar lui représenta que le même président l'avait autorisé à commander en chef toute l'expédition. On sait que, depuis long-temps, il existe une haine invétérée entre les Venezueliens et les Grenadins; les premiers ont, en général, un grand mépris pour ces derniers. Ainsi, les prétentions opposées des deux chefs, d'une part, et l'antipathie naturelle des deux peuples, de l'autre, détruisirent bientôt l'union entre les deux petits corps d'armée. Les troupes de Castillo, toutes composées de Grenadins, et formant le parti le plus nom-

breux, commencèrent à insulter les Caraguins, qui reconnoissaient avec raison Bolivar comme général en chef de l'expédition. Les étrangers se déclarèrent pour ces derniers ; et tout faisait craindre que l'exaspération mutuelle n'amenât quelque catastrophe. Il était évidemment du devoir de Castillo de déclarer à ses soldats qu'il était placé sous les ordres de Bolivar, et de s'appliquer à calmer leur irritation. Au lieu d'en agir ainsi, il rebroussa chemin, tout à coup, pour retourner à Carthagène. Là, il excusa sa désertion, en disant que le caractère hautain et despotique de Bolivar ne pouvait s'accorder avec le sien, et, chose étrange, cette désertion demeura impunie [1].

[1] Il pourra paraître aussi étrange que le colonel Manuel Castillo, proche parent du gouverneur, lui ait facilement persuadé que la mésintelligence qui avait éclaté entre lui et Bolivar, avait été provoquée par l'humeur impérieuse de celui-ci. Si l'auteur veut insinuer que Bolivar aurait dû tirer vengeance de cette désertion, c'est que l'indignation lui fait oublier le véritable état des choses. Bolivar n'avait alors, sous ses ordres, que trois cents hommes et une poignée d'étrangers, ainsi que l'auteur le dit lui-même. Avec de si petits moyens, la patience et la résignation étaient deux vertus nécessaires.

(*Note du Traducteur.*)

Cette conduite de Castillo donna naissance à cette haine invétérée qui, depuis, n'a cessé d'animer ces deux chefs l'un contre l'autre.

Resté avec environ trois cents hommes, Bolivar était si découragé, qu'il pensait à retourner à Carthagène, dans le dessein d'obtenir de nouvelles troupes, de peur que l'expédition ne manquât entièrement; mais les colonels Ribas et Bricenna lui persuadèrent à la fin de continuer sa marche, du moins jusqu'à Bogota, où était alors établi le congrès de la Nouvelle-Grenade, et dans laquelle ils lui assuraient qu'il trouverait des secours. Il y consentit, et, s'étant embarqué sur la Magdalena, avec sa petite armée, il arriva à la ville de Mompox, où il fut parfaitement bien reçu. Il y trouva de l'argent, des provisions et quelques centaines de recrues. Outre ces ressources matérielles, Bolivar eut la satisfaction d'être reçu d'une manière très distinguée, avec son petit corps d'armée, par le congrès de Bogota.

Au récit des vexations et des cruautés exercées par Monteverde et ses subalternes sur la population de Venezuela, les habitans de la

Nouvelle-Grenade furent saisis d'une telle indignation, que Bolivar, nommé général avec son cousin J. F. Ribas, trouvait des volontaires dans tous les lieux par où il passait. Ses troupes s'élevèrent ainsi, en peu de temps à plus de deux mille hommes. Après avoir passé les Andes dans les provinces de Tunja et de Pamplona, il traversa la rivière de Tachira, qui sépare la Nouvelle-Grenade de Venezuela.

Tout semblait maintenant favoriser la grande entreprise du général Bolivar; ses ressources augmentaient, à mesure qu'il avançait. Aussitôt qu'il eut traversé la rivière Tachira, ses proclamations, répandues dans le pays, attirèrent sous ses drapeaux plusieurs milliers de ses compatriotes qui ne virent en lui qu'un libérateur. Pouvant alors partager ses forces en plusieurs corps, il détacha le colonel Bricenna à Guadalito pour y organiser un corps de cavalerie dont il avait grand besoin. Cette organisation eut lieu en peu de temps, car les classes les plus aisées du pays s'empressèrent de s'armer, de s'équiper et de se monter à leurs frais.

Bolivar marcha aussitôt contre l'ennemi qui, surpris de sa brusque apparition, n'opposa qu'une faible résistance. Les Créoles qui composaient, suivant l'usage, les trois quarts de l'armée espagnole, désertaient par centaines; des corps entiers, des bataillons, des régimens passaient aux indépendans, de sorte que l'armée de Bolivar augmentait encore visiblement. Il battit l'ennemi à La Grita, s'empara de cette petite place, ensuite de Merida et de tout le district de ce nom, ainsi que de la province de Barinas.

Cependant, les Espagnols s'étaient ralliés, et, ayant reçu des renforts, ils vinrent tomber tout d'un coup sur le corps de Bricenna et le battirent complètement. Bricenna et sept de ses officiers ayant été pris, le gouverneur de Barinas, don Francisco Tiscar, ordonna de les fusiller. Huit des plus respectables habitans de Barinas, étant soupçonnés d'avoir aidé le colonel Bricenna, dans l'organisation de son corps de cavalerie, subirent le même sort. Dès ce moment-là, la guerre devint beaucoup plus sanglante et plus meurtrière. Non-seulement tous les prisonniers furent fusil-

lés, mais plusieurs chefs espagnols étendirent ce système de cruauté jusque sur les paisibles habitans, sans distinction d'âge ou de sexe.

Le gouverneur Tiscar justifiait l'ordre qu'il avait donné de mettre à mort Bricenna et ses officiers, en disant qu'ils avaient été les principaux instigateurs de la proclamation du 16 janvier 1813, dans laquelle ils avaient déclaré qu'ils tueraient tous les Espagnols et Islennos qu'ils feraient prisonniers.

Voici les véritables causes de ce document barbare. Bolivar et ses compagnons, dans leur marche de Carthagène à Venezuela apprirent que les Espagnols et les Islennos avaient commis les actes les plus féroces sur les paisibles habitans de Venezuela qui, en vertu de sa convention faite entre Miranda et Monteverde, avaient repris sans défiance leurs anciennes occupations. On n'a pas oublié sans doute que Monteverde était né dans une des îles Canaries. Toujours environné par ses compatriotes, il avait la faiblesse de partager leurs passions et leur haine contre tous ceux qui avaient pris une part active à la révolution de Caracas. Cette nouvelle en-

flamma d'une telle fureur les Caraguins, compagnons d'armes du général Bolivar, qu'ils publièrent une déclaration solennelle, en forme de manifeste dans laquelle ils proclamaient une guerre à mort contre les Espagnols européens et les Islennos. Ce manifeste était signé par Antonio Nicolas Bricenna (le même qui fut fusillé à Barinas), par Antonio Rodrigo, par Joseph Debraine, et plusieurs autres, tous officiers sous les ordres du général Bolivar dans son expédition contre Venezuela. Les Espagnols accusèrent Bolivar d'avoir signé cette déclaration sanguinaire, et dirent qu'il avait commencé à proclamer cette guerre d'extermination, mais il est faux qu'il ait signé cet écrit. Bolivar n'aurait pas dû souffrir sans doute la publication d'un manifeste qui caractérisait si fortement la haine invétérée des deux partis; il est vrai aussi, cependant, que les chefs européens ne mirent pas seulement à mort divers prisonniers de guerre américains, mais encore des habitans paisibles, avant que le manifeste fût publié, et que les officiers du général n'agirent contre les Espagnols que par repré-

sailles. Le lecteur décidera lui-même jusqu'à quel point ils devaient user de ce droit.

Nous nous occuperons, maintenant, un instant, d'un personnage qui, pendant plusieurs années, a été le collègue et le rival du général Bolivar, et qui a acquis une de ces réputations équivoques qu'il appartient à l'histoire de montrer dans son vrai jour.

Quelque temps après la conclusion de la capitulation de Vittoria, et quand les cruautés des habitans de Venezuela eurent commencé, un jeune homme faible et ignorant, mais très ambitieux, assembla secrètement environ une centaine de ses concitoyens hors de sa ville natale (Cumana). Il les excita à se lever contre leurs oppresseurs pour recouvrer la liberté et l'indépendance. Ses discours furent reçus avec enthousiasme, et il fut nommé général en chef d'une voix unanime. C'est là l'origine de la fortune militaire de *San Yago Marinno* qui, des bancs de l'école s'éleva tout d'un coup au poste de général en chef de l'armée de la province de Cumana. Cette armée ne comptait pas alors, il est vrai, plus de

cent cinquante hommes; mais les cruautés des Espagnols lui firent beaucoup de partisans, d'autant plus dévoués à leur chef, qu'il était doux, poli et humain. Il établit son quartier-général à Maturin.

Aussitôt que le général Monteverde fut informé de cette levée de boucliers, il ordonna au général Cagigal de venir le joindre avec sa brigade, désignant le jour et le lieu où ils réuniraient leurs forces pour attaquer les troupes postées à Maturin, sous les ordres du général Marinno. Monteverde, à la tête de deux cents hommes seulement, se transporta au lieu du rendez-vous, mais il n'y trouva ni Cagigal, ni ses troupes. Impatient d'en venir aux mains, Monteverde refusa positivement d'écouter les conseils dictés par la prudence, et d'un ton fier il donna l'ordre d'attaquer *ces traîtres et ces rebelles*. Les patriotes étaient six fois aussi forts que lui et avaient l'avantage du poste. Après un combat très court, il fut mis en déroute, ainsi que ses officiers le lui avaient prédit; son cheval étant tué, il serait tombé dans les mains des patriotes, si la présence d'esprit d'un révérend capucin, nommé

le père Coronil, ne l'eût sauvé. Coronil combattait bravement à ses côtés. Quand le cheval tomba, il saisit Monteverde de ses bras nerveux, et sans mettre pied à terre, il le plaça sur son propre cheval, en s'éloignant, au grand galop, du champ de bataille.

Quand le général Cagigal, qui arriva vingt-quatre heures après la défaite, apprit avec quelle imprudence le général en chef avait agi, il ne put retenir son indignation. Mais, au lieu d'attaquer avec son corps de troupes, qui était considérable, un ennemi affaibli et fatigué par un combat récent, il tomba dans le découragement, pensa que tout était perdu et que toute la province de Venezuela allait devenir la proie des patriotes. Il déclara publiquement qu'il se retirerait dans la province de Guayana, avec ses troupes. Cette étrange déclaration exaspéra tellement un de ses capitaines, nommé Joseph Thomas Boves, qu'oubliant le respect qu'il devait à son général, il se récria contre une résolution si lâche; mais voyant que la frayeur de Cagigal le rendait incapable d'écouter la raison, et qu'il était résolu à partir à tout événe-

ment, il lui dit et brusquement, qu'il pouvait agir comme il l'entendrait, mais que, quant à lui, il était fermement résolu à rester à Venezuela, et à y combattre les ennemis de son roi et de son pays, tant qu'il en existerait un seul. Cagigal voyant que Boves était inflexible, l'autorisa à organiser un corps de troupes aussi nombreux qu'il pourrait, et il partit ensuite avec une forte escorte, dans le dessein de se mettre en sûreté dans la forteresse de Saint-Thomas de la Angostura, dans la province de Guayana, alors tranquille et soumise.

Boves, ayant rassemblé tous les hommes qui voulaient le suivre, vint en avril 1813, à la ville de Calobozo, où il établit son quartier-général. Il organisa bientôt un corps d'infanterie et de cavalerie, qui s'éleva à environ 500 hommes. Telle fut l'origine de l'élévation de ce fameux partisan, qui se distingua pendant cette guerre par une activité, une bravoure, une habileté rare, mais plus encore par une horrible cruauté, dont j'aurai plus d'un exemple à rapporter dans la suite.

Fier de ce léger succès, Marinno prit alors

le titre de général en chef et de dictateur des provinces orientales de Venezuela. Il leva de fortes contributions, entretint une table somptueusement servie, créa des généraux, des officiers d'état-major et autres, et un grand nombre d'officiers civils, mais il n'avait aucun territoire assuré, ni officiers instruits, ni soldats biens disciplinés. Il n'avait, comme il arrive dans les lieux où les troupes sont levées à la hâte, qu'une bande d'hommes armés, sans uniformes ou sans instruction.

Pendant que ces événemens se passaient dans les provinces de Cumana et de Barcelone, le général Bolivar entrait dans les provinces occidentales de Venezuela. Il se vit bientôt renforcé par plusieurs milliers de ses compatriotes qui, réduits au désespoir par les cruautés des Espagnols, n'avaient d'autre alternative que de vaincre ou de périr. Il divisa alors ses troupes en deux fortes divisions, donna le commandement de l'une à son major-général Ribas, et se mit lui-même à la tête de l'autre. Ils s'avancèrent vers Caracas, à marches forcées, par des routes différentes, traversant le département de Truxillo, et la pro-

vince de Barinas. Les Espagnols n'opposèrent qu'une légère résistance, aux combats de Niquitao, de Betioque, de Barquismento et de Barinas. A la fin, le gouverneur Tiscar crut que tout était perdu, abandonna ses troupes et s'enfuit à Saint-Thomas de la Angostura, dans la province de Guayana, où il trouva le général Cagigal qui, précédemment, avait tenu la même conduite.

Aussitôt que le général Monteverde fut instruit de la marche rapide des patriotes, il rallia ses meilleures troupes à Lostaguanes, où le général Ribas l'attaqua bientôt après. L'attaque commençait, quand la plus grande partie de la cavalerie de Monteverde, composée d'indigènes, joignit les indépendans, et décida bientôt la victoire en leur faveur. Monteverde, perdit dans cette action quelques centaines d'hommes, et fut obligé de se renfermer avec le reste dans la forteresse de Porto Cabello.

Le général Bolivar marcha rapidement sur Caracas, et éprouva peu de résistance de la part de l'ennemi qui avait porté ses forces contre la colonne du général Ribas. Aussitôt

que le gouverneur Fierro fut informé de l'approche du général Bolivar, il assembla précipitamment un grand conseil de guerre, dans lequel il fut décidé qu'on enverrait des députés pour lui proposer une capitulation. Elle fut arrêtée et signée à Vittoria, environ un an après la fameuse capitulation conclue entre le général Miranda et Monteverde. Par ce traité, Bolivar promettait de ne persécuter personne à cause de ses opinions politiques, de laisser à chaque individu la liberté de quitter Venezuela avec sa fortune, pour aller s'établir où il le jugerait à propos.

Pendant que les députés étaient assemblés à Vittoria, le gouverneur Fierro, saisi comme Cagigal et Tiscar, d'une terreur panique, décampa secrètement dans la nuit, et si précipitamment, qu'il laissa une très grosse somme d'argent monnayé. Il laissa aussi plus de quinze cents Espagnols à la discrétion de l'ennemi. Il s'embarqua à Laguaira, et arriva sans accident à la petite île de Curaçao. La fuite du gouverneur de Caracas, dont les habitans et la garnison ne furent informés que le lendemain matin, à la pointe du jour, jeta la ville dans

le plus grand trouble, dès qu'elle fut connue, car il n'avait laissé aucun ordre. Le parti espagnol étant dissous, chacun de ses membres pourvut individuellement à sa sûreté. Les principaux chefs de ce parti, Monteverde, Cagigal, Fierro et Tiscar ne prenant conseil que de leur volonté personnelle, parvinrent tous à se dérober à l'ennemi, mais il n'y eut nul concert dans les mesures qu'ils prirent : elles ne péchèrent pas seulement par défaut d'unité; on y remarqua aussi beaucoup de négligence et de faiblesse. Monteverde resta à Porto Cabello, sans envoyer d'ordre; Cagigal avec Tiscar ne bougèrent pas d'Angostura, et Fierro se confina dans l'île de Curaçao.

Dans ces conjonctures, il ne fut pas difficile à Bolivar d'entrer dans la capitale de son pays natal, et de s'emparer de la plus grande partie de l'état de Venezuela. Son entrée dans Caracas (4 août 1813) fut aussi brillante que glorieuse. Les amis de la liberté, qui avaient tant souffert sous le despotisme espagnol, accoururent en foule de tous côtés pour saluer son arrivée par les acclamations de la

joie la plus vive. L'enthousiasme fut universel. Les femmes vinrent couronner leur libérateur; elles jonchèrent les rues par où il devait passer, d'une grande quantité de fleurs et de branches de laurier et d'olivier. Les acclamations de plusieurs milliers de spectateurs se mêlaient au bruit de l'artillerie, au carillon des cloches et aux fanfares de la musique; la foule était immense. Les prisons furent ouvertes, et les infortunées victimes de la liberté, avec leur figure pâle et amaigrie au milieu de cette multitude joyeuse, avaient l'air de spectres qu'on aurait arrachés du tombeau. Malgré cette vue effroyable, le peuple ne se porta à aucun acte de vengeance contre ses oppresseurs. On ne rechercha ni aucun espagnol d'Europe ni aucun moine; on les laissa se cacher au milieu de la joie publique.

L'entrée du général Bolivar dans Caracas fut sans doute l'événement le plus brillant de toute sa carrière militaire, et, bien que son entreprise et ses victoires lui aient été facilitées par la pusillanimité de ses ennemis, il mérite de grands éloges pour avoir conçu

cette entreprise et l'avoir continuée avec persévérance aux dépens de sa fortune particulière. Toutefois, je ne saurais passer sous silence ici un trait singulier qui justifierait le reproche de vanité que je lui ai adressé précédemment.

Avant que Bolivar fît son entrée dans Caracas, on avait préparé une espèce de char triomphal semblable à celui dont se servaient les consuls romains, au retour d'une campagne glorieuse. Ce char, comme on sait, dans les temps anciens, était traîné par des chevaux; mais le char de Bolivar était traîné par douze jeunes et jolies personnes élégamment habillées de blanc, parées des couleurs nationales, et toutes choisies parmi les premières familles de Caracas. Elles le traînèrent pendant une demi-heure, depuis l'entrée de la ville jusqu'à la maison qui devait lui servir de résidence. Pendant ce temps-là, Bolivar resta debout sur le char, nu-tête, en grand uniforme, et tenant à la main une petite baguette de commandement. Quel contraste avec la simplicité de Washington!

L'enthousiasme des habitans de Caracas ne

fut pas de longue durée. Enflé de la rapidité de ses succès, Bolivar prit, quelque jours après, dans la capitale, le titre de *Dictateur* et de *Libérateur des provinces occidentales de Venezuela*, se modelant ainsi sur le général Marinno, qui avait pris le titre de *Dictateur des provinces orientales*. Ces dénominations d'occidentales et d'orientales proviennent de la position des provinces relativement à Caracas. Bolivar donna le nom d'armée libératrice à toutes les troupes qui étaient venues avec lui, et établit un ordre de chevalerie, qu'il désigna d'abord sous le titre du *Libérateur*, et plus tard sous celui plus général des *Libérateurs*. Il forma un corps de troupes d'élite auquel il donna le titre de gardes-du-corps, qu'il destina exclusivement à son service personnel, y nomma un grand nombre d'officiers de son état-major, et se trouva bientôt entouré de flatteurs et de parasites.

Les vrais amis de la liberté et de la gloire du dictateur lui conseillèrent d'assembler un congrès, et d'établir un gouvernement représentatif, semblable à celui du premier congrès de Caracas. On comptait parmi eux l'amiral

de la Colombie, Louis Brion, qui mourut dans l'île de Curaçao. Je pourrais en nommer plusieurs autres. Bolivar leur répondit qu'il désirait prendre cet avis en considération, mais que, dans les conjonctures présentes, la convocation d'un congrès entraînerait de graves inconvéniens.

Cependant, Bolivar organisait son gouvernement, et réunissait en lui-même les trois pouvoirs, c'est-à-dire le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Il se rendit ainsi maître absolu de la liberté, de la fortune et de la vie de ses compatriotes. Cette dictature n'était ni plus ni moins qu'un gouvernement absolu, despotique et militaire.

Les huit belles provinces de Venezuela étaient alors divisées entre trois chefs militaires, savoir : le général Monteverde, commandant en chef des troupes espagnoles qui occupaient les provinces de la Guayana, de Maracaybo et de Coro; le général Bolivar, dictateur des provinces de Caracas, de Barinas et de Margarita; et le général Marinno, dictateur de celles de Cumana et de Barcelona.

Chacun de ces chefs avait ses gouverneurs, ses généraux, ses commandans, ses officiers civils et militaires et ses soldats, tous vivant aux dépens des habitans. Chacun d'eux levait, armait, organisait et équipait des troupes, publiait des proclamations, des manifestes et des décrets. Ces bulletins étaient souvent si ampoulés et si obscurs qu'il était difficile d'en trouver la véritable signification; et, ce qui était pis encore, ils se contredisaient souvent entre eux, de sorte qu'il était impossible de savoir auquel obéir. Aujourd'hui une ville, un bourg, un village étaient occupés par les troupes d'un de ces chefs, demain c'étaient les troupes d'un autre qui y commandaient. Les officiers subalternes et les soldats étaient ainsi les maîtres des habitans, et leur ordonnaient tous les jours de leur fournir sans retard de l'argent, des provisions et toutes les choses dont ils avaient besoin. On ne reconnaissait d'autre autorité que celle des baïonnettes. Cette anarchie rendit les habitans de Venezuela si malheureux qu'un grand nombre des plus riches d'entre eux s'embarquèrent avec leur famille pour aller dans un au-

tre pays, où la sûreté individuelle et le droit de propriété seraient également respectés. Les États-Unis d'Amérique et les îles des Indes occidentales reçurent plusieurs milliers de ces fugitifs.

Malgré la puissance formidable dont était investi alors Bolivar, ce général eut la faiblesse de souffrir que San Yago Marinno, jeune homme ignorant et sans expérience, s'acquît une autorité égale à la sienne dans les provinces à l'est de Venezuela. Cette dictature rivale s'exerçait sur la division du territoire de cet état, telle qu'elle avait été fixée par le congrès assemblé à Caracas, en 1811. Les provinces de Cumana et de Barcelona faisaient alors partie intégrale de son territoire, avaient toujours été gouvernées par le premier congrès, comme les autres provinces de Venezuela (excepté Guayana, Coro et Maracaybo), et n'auraient jamais dû en être séparées. Cette division de pouvoir, jointe à la rivalité de deux dictateurs, fut très nuisible à la prospérité du pays, et à la cause de la liberté. En diminuant considérablement la force de chacun d'eux, elles augmentaient le pouvoir de l'ennemi. C'est à

ces deux causes principalement qu'il faut attribuer la durée extraordinaire de la guerre, et la perte de la vie de tant d'hommes.

Quand les habitans des autres provinces apprirent l'arrivée du général Bolivar à Caracas, ils en conçurent pour eux-mêmes de grandes espérances de délivrance et de liberté. De nombreux volontaires accoururent de tous les côtés, pour lui offrir leurs services.

Les fonds trouvés dans le trésor public, joints à ceux qui furent offerts volontairement et aux revenus de l'état, auraient été suffisans pour l'organisation de ces volontaires, pour les discipliner et les instruire de manière à les mettre à même de chasser pour jamais de leur territoire leurs oppresseurs, découragés par plusieurs défaites.

Il fut malheureux que Bolivar ne se crut pas la force nécessaire pour terminer plus rapidement cette guerre sanglante.

Peu de souverains auraient pu se dire cependant plus puissans que Bolivar au mois d'août 1813. Non-seulement les nationaux de la Colombie lui étaient entièrement dévoués, mais il trouvait encore des secours chez beau-

coup d'Espagnols, d'Islennos, de moines et de prêtres, qui tous attendaient de lui la liberté et la prospérité qu'il avait si solennellement promises. Ce noble enthousiasme allait réveiller de leur indolence les habitans des immenses steppes de l'Amérique méridionale, connus sous le nom de Llaneros, et qui, plus tard se rendirent si redoutables sous les ordres de Paez, de Sedenno, de Zarasa, de Roxas, de Monagas et de plusieurs autres chefs. Argent, marchandises, chevaux, mulets, bétail étaient offerts avec un empressement incroyable au général Bolivar; les femmes même voulurent l'aider de leur secours, et les bijoux, les perles, les diamans lui furent remis avec joie pour qu'il les employât à servir la cause de la liberté.

Mais le plus difficile était de classer, de coordonner et de diriger ces vastes ressources. Il était indispensable de s'entourer d'hommes probes, prudens et éclairés. La capacité était malheureusement plus rare que l'enthousiasme.

Bolivar ne pouvait le plus souvent s'en remettre qu'à lui seul du soin de créer un gou-

vernement. Il se composa de quatre ministères, savoir : de l'intérieur, de la justice, des finances et de la guerre. Les ministres recevaient leurs ordres et leurs instructions du dictateur, avec lequel ils travaillaient quand il jugeait à propos de les appeler dans son cabinet. Toutes les affaires lui étaient soumises, et sa décision était sans appel.

La nécessité des temps voulut que mainte décision fût prise trop promptement, et qu'il fût plus dangereux souvent de revenir sur une erreur que de la continuer. Peut-être aussi, dans cette première époque de son pouvoir, Bolivar paya le tribut au tempérament national, et, comme la plupart de ses compatriotes, il perdit souvent un temps précieux dans la société de ses nombreuses maîtresses ; on l'accuse aussi d'être resté, quelquefois des jours entiers, étendu sur un sofa, au milieu d'une foule de flatteurs. Pour l'amusement du dictateur, ces courtisans de la puissance débitaient des histoires faites à plaisir, et lançaient des traits piquans sur les personnes absentes qui avaient eu le malheur de lui déplaire, ou sur la segnora Joséphine, sa maîtresse reconnue, femme in-

trigante et vindicative. J'ai vu cette syrène plus de cent fois, et je dois avouer que je ne sais à quelle cause attribuer la prédilection du dictateur pour elle. La faveur de Joséphine dura, cependant, jusqu'en 1819.

Bolivar consacrait le reste de son temps ou aux promenades à cheval ou aux affaires de l'état. Chacun de ses ministres lui présentait un rapport sommaire de toutes les matières comprises dans son département; en un mot, Bolivar désirait imiter Napoléon Bonaparte. Il ne fut pas médiocrement satisfait, quand Charles Soublette lui dit devant moi, à Carupano, en mai 1816, qu'il était le Napoléon de l'Amérique méridionale.

Les vices de l'administration ne tardèrent pas à peser sur l'armée, sur la marine et sur chaque branche d'administration. Les revenus publics ne suffisaient pas aux nécessités de l'état, et le besoin d'argent se faisait sentir partout. Il est vrai que Bolivar dépensa de grosses sommes d'argent à acheter à l'étranger des armes, des munitions de toute espèce; mais il en dépensait d'aussi considérables peut-être pour ses compagnons de plaisir, ses flat-

teurs et ses parens, qui prenaient l'argent et ne revenaient plus.

Les mesures employées par le dictateur pour se procurer de l'argent étaient encore un plus grand mal que cette pénurie. Telles furent les taxes extraordinaires qu'il levait sur des individus désignés par lui, taxes perçues, selon son bon plaisir, au temps qu'il avait jugé à propos de fixer. Quelqu'un, par exemple, lui dit que don N... avait des sommes d'argent cachées, ou qu'il était ennemi de la république. Bolivar envoya sur-le-champ, pendant la nuit, un détachement de ses gardes-du-corps à la maison de N... Ils l'entourèrent, et, au nom du dictateur, ils pénétrèrent tout à coup dans sa chambre à coucher, où l'officier lui notifia que son maître avait besoin d'argent, et lui fixa la somme qu'il devait remettre entre ses mains. Une autre fois, on demandait que la somme, dont on avait besoin, fût payée dans un certain nombre de jours; si le citoyen, auquel on adressait cette demande, refusait, sous quelque prétexte que ce fût, il était mis en prison et durement traité, jusqu'à ce que, par ses amis ou par toute voie, il se

fût procuré les moyens de satisfaire aux exigences du dictateur. Que le lecteur impartial se souvienne de ce qui arriva à Laguaira et à Caracas, en avril et en mai 1827, lors de l'arrestation de quelques marchands américains. Ces marchands, ayant été taxés arbitrairement par le président libérateur, refusèrent de payer la somme qu'on leur demandait, donnant pour raison que le gouvernement leur devait une somme beaucoup plus considérable que celle qu'ils avaient avancée, et pour laquelle ils avaient reçu des bons du Trésor. Bolivar refusa les bons et persista à vouloir être payé en argent.

En août 1813, le dictateur envoya un corps de troupes, sous les ordres du colonel Giraldat, assiéger le château de Porto Cabello, dont lui-même, un an auparavant, avait été gouverneur. Le général Monteverde, après sa défaite à Maturin, s'était renfermé dans cette place. Il était très irrité contre le dictateur Bolivar, dont il croyait avoir à se plaindre personnellement, et à cause de la part active que celui-ci avait prise à l'arrestation du général Miranda. Il disait publiquement qu'il

avait été trahi par le dictateur, et qu'il ne voulait plus avoir rien à démêler avec lui.

Les habitans de Porto Cabello étaient eux-mêmes très animés contre Bolivar, parce qu'il avait abandonné cette forteresse, quand elle avait été mise sous ses ordres. Ayant su qu'il avait envoyé un corps de troupes considérable pour les forcer à se rendre, ils firent tous leurs efforts pour lui résister. Ils donnèrent d'abord l'exemple à la garnison, en s'organisant et en s'armant à leurs frais, et en déclarant ouvertement qu'ils feraient tous les sacrifices imaginables, plutôt que de se soumettre à la domination du dictateur.

Bolivar, ayant appris ce qui se passait dans l'intérieur de la place, donna des ordres pour la bloquer par mer et par terre; mais l'escadre républicaine ne put barrer le chemin à cinq bâtimens de transport venant de Cadix, avec quinze cents hommes commandés par le colonel Salomon, et ayant à bord une grande quantité d'armes et de munitions de toute espèce.

Avant que le convoi arrivât à Porto Cabello, il se dirigea vers Laguaira, parce que l'officier

qui le commandait croyait que cette ville était encore au pouvoir des Espagnols, bien que le général Ribas l'eût prise, quelque temps auparavant. Au reste, ce général n'avait alors sous ses ordres que quatre cents hommes; encore étaient-ils mal équipés et peu disciplinés, mais il était lui-même homme de tête et de cœur. Quand l'escadre lui fut signalée, il supposa, avec raison, que c'était une flotte espagnole, et il ordonna aussitôt d'arborer le drapeau de cette nation. Trompée par cette fausse apparence, l'escadre ne douta plus alors que la ville ne fût au pouvoir de l'Espagne. Elle jeta à l'ancre, à une demi-portée des batteries de Laguaira. On fit ensuite les dispositions convenables pour débarquer les troupes, qui se composaient du beau régiment *La Grenada*, commandé par le colonel Salomon, et de quelques artilleurs.

Pendant ce temps-là, Ribas disposait tout pour détruire d'un seul coup les espérances de l'ennemi. Il mit en liberté plusieurs officiers espagnols, qui avaient été faits prisonniers de guerre, parmi lesquels se trouvait l'ancien gouverneur de Laguaira, don Félix

Marmon. Il les força de se mettre en grand uniforme. Il fit ensuite un discours bref, mais énergique à ses soldats, qui, effrayés de l'immense danger auquel ils étaient exposés, croyaient qu'ils allaient être tous pris. Le discours de leur général ranima leur courage, et chacun s'empressa de se rendre à son poste.

Ribas avait à son service un Islenno fin et intelligent, nommé don Jose Antonio Meloni, qu'il envoya à bord, aussitôt que l'escadre eut jeté l'ancre, lui promettant une grande récompense, en cas que son stratagème vînt à réussir. Il lui recommanda de se présenter devant le commodore ennemi comme le secrétaire du gouverneur espagnol Marmon, et de l'inviter lui et ses principaux officiers à faire à son maître l'honneur de venir à terre prendre leur part d'un dîner préparé pour eux par le gouverneur, qui était impatient de recevoir ses bons amis et ses compagnons d'armes. Le commodore, en entendant prononcer le nom de Marmon, qui était une de ses anciennes connaissances, fut grandement satisfait, et donna les ordres nécessaires pour envoyer la chaloupe. Pendant ce temps-là, le

colonel Salomon vint sur le pont, et examina Laguaira avec sa longue vue. Il s'étonna d'autant plus de voir peu de monde sur le quai et dans les rues, que ses officiers lui avaient dit à bord que le port de cette ville présentait un aspect fort animé. Il communiqua ses observations au commodore, et lui conseilla de prendre la précaution d'envoyer d'abord à terre quelques officiers qui s'assureraient du véritable état de la place, et reviendraient sur-le-champ lui faire leur rapport.

Quand Ribas vit approcher la chaloupe, il envoya sur le quai, pour recevoir ses compatriotes, le commandant Marmon, en grand uniforme. Il avait, en outre, tracé à Marmon le plan de conduite qu'il devait tenir dans cette conjoncture délicate, et l'avait menacé d'une mort soudaine, pour peu qu'il s'en écartât. Il avait aussi vêtu plusieurs de ses officiers d'uniformes espagnols, qui appartenaient à des officiers de cette nation, alors prisonniers de guerre, et les adjoignit à Marmon, comme pour faire à celui-ci une espèce d'état-major. La chaloupe arriva tout près du quai, mais aucun des officiers ne débarqua, malgré les invitations

pressantes de venir à terre, que leur adressait Marmon. Il avait fait préparer un bon dîner chez lui, et il allait envoyer sa chaloupe pour prendre le commodore, qui se réunirait ensuite à leur société. Les officiers ne répondirent qu'en faisant connaître l'ordre de leur chef, qui désirait, au contraire, recevoir à son bord le commandant Marmon, avec lequel il serait ravi de renouveler connaissance. Après quelques paroles de plus échangées des deux côtés, plusieurs voix partirent de la foule assemblée sur le quai, et les mots, *c'est une trahison*, se firent entendre. Les officiers se retirèrent aussitôt du quai, et arrivèrent tout consternés à bord du vaisseau du commodore, pour lui faire leur rapport. Les batteries de la place et des forts environnans, préparées à l'avance par le général Ribas, ouvrirent alors sur l'escadre espagnole un feu terrible qui endommagea singulièrement ses vaisseaux, et tua environ deux cents hommes.

Dans une des sorties de la garnison de Porto Cabello, le colonel Giraldat, commandant des patriotes, fut tué d'un coup de fusil. La mort de cet officier répandit une si grande

terreur parmi les troupes républicaines qu'elles levèrent précipitamment le siége, laissant derrière elles leur artillerie, leurs munitions et leurs bagages. Bolivar ordonna qu'on rendrait aux restes de Giraldat les plus grands honneurs. Il existe encore aujourd'hui plusieurs chansons dans lesquelles on célèbre Giraldat comme un héros incomparable.

Lorsque le colonel Salomon eut appris de quelle manière Monteverde s'était élevé au poste de commandant en chef des troupes espagnoles dans l'Amérique méridionale, il ne crut pas devoir montrer beaucoup d'obéissance aux ordres d'un homme qu'il regardait comme son inférieur. Peu de jours après l'arrivée de Salomon à Porto Cabello, Monteverde ordonna à Salomon de tenir son régiment prêt à partir, pour qu'ils pussent, avec leurs forces réunies, marcher contre Bolivar et Urdaneta postés à Valencia; mais Salomon refusa de lui donner un seul homme du corps placé sous son commandement, et déclara publiquement que Monteverde n'était pas digne de lui donner des ordres. Telle était la faiblesse de caractère de Monteverde, que, au

lieu de punir cet insolent subalterne, il le pria, de la manière la plus humble, d'avoir la bonté du moins de le suivre avec son régiment.

Monteverde, à la tête de cinq cents miliciens mal armés et mal disciplinés, marcha alors sur Valencia par la route d'Agua-Caliente, étant suivi par le régiment de Salomon, fort d'environ treize cents hommes. Il s'avança jusqu'à Naguanagua, petit village qui n'était pas éloigné de Valencia de plus de deux lieues, sans rencontrer un seul ennemi, ne s'inquiétant guère, s'il était suivi ou non par le colonel Salomon. Le dictateur, ayant reçu avis de l'approche de l'ennemi, donna aussitôt l'ordre de quitter, sur-le-champ, la position que l'armée républicaine occupait, et de se retirer vers les défilés de la Cabrera. Arrivé dans ce nouveau poste, il s'y retrancha. Bolivar avait ordonné cette retraite précipitée, parce qu'il croyait que toutes les forces de Porto Cabello venaient fondre ensemble sur son armée; mais il n'eut pas plutôt appris que l'ennemi, qui lui avait été signalé, n'était autre que Monteverde, à la tête de 500 mili-

ciens seulement, le régiment de Grenada étant resté, fort tranquillement, à Agua-Caliente, à sept lieues de Naguanagua, qu'il revint sur ses pas, et donna l'ordre d'attaquer Monteverde. Celui-ci ne résista pas seulement à des forces trois fois supérieures aux siennes, mais il parvint, dès le commencement du combat, à les repousser. Il eût, sans doute poursuivi ses avantages très vivement, car il ne rencontrait nul obstacle de la part du général Bolivar qui, selon sa coutume, se tenait à quelque distance derrière ses troupes; heureusement, le général Urdaneta se mit à la tête de sa division après l'avoir ralliée, et, ayant attaqué l'ennemi avec vigueur, il le mit en déroute. Monteverde reçut, dans cette attaque, un coup de mousquet qui lui fracassa la mâchoire. Cet incident ne contribua pas peu au succès de l'armée indépendante.

Encouragés par cet avantage, Bolivar et Urdaneta marchèrent alors à la rencontre du régiment de Grenada qu'ils trouvèrent dans un lieu resserré qui ne permettait, ni à l'un ni à l'autre parti, de déployer leurs forces. Après qu'on eut échangé quelques

décharges de mousqueterie de part et d'autre, les patriotes commencèrent à lâcher pied, mais Salomon, au lieu de poursuivre cet avantage, ordonna de battre en retraite. Cet officier rentra dans Porto Cabello, avec son régiment, le 5 octobre, et reçut cette fois, de Monteverde, des reproches que méritait cette conduite. Au reste, Salomon pouvait se consoler d'autant mieux de ce petit désagrément que Monteverde, obligé par la gravité de sa blessure de se retirer du service, le laisserait commandant en chef de l'armée espagnole.

Cette action ne tarda pas à être suivie de plusieurs autres tout aussi sanglantes, mais qui n'amenèrent aucun résultat important. Cependant, Bolivar, étant instruit que Monteverde ne commandait plus dans Porto Cabello, envoya un nouveau négociateur au colonel Salomon. Il choisit pour cette commission militaire un prêtre nommé don Salvador Garcia. Après les formalités d'usage, le prêtre fut introduit devant le conseil de guerre qui s'était assemblé pour le recevoir. Garcia, comme s'il eût été en chaire, commença un long sermon où l'on trouvait les représentations sui-

vantes: « Que faites-vous, messieurs! » s'écriait le prêtre négociateur; « ne feriez-vous pas mieux de vous rendre et de vivre en paix, que de vous exposer aux horreurs d'un siége pendant lequel vous aurez à souffrir la faim et des maux de toute espèce? » Cette prédication, quelque ridicule qu'elle fût, n'en fit pas moins une telle impression sur les officiers espagnols, que les trois quarts d'entr'eux se déclarèrent en faveur de la proposition de capitulation. Cependant, un négociant de Porto Cabello, qui commandait la milice de cette place, fut si révolté de l'idée d'une capitulation, qu'après avoir parlé avec véhémence contre cette proposition, il termina son discours en disant que ceux qui avaient peur de défendre la place, pourraient aller où bon leur semblerait. Le discours énergique de ce citoyen ramena la majorité du conseil à une opinion tout opposée, et l'on rejeta la proposition du dictateur. L'ecclésiastique, voyant le mauvais succès de sa mission, ne jugea pas à propos de retourner auprès de Bolivar; il s'embarqua, peu après, avec le général Monteverde, pour l'île de Curaçao.

A la reprise des hostilités, les troupes espagnoles, sous les ordres de Cevallos et d'Yanes, ayant été battues, les indépendans tournèrent leur attention sur Boves, qui avait considérablement augmenté ses forces. Boves n'eut pas plus tôt reçu l'autorisation du général Cagigal de lever un corps de troupes, dont le nombre n'avait pas été limité, qu'il rassembla autour de lui une multitude d'esclaves et de vagabonds parmi les hommes de couleur; il ouvrit aussi les prisons et les lieux de détention, arma de son mieux cette masse hétérogène, et l'organisa en corps de différentes armes. Morales était le commandant en second de ces troupes qui, dans la suite, s'élevèrent jusqu'à 8,000 hommes, et que les Espagnols eux-mêmes désignaient sous le nom de *la division infernale*. Ces deux chefs, ainsi que leurs officiers subalternes Puy, Rosette, Machado et d'autres marquaient toujours leur passage par des traces de sang et par des actes de la plus horrible cruauté. J'en citerai quelques-uns à l'occasion.

Quand Boves se sépara du général Cagigal, devant Maturin, il se retira à Calabazo, où

Marinno se flattant d'avoir bon marché de ce nouvel ennemi, vint l'attaquer à la tête de mille soldats; mais Boves, qui n'avait que cinq cents hommes, le mit en déroute, après un court engagement, le 13 décembre 1813.

Après cette victoire, Boves s'occupa avec la plus grande activité d'augmenter ses forces. Il leva des taxes et des contributions extraordinaires sur les habitans des pays environnans, avec menace de mettre tout à feu et à sang, en cas de refus. Il ne prenait l'avis de personne, et agissait comme s'il eût été maître absolu et commandant en chef des troupes espagnoles. Ce redoutable partisan ne reconnaissait point l'autorité de Monteverde, qu'il regardait, d'ailleurs, comme ayant usurpé son autorité, et comme justifiant son mépris par sa faiblesse. Il organisa un grand nombre de guerillas qui lui procurèrent de l'argent, des hommes, des chevaux et des mulets, et commença ses opérations par l'attaque de Camacagua, où il fit quelques prisonniers. Il marcha ensuite sur Vittoria, Rosette, Mumara et la ville de Chaguaramas, où il battit l'ennemi.

Il établit de nouveau son quartier général

à Calabazo, d'où il envoya plusieurs partis qui s'emparèrent des positions de Charaguave, dans le voisinage de Caracas.



CHAPITRE IX.

Mécontentement des habitans de Venezuela contre le gouvernement dictatorial. — Convention de Caracas. — Escarmouche de Flora. — Douze cents Espagnols sont massacrés. — Action de San Mateo. — Le dictateur envoie des députés à Londres. — Victoire des patriotes.

Les succès rapides et inattendus de Boves, sa soudaine apparition dans le voisinage de Caracas, l'insurrection de plusieurs villes et places fortes de l'intérieur en faveur des Espagnols, les vexations des agens du dictateur, et les mesures arbitraires de leur chef qui aggravaient tous les jours la misère publique, indisposèrent singulièrement les habitans de

Caracas contre Bolivar. Ils lui imputaient hautement tous les maux dont ils souffraient. Ils l'accusaient d'avoir établi un gouvernement militaire et politique, d'avoir mis les finances dans le plus grand désordre, et de ne s'être pas appliqué à organiser et à discipliner les troupes qui étaient dans l'état le plus déplorable. Il eût pu, du moins, prétendait-on, éviter tous ces malheurs, s'il ne se fût opposé constamment à la formation d'un congrès, retenant les trois pouvoirs de l'état réunis en sa personne, nonobstant les avis des vrais amis de la liberté. Ils se plaignaient encore qu'il agît comme un maître absolu qui ne connaît d'autre loi que son caprice et sa volonté. D'autres se plaisaient à ajouter que les femmes, entre autres la maîtresse favorite de Bolivar, la segnora Josephine Ma.... appelée d'ordinaire la segnorita Pepa, exerçaient la plus grande influence sur les nominations aux divers emplois de la République. Il suffisait à beaucoup de jeunes gens d'être parens ou amis de ces dames pour obtenir des grades dans l'armée, et des places lucratives. Ces faveurs d'une

spécialité toute particulière, tombaient le plus souvent, comme on le croira aisément, sur des hommes dépourvus de toute espèce de mérite, et Charles Soublette était ainsi arrivé à la plus haute fortune.

Le dictateur ne tarda pas à s'apercevoir du mécontentement général. Il sentit combien sa situation était délicate, et déférant alors aux avis de quelques amis, il convoqua une junte composée des habitans les plus influens de Caracas. Cette assemblée se tint dans la capitale, au couvent de San Francisco, le 1er janvier 1814. Bolivar avait pour double objet dans cette convocation, et de paraître céder au vœu généralement exprimé de l'établissement d'un congrès, et de rendre un compte favorable de son administration, pendant sa dictature. Il parut, le 1er janvier 1814, dans cette imposante assemblée avec un nombreux et brillant cortège d'officiers, et environné par un fort détachement de gardes-du-corps. Il avait à ses côtés le ministre de la guerre et le ministre de la justice. La place qui avoisine le couvent, et les rues qu'il devait traverser, étaient garnies de soldats. Les mi-

nistres lurent d'abord de longs mémoires relatifs aux affaires de leur département. Ensuite le dictateur, placé sur une estrade se leva et parla ainsi :

« Citoyens, la haine que j'ai vouée à la ty» rannie a été la cause de mon départ de Ve» nezuela, quand je vis que mon pays était » tombé une seconde fois dans les fers. Mais » l'amour de la liberté me rappela des bords » éloignés de la Magdalena. J'ai vaincu tous les » obstacles qui s'opposaient à ma marche pour » vous délivrer des cruautés et de l'oppres» sion des Espagnols. Le plus heureux succès a » courroné mes efforts; la puissance colossale » de l'ennemi a été écrasée.

» J'ai consenti à accepter et à conserver le » pouvoir suprême, afin de vous sauver de » l'anarchie, et de détruire les ennemis qui » auraient soutenu le parti de la tyrannie. Je » vous ai donné des lois, j'ai organisé une » administration pour la justice et les finances; » enfin, je vous ai donné un gouvernement.

» Citoyens! je ne suis pas le souverain; vos

» représentans vous donneront des lois. Les » revenus de l'état ne sont pas la propriété de » ceux qui gouvernent. Jugez, maintenant, » vous-mêmes, et sans partialité, si j'ai cher- » ché le pouvoir pour m'élever au-dessus de » vous, ou si je n'ai pas sacrifié ma vie, mon » être, chaque minute de mon temps pour » faire de vous une nation, et pour augmen- » ter vos moyens de puissance, ou plutôt » pour les créer.

» Je n'aspire maintenant qu'à transmettre » le pouvoir aux représentans que vous choi- » sirez; et je suis convaincu, citoyens, que » vous me laisserez quitter un poste que » beaucoup d'entre vous sont capables d'oc- » cuper. Je vous demande, pour unique grâce, » de me laisser le seul honneur auquel j'as- » pire, celui de combattre vos ennemis, car » je ne me reposerai pas que la liberté de » mon pays ne soit solidement établie. »

Ce discours fut couvert d'applaudissemens et suivi de plusieurs motions. Un orateur proposa d'ériger une statue au dictateur, mais celui-ci eut assez de bon sens pour refuser.

positivement. Un autre, don Hurtado de Mendoza [1], fit un long discours dans lequel il s'efforçait de démontrer la *nécessité de laisser le pouvoir suprême entre les mains du général Bolivar*, jusqu'à ce que le congrès de la nouvelle s'assemblât, et que l'état de Venezuela fût régi par une seule autorité.

Bien que cette proposition fût en opposition directe avec les sentimens de l'assemblée, elle ne l'adopta pas moins, parce qu'aucun membre n'osa s'y opposer en présence du dictateur et de son imposant cortége. Bolivar fut donc confirmé dans son titre de dictateur de la partie occidentale de Venezuela, et il ne fut pas plus question, dans la suite, de la convocation d'un congrès, que de changement dans le gouvernement dictatorial.

J'ai cité une grande partie du discours du général Bolivar, pour le soumettre à une sorte

[1] C'est le même Hurtado de Mendoza qui fut envoyé dernièrement à Londres, par Bolivar, en qualité de ministre plénipotentiaire (mai 1828), et qui fut arrêté à Kingston, dans l'île de la Jamaïque, pour une dette de 3,000 livres sterling contractée à Londres. Il fut relâché sous caution.

de commentaire. Si nous le comparons avec la plupart de ses discours et de ses proclamations, nous y voyons les mêmes sentimens, les mêmes protestations; il faut en conclure que les mêmes circonstances se reproduisirent souvent pour lui. C'est sans doute pour cela que, depuis 1814 jusqu'en 1829, il offrit si souvent sa démission.

Quelques personnes bien instruites ne doutent pas que Bolivar, par l'entremise de quelques amis, n'eût fait naître l'idée à don Hurtado de proposer la continuation de sa dictature dans cette assemblée, pour sonder l'opinion publique. Qu'on rapproche ce fait de ce qui a eu lieu à Angostura, à Lima, à Bogota, à Carthagena et à Ocana. Dans le dernier message adressé à la convention nationale, qui s'était assemblée à Ocana, dans la province de Carthagena, Bolivar parla beaucoup plus clairement, et il donnait à entendre que le pouvoir militaire est le soutien de l'autorité civile. Il appelait les membres de l'assemblée, les légitimes représentans de la Colombie, les délégués du peuple, *cette autorité souveraine dont il était le sujet et le sol-*

dat, et entre les mains de laquelle il remet la baguette de président et l'épée de général. Il fait la peinture la plus effrayante du désordre et des dangers de la République. Entre autres suggestions renfermées dans ce message, on remarque celles-ci : que l'on ne s'occupait que d'intérêts personnels, et qu'on négligeait ses devoirs; que le crédit public était menacé d'une ruine totale; que le gouvernement était mal constitué, tout pouvoir étant concentré dans la législature; que le droit de suffrages était prodigué; que la juridiction de l'autorité civile ne pouvait s'appliquer aux délits militaires; que l'absence d'un système général de police produisait une grande confusion et les plus énormes abus; que l'esprit de l'armée était sensiblement gâté, parce qu'elle était soumise, du moins, en partie, à l'autorité des tribunaux civils, dont les doctrines sont fatales à la stricte discipline, à la soumission passive, et à l'obéissance aveugle qui forment la base *du pouvoir militaire, le soutien de la société;* que les liens de la subordination et de la discipline s'étaient beaucoup relâchés, par les déclamations furibondes d'écrivains sa-

lariés contre le chef du gouvernement, et par l'application des principes politiques aux lois militaires et à la police; *que l'armée ne recevait pas la moitié de sa solde;* que tous les officiers publics, excepté ceux du trésor, *avaient été réduits à la plus grande misère et au plus complet dénûment;* que la Colombie ne pouvait s'attendre à être considérée par les puissances étrangères, tant que ses affaires intérieures ne seraient pas bien conduites; enfin, qu'une nouvelle distribution de pouvoir, que des lois inexorables étaient impérieusement exigées; qu'*un pouvoir exécutif plus fort était indispensable*, et qu'un gouvernement ferme, vigoureux et juste était demandé à grands cris par le pays. Le libérateur terminait ce long message en se représentant *comme un simple citoyen* rentré dans la foule, qui supplie la convention d'accorder à l'Amérique du sud un système de gouvernement sous lequel les lois soient observées, les magistrats respectés, et le peuple indépendant.

Nous voyons dans ce document remarquable et caractéristique les secrets désirs du pré-

sident libérateur exprimés en termes clairs et distincts. Mais retournons à Caracas.

Après l'adoption de la proposition de Hurtado dans l'assemblée nationale, les dictatures de Bolivar et de Marinno, dans l'état de Venezuela se trouvèrent indéfiniment prorogées. Cependant, les Espagnols gagnaient du terrain et devenaient tous les jours plus puissans. Le plus redoutable des chefs de cette nation était Boves, non moins remarquable par son habileté que par son activité et son audace. Boves partit de Calabozo, le 1er février, avec six cents homme d'infanterie et quinze cents cavaliers, surprit l'avant-garde des patriotes à Flores, et la passa au fil de l'épée. Il marcha ensuite contre le corps du général Campo Elias, posté près du village de San Juan de Los Morros, le défit et tua tous les prisonniers qu'il fit dans cette action. Boves fut blessé et forcé d'établir son quartier-général dans la ville de la Villa del Cura. De là il détacha deux colonnes : une commandée par le capitaine Rosette, et l'autre par Morales, avec ordre de se porter sur la ville de Caracas.

Les habitans de cette capitale, effrayés de

l'approche de l'ennemi, levèrent en toute hâte mille hommes, auxquels ils confièrent la défense de la ville, et leur donnèrent deux pièces de campagne.

La division espagnole, sous les ordres d'Yanes, ayant été battue, le 5 décenbre, à Araura, fut ensuite totalement défaite. Le chef de cette division se retira à Nutrias, et de là à San Fernando de Apure, où il se recruta promptement pour pouvoir tenir la campagne. Yanes attaqua la ville d'Ospino, le 2 février, et, au milieu de l'action, une colonne républicaine, à son retour de Jugute, étant venue charger son aile droite, Yanes accourut au secours de cette aile avec une compagnie de carabiniers, et fut frappé de deux balles, qui le tuèrent. Les Espagnols, consternés de la mort de leur chef, se mirent à fuir, mais Calzada prit aussitôt le commandement des troupes, les rallia, attaqua l'ennemi, et le força à la retraite.

Calzada établit son quartier-général, le 19, à Araura. Le colonel Cevallos marcha, le3 février, sur Morituco, arriva, le 7 mars, à Tacaraqua, et, le 9, surprit l'ennemi devant

Barquismeto, commandé par le général Urdaneta et le colonel Villapol. Les Indépendans combattirent vaillamment, mais leur position ayant été tournée par le régiment de Nouvelle-Grenade, ils furent battus avec perte d'environ deux cents hommes. Les Espagnols entrèrent dans Barquismeto, où ils commirent de grandes cruautés sur le reste des habitans Cevallos marcha de là sur Quibor et Tocuyo.

Le dictateur Bolivar ayant appris que les chefs espagnols, entr'autres Boves et Morales, avaient commis partout où ils avaient passé, de grandes cruautés qui s'étaient étendues jusque sur les femmes et les enfans, ordonna l'arrestation de tous les Espagnols et Islenros établis à Caracas et à Laguaira, et publia, le 8 de février 1814, un manifeste, dans lequel il annonçait l'arrestation de tous ces individus et des prisonniers de guerre espagnols pour être mis à mort, en représailles des nombreux meurtres commis par eux. Il annonça que l'exécution de cette sentence aurait lieu à Caracas et à Laguaira, les 14, 15 et 16 février.

Cette sentence fut effectivement exécutée à l'égard de mille deux cent cinquante-trois Espagnols et Islennos, tant prisonniers de guerre que marchands, ou exerçant d'autres professions, lesquels n'avaient jamais pris les armes contre le dictateur, et étaient établis à Curaçao et à Laguaira. Huit cent vingt-trois de ces condamnés furent fusillés à Caracas, et quatre cent trente à Laguaira. Ces exécutions eurent lieu aux trois jours désignés par le dictateur, sans qu'aucune forme de justice fût remplie. Le dictateur ne voulut entendre aucune représentation; il avait prononcé irrévocablement sur leur sort. Parmi les victimes de cette terrible sentence se trouvaient des hommes de quatre-vingts ans et plus, qui, à cause de leur grand âge ou de leurs infirmités, étaient incapables de marcher. Ceux-ci furent mis dans un fauteuil, auquel on les attacha fortement, puis on les conduisit au lieu de l'exécution, où ils furent fusillés.

Boves se rétablit bientôt de sa blessure, et, le 12 février, il attaqua les patriotes que commandait Ribas, à peu de distance de Vit-

toria; mais il fut mis dans une déroute complète. Dans cette sanglante affaire, on ne garda de prisonniers d'aucun côté; tous furent tués après l'action. Cependant Ribas, au lieu de pousser cet avantage, et de s'efforcer de détruire les forces de Boves, laissa le commandement de ses troupes au colonel Campo Elias, qui demeura tranquille à Valencia, tandis que le général retournait à Caracas. Bolivar, qui remarquait avec inquiétude les progrès rapides des Espagnols, réunit à Valencia toutes les forces disponibles, et marcha contre Boves, le 19 février. Il se dirigea vers San Mateo, tandis qu'une petite escadre de bateaux armés et de bâtimens de transport, chargés de troupes, passaient le long des rivages du délicieux lac Valencia pour protéger les plantations de tabac qui étaient en grand nombre dans ce canton.

Boves ayant promptement rallié ses troupes dispersées, marcha sur San Mateo, où se trouvait le dictateur. Il s'empara de toutes les hauteurs environnantes dans l'espérance que le dictateur viendrait l'attaquer; mais le dictateur se tint tranquille dans son quartier

général. Il essaya alors d'attirer les patriotes dans la vallée en feignant de battre en retraite. Les troupes républicaines se mirent aussitôt à sa poursuite avec beaucoup d'ardeur, et tombèrent dans une embuscade que Boves avait préparée. Au moment où les Indépendans se croyaient le plus sûrs de la victoire, Boves fit volte-face, et, en même temps, un corps de cavalerie considérable qu'il avait embusqué vint fondre en poussant de grands cris sur les ailes et l'arrière-garde de l'armée de Bolivar. Incapables de résister à une attaque si bien concertée et si inattendue, les troupes républicaines furent mises en déroute et presqu'entièrement détruites. Le dictateur et quelques-uns de ses officiers durent la vie à la vitesse de leurs chevaux.

Le dictateur et son état-major allaient se mettre à table quand l'attaque commença. Quelques heures après, Boves et ses officiers entraient gaîment dans la salle où le dîner avait été préparé pour d'autres que pour eux. Boves en quittant San Mateo, brûla la maison et détruisit toutes ses dépendances.

Les Espagnols, dont les forces augmentaient rapidement sentirent la nécessité de mettre plus d'union dans leurs opérations, et surtout d'avoir un commandant en chef, Monteverde ayant quitté, après sa blessure, Porto Cabello, pour se rendre à l'île de Curaçao. Il dépensa dans cette île, pendant plusieurs mois, plus de 100 dollars pour l'entretien de sa table. Ce fait seul peut donner une idée de toutes les exactions dont on se rendit coupable, sous l'administration de Monteverde.

Le capitaine-général Millares ayant donné sa démission, il fut remplacé par le général Cagigal. Celui-ci vint, avec une nombreuse suite, d'Angostura à San-Carlos, où Cevallos et Calzada l'attendaient avec leurs troupes. Il prit le commandement en chef, fit venir des munitions considérables de bouche et de guerre de Porto Cabello; il rassembla aussi quatre cents chevaux pris dans plusieurs parties de l'état de Venezuela, et recruta un grand nombre d'hommes.

Pendant ce temps-là, le dictateur s'effor-

çait d'obtenir la protection du gouvernement anglais. Le 12 mai, il dépêcha pour Londres les colonels Lino de Clemente et John Robertson, afin d'obtenir des traités de commerce favorables et d'autres avantages. Ils s'embarquèrent à Laguaira, sur la frégate anglaise *Palma*. A leur arrivée à Saint-Thomas, le gouverneur danois refusa de reconnaître leur caractère diplomatique, et ils revinrent à Laguaira et à Caracas. Le dictateur, occupé d'affaires plus importantes, abandonna ce projet et n'y pensa plus.

Comme Laguaira était assiégée par un corps considérable des troupes de Boves, le général Piar marcha au secours de la ville. Les assiégeans furent attaqués, mis en déroute avec perte de quatre cents hommes et obligés de lever le siége.

La gazette extraordinaire de Caracas, publiée le 31 mai 1814, rapportait qu'une salve générale d'artillerie avait annoncé, à huit heures du matin, aux habitans de Caracas, la victoire brillante et décisive, remportée par l'armée républicaine sur les Espagnols, dans les

plaines de Carabozo. Le rapport officiel était conçu en ces termes :

« J'ai la satisfaction d'apprendre à votre » excellence la victoire complète que notre » armée a remportée sur celle d'Espagne, » commandée par le général Cagigal et le co- » lonel Cevallos, dans les savanes de Cara- » bozo, à six lieues de la ville (Valencia.) Les » troupes ennemies ont été mises dans une en- » tière déroute, tandis que nous n'avons essuyé » qu'une perte très légère. Elles ont laissé » sur le champ de bataille, artillerie, muni- » tions, bagages, tambours, armes, drapeaux, » et 2,000 morts. Le petit nombre de soldats » qui ont survécu à cette défaite se sont enfuis » dans les bois, et sont poursuivis dans toutes » les directions. Soixante ou soixante-dix ca- » valiers ont eu beaucoup de peine à s'échap- » per avec Cevallos, que nos escadrons pour- » suivent avec ardeur. »

» *Signé* ANTONIO MUNOS TEBAR.

» *Quartier général de Valencia, le* 29 *mai* 1814. »

Ce succès n'eut point les résultats qu'on aurait pu raisonnablement en attendre. En effet, les chefs patriotes, au lieu de poursuivre les avantages qu'ils remportaient et de faire tous les efforts possibles pour détruire le reste des forces espagnoles, ne voyaient que leurs succès partiels et donnaient à l'ennemi le temps de se recruter et de réparer ses pertes; de plus, le dictateur Bolivar s'était fait beaucoup d'ennemis par ses manières hautaines, sa conduite arbitraire, ses décrets et ses réglemens contradictoires, révoquant le lendemain ce qu'il avait commandé la veille; mais ce qui augmentait son impopularité, c'était son obstination à ne pas vouloir céder aux désirs de la majorité de la nation et aux assemblées du congrès.

Cependant, le capitaine-général Cagigal, de concert avec Cevallos, s'occupait à réparer ses pertes. Il était loin d'être un capitaine habile, mais il était excellent administrateur, bon politique, très humain, très poli et très populaire; ces qualités lui firent un grand nombre de partisans.

CHAPITRE X.

Boves. — Bataille de La Puerta. — Les deux dictateurs sont battus. — Caracas au pouvoir des Espagnols. — Bolivar et Marinno s'embarquent à Cumana. — Réception qu'on leur fait à Margarita et à Carupano. — Leur arrivée à Carthagena. — Mémoires justificatifs. — Histoire secrète de leur conduite à Carthagena. — Factions et esprit de parti dans cette ville. — Détails des événemens qui eurent lieu dans l'assemblée du corps législatif à Carthagena. — Persécutions exercées contre l'auteur. (1814).

De tous les chefs espagnols, opposés au dictateur, à cette époque, Boves était sans contredit le plus dangereux, le plus puissant et le plus brave.

Joseph-Thomas Boves, chef de partisans, se distingua dans les guerres de l'Amérique

du sud, par ses talens, sa bravoure et son audace; mais il ternit l'éclat de ses grandes qualités par une cruauté atroce. Il était Castillan de naissance, et appartenait à l'une des dernières classes de la société. Il était venu sur le continent de l'Amérique, avant la révolution, en qualité de sergent de marine, et avait obtenu le commandement d'un garde-côte [1], pour empêcher les fraudes des contrebandiers. Sa probité ne tint pas contre les offres de ces messieurs; et, au lieu de porter obstacle à leur commerce anti-légal, il s'appliqua à le protéger de tout son pouvoir. Atteint et convaincu de cette connivence criminelle, il fut cassé et puni par quelques mois de prison. Comme il avait gagné quelque argent, il se fit porte-balle en sortant de prison. Quand la guerre de la révolution commença, il sentit son ambition s'allumer, et il se fit nommer capitaine de milice. Ce fut en cette qualité, qu'il accompagna le général Cagigal, en 1813, dans sa marche contre Maturin. Plusieurs actes d'une cruauté horrible l'avaient rendu

[1] Vaisseau destiné à garder les côtes.

l'effroi des Venezueliens. Dans une affaire qui eut lieu, le 5 décembre 1814, il reçut un coup de lance dont il mourut presque aussitôt. Il avait alors le rang de brigadier-général.

Dans le chapitre précédent, nous avons donné un aperçu de la situation respective des deux partis. Du côté des Espagnols, Boves était décidément le chef le plus redoutable par le nombre de ses troupes, son esprit d'entreprise et sa haute capacité. Sa division *infernale*, comme l'appelaient eux-mêmes les Espagnols, était une bande de noirs et d'hommes de couleur, que l'appât du pillage et de la licence la plus effrénée poussait en même temps à tous les crimes et aux actions les plus héroïques.

Boves, après avoir réuni promptement ses troupes, partit, en juin, de Calabozo, pour combattre les deux dictateurs, Bolivar et Marinno, qui avaient opéré leur jonction à *La Puerta*, petite ville entre la Villa de Cura et la ville de San Juan de Los Morros. Les Espagnols les attaquèrent, le 14 du même mois, les mirent en déroute complète, leur prirent

ou leur tuèrent quinze cents hommes, et s'emparèrent de sept canons, des bagages, etc. Bolivar, après cette défaite se retira précipitamment vers Caracas, et Marinno vers Cumana. Le colonel Diego Talon qui avait été pris, fut pendu, le lendemain de la bataille, dans la ville de Cura : plus de soixante officiers furent fusillés par l'ordre de Boves. Par cette victoire, ce général devenait maître des belles plaines d'Aragua; il coupait aussi la communication de la capitale avec l'intérieur, et avec la garnison du fort de La Cabrera. Il marcha, sans perdre de temps, contre cette dernière place; et ayant défait un corps de patriotes, il s'avança sur Valencia, où les Indépendans s'étaient fortifiés. Ils les força à se retirer dans la principale rue qui était fortement barricadée, et après avoir laissé un corps de troupes considérable pour les tenir assiégés, il marcha, avec le reste de sa division, pour forcer les patriotes à lever le siége de Porto Cabello. Ceux-ci, avertis de son approche, se retirèrent dans la nuit du 20 juin, et se dirigèrent vers Ocumare, où ils s'embarquèrent pour Laguaira. Boves entra dans la forteresse

de Porto Cabello, le 1er juillet, où il reçut la nouvelle de sa nomination au grade de colonel de l'armée espagnole. Le 2, il se porta de nouveau sur Valencia, dans le dessein de donner l'assaut à cette ville, et de forcer les patriotes dans leurs retranchemens. Il détacha deux colonnes pour marcher par différentes routes sur Caracas, dont l'une commandée par le colonel Ramon Gonzales, fit route par Los Cocuisas, où il attaqua un corps de patriotes qui s'était retiré précipitamment sur Los Teques, à la nouvelle expédiée par Bolivar à son chef, le général Ribas, que l'ennemi, avec une seconde colonne, était entré dans l'autre route, et se dirigeait sur Los Teques. C'était l'autre colonne de Boves, commandée par le colonel Mendoza. La colonne de Gonzales suivit sa marche presque jusqu'à San Pedro, afin de détourner l'attention de l'ennemi, et, au besoin, pour appuyer le colonel Mendoza. Dans cet état de choses, le général Ribas rallia toutes les troupes disponibles de la capitale, marcha à leur tête contre la division de Gonzales, composée seulement de cinq cents

hommes, tandis que les forces qu'il avait réunies, s'élevaient à plus de douze cents hommes. On pouvait encore tout sauver avec de la décision. Après avoir battu ce premier corps de cinq cents hommes, il fallait se porter en toute hâte sur la seconde colonne, qu'on aurait probablement battue de même. mais Bolivar, découragé, prêta l'oreille aux avis de quelques amis pusillanimes, et entra en conférence avec l'archevêque, qui, pendant sa dictature, était resté à Caracas. Le général Ribas fut prié de se rendre à cette conférence, mais il jugea plus digne de son caractère d'aller se mettre à la tête des troupes que de consulter un prélat qui était généralement connu pour être secrètement attaché aux intérêts de l'Espagne.

L'esprit des habitans était alors bien changé. Ils voyaient que, malgré les nombreux sacrifices qu'ils avaient faits depuis une année entière pour soutenir le gouvernement dictatorial, l'état de Venezuela, réduit à la misère, était incapable de se défendre contre les Espagnols. Il n'y avait dans Caracas ni argent, ni provisions, ni munitions; et l'armée, si

l'on peut appeler ainsi une masse d'hommes rassemblés au hasard, n'avait ni habillement, ni discipline, ni organisation; le dictateur lui-même crut que la place n'était pas tenable, et il quitta Caracas en toute hâte.

Cependant, le colonel Gonzales, qui marchait par Vittoria sur Antimano, éloignée de deux lieues de Caracas, attaqua Ribas, qui ne se trouvait plus qu'à la tête de quelques soldats découragés; Ribas combattit lui-même vaillamment, mais il ne put résister aux forces de Gonzales, et il fut obligé de battre en retraite. Lorsque les habitans furent instruits de cet événement, ils furent frappés de consternation, car ils avaient bien plus de confiance dans les talens militaires de Ribas que dans ceux du dictateur.

Bolivar ayant fait évacuer précipitamment Caracas et Laguaira, se retira, avec le reste de ses troupes, à Barcelona et à Cumana, et donna l'ordre aux vaisseaux stationnés dans le port de Laguaira de le suivre. Ainsi, les habitans furent abandonnés de nouveau à la merci des Espagnols. Bolivar, avant son départ de Caracas, avait prié l'archevêque de pré-

sider la junte qui s'était chargée de veiller aux affaires de la ville. Cette junte envoya quelques députés au colonel Gonzales, en recommandant à son humanité la ville et les habitans. L'entrée du général Gonzales, dans Caracas, eut lieu, le 17 juillet 1814.

Cependant, les patriotes fondaient encore quelque espérance sur la division du général Urdaneta, et sur les troupes que le dictateur pouvait rallier dans sa retraite sur Barcelona; mais le premier, après avoir occupé Barquismeto et renforcé sa division, ne fut pas plus tôt arrivé de Truxillo, qu'il fut attaqué par le colonel Cevallos, et Bolivar se trouva lui-même tout à coup assiégé et entouré par les habitans de Barcelona et de ses environs, qui se révoltèrent en faveur des Espagnols. Ils marchèrent contre lui avec un gros corps de cavalerie, pour lui couper sa retraite sur Cumana et Maturin, pendant qu'une colonne de la division Boves poursuivait et harassait son arrière-garde. Le dictateur se retira, avec ses troupes, à Arguita, à quelque distance de Barcelona, et Boves l'y attaqua et le défit, le 8 août. Le dictateur perdit dans cette affaire

quatre pièces de campagne, mille fusils environ et son bagage; plus de quinze cents hommes de son parti furent tués ou blessés. Bolivar, renonçant alors à toute espérance, abandonna secrètement ses troupes, cette nuit-là, et partit avec son cousin, le général Ribas, quelques aides-de-camp et de bons guides, qui le conduisirent sans accident, par des chemins de traverse, à la ville de Cumana, où il arriva dans la nuit du 24. Après être resté quelques momens dans cette place, il s'embarqua sur le *Bianchi*, où il se crut à l'abri de tout danger. Marinno, avec quelques-uns de ses officiers, arriva peu de temps après.

Le général fit inutilement tous les efforts imaginables pour engager les dictateurs à ne pas prendre un parti désespéré. Il leur représenta qu'ils pouvaient rallier les troupes et fortifier Cumana, et que leur embarquement abattrait le courage de leurs compatriotes et ruinerait infailliblement la cause de la liberté. Mais les deux dictateurs, loin de lui tenir compte de ses représentations, ordonnèrent au chef de l'escadre, Joseph Bianchi, de couper les câbles et de mettre à la voile, sans

perdre de temps. Ribas et quelques officiers ne se laissèrent point influer par cette démarche pusillanime; ils restèrent dans leur patrie, pour y mourir les armes à la main, en défendant son indépendance.

Aussitôt que Bolivar et Marinno furent arrivés au port de mer de Juan Griego, dans l'île de Margarita, le général Arismendy leur envoya dire qu'il était surpris de les voir venir dans ce port comme deux fugitifs, et que, s'ils ne partaient pas sur-le-champ pour se réunir à leurs braves compatriotes qu'ils avaient si lâchement abandonnés, il les traiterait comme des déserteurs et les ferait fusiller comme ils le méritaient. Les deux dictateurs qui connaissaient parfaitement bien le caractère du général Arismendy, ne jugèrent pas à propos de descendre à terre, et partirent précipitamment pour Carupano, gros bourg et port de mer du continent de l'Amérique, à quelque distance de Juan Griego. Là, ils trouvèrent le colonel Bermudes qui, avec quelques patriotes, occupait le fort et le bourg. Bermudes, étonné de voir les deux dictateurs à Carupano, de-

manda brusquement à Bolivar, après quelques minutes d'entretien, ce qu'il avait fait de ses troupes, où était le général Ribas, etc. Bolivar répondit qu'il les avait laissés à Cumana. « Eh » bien, monsieur, » répondit Bermudes, « re- » tournez-y sur-le-champ pour rejoindre vos » troupes; autrement, je vous traiterai l'un » et l'autre comme des déserteurs, et vous » traduirai devant une cour martiale. » Ainsi repoussés par leurs propres compatriotes et par des militaires, leurs inférieurs, ils se déterminèrent à faire une nouvelle tentative pour trouver un lieu de sûreté. Ils firent voile alors pour Carthagena, le 25 septembre 1814. Leur arrivée dans cette ville excita la plus grande surprise.

Les villes de Cumana et de Barcelona furent occupées par les Espagnols, le 29 août, et Venezuela tomba de nouveau au pouvoir de ses tyrans. Ribas et Bermudes assemblèrent quelques troupes et marchèrent vers Maturin, où ils furent rejoints par tous ceux qui étaient restés fidèles aux patriotes.

Bolivar et Marinno furent reçus à Carthagena de la manière la plus bienveillante. Le gouverneur de cette province était un patriote généreux, poli et éclairé; il se nommait Manuel Rodriguez Torrices. Il tenait constamment avec les étrangers une conduite des plus obligeantes, et, tant qu'il fut à la tête du gouvernement de la Nouvelle-Grenade, Carthagena fut florissante, et le seul lieu du continent de l'Amérique méridionale où l'on pût jouir d'une parfaite liberté. Aussitôt qu'il quitta Carthagena, pour remplir la place de président du pouvoir exécutif de la Nouvelle-Grenade, à Bogota, cette province vit diminuer son commerce et sa prospérité, et elle devint bientôt le théâtre sanglant des factions. Les deux ci-devant dictateurs, impatiens d'expliquer leur fuite précipitée de Cumana, publièrent, dans la gazette officielle de Carthagena, en date du 30 septembre, une espèce de mémoire justificatif, trop remarquable pour que je ne le traduise pas ici littéralement. Le voici avec son titre :

ARRIVÉE DES GÉNÉRAUX BOLIVAR ET MARINNO, ET EXPOSÉ DES MOTIFS QUI LES OBLIGÈRENT A SE RÉFUGIER A LA NOUVELLE-GRENADE.

Après que l'armée de Venezuela, sous les ordres de ces deux officiers, eut essuyé une défaite inattendue, à la Puerta, le 14 de juin dernier, les ennemis de la liberté demeurèrent maîtres des fertiles plaines d'Aragua, et coupèrent la communication entre la capitale et les villes de l'intérieur; ils nous séparèrent aussi de l'armée de l'est, des troupes qui assiégeaient Porto Cabello, et de la forteresse de La Cabrera; le sort de la république fut décidé alors. Les villes situées dans le voisinage de Caracas, qui seules soutenaient la lutte contre nos ennemis, tombèrent tout à coup au pouvoir de l'ennemi, et Caracas, isolée, sans ressources, privée même de munitions de bouche, ne fut plus en état de résister aux efforts des troupes nombreuses qui l'entouraient de tous côtés.

Malgré ces graves inconvéniens, les chefs américains n'en étaient pas moins résolus à défendre Caracas, et, pour cet effet, ils organisèrent promptement toutes les forces qu'ils purent assembler; mais l'ennemi n'en faisait pas moins des progrès rapides. Cependant, les Espagnols, qui attendaient des renforts, parurent suspendre leur marche et se mettre sur la défensive. Le général Bolivar fut alors forcé d'ordonner une sortie contre l'ennemi, qui s'était avancé à Antimano.

Il se mit en marche avec sa petite armée, le 6 juillet, mais il revint la même nuit à Caracas, toute sa cavalerie et une division de son infanterie ayant été battues dans la soirée du même jour, par un nombreux corps de troupes qui s'élevaient, d'après le rapport de témoins oculaires, à plus de deux mille hommes, tandis que l'armée républicaine n'avait guère que six cents hommes d'infanterie et quatre cents cavaliers; encore les fantassins n'étaient tous que des recrues, sans discipline et sans expérience, et les cavaliers avec les mêmes défauts, étaient mal montés; mais ce qui était bien pis, ces deux corps étaient découragés

par les récits exagérés que des individus, qui avaient leur intérêt pour empêcher la sortie des troupes, répandaient traîtreusement dans les rangs de nos soldats. Il aurait été imprudent de rester dans une place manquant de vivres et de munitions; il valait mieux sans doute se retirer dans les provinces de l'Est, où l'armée pouvait se réorganiser et se mettre en état, non-seulement de tenir la campagne, mais encore de regagner le terrain perdu. Ces considérations déterminèrent le général en chef à évacuer la capitale, et à se retirer avec les troupes formant la garnison, tous les habitans et tout ce qui appartenait au gouvernement, vers la province de Barcelona, où d'autres forces s'assemblaient.

On commença, le 7 juillet, à faire les préparatifs de départ; mais le nombre prodigieux des personnes qui suivaient l'armée, et qu'il était de notre devoir de protéger, la grande quantité de bagage, le manque de chevaux pour le transporter, et le mauvais état des routes firent naître tant d'embarras et d'inconvéniens, que malgré toute la célérité pos-

sible, on ne mit pas moins de vingt jours pour arriver à Barcelona.

Le général Marinno, dictateur des provinces orientales de Venezuela, avait déjà réuni dans la ville d'Aragua, sur la lisière des plaines de Caracas, toutes les troupes que pouvaient fournir les provinces pour continuer la guerre; mais ces recrues étaient levées à la hâte et indisciplinées; il était donc nécessaire de les instruire, avant l'ouverture de la campagne. Il s'occupait de ce soin, quand il reçut la nouvelle que l'ennemi s'était emparé de Chaparro, village situé à dix lieues d'Aragua. L'armée républicaine ne montait pas alors à quinze cents hommes d'infanterie et à sept cents de cavalerie, tandis que l'ennemi avait plus de trois mille hommes de toute arme.

Les Indépendans protégeaient la ville d'Araura, couverte par la rivière du même nom, qui était si grosse, à cette époque de l'année, qu'il était impossible de la passer à gué. Le 17 août, le général Bolivar apprit que sa grande garde placée pour défendre le poste principal où l'on pouvait traverser la rivière, s'était retirée, et que l'ennemi avait

passé aussitôt. Le bataillon de chasseurs qu'il dépêcha pour s'emparer de nouveau de ce poste, s'égara malheureusement et laissa le passage libre à l'ennemi, qui bientôt vint très près de la garde qu'on avait chargée de protéger l'entrée de la ville. L'action s'engagea par un feu terrible de mousqueterie qui dura plus de quatre heures; mais les cartouches vinrent à manquer aux défenseurs d'Aragua, quand un principal corps de l'ennemi qui n'avait pas encore donné faisait ses dispositions pour continuer l'attaque. Dans cette conjoncture difficile, que pouvait-on faire de mieux que d'essayer de sauver quelques troupes? Le général Bolivar s'avança à la tête d'un piquet de cavalerie, pour s'ouvrir la route de Barcelona, qu'on disait coupée par l'ennemi. Le reste de l'armée devait suivre la même direction; mais ses troupes étaient des recrues qui, lorsqu'elles eurent cinq ou six cents hommes de tués ou de blessés, s'enfuirent saisies d'une terreur panique. La plupart des chefs de bataillon avaient été tués dans l'action, ce qui augmentait la difficulté de la retraite, qui s'effectua dans le plus

grand désordre sur Barcelona et San Mateo. Ainsi furent détruites toutes les espérances de relever les forces de la république de Venezuela.

Le général Bolivar arriva à Barcelona, qu'il trouva insurgée. Là, il réunit le peu de troupes qui l'avaient suivi, et dirigea sa marche sur Cumana, à la suite des familles qui avaient quitté Caracas. La peur avait saisi tout le monde, et chacun ne pensait qu'aux moyens de fuir plus vite. Les troupes, qui s'étaient aperçues du danger, étaient les premières à prendre la fuite, et la confusion fut si grande que, de sept cents hommes d'infanterie qui partirent de Barcelona, il n'en resta pas deux cents réunis en corps.

Aussitôt que le général Marinno eut appris la perte qu'avait essuyée l'armée d'Aragua, il s'occupa de pourvoir à sa sûreté, mais il se vit bientôt abandonnné par ses troupes et même par le commmandant du fort de Cumana, qui s'était embarqué à bord de l'escadre, sans permission de son chef, avant l'arrivée de Bolivar, qui eut lieu dans la nuit du 25 août. L'avis qui fut donné aux ex-dictateurs que le chef de

l'escadre Joseph Bianchi avait la perfide intention de mettre à la voile, cette nuit même, sans ordre ou permission du gouvernement, ou plutôt de Marinno, qui lui avait confié le trésor et une petite quantité de munitions, força les généraux en chef de Venezuela de s'embarquer, *afin de sauver leur fortune.*

Quand ils arrivèrent à Margarita et ensuite à Carupano, ils trouvèrent ces pays livrés à l'anarchie, conséquence fatale des vues séditieuses de quelques chefs militaires dont l'ambition ne tendait à rien moins qu'à s'élever eux-mêmes au rang des premiers magistrats de leur pays. Après avoir proposé tous les moyens de conciliation que la prudence pouvait dicter, mais inutilement, à cause de l'obstination de ces méprisables intrigans, les deux dictateurs s'étaient résolus, pour ne pas compromettre leur dignité, et pour épargner à leur pays des déchiremens intérieurs, à quitter Venezuela pour se rendre à Carthagena. De là ils iraient prendre le commandement de l'armée du général Urdaneta, qui occupait les provinces occidentales de Venezuela et s'efforceraient d'opérer dans leur

marche l'entière délivrance de la Nouvelle-Grenade.

Ce mémoire justificatif rétablit la vérité sur quelques faits, on ne saurait le nier; mais la même impartialité qui nous l'a fait traduire intégralement, nous oblige à dire que des témoins oculaires, appartenant aux deux partis, nous ont assuré positivement que la colonne de Gonzales n'excédait pas cinq cent cinquante hommes, et que la seconde, commandée par le colonel Mendoza, était inférieure à celle-ci. Le mémoire prétend que, d'après *des rapports de témoins dignes de foi*, la division Gonzales seule était forte de deux mille hommes. La capitale n'avait pas de provisions, quand on prit la résolution soudaine de la défendre; les recrues levées à la hâte manquaient de tout. Cependant, Bolivar et Marinno avaient occupé, depuis 1813 jusqu'en juillet 1814, une grande partie des provinces de Venezuela, les ports de mer de Laguaira, de Cumana, de Barcelona, d'Ocumare, de Carupano, de l'île de Margarita, et beaucoup d'autres leur offraient toutes sortes de sûretés; le grand enthousiasme

des habitans, au commencement de leur honorable entreprise, leur donnait plus que les moyens suffisans pour l'amener à sa fin. Combien il est à déplorer que la mésintelligence des chefs eût, en si peu de temps, paralysé cette puissance!

On pourrait demander ce que devinrent, après la bataille de Carabobo, les troupes républicaines victorieuses? Pourquoi ne poursuivirent-elles pas vigoureusement l'armée vaincue de Cagigal et de Cevallos? Pourquoi leur laissèrent-elles le temps de réorganiser leurs forces? Pourquoi ne pas tomber sur Boves, ou du moins créer des guerillas, qui auraient sans cesse harcelé l'ennemi? Les Espagnols avaient à lutter contre l'opinion publique, contre toutes les difficultés que le climat, la nature du pays, et le défaut d'approvisionnemens faisaient naître à chaque instant. Malheureusement, le siége de Porto Cabello fut confié à des jeunes gens sans expérience et sans talens militaires, tels que Giraldat et d'Elhugar. Le dernier, que nous avons connu, n'était véritablement propre qu'à l'intrigue;

il était incapable de commander cinquante hommes.

Les dictateurs se plaignent d'une trop grande quantité de bagage, du nombre prodigieux des *émigrans*, et de l'insuffisance des moyens de transport pour effectuer leur retraite. Mais ils auraient dû brûler ou détruire cette prodigieuse quantité de bagage qui s'opposait à la retraite. En prenant ce parti, Bolivar serait arrivé à temps pour étouffer l'insurrection de Barcelona, et pour opérer sa jonction avec Marinno, dont l'armée était forte d'à peu près deux mille hommes; ainsi renforcé, il aurait probablement arrêté l'ennemi, s'il ne l'eût vaincu. Et quel fut le sort de tous ces *émigrans*, qui avaient mis leurs dernières espérances dans Bolivar? Le mémoire dit assez clairement « qu'il était impossible d'effectuer » cette retraite avec ordre et sang-froid. » Il ajoute plus loin : « La terreur avait saisi tout » le monde, et chacun ne pensait qu'à se sau- » ver au plus vite; les troupes, qui s'étaient » aperçues du danger, furent les premières à » fuir. »

Les détails qui suivent formeront l'*histoire*

secrète de Simon Bolivar, entièrement inconnue jusqu'à ce jour. Ils seront d'autant plus intéressans pour le lecteur, que j'en garantis personnellement l'authenticité, étant alors employé dans l'armée de Carthagena.

Il y a quatre ans, un article parut dans l'*Américain*, journal de New-York, annonçant que je préparais une histoire de la Colombie. Quelque ami prit alors l'alarme, craignant que je ne publiasse *la vérité*, et employa tous les moyens possibles pour indisposer le public contre cet ouvrage; il alla même jusqu'à déprécier mon caractère et les services que j'avais rendus à Carthagena, dans un article anonyme du journal de Philadelphie intitulé l'*Aurore*. Mais dussent tous les écrivains anonymes du monde prendre la plume pour me forcer au silence, je ne m'en tairai pas davantage pour cela. Je dirai *la vérité*, et j'appuierai les faits que je vais rapporter des témoignages irrécusables de gens d'honneur et de bonne foi.

Au moment de l'arrivée des généraux Bolivar et Marinno à Carthagena (septembre 1814), Manuel Rodriguez Torrices remplissait

la place de président de cette province. Il occupait cette même place en 1812 et 1813, quand Bolivar fut employé dans ces années en qualité de colonel. Il avait d'excellentes qualités, ainsi que nous l'avons dit plus haut, mais il était faible, indolent, timide, peu propre enfin à gouverner une province, en proie à la guerre étrangère et aux dissensions de l'intérieur. Cette faiblesse du président encourageait, depuis un an, plusieurs intrigans à tenter de s'emparer de sa place. A la tête de cette faction étaient les frères Pineres. L'aîné, German Pineres, était président de la haute cour de justice de la province; le cadet, Gabriel, était vice-président du gouvernement de Carthagena. Tous les deux n'avaient aucun mérite transcendant; mais, depuis la révolution, ils étaient devenus riches et puissans. Ils se permettaient beaucoup d'actes vexatoires, et avaient un grand train de maison. La partie saine des habitans les haïssait et les craignait comme des hommes audacieux, intrigans, rusés, vindicatifs, et ayant un fort parti dans la populace. Le président et ses amis n'ignoraient pas les secrètes manœuvres

de ces hommes dangereux, mais ils craignaient, en prenant des mesures sévères, d'exciter des troubles qui auraient pu entraîner les conséquences les plus fâcheuses.

Tel était l'état intérieur de Carthagena, quand Bolivar arriva de Cumana. Il eut le malheur de se lier aussitôt très étroitement avec ces deux frères, tous deux ennemis jurés de Manuel Castillo, général en chef de l'armée de la province, et qui était parent et ami intime du président Torrices.

Peut-être cette inimitié influa-t-elle même un peu trop sur les sentimens de Bolivar qui n'avait pu oublier les torts de Castillo à son égard

Lorsque le temps de l'élection d'un président fut prochaine, Gabriel Pineres proposa confidentiellement au général Bolivar le poste de général en chef, s'il voulait l'aider à le faire nommer président. Bolivar accepta la proposition; mais on prétend qu'il songeait déjà à se faire nommer lui-même dictateur de Carthagena, afin d'employer tous les moyens que la province avait alors, à se mettre en état de marcher une seconde fois contre les Es-

pagnols. On peut croire du moins que Bolivar ne pouvait accepter que provisoirement et par politique, un rang inférieur à celui qu'il avait occupé à Caracas.

En arrivant à Carthagena, le général Bolivar alla se loger au palais de l'évêque qui avait émigré. Là, s'étaient établies, quinze jours avant l'arrivée du général, madame Soublette et ses deux jolies demoiselles. Ces deux sœurs auxquelles j'ai rendu plusieurs fois visite, ne parlaient de Bolivar qu'avec le plus grand enthousiasme; il y avait même un ton d'affection et de tendresse dans leurs paroles. Elles ne le nommaient plus Bolivar, c'était tout simplement *le pauvre Simon* [1]. Au reste, les habitans de Caracas et de Laguaira, les habitans de Saint-Thomas de La Angostura, dans Guayana, s'accordent tous sur la nature des liaisons du général avec ces demoiselles. Elles n'ont pas nui, sans doute, à l'avancement de M. Charles Soublette, leur frère, secrétaire-général du président libérateur.

Quand les deux frères eurent tout réglé

[1] *Simon,* comme on sait, est le prénom du général.

avec le général Bolivar, ils eurent souvent des conférences secrètes avec lui et leurs partisans. Marinno et un grand nombre d'officiers caraguins furent initiés aux vues des meneurs et les secondèrent de tout leur pouvoir. Ce parti réussit d'abord à gagner une vingtaine de députés de la basse classe, et, avec l'argent que les dictateurs avaient apporté, on parvint à augmenter ce nombre.

A cette époque, on comptait à Carthagena, plus de huit cents étrangers, y compris les propriétaires des corsaires et leurs équipages. Pineres avait beaucoup de partisans parmi ces derniers, parce que Torrices avait mis des droits très élevés sur les marchandises de prise, et avait renfermé, dans des limites, le commerce aventureux qui faisait subsister principalement Carthagena, à cette époque. Gabriel Pineres, sachant que les personnes intéresseés dans les affaires des corsaires, étaient très mécontentes de ces restrictions, employa tous les moyens pour accroître ce mécontentement. Un de ces moyens fut d'afficher, contre le gouvernement existant, un libelle dans lequel on disait que la majorité

des étrangers étaient du parti du vice-président Pineres; qu'ils ouvriraient les yeux sur les vexations et la tyrannie de Torrices, et que tout tournerait en leur faveur, s'ils le soutenaient à l'élection prochaine.

Les officiers de police voyant ces libelles, affichés aux portes de l'église et aux coins des rues, le lendemain matin, les montrèrent au président et au général en chef, Castillo. J'étais entré, quelque temps avant cet événement, au service de l'armée de Carthagena, à la sollicitation du président et du général en chef. Ils ne purent m'offrir que le grade de colonel, en vertu de la constitution par laquelle le congrès de la Nouvelle-Grenade, séant à Tunja, s'était réservé le droit exclusif de nommer tous les généraux et de les confirmer dans leur grade. Comme je n'étais pas venu pour demander un grade, mais pour servir la cause de la liberté, ainsi que je l'ai fait au commencement de la révolution française, je me contentai de la promesse solennelle de ces deux messieurs, que le congrès de la Nouvelle-Grenade me rétablirait dans mon titre de général. Je servis donc provisoire-

ment en qualité de colonel dans l'armée de Carthagena.

A l'apparition de ces libelles, le président Torrices envoya chercher, sur-le-champ, le général en chef et le corrégidor, en sa qualité de chef de la police, et les leur communiqua. Après quelques minutes de conversation, Castillo leur parla de l'idée qui lui venait de passer chez moi, ajoutant que j'étais un homme de bon conseil et sur lequel ils pouvaient compter. Comme nous étions intimement liés, il vint en effet me trouver. J'avais vu le libelle; j'étais mieux instruit de tout ce qui se passait, que lui et le président ne pouvaient l'être. Je lui assurai que le gouvernement pouvait compter sur la majorité de l'assemblée. Nous sortîmes ensuite pour nous rendre au palais du président. Je répétai à Torrices qui était pâle et agité, ce que j'avais dit à Castillo. Je m'entretins ensuite avec quelques propriétaires des vaisseaux corsaires parmi lesquels était M. Charles S..., de la Nouvelle-Orléans, homme entreprenant, riche, très déterminé, et qui avait un grand ascendant sur les autres capitaines de corsaires.

Il les convoqua, et, par une courte allocution, il leur persuada de se rallier au gouvernement existant et de s'opposer à toute faction qui tenterait de le renverser. Ce discours eut un si bon effet qu'il obtint l'adhésion unanime de tous ces messieurs. Je fus ensuite mandé chez le général en chef, qui se concerta avec moi sur les mesures qu'il fallait prendre dans cette conjoncture. Je fus nommé commandant de tous les étrangers qui résidaient dans la forteresse; les nombreux équipages des corsaires furent secrètement débarqués, armés, organisés en compagnies, et distribués dans les différens quartiers de la ville, aux postes les plus importans, sur les murailles, aux batteries, etc. Dès la veille de l'ouverture de la séance législative, chacun était à son poste.

Pendant ce temps-là, les frères Pineres, Bolivar, Marinno et leurs adhérens, s'occupaient avec activité de préparer les moyens de frapper un coup dans l'assemblée qui devait s'assembler, le lendemain matin, à 11 heures. J'allai dans la soirée chez Bolivar, où je trouvai une nombreuse société de caraguins, mais

Bolivar lui-même était en affaires avec les Pineres, dans son cabinet particulier. Cependant, je voyais entrer, à chaque instant, une foule d'hommes, et, peu après, j'en voyais sortir un aussi grand nombre. Tout était mouvement, agitation, confusion dans la maison du ci-devant dictateur. Je ne pus m'empêcher de comparer cette maison si animée, avec le palais, alors si tranquille du président qui était, à cette heure-là, malade dans son lit.

Le lendemain, les représentans de l'assemblée législative de la province de Carthagena s'assemblèrent à leur place accoutumée, dans le palais de l'ex-inquisition. Tous les membres étaient présens, à l'exception du président Torrices, qu'une violente fièvre, produite sans doute par l'inquiétude de son esprit, retenait dans son lit. Pineres, son antagoniste, fut très satisfait d'apprendre cette nouvelle, parce que, par cet incident, la présidence lui appartenait de droit. Le cortége qui devait accompagner le président par interim, s'assembla à la maison de ce haut fonctionnaire.

J'arrivai, avec mes adjudans, un peu plus tard qu'à l'heure fixée, et je trouvai une très

nombreuse compagnie assemblée dans les salons. Dès que Pineres me vit entrer, il se leva de son siége, vint à ma rencontre jusqu'à la porte du salon, me prit par la main, et me dit, très poliment, qu'il tardait à l'assemblée de me voir. Il m'indiqua alors un siége qui était placé en face du sien, s'informa de ma santé avec un air d'intérêt, et me reprocha obligeamment de ne lui avoir pas encore rendu visite. Il me fit ensuite une foule de questions insignifiantes, mais d'une manière embarrassée, qui annonçait assez la préoccupation de son esprit, jetant de temps en temps les yeux vers la porte, et ensuite vers la grande place. Ni Bolivar, ni Marinno, ni aucun des officiers caraguins non employés dans l'armée de Carthagena, n'étaient présens à cette réunion solennelle.

Peu de temps après mon arrivée, on vint annoncer au vice-président Pinerès, que tout était prêt pour le recevoir à l'assemblée. Le nombreux cortége qui l'accompagnait, lequel était composé des officiers civils et militaires de la province, et de quelques étrangers de marque, fut obligé de traverser la place

publique, remplie de troupes rangées en bataille. Pineres parut désirer haranguer ces troupes, mais Castillo et Ducoudray, placés l'un à sa droite, l'autre à sa gauche, avaient l'œil sur tous ses mouvemens, et étaient décidés à s'opposer à cette tentative dangereuse et inusitée. Il parut avoir deviné notre attention. Après nous avoir regardés pendant quelques minutes, il se tourna brusquement vers le général Castillo, qui était à sa gauche, et s'écria : *vamos, vamos,* allons, allons. En disant ces mots, il fit un mouvement avec son bras gauche, et salua de la main droite, dans laquelle il tenait son chapeau.

Comme l'assemblée était publique, on avait réservé des siéges dans l'intérieur pour le général en chef et les autres officiers, et pour quelques étrangers de marque. Une demi-heure après l'ouverture de la séance, qui était présidée par Gabriel Pineres, un des représentans, qui était dévoué à la faction des Pineres, se leva, et fit la motion de former l'assemblée en comité secret, pour qu'il lui fût communiqué une affaire dont l'importante discussion exigeait que les députés eussent la

liberté de parler sans être gênés par l'autorité militaire, *et surtout par les étrangers.* Divers murmures s'étant élevés de plusieurs points de l'assemblée, le président Pineres agita sa sonnette; quelques-uns voulurent prendre la parole, mais Pineres les rappela à l'ordre et leur imposa silence. Il ordonna à l'officier de garde de faire évacuer la salle à tous ceux qui n'appartenaient pas à l'assemblée, et ensuite de fermer les portes. Son ordre fut exécuté, à la grande surprise de tous les membres, aucun président d'assemblée, dans un état libre, n'ayant le droit de se permettre autant, à moins qu'il n'y soit autorisé par la majorité. Je dis alors, en riant, à Castillo, auprès duquel j'étais assis, quand j'entendis cette étrange motion du docteur S...que c'était une pièce de quarante-huit qu'on venait de tirer sur nous, et lui fis remarquer l'accord manifeste qui existait entre Pineres et ce docteur. Castillo me dit à son tour, que S. avait eu, la veille au soir, de longues conférences avec le vice-président, et ensuite avec le général Bolivar; et qu'on l'avait vu passer trois ou quatre fois de la maison de l'un dans celle de l'autre.

Aussitôt que je fus sòrti de l'assemblée, j'ordonnai au commandant de l'arsenal de faire mettre à ma disposition les quatre pièces d'artillerie que je lui avais désignées, la veille; j'ordonnai en même temps qu'on distribuât un plus grand nombre de cartouches aux différens postes, et fis prévenir le commandant de ces troupes d'être prêt au premier signal. Chaque colonne avait reçu, la veille au soir, les instructions nécessaires. La tranquillité publique devait être maintenue, on devait réprimer tout acte de violence, prévenir l'effusion du sang, et laisser une parfaite liberté aux députés. Mais, comme le président Torrices avait fait entendre, dans la conversation qu'il avait eue avec moi et Castillo, que ses amis craindraient d'agir en sa faveur, s'ils n'étaient soutenus par une force armée respectable, j'avais concerté ces mesures avec le général Castillo.

Tandis que les deux généraux étaient encore dans l'assemblée, ils virent entrer le corrégidor, Elias Lopez, qui était mandé à la barre comme directeur de la police. Les amis de Torrices, instruits qu'une force armée respec-

table était prête à soutenir leur indépendance, ne se laissèrent point intimider par les tentatives hostiles des amis de Pineres contre le gouvernement existant, et une grande majorité vota pour que Manuel Rodriguez Torrices fût maintenue dans sa dignité de président, tandis qu'une autre grande majorité élisait vice-président don Juan de Toledo, de sorte que Gabriel Pineres fut entièrement exclu. Furieux de cette défaite, les amis des Pineres déclarèrent qu'une force armée avait été réunie pour influer sur les votes de l'assemblée; ils firent alors la motion que le corrégidor serait appelé pour confirmer ce fait.

Dans le cours de la matinée suivante, je reçus l'invitation écrite du corrégidor Elias Lopez de passer à son bureau, où lui, corrégidor, avait quelque affaire à me communiquer. Je fus surpris de recevoir une invitation de cette espèce; je n'en dis pas moins au porteur du message du corrégidor, que si le corrégidor avait quelque communication d'importance à me faire, il n'avait qu'à prendre la peine de passer chez moi, en personne, que je le recevrais avec plaisir. Quelques minutes

après, je reçus une lettre officielle du même corrégidor, dans laquelle il me sommait de lui donner un récit détaillé de ma conduite durant les nuits du 1er et du 2 octobre, et cela, par ordre supérieur. Je lui répondis dans sa lettre que je ne reconnaissais d'autre autorité supérieure à la mienne que celle du président et du général en chef; que j'étais très fâché de refuser positivement de donner à qui que ce soit des détails de ma conduite, qui m'étaient demandés par le canal de M. le corrégidor. A la réception de cette lettre, le corrégidor furieux se rendit aussitôt chez le président, et me dénonça formellement en lui montrant la lettre. Quand Torrices eut été instruit par lui de toute l'affaire, il reprocha au corrégidor d'avoir agi imprudemment, en prêtant son ministère à une faction qui avait essayé de changer le gouvernement, et qui s'efforçait maintenant de perdre un officier qui n'avait rien fait que d'*obéir à ses instructions, et qui n'agissait que de son autorité formelle* (à lui Torrices). Il ajouta que le corrégidor devait lui faire son procès, à lui président, avant de continuer à rechercher

la conduite d'un officier qu'il estimait. Le président m'envoya alors son aide-de-camp, et me communiqua tout ce qui s'était passé entre lui et le corrégidor, et m'exprima par cette voie la satisfaction qu'il ressentait de mes services. Le corrégidor vint, quelques jours après, me rendre visite, et, depuis lors, nous sommes demeurés très bons amis. La faction ainsi réduite à l'impuissance, Torrices demeura paisible possesseur de la présidence.

✣

CHAPITRE XI.

Situation de la Nouvelle-Grenade. — Arrivée du général Bolivar au congrès de Tunja. — Sa réception. — Sa marche contre Bogota et Carthagena. — Son séjour à Mompox. — Correspondance entre lui et le général Castillo. Secrets motifs de Bolivar en assiégeant Carthagena. — Détails de ce siége. — Bolivar s'embarque pour Kingstown dans l'île de la Jamaïque. (1814, 1815.)

Les vingt-deux provinces de la Nouvelle-Grenade se levèrent presque en même temps; ensuite les huit de Venezuela prirent les armes, et, après beaucoup de séditions, les provinces de Casanare, de Pamplona, de Tunja, de Neyva, de Popayan, de Carthagena, de Mariquita, d'Antiochia, de Choco et de

Socorro formèrent une alliance, et, le 27 novembre 1811, adoptèrent, à Bogota, un pacte fédéral en soixante-huit articles; après quoi, s'assembla un congrès qui réunit en lui-même, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Mais ce pacte ne fut pas approuvé par les chefs de la province de Cundinamarca (Santa Fe de Bogota); ce qui fut l'origine d'une guerre civile, longue et sanglante, entre Marinno, en qualité de président de cette dernière province, et le congrès de la nouvelle-Grenade.

Bernardo Alvarez avait remplacé Antonio Marinno en qualité de président de la province de Cundinamarca. Il refusait obstinément de faire participer sa province à l'alliance générale, quoique le congrès eût envoyé des commissaires, en plusieurs occasions, pour lui représenter les fatales conséquences de son obstination. Ces divisions intestines eurent les conséquences les plus préjudiciables à la prospérité et à la liberté de ce beau et riche pays. Sur vingt-deux provinces, dix seulement avaient envoyé des députés au premier congrès qui transféra le siége de son gouver-

nement de Bogota à Tunja, à cause des vues ambitieuses d'Antonio Marinno qui convoqua quelques députés des autres provinces qui n'étaient pas occupées par les troupes espagnoles. Ceux-ci proposèrent, mais sans succès, un gouvernement monarchique, dans l'assemblée qu'ils tinrent à Bogota. Quito, Partos, Santa Martha et d'autres provinces restaient encore au pouvoir des Espagnols. Le congrès de Tunja avait un pouvoir très limité, Cundinamarca, la province la plus riche et la plus peuplée de la Nouvelle-Grenade, ayant refusé de se joindre à la fédération et empêché, par son refus, l'union des six autres.

Telle était la situation intérieure de la Nouvelle-Grenade quand le général Bolivar arriva de Carthagena à Tunja, le 22 novembre 1814, où le congrès s'assembla alors. Le nom de Bolivar était déjà si connu, et sa réputation si bien établie, qu'il fut reçu, par le congrès, avec de grands honneurs. Les membres de cette assemblée exaltaient la marche brillante qu'il avait exécutée, l'année précédente, de Carthagena à Caracas, et le regardaient

comme un héros, comme un chef habile et comme un des plus grands patriotes de la terre. Ceux qui croyaient mieux connaître les principales circonstances qui s'étaient réunies en sa faveur, pour l'élever au pouvoir et lui faire un nom célèbre, ceux qui ne voyaient en lui qu'un chef ambitieux et égoïste, n'aspirant qu'à l'autorité absolue, sans pouvoir y parvenir, ceux-là durent garder le silence que leur imposait la majorité et ne pas s'opposer à la réception enthousiaste que l'on fit au général Bolivar.

La situation critique du congrès de Tunja devint encore plus alarmante, quand on apprit qu'il se préparait à Cadix une expédition formidable que devait commander le général Morillo. Les Américains sentirent alors la nécessité d'agir plus vigoureusement et d'être plus unis. On adopta deux mesures de la plus grande urgence. La première fut de forcer le président de la province de Cundinamarca à faire participer cette province au pacte fédéral formé par le congrès; la seconde de marcher contre Santa Martha, le seul port de mer fortifié de la Nouvelle-Grenade qui fût au

pouvoir des Espagnols. La possession de cette place, à l'embouchure de la Magdalena, qui ouvrait la route des provinces de l'intérieur et de la ville de Bogota, était très importante pour la République.

L'arrivée du général Bolivar donna une nouvelle activité à ces mesures projetées, et ce fut à lui qu'on en confia l'exécution. On fit tous les efforts imaginables pour rassembler des troupes et pour les pourvoir des choses nécessaires. On ordonna au général Urdaneta de se réunir à Bolivar avec sa division qui, après la bataille de La Puerta, s'était retirée dans la ville de Cucuta, dans l'intérieur de la Nouvelle-Grenade, et Bolivar fut proclamé général en chef de toutes les troupes disponibles, sous le titre de *capitaine-général de Venezuela et de la Nouvelle-Grenade.*

Il partit de Tunja, en décembre 1814, et marcha avec ses troupes contre Bogota, pour forcer le président Alvarez à se joindre au congrès et à lui obéir. La ville fut cernée et attaquée; quelques retranchemens élevés à la hâte, deux ans avant, et à alors presque entièrement ruinés, furent emportés fa-

cilement par deux mille hommes, auxquels on n'opposa qu'un petit nombre de soldats mal armés et une poignée de citoyens courageux. Bolivar reçut, au nom du président Alvarez, une députation qui avait de pleins pouvoirs pour signer une capitulation que Bolivar accorda. Par cette capitulation, la province de Cundinamarca consentit à reconnaître l'autorité du congrès et à lui obéir, à condition qu'elle jouirait des mêmes priviléges que les autres provinces; ce qui fut accordé. Mais, nonobstant cette capitulation, signée et ratifiée par Bolivar, ce général ne permit pas moins à ses troupes le pillage d'une partie de cette grande et belle ville, pendant quarante-huit heures; c'est un fait que pourraient attester un grand nombre de témoins oculaires. Lorsqu'Alvarez et beaucoup d'habitans de Bogota lui firent les plus fortes représentations contre cette singulière façon d'agir, il répondit, tout en colère, qu'il avait été autorisé par les lois de la guerre à agir comme il l'avait fait, parce que les habitans de la ville avaient résisté à ses troupes et méritaient d'être punis.

Les membres de la junte de Bogota invitèrent le congrès à se rassembler dans leur ville, et peu de temps après, les députés se réunirent, en effet, dans cette capitale. Le congrès avait alors les moyens et le pouvoir d'agir, et ses mesures devinrent plus énergiques et plus efficaces. Il fit quelques réformes salutaires dans l'administration et nomma un pouvoir exécutif de trois membres, composé de Manuel Rodriguez Torrices, l'ex-président de Carthagena, de Garcia Rubera, et de Manuel Pey, tous hommes recommandables par leurs talens et par un patriotisme éprouvé. Le titre de président, c'est-à-dire le chef du gouvernement provincial, fut changé en celui de gouverneur, et tous les gouverneurs des provinces fédérées furent soumis à l'autorité du congrès et obligés de rendre un compte exact de tout ce qui s'était passé dans leurs provinces respectives, à la convention exécutive qui avait des pouvoirs très étendus.

La réunion de Cundinamarca à l'alliance des autres provinces, et les changemens opérés par le congrès eurent une heureuse in-

fluence sur les affaires de la Nouvelle-Grenade. Les habitans furent surtout satisfaits de l'abolition de diverses lois trop sévères et de l'invitation qui fut faite à beaucoup d'étrangers, de venir s'établir parmi eux. Bientôt on établit une manufacture d'armes à Antiochia, et une fabrique de chapeaux à Bogota; on jouissait de la liberté de la presse, dans toute son étendue, et beaucoup d'ecclésiastiques de mérite se prononçaient en faveur de la cause sacrée de la liberté et de l'indépendance.

Un grand nombre d'étrangers vinrent s'établir à Carthagena, où ils trouvèrent une gracieuse réception, et furent fortement protégés par le congrès et le gouvernement provincial. D'autres entrèrent dans l'armée de cette province. Pierre Labat et Jean Castellux furent nommés commandans en chef des troupes de terre, et Louis Aury fut placé à la tête de la marine; Ducoudray Holstein eut le commandement des forts de Boca Chica, dans des circonstances très critiques, et les troupes de terre et de mer qui dépendaient de ces forts furent placées sous ses ordres.

Après avoir séjourné quelque temps à Bogota, le général Bolivar partit avec ses troupes et arriva à Honda où l'on avait tenu prêtes de grandes barques pour l'embarquer sur la Magdalena. Il débarqua dans la délicieuse ville de Mompox, située au milieu de cette rivière. Les habitans de Mompox s'étaient distingués dans la révolution par leur enthousiasme pour la liberté et par leur courage. Les femmes de cette île partageaient les mêmes sentimens. Ce fut là que, dans la nuit du 16 juin 1816, quatre cents Espagnols, bien disciplinés et bien armés, que Morillo y avait envoyés tenir garnison, furent massacrés, à l'instigation et avec la participation de ces femmes courageuses.

Aussitôt que le général Montalvo, gouverneur de Santa Martha pour les Espagnols, eut appris que Bolivar avait descendu la rivière à la tête d'un nombreux corps de troupes et qu'il était arrivé à Mompox, il se douta de ses intentions et fut saisi d'une grande terreur. La forteresse de Santa Martha était dans un état de défense déplorable, mal approvisionnée, et ne contenait pas plus de deux

cents hommes. De plus, Montalvo s'était rendu odieux aux habitans de Santa Martha par son humeur sanguinaire. Dans cet état de choses, si le général Bolivar se fût présenté sous ses murs avec son armée, il y a tout lieu de croire que les habitans auraient forcé cette faible garnison à ouvrir les portes de la ville, et l'auraient reçu comme leur libérateur. Montalvo, qui était aussi poltron qu'il était cruel, avait déjà fait embarquer ses effets les plus précieux sur un vaisseau français, se tenant aussi prêt à fuir, à la première alarme. Les habitans de Mompox reçurent Bolivar et ses troupes, à bras ouverts, bien persuadés qu'il allait s'emparer de Santa Martha dont la prise importait singulièrement à leur commerce. Les assurances des principaux officiers du général les confirmèrent encore dans ces espérances. Quelques personnes respectables et bien instruites des affaires de cette époque, m'ont assuré positivement que telle avait été en effet l'intention de Bolivar; mais malheureusement pour lui et pour la Nouvelle-Grenade, Bolivar n'avait pas toujours la persévérance nécessaire à l'exécution de ses plans.

A la tête du corps municipal de la ville de Mompox se trouvait alors M. Celedonio Pineres. C'était le frère aîné de German et de Gabriel Pineres dont nous avons eu occasion de parler précédemment. Comme le général Bolivar avait pris son logement dans la maison de ce Pineres, celui-ci avait de fréquentes occasions de s'entretenir avec le général. Pineres lui communiqua tout ce qui s'était passé à Carthagena depuis que Bolivar l'avait quittée. Là, les deux frères profitant de l'absence de Manuel Rodriguez Torrices, que le congrès avait appelé à Bogota, en qualité de commissaire du pouvoir exécutif, s'étaient efforcés de faire triompher leur parti. Castillo occupait alors, avec son armée, San Stanislas et Baraquilla. Il apprit ce qui ce passait à Carthagena, et aussitôt ayant assemblé ses principaux officiers, il leur proposa de marcher contre cette ville, de rétablir dans sa place le légitime gouverneur de la province, et de rétablir l'ordre dans les affaires publiques. J'étais alors très lié avec le général Castillo, de sorte qu'il me fut facile d'être instruit de toutes ces particularités. J'ai vu toutes les

lettres que les amis de l'ordre et de la tranquillité publique lui écrivirent dans cette circonstance, et je pourrais même nommer ces personnes, si c'était nécessaire. Castillo assembla alors un conseil de guerre où il fut décidé qu'on marcherait contre Carthagena, pour y renverser la faction. Ce projet s'exécuta d'autant plus facilement que nous avions la majorité des habitans dans notre parti, et, le 5 janvier 1815, les amis de Castillo lui ouvrirent la porte de terre, appelée la *demilune*. Nous entrâmes aussitôt, sans résistance, dans la ville, et Pineres, Delhagar[1] et environ vingt autres meneurs furent arrêtés et mis dans les prisons de l'inquisition. Le général Castillo ne s'en tint pas là; il condamna

[1] Delhagar était un protégé du dictateur. C'est lui qui commandait l'armée assiégeante devant Porto Cabello, en 1814; c'est aussi lui qui prit la fuite, à la première nouvelle de la marche de Boves sur cette place. Delhagar était un jeune colonel imberbe de 19 ans, qui tremblait de tous ses membres, quand Castillo lui envoya un de ses officiers, à la tête d'un détachement, pour l'arrêter. Cet officier, le capitaine Garcia, me dit ensuite en riant, qu'il n'avait jamais vu tant de poltronnerie dans un colonel.

(*Note de l'auteur.*)

tous ces chefs à la déportation, et demeura tranquille possesseur de Carthagena, où il établit, comme gouverneur, Juan de Dios Amador.

Celedonio proposa alors à Bolivar de venger ses frères et de forcer Castillo à les rappeler eux et leurs amis. Le capitaine-général, qui haïssait mortellement Castillo, se laissa aller aux perfides suggestions de Celedonio Pineres, et remit l'expédition contre Santa Martha à un autre temps. Cependant il fallait un prétexte à Bolivar pour changer ainsi ses dispositions militaires.

Parmi les officiers qui jouissaient de la faveur du dictateur se trouvait le même Thomas Montilla que, en juin 1812, après sa fuite nocturne de Porto Cabello, il avait envoyé au général Miranda. Ce fut lui qu'il chosit pour exécuter le projet qu'il avait formé. Il l'envoya au gouvernement de Carthagena, sous le prétexte qu'il avait besoin d'armes et de munitions de toute espèce, pour pousser le siége de Santa Martha.

Aussitôt que l'envoyé de Bolivar eut remis les dépêches dont il était porteur, le général Manuel Castillo et le lieutenant-colonel Ma-

rinno Montilla, frère de Thomas Montilla, dévoilèrent au gouverneur les intentions réelles du général Bolivar. On résolut cependant de lui envoyer, à Mompox, un officier sur lequel on pût compter, et l'on choisit, pour porter la réponse du gouverneur de Carthagena, le capitaine Manuel Davilla, un des aides-de-camp du général Castillo. Ce général écrivait, en réponse à la lettre de Bolivar, qu'il lui fournirait, avec plaisir, toutes les choses dont il aurait besoin; qu'il trouverait dans le magasin de Savanilla, petit port de mer entre Mompox et Santa Martha, tous les objets qu'il demandait, et que lui, Castillo, avait donné les ordres nécessaires à cet effet; qu'il pouvait lui assurer positivement, d'après les secrètes intelligences qu'il entretenait dans Santa Martha, que les habitans de cette île l'attendaient, lui et son armée, et étaient prêts à lui ouvrir leurs portes, aussitôt qu'il se présentérait. Il ajoutait que pour que lui, Bolivar, fût assuré de l'exactitude des faits qu'il lui signalait, il suffisait de faire avancer les troupes jusqu'aux bords de la Cienega, etc.

Le gouverneur Juan de Dios Amador con-

firma, dans une lettre séparée, tout ce que le général Castillo avait établi dans la sienne, et pressa Bolivar, en termes forts et pathétiques, mais cependant très obligeans, de ne pas tarder un seul moment à marcher contre Santa Martha dont les habitans le recevraient comme leur libérateur.

Le général Bolivar qui était encore à Mompox quand Davilla s'y rendit avec les dépêches des autorités de Carthagena, reçut cet officier de la manière la plus incivile. Plusieurs officiers de Bolivar insultèrent Davilla et proposèrent au général de le traiter comme un espion envoyé expressément de Carthagena pour examiner ce qui se passait au quartier-général. Davilla fut renvoyé sans réponse.

Le séjour de Bolivar à Mompox fut célébré par des fêtes, des bals et des dîners, et l'attaque sur Santa Martha fut différée. Il paraît qu'en quittant Mompox, Bolivar était déjà résolu à agir hostilement contre Carthagena. Il fit saisir sur la Magdalena toutes les chaloupes canonnières que le général Castillo y avait placées, afin de tenir la communication ouverte entre Carthagena, Honda et Bogota.

Il déclara prisonniers de guerre tous les officiers qui étaient à bord de ces bâtimens, et mit à leur place des officiers de sa propre armée. Cet acte d'hostilité manifeste contre Carthagena indiquait clairement les intentions du général. Il débarqua ses troupes au petit fort appelé Carabano; et, au lieu de marcher directement contre Santa Martha, dont les habitans étaient dans la plus grande consternation, il laissa cette ville derrière lui et dirigea sa marche contre Carthagena, passant par Baranquilla, Soledad et San Stanislas. Il établit son quartier général à Purbello, à quatre lieues de cette dernière ville. Là, de nouvelles fêtes se succédèrent pendant quinze jours.

Lorsque les habitans de Carthagena n'eurent plus aucun doute sur les intentions du général, ils oublièrent ses actes arbitraires et s'organisèrent en corps réguliers pour repousser, par la force des armes, la tentative inouie du général Bolivar contre ses frères et la cause de la liberté et de l'indépendance. Plus de six cents étrangers, établis à Carthagena, se rallièrent autour du gou-

vernement et partagèrent tous les travaux militaires des habitans armés. On proclama la loi martiale qui donnait au général Castillo une autorité sans bornes. L'ardeur belliqueuse, dont étaient animés les habitans de Carthagena, gagna les femmes, et, parmi des milliers d'entre elles, on en vit quelques-unes des familles les plus distinguées de la ville travailler, nuit et jour, aux fortifications.

Quelque temps après que Bolivar eut quitté Carthagena pour se rendre à Tunja, Ducoudray Holstein fut nommé commandant des quatre beaux forts de Boca Chica qui sont la clef de la Nouvelle-Grenade. Ces forts sont situés à l'embouchure d'un canal très large et très profond, de quatre lieues de longueur, par lequel les vaisseaux passent pour se rendre dans le port de Carthagena. Ces forts sont regardés comme la clef du contient de l'Amérique méridionale. C'était un poste d'honneur qui ne pouvait être occupé, surtout dans un temps de guerre civile, que par une personne dans laquelle on avait une confiance sans bornes. Ce fut là que le général Ducoudray servit contre le général Bolivar, et contre

Morillo et Morales, quand ces deux chefs vinrent assiéger Carthagena et les forts de Boca Chica. Il fut assez heureux pour sauver la vie des étrangers, habitans de cette ville, qui vinrent se mettre sous la protection de ses batteries.

Dès que le général Bolivar eut appris que les habitans de Carthagena se préparaient à lui opposer une vigoureuse résistance, il commença à s'apercevoir qu'il s'était laissé aller à une démarche téméraire; mais n'étant plus qu'à quatre lieues de Carthagena (à Turbacco) et ne pouvant retourner attaquer Santa Martha, tandis qu'il avait montré trop évidemment ses intentions hostiles contre Carthagena, il résolut de mettre sa responsabilité à couvert, du moins, autant qu'il était possible. Il assembla un grand conseil de guerre dans lequel il parla long-temps et avec beaucoup de chaleur contre le gouvernement de Carthagena; il finit par demander à ses officiers quelle conduite ils lui conseillaient de tenir dans la conjoncture présente. Tous les officiers furent unanimement de la même opinion : ils déclarèrent qu'il était juste d'at-

taquer Carthagena par la force des armes, et de traiter ses habitans en ennemis. Après avoir émis cette opinion tous d'une voix, ils firent retentir l'air des acclamations bruyantes de *vive notre libérateur Bolivar! mort à Castillo et à ses partisans!* Aussitôt que les troupes de Bolivar se montrèrent sous les murs de Carthagena, elles furent accueillies par quelques coups de canons chargés à mitraille. Elles se replièrent alors sur un couvent de moines, situé sur une haute colline, et peu éloigné de la ville. Le couvent de ces moines était désigné sous le nom de *Nuestra senora de la Popa de la Candelaria.*

Quelques jours après que Bolivar se fut emparé de ce poste, diverses maladies commencèrent à se déclarer parmi ses troupes, lesquelles furent causées, en grande partie, par le manque d'eau fraîche. A cette occasion je dois rapporter un fait qui prouvera à quelles extrémités peut entraîner l'esprit de parti dans les guerres civiles. Un officier de la garnison de Carthagena, qui savait que Bolivar ne pouvait occuper d'autre poste que celui de *La Popa*, ne craignit pas de propo-

ser d'empoisonner le seul puits qui s'y trouvât. Cette odieuse mesure fut exécutée en mettant, dans ce puits, une grande quantité de peaux corrompues d'animaux et de plusieurs autres matières aussi malfaisantes; elle eut, pour résultat, d'engendrer des maladies parmi les assiégeans et d'en faire mourir un grand nombre dans des douleurs intolérables.

Le général Bolivar n'avait avec lui qu'une seule petite pièce d'artillerie qu'il fit pointer contre une place qui avait quatre pièces de douze. Son commandant d'artillerie, M. Collot, dont je tiens ce fait, officier français, très distingué dans cette arme, s'efforça de le faire renoncer à ce dessein, en lui remontrant que cette mesure était aussi ridicule qu'inutile, mais Bolivar ne voulut entendre à aucune représentation. Le lieutenant-colonel Collot fut donc obligé d'obéir; mais, avec la plus grande répugnance. Quand l'ordre fut donné de faire feu sur la place, les habitans de Carthagena dirent, en plaisantant, que Bolivar, sans doute, avait besoin de provisions et qu'il était obligé de tuer

quelques ortolans pour vivre. Les ortolans étaient alors très abondans dans les environs de Carthagena. En un mot, cette *batterie*, ainsi qu'on l'appelait, du moins, n'exposa pas seulement Bolivar aux railleries les plus piquantes de la part des habitans, mais elle donna la plus triste idée des talens militaires du capitaine-général et du commandant en chef des troupes assiégeantes. Il ordonna ensuite que le drapeau de la province de Carthagena fût arboré à son quartier-général, comme s'il était déjà maître de la place.

Aussitôt que les troupes de Bolivar eurent appris que l'eau du puits de La Popa était corrompue, il devint nécessaire de s'en procurer à une autre source. Mais, comme l'eau de source est très rare dans les environs de Carthagena, il fallait envoyer au loin des chevaux, des mulets, des ânes, escortés par de forts détachemens, pour en rapporter au camp.

Cependant, le général Bolivar continuait à assiéger Carthagena, même après avoir reçu la nouvelle de l'arrivée du général Castillo, le 25 mars, à l'île Margarita. Le commissaire

du congrès de la Nouvelle-Grenade, le révérend père Marimon, le gouverneur de Carthagena, Juan de Dios Amador, et plusieurs autres, vinrent trouver le général Bolivar à son quartier-général de La Popa, lui firent les plus fortes représentations sur les conséquences d'une guerre civile, dans de telles conjonctures, le pressèrent de joindre le reste de ses forces à la garnison de Carthagena, et, après la réunion de ses troupes, de marcher contre l'ennemi commun. Ils lui offrirent le commandement en chef, des provisions et des munitions de toute espèce pour tenir la campagne; le tout en vain. Il répondit qu'il ne pouvait accepter ces propositions que dans le cas où Carthagena lui ouvrirait ses portes et le recevrait dans la forteresse avec ses troupes. Comme ses intentions secrètes étaient trop bien connues, on craignait, non sans raison, qu'une fois maître de la place, il ne songeât plus qu'à se venger. Toutes les négociations furent donc rompues de nouveau, et les hostilités recommencèrent, bien que le général espagnol Morillo qui était arrivé à Santa Martha et avait débarqué un corps de troupes

considérable, fût déjà sur ses derrières. La garnison de Carthagena fit alors plusieurs sorties, mais elles furent constamment repoussées par les troupes de Bolivar. Au commencement de mai, Bolivar commença à ouvrir les yeux et à s'apercevoir qu'il ne parviendrait jamais à s'emparer de Carthagena. Il se trouva réduit à l'humiliante nécessité d'envoyer un parlementaire à son ennemi, le général Castillo, pour lui demander une entrevue. A l'arrivée de ce parlementaire, le père Marimon, qui avait été envoyé à Carthagena par le congrès assemblé à Bogota pour tâcher d'effectuer un racommodement entre les deux chefs ennemis, se rendit auprès du gouverneur de la place et auprès du docteur Pedro Gual avec lesquels il se concerta pour arriver à ce but. Marimon et le docteur Gual se rendirent plusieurs fois au quartier-général de Bolivar, et là, ils eurent ensemble de longues conférences. Ils eurent ensuite des conversations non moins fréquentes avec Castillo qu'ils décidèrent très difficilement, à s'aboucher avec le chef de l'armée de l'indépendance. L'entrevue des deux chefs fut fixée au 8 mai.

Au jour désigné, le père Marimon conduisit le général Castillo jusqu'au pied de La Popa où le général Bolivar l'attendait dans une petite maison particulière, préparée à cet effet. Ils se firent mutuellement l'un à l'autre un accueil très froid; mais sur les représentations du père Marimon, ils finirent par mettre dans leurs procédés réciproques moins de hauteur et de réserve. Ces deux chefs dressèrent alors un traité de paix et d'amitié, par lequel ils se promettaient solennellement d'oublier ce qui s'était passé, et de vivre, à l'avenir, en bonne harmonie. Le général Bolivar consentit à donner le commandement de son armée au général Florencio Palacios, son cousin; et s'embarquant, le 10 mai, à bord d'un brick anglais, avec une douzaine de ses officiers, il partit pour l'île de la Jamaïque, sans être entré dans la ville de Carthagena. Avant de s'embarquer, il publia la proclamation suivante :

« Soldats! Le gouvernement général de la
» Nouvelle-Grenade m'a mis à votre tête pour

» briser les fers de vos frères des provinces » de Santa Martha, de Maracaybo, de Coro » et de Caracas.

« Venezueliens! Vous auriez dû retourner » dans votre pays, et vous, Grenadins, vous » auriez dû rester dans le vôtre, couronnés » de lauriers. Mais cette félicité ne vous a pas » été permise. Vos armes n'ont point été tour- » nées contre des tyrans, elles ont été tachées » du sang de vos frères, dans deux batailles » très différentes dans leur objet et qui ont » douloureusement affecté nos cœurs. Nous » avons combattu à Cundinamarca pour ob- » tenir une réunion de forces; ici, à Cartha- » gena, pour obtenir une coopération mu- » tuelle; dans ces deux occasions nous nous » sommes couverts de gloire. Nous avons été » généreux, nous avons pardonné aux vaincus, » nous leur avons donné des droits égaux aux » nôtres; nous nous sommes réunis à ceux qui » ont été contre nous pour marcher avec eux, » pour les affranchir de l'esclavage et pour » sauver leurs fortunes et leurs familles. L'is- » sue de cette campagne est encore incertaine.

» Vous vous rendrez dans le territoire de » l'ennemi et la terminerez, opérant, avec » moi, le triomphe de la liberté sur la tyran» nie. Vous, qui consacrerez le reste de vos » jours à donner l'indépendance à votre pays, » vous serez heureux; mais moi, qui ne puis » vous accompagner et qui suis forcé de mou» rir loin de Venezuela, dans une terre éloi» gnée, afin d'établir la paix entre vous et » vos compatriotes, je suis le plus infortuné » des hommes.

» Grenadins et Venezueliens! On me sé» pare de vous qui avez été mes compa» gnons dans tant de batailles, pour m'obli» ger à vivre dans l'inaction et à ne pas mourir » pour mon pays. Jugez de mes chagrins et » de la grandeur du sacrifice que je vous fais. » Ma fortune, ma gloire, l'honneur de vous » mener à la victoire, comme autrefois, je re» nonce à tout cela; le bien de l'armée » l'exige impérieusement; je n'hésite pas; » votre existence ici et la mienne sont in» compatibles l'une avec l'autre. J'ai préféré » la vôtre. Votre bonheur et le mien, celui » de nos frères, de nos amis, enfin celui de

» tous, dépend de la prospérité de la répu-
» blique. Adieu, adieu.

» Ce 9 mai 1815. *Signé*, BOLIVAR. »

Il ne sera pas inutile d'examiner un peu cette belle proclamation. Voyons d'abord le début. « Venezueliens! Vous auriez dû re-
» tourner dans votre pays, couronnés de lau-
» riers; mais cette félicité ne vous a pas été
» permise. Vos armes ont été teintes du sang
» de vos frères, etc. » Je demanderai comment ils pouvaient retourner dans leur pays, couronnés de lauriers. Était-ce pour avoir forcé une ville sans défense, comme Bogota, ou pour l'avoir pillée pendant quarante-huit heures? Eh! qui a empêché cette félicité? Qui a teint ses armes du sang de ses frères? Que dire et que penser d'un tel langage, après avoir lu les détails, malheureusement trop vrais, des procédés du général Bolivar envers Carthagena? Le tour adroit, pour ne pas dire plus, employé par lui pour persuader au public qu'il a sacrifié son existence au bonheur de ses concitoyens, fut heureusement ima-

giné, sans doute, après avoir contribué très activement à perdre la cause de Venezuela, et, plus tard, celle de la Nouvelle-Grenade, après avoir répandu le sang innocent de ses compatriotes, après avoir désolé la province de Carthagena, trahi la confiance du congrès, mis à leur aise les Espagnols dans Santa Martha, et procuré à Morillo les moyens d'entrer dans ce port, peu après, à la tête de ses troupes, après avoir facilité l'entrée des Espagnols dans l'intérieur de la Nouvelle-Grenade. Le général Bolivar prévit parfaitement bien que tout serait bientôt perdu, et qu'il serait traduit devant un conseil de guerre pour n'avoir pas suivi les instructions du congrès. Ce fut pour ces raisons qu'il jugea à propos de mettre sa personne en sûreté.



CHAPITRE XII.

Conséquences des hostilités de Bolivar contre Carthagena. Situation de la Nouvelle-Grenade et de Venezuela. — Le marquis de San Leon et le capitaine-général Cagigal. — Mort de Boves. — Exécution de Ribas. — Cruautés de Morales. — Conspiration des Noirs.

Le départ de Bolivar augmenta singulièrement la puissance de son rival, le général Manuel Castillo, et, malgré la promesse formelle d'oublier le passé et de vivre en bonne harmonie, l'esprit de parti et la haine dont sont naturellement animés, l'un contre l'autre, l'habitant de Caracas et celui de Grenada, ne laissaient pas de subsister dans toute leur

force. Les chefs des troupes de Bolivar étaient singulièrement irrités contre tous ceux qui appartenaient à l'armée de Carthagena, et particulièrement contre son chef, le général Castillo. Avant son départ, Bolivar avait nommé son cousin, Florencio Palacios, comme devant lui succéder dans le commandement du reste de ses troupes, qui, de deux mille quatre cents hommes, étaient réduites, par la désertion et la maladie, à environ sept cents hommes. Par le traité conclu avec Bolivar, Castillo s'était engagé à fournir à ces troupes des provisions et des munitions de toute espèce, mais à la condition expresse que le général Palacios et ses soldats seraient mis sous ses ordres, à lui Castillo; à quoi Bolivar avait été obligé de consentir, parce que ces soldats manquaient de tout. Cependant, lorsque cet article du traité leur fut connu, ils témoignèrent hautement leur mécontentement; quelques officiers se permirent même des plaisanteries mordantes contre Castillo, lesquelles lui furent rapportées, et, peut-être, avec un peu d'exagération. Castillo était vain, fier et susceptible. Il s'était flatté que l'absence du

général Bolivar ferait tout oublièr, et que bientôt l'ordre et l'harmonie se rétabliraient. Il devint furieux en entendant ce rapport. Mais je dois rendre justice à la mémoire du général Castillo, en disant que ses ennemis ont faussement allégué contre lui, qu'il était secrètement attaché aux Espagnols; c'est une allégation calomnieuse, qui ne repose sur aucun fondement. Ses intentions furent toujours droites et pures, en tout ce qui concernait la liberté et la prosprité de son pays, quoiqu'il fût très ambitieux, et que ses passions fussent violentes. Plein de ressentiment contre l'ex-armée assiégeante, Castillo, le jour même de l'embarquement de Bolivar pour l'île de la Jamaïque, ordonna qu'elle quittât son poste de La Popa, et qu'elle allât camper en dehors des portes de Carthagena, dans un lieu très humide et très marécageux. Mais, quand les officiers de l'armée s'aperçurent que ce camp, outre les inconvéniens de sa situation, était placé tout au-dessous des batteries d'un ouvrage extérieur appelé le fort San Felipe, de sorte que Castillo, à la moindre démonstration de révolte, pouvait détruire eux et leurs

troupes, en quelques minutes, ils se permirent des représentations qui ne firent qu'augmenter l'exaspération de Castillo, qui leur envoya l'ordre péremptoire de ne pas changer leur lieu de campement. Il n'était permis qu'à quelques officiers d'entrer dans la ville pour se procurer les choses dont ils avaient besoin; de plus, les gardes des portes et des batteries de la place furent renforcées, comme si l'on craignait quelque entreprise soudaine contre la forteresse. Ces mesures indiquaient pleinement à Palacios et à ses officiers les véritables sentimens du général Castillo à leur égard. Ils assemblèrent alors un conseil de guerre, dans lequel il fut résolu de se retirer à Turbacco, à quatre lieues de Carthagena; ce qui fut effectué dans la même nuit.

Le lendemain matin, Castillo reçut de Palacios, une lettre dans laquelle celui-ci lui donnait avis de sa résolution et lui exposait les motifs qui l'avaient obligé à la prendre. Il terminait cette lettre en lui assurant que, pourvu qu'on continuât à lui fournir des provisions et des munitions, et qu'on y ajoutât quelques troupes auxiliaires, il était entièrement dis-

posé à agir de concert avec Castillo, et à réunir ses troupes à celles de ce général pour marcher contre l'ennemi commun. Cette conclusion de la lettre adoucit le ressentiment de Castillo, qui sentit qu'il était allé un peu trop loin. Il résolut alors d'employer la voix de la conciliation. Il envoya, à cet effet, à Palacios, le lieutenant-colonel Mariano Montilla et le commandant Stuart, avec un bataillon d'environ quatre cents hommes, tous chargés de remettre à l'ex-armée assiégeante des provisions plus abondantes, des armes et des munitions de guerre. Lorsque cette distribution eut été achevée, Palacios donna secrètement l'ordre d'entourer ce bataillon et de le sommer de mettre bas les armes. Cette mésure produisit l'effet qu'on avait lieu d'en attendre; mais non content de leur soumission, Palacios ordonna qu'on ôtât encore leurs uniformes aux officiers qui n'avaient pas de brevet, et aux soldats, et qu'on s'appropriât tout ce qu'ils avaient sur eux. Ces ordres exécutés, Palacios permit au bataillon qu'il venait de dépouiller, de retourner à Carthagena, retenant, toutefois, comme prisonniers de

guerre, les deux lieutenans-colonels, Stuart et Montilla et quelques-autres officiers.

Quand Castillo reçut la nouvelle d'une trahison si extraordinaire, il ne put maîtriser son indignation, et donna des ordres pour arrêter tous les officiers caraguins, qui appartenaient au corps de Palacios, et dont un grand nombre était retourné à Carthagena. Ils furent aussitôt mis en prison, où on ne leur donnait que de très faibles rations, à peine suffisantes pour les empêcher de mourir de faim ou de soif. A l'exemple de Palacios, Castillo leur fit enlever leur argent, leurs montres, et, en général, tous les objets de prix qu'ils avaient sur eux.

Aussitôt que Palacios eut appris les mesures rigoureuses qu'on avait employées à l'égard de ses officiers restés à Carthagena, il mit en liberté Stuart et Montilla, et les renvoya dans cette ville. A leur arrivée, Castillo relâcha les officiers caraguins, mais les fit conduire sous bonne garde sur des vaisseaux marchands qui étaient près de mettre à la voile. En vain ces officiers firent-ils les plus fortes représentations contre cette exporta-

tion tyrannique, les ordres de Castillo furent ponctuellement exécutés.

Ainsi se termina la querelle entre Bolivar et Castillo. Le corps que le premier de ces généraux avait laissé sous Palacios parvint à chasser les Espagnols des différens postes dont ils s'étaient emparés sur la Magdalena; mais il était évidemment trop faible pour former quelque entreprise importante. Voyons maintenant ce qui se passa dans Venezuela, après le départ de Bolivar.

Depuis le 7 juillet 1814, jour de l'entrée des troupes espagnoles dans Caracas, l'administration civile de cette place avait été confiée au marquis de San Leon, tandis que le département de la guerre était placé sous la direction du capitaine-général don Manuel Cagigal. Tous les deux étaient modérés, humains et sages, et désiraient le bien de leur pays *dans leur sens*, c'est-à-dire, qu'ils professaient une soumission aveugle au gouvernement espagnol, et s'efforçaient de faire, le plus de bien qu'il était possible de faire dans ces temps difficiles. Cagigal péchait surtout par faiblesse et défaut de courage. C'est ainsi

que ses subalternes commettaient impunément des actes de cruauté dans les provinces, et même non loin de son quartier-général. Le marquis était un des plus riches habitans de Venezuela, et exerçait une grande influence sur toutes les classes des citoyens; ce fut à lui que Caracas fut redevable, à cette époque, de sa conservation. Voici le fait :

Le 7 juillet 1814, lorsque la division du colonel Gonzales entra dans Caracas, le gouvernement provisoire, ayant l'archevêque à sa tête, vint à sa rencontre, et pria le colonel de maintenir l'ordre et la discipline parmi ses troupes, lui assurant qu'elles ne manqueraient de rien. La conduite de cette division fut très bonne. Quelques jours après, une seconde arriva, commandée par un homme de couleur nommé Machado, et composée de noirs et d'hommes de couleur, d'hommes libres et esclaves, tous gens que Boves avait enrôlés dans sa division. Ce Machado avait été le majordome ou l'intendant du comte de Lagrange, avant la révolution. Aussitôt que la junte fut instruite de son approche, elle craignit que Machado, dont elle connaissait l'hu-

meur sanguinaire, ne se portât aux plus graves excès. Trois des plus respectables habitans de Caracas offrirent d'aller à sa rencontre pour le complimenter sur son arrivée, et pour lui assurer qu'on fournirait à ses troupes toutes les choses dont elles auraient besoin, afin de lui ôter jusqu'au moindre prétexte d'exciter du désordre dans la ville. L'ancien maître de Machado, le comte de La Grange était un des trois députés. Machado, dès qu'il les aperçut, ordonna de faire halte. Il s'avança alors vers eux, et leur reprocha durement d'avoir reçu et toléré si long-temps les insurgés et leurs chefs, puis il ajouta qu'il était venu pour punir les habitans de Caracas de leur trahison. Le comte de La Grange croyant qu'il conservait encore quelque autorité sur l'esprit de son ancien domestique, voulut essayer de justifier sa conduite et celle des habitans, mais il avait à peine commencé à parler, que lui et un de ses compagnons furent tués sur-le-champ. Le troisième dut son salut à la vitesse de son cheval. A peine fut-il rentré dans la ville, qu'il vint annoncer le meurtre de ses collégues à la junte assemblée. Machado en-

tra peu après dans la ville, à la tête de ses troupes, qu'il rangea en bataille sur la place publique. Il se présenta ensuite, le sabre nu à la main, dans la salle où la junte, présidée par l'archevêque, délibérait sur le choix du parti à prendre, dans ces graves conjonctures. Après avoir adressé aux différens membres de cette assemblée les plus violens reproches, « où est ce traître de Gonzales ? » ajouta-t-il d'une voix terrible, « c'est un s.... gueux. » Le marquis de San Leon lui ayant demandé d'un ton sévère ce qu'il voulait au colonel, « je viens pour lui couper la gorge, » répondit Machado en brandissant son sabre de la manière la plus menaçante. L'assemblée était consternée. Cependant, l'archevêque se hasarda à lui dire que le colonel Gonzales n'était pas présent pour le moment; mais que, s'il voulait attendre, il l'enverrait chercher. Le marquis de San Leon, indigné d'une telle conduite, se leva de son siége, et, s'avançant tout près de Machado, il lui demanda d'une voix calme, mais ferme, pourquoi il parlait aux membres du gouvernement, les représentans de son roi, d'un ton que ne souffrirait pas le moin-

dre de ses sujets. Il lui ordonna de retourner sur-le-champ auprès de ses troupes, et de leur assurer qu'on pourvoirait à leurs besoins; mais il ajouta qu'il le rendait responsable de tout le mal qui serait fait aux citoyens. En cas que ce chef insolent n'obéît pas à son ordre, il le menaça de le faire arrêter et de le faire juger comme perturbateur de la tranquillité publique. Intimidé à son tour, Machado bégaya quelques mots d'excuses, promit d'obéir, et tint parole fidèlement. Ainsi furent sauvés les habitans de Caracas par la fermeté d'un seul homme.

Après que les deux dictateurs eurent quitté Cumana, quelques chefs, parmi lesquels nous citerons Ribas, Villapol et Bermudes, trouvèrent le moyen de rassembler les patriotes épars, et de former un corps de deux mille hommes qui se fortifièrent à Maturin. Ils envoyèrent ensuite quelques centaines d'hommes à Urica, qui n'en est qu'à une petite distance. Boves marcha contre cette dernière place, et, le 5 décembre, en prit possession, après y avoir rencontré quelque résistance. Il fut lui-même blessé dans cette affaire d'un

coup de lance dont il expira sur-le-champ. Ses soldats, furieux de la mort de leur chef, passèrent la garnison au fil de l'épée, et n'épargnèrent pas même les femmes, les vieillards et les enfans.

Don Francisco Thomas Morales prit alors le commandement en chef de cette division, et marcha aussitôt sur Maturin, où beaucoup de patriotes avec leurs familles, et les troupes dispersées d'Urica s'étaient retirées. Il attaqua cette place, le 11 décembre, et la prit d'assaut, après une défense opiniâtre. Toutes les personnes qui tombèrent entre les mains de ses soldats furent passées au fil de l'épée. Ribas et Bermudes, avec quelques officiers s'échappèrent, poursuivis vivement par la cavalerie ennemie. Cependant Ribas et et quelques-uns de ses compagnons furent atteints, le 20 décembre, dans la vallée de Pagua. Ils furent désarmés, enchaînés et remis au commandant espagnol Manuel Gomez, qui les envoya à Morales. Il furent traités, sur la route, avec la plus grande barbarie. Peu après leur arrivée à Barcelona, où Morales avait fixé son quartier général, ils furent fusillés

par ordre de ce général. Après cette exécution, on coupa la tête à Ribas, et on l'envoya à Caracas, où les troupes espagnoles s'assemblèrent, le 14 mars, pour voir cette même tête du général Ribas, pendue sur la place publique, par la main du bourreau.

Joseph Félix Ribas, fut un des premiers auteurs de la révolution de Caracas, et, dès le commencement de cet événement mémorable, il prit la part la plus active dans tous les combats que les indépendans livrèrent aux ennemis de leur liberté. Dans le même temps, Bolivar demeurait tranquillement à San Mateo ou dans la vallée de Tui. C'est à Ribas et au colonel Bricenno que Bolivar fut entièrement redevable de ses brillans succès, dans la campagne de 1813. Ribas eut le plus grand ascendant sur l'esprit de Bolivar. Ce fut lui qui persuada à ce dernier de marcher en avant, après que Castillo l'eût quitté en janvier 1813, avec ses troupes auxiliaires de Carthagena ; ce fut encore à la bravoure et à l'habileté de ce chef que Bolivar dut plusieurs avantages considérables. Ce fut Ribas qui s'opposa à l'évacuation de Caracas,

qui refusa positivement d'assister aux conférences de Bolivar, avec l'archevêque de cette ville; ce fut lui, enfin, qui représenta au dictateur, dans les termes les plus énergiques, les fatales conséquences de sa retraite sur Cumana, en 1814, et qui refusa ensuite d'accompagner le dictateur, parce qu'il ne pouvait se résoudre à abandonner son pays, menacé alors par les armées triomphantes de l'Espagne.



CHAPITRE XIII.

Événemens qui ont lieu à Carthagena. — Siége de cette place par Morillo. — Castillo, Bermudes, Ducoudray Holstein, Brion. — Évacuation de Carthagena et de Boca Chica. — Causes du retour de Bolivar.

Il s'en fallait de beaucoup que la situation des patriotes de Venezuela fut aussi critique que l'avait représentée le dictateur Bolivar, lors de son embarquement à Cumana, dans la nuit du 25 août, quoique ce général crût obéir à une nécessité impérieuse quand il quittait le champ de bataille pour se retirer à la Nouvelle-Grenade.

Après la bataille de La Puerta, en juin 1814, il est vrai que la plus grande partie des huit

provinces de Venezuela était entre les mains des Espagnols, mais ce serait une erreur que de croire que ces provinces étaient soumises. Les habitans de Venezuela voyaient, à la vérité, qu'ils avaient été séduits par les brillantes promesses de leur compatriote Bolivar; qu'il n'avait pas répondu à leur attente, et que quelques actes de son gouvernement avaient été arbritraires et tyranniques; mais, d'un autre côté, ils étaient bien convaincus qu'un congrès, qu'un gouvernement sage et républicain leur procurerait une existence plus heureuse que celle qu'ils pouvaient attendre d'un Monteverde ou d'un Boves, ou de tel autre chef espagnol. Le nom seul de liberté était un talisman pour ces républicains, et il n'était pas à craindre qu'ils abandonnassent si promptement une cause qu'ils avaient défendue jusqu'alors avec un courage héroïque. D'ailleurs, les vexations et les cruautés des Espagnols ne les privaient-elles pas de la plus légère espérance de tranquillité, et leur laissaient-elles d'autre alternative que de chasser de leur pays des oppresseurs cruels, ou de mourir? Si donc, Bolivar déférant au

judicieux avis de son cousin Ribas fût resté à Venezuela, sans s'inquiéter de la désertion de son collègue Marinno, tout le peuple de cet état républicain se serait probablement rallié autour de l'étendard du dictateur, qui n'aurait pas désespéré du salut du pays; cette autorité unique d'un chef renommé aurait été assez influente pour réunir promptement les colonnes dispersées des indépendans, et en leur imprimant une impulsion énergique, elle eût pu amener un autre ordre de choses. Le général Bolivar qui, dans tous les temps, s'est montré partisan déclaré d'un gouvernement central, qui n'a cessé de répéter dans ses dernières proclamations que le pouvoir militaire seul est capable de soutenir le gouvernement civil, oublia sûrement son principe favori dans la nuit du 24 août, en mai 1815, et encore plus en juillet 1816; autrement, il serait resté dans l'état de Venezuela, aurait réuni ses forces éparses, et serait mort sur le champ de bataille, ou aurait exterminé les ennemis de l'indépendance. Mais la tâche glorieuse dont n'osèrent s'acquitter ni Marinno ni Bolivar, fut presque entièrement

achevée par des chefs intrépides, tels que Ribas, Piar, Paez, Urdaneta, Villapol, Zarasa, Sedenno, Monagas, Roxas. Ces chefs auraient réussi à la fin à chasser les Espagnols de Venezuela, sans le concours de Bolivar, si Morillo ne fût arrivé à temps pour soutenir la cause de la tyrannie et de l'oppression, lorsqu'elle était réduite à la dernière extrémité.

Cependant, beaucoup de ces chefs, dont je connais un grand nombre personnellement, m'ont assuré que, si le dictateur Bolivar fût resté, tout aurait été beaucoup mieux, car ils sentaient le besoin de l'union et d'une autorité qu'ils étaient déjà accoutumés à reconnaître.

Outre les huit provinces de Venezuela, l'île de la Margarita avait conservé son indépendance, dès le commencement de la révolution. Les habitans de cette île, race hardie, brave et industrieuse, détruisirent environ deux mille hommes des meilleures troupes de Morales, au commencement de 1815, et plus tard environ trois mille hommes d'élite sous les ordres de Morillo. La conduite héroïque de ces insulaires n'est-elle pas une nouvelle

preuve que la cause de l'état de Venezuela n'était pas désespérée?

Morillo débarqua dix mille hommes sur le continent de l'Amérique méridionale, et, dès son arrivée, il prit le titre pompeux de pacificateur. Morillo partagea ses troupes en trois fortes divisions, dont une était destinée à agir contre Bogota et l'intérieur de la Nouvelle-Grenade, une autre devait assiéger Carthagena, et la troisième aller renforcer les troupes espagnoles dans la république de Venezuela.

A la fin d'août 1815, l'escadre espagnole arriva en vue de Carthagena et de Boca Chica. Le général Castillo, après l'embarquement de Bolivar pour la Jamaïque, et le départ de Palacios, exerça une autorité despotique dans Carthagena, et ne prit aucune mesure vigoureuse pour mettre la place en état de défense. Dès le 15 janvier 1815, jour où il entra dans Carthagena, à la tête d'une partie de son armée, pour détruire la faction des Pineres, il demeura dans sa magnifique résidence, près des murailles de Carthagena, et ne parut plus à la tête des troupes. Il épousa alors une jeune personne fort jolie, et il ne s'occupa plus que

de dîners, de bals et de concerts. Il se montra, dès ce moment, peu accessible. Quand il recevait ses inférieurs, il affectait avec eux un air de hauteur qui lui aliénait leur affection, et il s'était également indisposé la plupart des officiers supérieurs par l'arrestation injuste du commodore Aury et du général Florencio Palacios. Parmi les mécontens on comptait le général Ducoudray Holstein, non sans de graves raisons, comme on le verra bientôt.

Dès le moment que le général Ducoudray eut pris le commandement des étrangers, pendant la session législative, les manières du général Castillo changèrent entièrement à son égard. Il cessa tout d'un coup de lui donner des marques de confiance et d'amitié, et devint froid et réservé. Quand nous allions faire une promenade à cheval, comme cela avait lieu presque tous les jours dans l'après-midi, il paraissait triste, et ne me parlait pas, et quand je lui demandais la raison du changement que je remarquais en lui, il me répondait qu'il n'avait aucun motif pour être changé. Je ne tardai pas à m'abstenir de ces promenades. J'appris en-

suite qu'il était jaloux de l'ascendant que je paraissais avoir pris sur les étrangers, et qu'il désirait m'éloigner de lui, parce qu'il ne voulait pas adopter mes idées, relativement à l'ordre et à la discipline que je désirais introduire dans l'armée de Carthagena, ainsi appelée, quoiqu'elle ne se composât pas de plus de deux mille hommes en tout.

Je fus nommé commandant en chef des quatre forts de Boca Chica que je trouvai dans un état déplorable. J'arrivai, de nuit, et sans être attendu. Quand je me levai, le lendemain, au point du jour, suivant mon usage, je trouvai un beau jeune homme, très bien mis, qui s'approcha de moi très respectueusement, me complimenta sur ma bien-venue, et me dit ensuite que le rapport du commandant des forts était qu'il n'y avait rien de nouveau [1]. Étonné d'un mode de service si singulier, j'ordonnai aux quatre commandans de ces forts et aux corps d'officiers de se

1 Je demeurais dans une grande et belle maison appelée la *Commandancia*, à quelque distance des forts, à l'entrée du bourg appelé Boca Chica.

rendre auprès de moi, et je rétablis l'ordre et la discipline, qui avaient été très négligés.

Un dimanche que j'étais à la messe, il se fit un grand bruit dans l'assemblée, et tout à coup je vis les hommes et les jeunes gens se précipiter hors de l'église, au milieu de l'office divin. Surpris de cette fuite singulière, j'envoyai un officier s'informer de ce qui pouvait la causer : il revint, peu après, me dire que le colonel Marques avait été envoyé par les autorités de Carthagena, pour exercer, sur les habitans de Boca Chica, l'infâme pratique de la *presse*, et, que ceux-ci, ayant été instruits à temps de l'objet de sa mission, s'étaient mis à fuir dans les montagnes et dans les forêts voisines. Je résolus, sur-le-champ de montrer aux habitans de Boca Chica que je ne leur avais pas promis vainement de les protéger contre cette mesure vexatoire. J'envoyai chercher le colonel Marques, et, j'ordonnais en même temps, aux habitans de revenir et de s'assembler, sans armes, devant ma maison. Lorsque je vis qu'ils s'étaient empressés d'obéir à mes ordres, je demandai au colonel quelle était sa mission, et de quelle part il venait. Il me

montra un ordre du brigadier-général Eslava et du général Castillo, qui l'autorisait à *presser* quatre-vingts matelots, dont la marine de Carthagena avait grand besoin. Je lui dis que j'étais fâché de ne pouvoir consentir à l'aider dans l'exécution de cet ordre; mais que j'avais donné ma parole aux habitans qu'aucun d'eux ne serait *pressé*, tant qu'ils seraient employés au service des forts, et j'écrivis ensuite au général Castillo et à Juan de Dios Amador, le gouverneur de la province, pour leur faire part des motifs qui justifiaient mon refus. Cependamt, le colonel Marques paraissant déterminé à suivre ses ordres, je fus obligé de lui dire, d'un ton d'autorité que, s'il ne s'embarquait pas dans cinq minutes, je l'arrêterais et l'enverrais dans un des forts. En disant ces mots, je tirai ma montre, et je donnai les ordres nécessaires pour mettre ma menace à exécution. Ces démonstrations hostiles produisirent l'effet désiré, et le colonel se rembarqua sans emmener un seul homme. Les habitans virent alors qu'ils pouvaient avoir confiance en mes promesses. Je citerai le fait

suivant comme une preuve de la confiance qu'ils m'accordaient.

Peu après ce petit événement, le gouverneur m'écrivit une lettre très obligeante dans laquelle il approuvait mon zèle et mes bons services, et finissait en me priant de lui procurer deux cent vingt bons matelots pour une expédition extraordinaire qu'il voulait diriger contre des vaisseaux espagnols qui devaient partir de la Havanne dans quelques semaines avec un million et demi de dollars. Je lui répondis que je pouvais disposer de trois cents matelots au moins, sans la plus petite difficulté. L'escadre, composée de cinq vaisseaux armés, se rendit, quelques jours après, de Carthagena à Boca Chica, sous les ordres du commodore Teno. A son arrivée à Boca Chica, Teno me remit une lettre du gouverneur qui me faisait ses remercîmens et me disait les choses les plus obligeantes. Toute cette journée se passa à procurer à l'escadre de l'eau et des provisions de toute sorte. Il y eut ensuite chez moi un grand dîner et un grand bal auxquels furent invités les officiers de l'escadre et des forts. Teno me demanda

d'abord si les matelots que je devais choisir étaient prêts. Je lui répondis que *non*. Il parut consterné en recevant cette réponse. Vers une heure du matin, il vint de nouveau à moi, au milieu du bal, et me demanda d'un air chagrin, si je n'avais pas encore donné les ordres nécessaires relatifs aux matelots. Je lui répondis une seconde fois que *non*; mais j'ajoutai qu'il ne devait pas retarder son départ d'une minute, à cause de moi. Au point du jour, je quittai la salle de bal, suivi de Teno avec lequel je m'embarquai pour le principal fort, et j'ordonnai de tirer le canon d'alarme. Bientôt après, chacun fut à son poste. J'ordonnai alors à tous les matelots des trois autres forts de se rendre à San Fernando. Là, je leur annonçai que le gouvernement avait besoin de bons matelots pour une expédition qui ne devait pas durer plus d'un mois, et que je m'étais rendu garant de leur empressement à s'embarquer pour un si court espace de temps. Ils accueillirent mes paroles par des acclamations de *viva la patria!* et dirent qu'ils étaient à ma disposition. J'engageai alors Teno qui ne pouvait revenir de

son étonnement, non plus que les autres officiers de l'escadre, à choisir les meilleurs matelots.

Quand le général Castillo apprit tout ce qui se passait à Boca Chica, il parut soucieux et mécontent. Il vint un jour me rendre visite, et, après avoir dîné avec moi, il me demanda combien de rations de poisson je distribuais tous les jours. Je lui fixai le nombre. Il me dit alors avec hauteur : « cela n'est pas assez; vous devez prendre plus de poisson que cela. » Je lui représentai l'absurdité d'une telle prétention, ajoutant que j'étais le commandant en chef des ports, mais non des poissons de la mer, et que je ne pouvais ordonner à ceux-ci de remplir nos filets. Tous les assistans rirent de bon cœur de ma réplique; mais Castillo se leva furieux, prit son épée et me dit que j'entendrais bientôt parler de lui. Il fit quelques pas pour sortir, et ordonna à l'officier qui commandait ma garde de m'arrêter, pour que je fusse traduit devant une cour martiale, ayant désobéi à ses ordres. Comme j'entendis ces paroles, je pris mon uniforme et mon épée, et, en présence du général, j'ordonnai

au factionnaire de me présenter les armes. Je demandai ensuite à Castillo, qui commandait à Boca Chica de lui ou de moi. Castillo fit alors beaucoup de bruit, et un grand nombre d'officiers et de soldats entourèrent ma maison, et tous crièrent avec le factionnaire: *viva nuestro commandante!* vive notre père! notre général! et *muero Castillo!* (meure Castillo!) Le général pâlit et me dit d'une voix tremblante, qu'il espérait que je ne souffrirais pas qu'il fût assassiné. Je fis faire aussitôt silence, et je dis aux soldats furieux, que le général Castillo étant venu me rendre visite, ni eux, ni moi ne manquerions sans doute aux devoirs de l'hospitalité, et que lui, Castillo, allait s'embarquer pour Carthagena, d'où il était venu.

Je conduisis alors à sa chaloupe le général Castillo qui me remercia en termes affectueux, quand je lui donnai la main pour y monter. Mais mes officiers et ceux de Carthagena étaient, depuis long-temps, fatigués de ses manières hautaines et de sa tyrannie. Une nuit, trois officiers supérieurs vinrent de Carthagena à Boca Chica pour me prier

d'arrêter Castillo et de me mettre à la tête des troupes. Je refusai positivement d'accepter le commandement de Carthagena, étant très satisfait du poste que j'occupais, mais je consentis à contribuer au renversement de Castillo que je regardais comme indigne de commander plus long-temps. Bermudes, qui appartenait à l'armée de Bolivar, se mit à la tête des mécontens et parvint à effectuer l'arrestation de Castillo, sans qu'il y eût d'autre homme de tué que le capitaine Cespedes qui, commandant la garde devant le palais du général Castillo, essaya de résister.

Après ce coup de main, Bermudes, placé à la tête des affaires de Carthagena, se montra tout-à-fait indigne d'occuper un poste aussi élevé. Pendant le siége de cette ville, en 1815, son ignorance, sa faiblesse et son apathie causèrent les plus grands maux. Il est de notoriété publique qu'il mourait alors à Carthagena, environ trois cent quarante personnes chaque jour.

Dans le même temps, Ducoudray armait des chaloupes canonnières pour enlever des provisions aux magasins de l'ennemi, placés

dans les îles de Boca Chica et de Baru. Il créa aussi des compagnies de pêcheurs qui prenaient, tous les jours, sous la protection de ces chaloupes, une grande quantité de poissons. Des milliers d'étrangers, qui habitaient alors Carthagena, pourraient appuyer ces assertions de leur témoignage, au grand déplaisir de Bermudes et de Charles Soublette qui, dans plusieurs occasions, se sont efforcés de calomnier mes actions et de rabaisser mes services.

Pendant mon commandement dans les forts de Boca Chica, je me montrai toujours prêt à donner l'exemple de l'ordre et de la soumission à la discipline, et à m'exposer au danger. Un jour, par exemple, j'ordonnai que deux cents hommes feraient une sortie du fort de San Fernando pour repousser quelques incendiaires du village de Boca Chica, mais je ne pus trouver plus de vingt volontaires qui voulussent suivre un certain lieutenant-colonel qui servait sous mes ordres et dans lequel ils n'avaient pas la moindre confiance. Je me mis alors à la tête de ces vingt volontaires, et aussitôt, plus de trois cents hommes

vinrent se ranger autour de moi. Lorsque l'ennemi apprit que j'étais à la tête de ce détachement, il se mit à fuir et ne revint plus.

Un autre jour, j'ordonnai de détruire une batterie qui n'était d'aucune utilité, et d'enlever plus de trois mille boulets de canon qui étaient entassés dans la redoute. Le commandant de l'artillerie, le colonel Taborda, me représenta que ses artilleurs étaient trop occupés pour transporter ces boulets à l'arsenal; sur ce refus, je publiai un ordre du jour, portant que tout individu, sans distinction de rang ni de personne, venant au fort San Fernando, y apporterait un de ces boulets. Je ne tardai pas à être informé que cet ordre obtenait l'approbation générale; mais j'appris en même-temps que trois officiers de l'état-major seulement avaient dit qu'ils ne se soumettraient pas à un ordre si avilissant pour des officiers de leur importance. Ces officiers m'ayant été nommés, je résolus de les soumettre sur-le-champ à une mesure que je n'avais ordonnée que parce qu'elle me paraissait de la plus impérieuse nécessité, dans les conjonctures difficiles où nous nous trouvions : j'envoyai

chercher ces messieurs, après avoir recommandé au capitaine de la garde du pont-levis de ne laisser passer qui que ce fût, sans m'en excepter moi-même, à moins qu'on ne se conformât à l'ordre du jour. Je dis à ces trois officiers que j'avais besoin de leurs avis, relativement à quelques ouvrages extérieurs auxquels étaient occupés les prisonniers espagnols. Après avoir passé le pont avec eux, je feignis d'avoir oublié quelques plans, et je renvoyai deux de ces messieurs à San Fernando, où j'avais établi mon quartier-général, depuis que nous étions assiégés par Morillo, pour demander ces papiers à mon secrétaire. Ils étaient en grand uniforme et moi aussi. En passant le pont, ils se donnèrent de grands airs, et la première sentinelle leur présenta les armes; mais la seconde les arrêta tout court, et leur demanda respectueusement s'ils ne connaissaient pas l'ordre du général; ils répondirent affirmativement, mais ils prétendirent qu'un tel ordre ne les regardait pas. La sentinelle répondit qu'ils y étaient soumis comme tout autre; mais ces messieurs ne tenant pas compte de son observation, elle croisa la baïonnette

et appela la garde. Les cris de cette sentinelle attirèrent plusieurs centaines de personnes, curieuses d'en savoir la cause. J'arrivai moi-même très promptement, et je demandai pourquoi la sentinelle avait appelé la garde. L'officier qui commandait cette garde me dit que la cause de cette alarme provenait de ce que les deux colonels n'avaient pas voulu obéir à mon ordre du jour. « Eh bien, Messieurs, » dis-je très froidement, « j'irai chercher moi-même mes papiers; mais, puisque le commandant des forts a ordonné qu'on ne permît à personne d'entrer dans San Fernando, sans prendre un de ces boulets dans l'arsenal, on doit respecter les ordres salutaires du commandant, et je lui obéis avec d'autant plus de plaisir qu'ils ont été donnés pour la sûreté de nous tous. » Après avoir parlé ainsi, je pris un de ces vieux boulets rouillés, et je passai devant la garde sous les armes, au milieu des acclamations de tous les spectateurs, qui prirent chacun un boulet et me suivirent. Les officiers, étonnés et honteux, suivirent mon exemple, et, dès ce moment, personne ne tenta de résister aux ordres que je donnais.

Je pourrais rapporter bien d'autres exemples, mais je m'en abstiendrai, de peur qu'on ne me reproche de trop parler de moi; je me contenterai d'établir ici que je fus le dernier officier qui quitta les forts, après avoir donné asile aux émigrés de Carthagena, qui vinrent chercher leur salut sous mes batteries, dans l'après-midi du 7 décembre.

Pendant ce temps-là, le capitaine Louis Brion, depuis l'amiral Brion, vint de Londres à Boca Chica, sur une belle corvette de vingt-quatre canons, chargée à bord de vingt-quatre mille fusils et d'une grande quantité de munitions militaires. Il tomba malade; je l'invitai alors à venir prendre un logement dans la vaste maison que j'occupais, et bientôt nous devînmes amis intimes. Il me parlait sans cesse du général Bolivar, et regrettait beaucoup qu'il fût absent. Un jour, un ami de Bolivar arriva de la Jamaïque; c'était un docteur Rodriguez, dont les manières simples et modestes me plurent infiniment; il vint aussi demeurer chez moi. Un soir que j'étais dans mon cabinet, le capitaine Brion entra, et me demanda si mes affaires me per-

mettaient d'entendre ce qu'il avait à me communiquer; sur ma réponse affirmative, il me dit que le docteur Rodriguez arrivait de Carthagena, où Bermudes était généralement méprisé, à cause de son indifférence pour les affaires publiques; qu'on l'accusait de s'occuper plus de ses plaisirs que de son devoir; que Carthagena était dans un état déplorable par sa faute, et qu'enfin il était indigne de commander. Brion me dit ensuite, après une pause : « Je ne connais d'autre homme, parmi ces chefs, que Bolivar qui soit capable de sauver cette place; il a, du moins une autorité reconnue sur eux tous, et vous et moi nous pourrions lui rendre de grands services. J'espère que les malheurs qu'il a essuyés ont corrigé son humeur hautaine et despotique. Le docteur Rodriguez m'assure que c'est un tout autre homme à la Jamaïque, et qu'il est très impatient de revenir ici; le docteur est venu ici par son ordre, et désire vivement avoir une conversation particulière avec vous. »

Après cinq ou six conférences qui eurent lieu entre Brion, Rodriguez et moi, nous adoptâmes les mesures suivantes, pour favori-

ser le retour du général Bolivar. Comme je possédais entièrement la confiance de tous ceux qui servaient sous mes ordres; comme j'avais, d'ailleurs, beaucoup d'amis puissans parmi les naturels et les étrangers de la ville de Carthagena, je parlai au docteur Rodriguez de la facilité d'introduire Bolivar dans cette ville pour le mettre à la place du faible et indolent Bermudes. Je priai le docteur de retourner à Carthagena, et de sonder adroitement les dispositions de quelques personnes sur lesquelles je croyais pouvoir compter. Il revint bientôt après me dire que les espérances que je lui avais données avaient obtenu leur entier accomplissement, que Bermudes avait perdu toute popularité, et qu'on voyait avec mécontentement qu'il fréquentât des dames qu'on savait être secrètement attachées au parti espagnol. Après le retour du docteur, Brion offrit d'aller aux Cayes, avec sa belle corvette, pour y prendre mille tonneaux de farine, de riz et autres provisions qui mettraient Carthagena et Boca Chica plus en état de supporter un long siége, et de revenir sur-le-champ à cette dernière place. De mon

côté, j'ordonnai au vaisseau corsaire *La Popa*, fin voilier, qui se trouvait au nombre des vaisseaux armés, placés sous mon commandement, de se tenir prêt à partir. Il devait se rendre à la Jamaïque, ayant à son bord le docteur Rodriguez, que je chargeais de remettre à Bolivar une lettre, où j'informais ce général des dispositions que nous avions faites. Tout fut prêt, au bout de deux jours, et, le 11 novembre, Brion et Rodriguez mirent à la voile, chacun pour sa destination. La lettre que j'avais remise à ce dernier pour le général Bolivar, était écrite en français; j'en donnerai ici la traduction :

MON CHER GÉNÉRAL,

« Un vieux soldat dont vous connaissez les » opinions républicaines, et qui, dans ces der- » niers temps, a porté les armes contre vous, » vous invite aujourd'hui à vous placer à la » tête du gouvernement de Carthagena, où

» Bermudes s'est rendu méprisable par son » indolence et sa faiblesse. Je m'engage, par » l'influence que j'exerce sur les habitans de » Boca Chica et de Carthagena, à mettre à » exécution ce changement de gouvernement, » sans qu'il y ait une goutte de sang de ré- » pandue, et je réponds même sur ma tête, » de toutes les conséquences de cette mesure. » Je puis vous assurer franchement, qu'en » adoptant ce parti, je n'ai eu d'autre inten- » tion que de sauver une cause dont l'exis- » tence est menacée dans les mains faibles » de Bermudes. Ne soyez point surpris de mon » changement de conduite; il suffira, pour » vous l'expliquer, de vous dire, que ce fidèle » ami m'a fait voir votre caractère sous un » tout autre jour que celui sous lequel j'avais » été accoutumé de l'envisager jusqu'à présent. » Le docteur Rodriguez, qui vous remettra » cette lettre, vous expliquera notre plan dans » tous ses détails; mais ne perdez pas une mi- » nute, et revenez sur-le-champ par le même » vaisseau. Le capitaine Pierrill, qui commande

» *La Popa*, a ordre de vous ramener vous et » vos amis à Boca Chica. »

Je suis respectueusement,

DUCOUDRAY HOLSTEIN.

De Boca Chica, le 11 *novembre* 1815.

Si le général Bolivar fut surpris en apprenant l'arrivée subite du docteur Rodriguez, il le fut bien plus encore, quand il lut ma lettre, et qu'il apprit, de la bouche du docteur, une foule de détails relatifs à l'état présent de Carthagena. Transporté de joie à ces nouvelles inattendues, il ne voulut pas rester un jour de plus à Kingstown, mais s'embarqua, le même soir, avec le docteur et deux aides-de-camp, pour venir me joindre à Boca Chica. Comme il était sous voile, il rencontra un autre vaisseau corsaire de Carthagena, *le Républicain*, capitaine Joanny, qui lui apprit que tout était perdu, que Carthagena et Boca Chica étaient évacuées par les patriotes, et que Ducoudray et les principales familles du parti de l'indépendance, s'étaient embarqués

sur dix vaisseaux commandés par Louis Aury, lesquels se dirigeaient vers les Cayes. Le général Bolivar changea alors de route, et arriva aux Cayes, dix jours avant notre escadre. Il partit de là pour la capitale d'Haïti, Port-au-Prince, où il fut cordialement reçu par le président Alexandre Petion.



CHAPITRE XIV.

Détails relatifs au séjour du général Bolivar aux Cayes.— Anecdotes caractéristiques.

L'escadre du commodore Aury jeta l'ancre aux Cayes, le 6 janvier 1816, après avoir souffert cruellement de la faim et de la soif. Quelques semaines après, le général Bolivar arriva de Port-au-Prince, et vint rendre visite à ma famille. Il m'embrassa, et me remercia dans les termes les plus obligeans de la lettre que je lui avais écrite, et de tout ce que je m'étais proposé de faire en sa faveur; il m'invita ensuite à venir déjeûner chez lui.

Lorsque je fus dans sa chambre, je lui dis

en présence de Brion : « J'espère, mon cher général, que vous oublierez le passé. J'ai servi contre vous, il est vrai, mais il était de mon devoir d'en agir ainsi, car j'étais alors engagé d'honneur à soutenir le gouvernement de Carthagena contre vous ou contre qui que ce fût. » Le général Bolivar se leva, m'embrassa une seconde fois, et me dit les choses les plus obligeantes. Il m'apprit ensuite que le président de Haïti lui avait offert des secours de toute espèce pour l'aider dans la nouvelle expédition qu'il méditait contre les Espagnols de Venezuela.

Quelques jours après, il m'offrit de m'employer comme chef de son état-major, et me promit de me rendre mon grade de maréchal-de-camp, aussitôt que nous entrerions sur le territoire de Venezuela, me disant très obligeamment que mes services passés me l'avaient bien mérité. Il m'autorisa à choisir mes officiers d'état-major, mais m'exprima le désir de voir admettre parmi eux le lieutenant-colonel Charles Soublette et le capitaine Perez.

Je fus chargé d'organiser l'état-major, de

faire des réglemens pour les officiers qui étaient attachés à ce corps, de m'occuper de l'administration de l'armée, et de proposer des candidats pour les places qu'il était nécessaire de remplir. Dès ce moment-là, j'eus huit ou dix jeunes officiers de l'état-major employés tous les jours sous mes ordres, dans la maison que j'occupai durant notre séjour aux Cayes.

Le président Pétion ne fit pas seulement un accueil des plus bienveillans à Bolivar quand celui-ci se rendit à Port-au-Prince, il lui fournit encore une grande quantité d'armes et de munitions de toute espèce, et donna l'ordre au gouverneur des Cayes, le général Marion, de l'aider dans son entreprise.

Quelques amis du général Bolivar lui conseillèrent d'assembler tous les Indépendans de marque qui avaient émigré et étaient alors aux Cayes, et de leur soumettre sa nouvelle entreprise, dans le but principal de se faire reconnaître comme le général en chef de l'expédition. A cette assemblée assistaient tous les chefs civils et militaires, et les hommes les plus influens parmi les émigrés patriotes.

On remarquait dans le nombre, Brion, Piar, Marinno, Mac Gregor, Bermudes, les frères Pineres, l'intendant Zea, le commodore Aury et moi. Il fut décidé que je seconderais les efforts des patriotes dans l'état de Venezuela, que le général Bolivar prendrait le commandement de cette expédition, et qu'il réunirait en lui seul l'autorité civile et militaire, jusqu'à la convocation d'un congrès.

Aury seul s'opposa à donner au général Bolivar un pouvoir illimité, et proposa de nommer une commission de trois ou cinq personnes, qui seraient revêtues de cette autorité, conjointement avec le général Bolivar. Celui-ci parla avec beaucoup de chaleur contre cette proposition, et finit par déclarer qu'il ne consentirait jamais à un partage dans les pouvoirs dont il voulait être investi. Tous les membres de l'assemblée, à l'exception d'Aury, consentant à accorder à Bolivar les pleins pouvoirs qu'il disait être indispensables à l'exécution de ses projets, ces pleins-pouvoirs furent signés par les membres de cette assemblée. Peut-être ne sera-t-il pas inutile de rapporter ici que les divers articles qui

composaient cette pièce importante, avaient été dressés d'avance, que le général Bolivar était assis sur un grand fauteuil, plus haut de deux pieds que tout autre siége qui se trouvait dans l'assemblée. Je dois avouer que la vue de ce fauteuil me choqua ainsi que beaucoup d'autres; il n'était guère possible de le regarder sans penser à un trône.

Le général Bolivar ouvrit la séance par un discours préparé depuis long-temps. Il s'efforça de démontrer qu'il était absolument nécessaire d'avoir un gouvernement central, c'est-à-dire de remettre l'autorité entre les mains d'une seule personne, et il priait l'assemblée de nommer cette personne, avant le départ de l'expédition.

Brion représenta alors la nécessité de cette nomination, et dit que le général Bolivar était l'homme qui convenait à ce haut poste; que si la majorité se déclarait en sa faveur, ce dont il n'avait pas le moindre doute, il emploierait toutes ses ressources et tout son crédit à augmenter le nombre des vaisseaux de guerre et les bâtimens de transport, qu'enfin il était prêt à tout pour seconder le général

Bolivar, mais lui seul. Brion s'adressant ensuite à Marinno, lui dit : « Consentez-vous, » général Marinno, à ce que le général Bolivar soit capitaine-général de Venezuela et » de la Nouvelle-Grenade, et notre seul commandant? répondez, oui ou non. » Il fit ainsi le tour de l'assemblée, désignant chacun par son nom, et lui adressant la même question. Après que Brion eut obtenu ainsi le consentement de chaque membre de l'assemblée individuellement, Bolivar fut nommé notre commandant en chef.

Cependant Bolivar conservait un secret ressentiment contre Aury, qui, dans l'assemblée dont nous venons de parler, s'était opposé à ce que l'autorité civile et militaire fût remise entre ses mains. Pendant le dernier siége de Carthagena, Aury avait fait les plus grands efforts pour approvisionner la place; il avait exposé sa personne et ses propres vaisseaux à de grands dangers, avait reçu à bord plusieurs centaines de familles, lors de l'évacuation de Carthagena; enfin, il avait rendu de grands services à la République, qui lui devait des sommes d'argent considérables.

Pendant qu'il était avec nous aux Cayes, il demanda, en paiement de cette dette, la propriété d'une goëlette, *la Constitution*; et, dans sa demande écrite qu'il adressa au père Marimon, en sa qualité de commissaire-général du congrès de la Nouvelle-Grenade, la seule autorité compétente qui fût venue avec nous aux Cayes, il disait que, si sa demande lui était accordée, non-seulement les trois vaisseaux de guerre qui lui appartenaient prendraient part à l'expédition projetée de Bolivar, mais encore qu'il engagerait quatre ou cinq autres propriétaires de corsaires à se joindre à lui. Aussitôt que Bolivar eut appris que Marimon qu'il savait d'ailleurs très disposé en faveur d'Aury, avait nommé une commission pour examiner la demande de celui-ci, il envoya chercher (c'était le lendemain de son élection comme général en chef) ce père Marimon et l'intendant Zea, qui avait été nommé un des arbitres, et les réprimanda très sévèrement devant moi ainsi que le commodore Brion, pour s'être mêlés de cette affaire, annula la juste sentence rendue en faveur d'Aury, et la déchira en pièces, quoiqu'elle fût déjà écrite,

signée et approuvée. Il pria ensuite le général Marion, gouverneur des Cayes, de mettre une garde de troupes haïtiennes à bord de la *Constitution*, pour chasser les matelots d'Aury de ce vaisseau, et pour se l'approprier. Il résulta de cet acte arbitraire que notre expédition perdit avec le commodore Aury plus de quatre cents bons matelots, environ cinquante officiers étrangers, et huit vaisseaux armés. Bermudes, secrètement ennemi de Bolivar, resta avec Aury; ainsi firent le colonel Ducayla, Collot, ex-commandant de l'artillerie de Bolivar, Garcia et plusieurs autres.

Les habitans des Cayes, chez lesquels la loi défend le duel, furent grandement scandalisés, en apprenant que plusieurs chefs patriotes avaient échangé des cartels. Bolivar lui-même fut appelé en duel par le lieutenant-colonel Mariano Montilla. Comme les détails de cette dernière affaire peuvent servir à faire connaître le caractère de mon principal personnage, je m'empresse de les donner à mes lecteurs.

Montilla, né à Caracas, arriva de la Jamaïque aux Cayes, en mars 1816, pour offrir ses

services au général Bolivar, dans l'expédition que celui-ci préparait. Quelques heures après son arrivée, il se présenta inopinément avec le commodore Brion devant le général Bolivar, qui, m'avait souvent parlé dudit Montilla, comme d'un homme très dangereux, très intrigant, capable enfin de tout bouleverser. Quand Bolivar parlait ainsi c'était d'un ton très irrité, et je voyais clairement qu'il était animé contre lui de quelque haine secrète. Voici les causes qui, me dit-on, excitèrent contre Montilla le ressentiment du dictateur.

Mariano Montilla fut un des premiers promoteurs de la révolution de Caracas, ainsi que je l'ai rapporté ailleurs. Il blâma hautement le refus que fit Bolivar de se joindre à son cousin Ribas, et s'attira ainsi son animadversion. Il vint à Caracas lorsque Bolivar était dictateur de Venezuela, mais il aima mieux servir dans l'armée de son rival Marinno, le dictateur de la partie orientale de la même république. Très mécontent de Bolivar qui refusait constamment d'établir un congrès, il se joignit à quelques hommes influens, et s'ef-

força de le renverser, et de faire une seconde révolution en faveur d'un congrès et d'un gouvernement républicain. Ce complot n'ayant pas réussi, Montilla s'échappa, et se rendit à Carthagena, où il offrit ses services à Castillo, quand celui-ci était assiégé dans cette place par le général Bolivar. Il ne tarda pas à devenir le conseiller et l'ami de Castillo. Cependant, il fut un des principaux artisans de la ruine de celui-ci, et contribua puissamment à faire élire Bermudes. Montilla évacua Carthagena, comme les autres patriotes, mais il se sépara d'eux, en s'arrêtant à un petit port de la Jamaïque, appelé Savana Lo Mar; il y resta deux jours. De là, il partit pour Kingstown, où il arriva quelques jours après que Bolivar eut quitté cette place pour se rendre à Boca Chica. Aussitôt qu'il fut informé qu'on préparait une nouvelle expédition contre le continent de l'Amérique du sud, et que son protecteur et son ami Louis Brion en aurait le commandement, il vint aux Cayes, et offrit, comme je l'ai déjà dit, ses services à Bolivar, qui, très surpris de sa visite inattendue, conserva, cependant, assez d'empire sur lui-même

pour le recevoir avec cette politesse qui le caractérise. Bolivar avait quelques officiers avec lui, de sorte que Montilla ne put parler que sur des sujets indifférens; il resta un quart d'heure, et, en prenant congé de Bolivar, il lui dit, en baissant la voix, qu'il désirait beaucoup avoir une conversation particulière avec lui, et le pria de vouloir bien lui accorder une heure où il pourrait le trouver seul. Bolivar, étonné, répondit néanmoins qu'il le recevrait, à sept heures du soir. Ceci se passa à onze heures du matin.

J'avais été tout ce jour-là hors de la ville, et quand je revins à six heures, dans l'après-midi, comme à mon ordinaire, pour rendre visite au général, je le trouvai à dîner; il m'invita à me mettre à table, mais je refusai et pris simplement un verre de vin avec M. Downie et le général Bolivar. Je trouvai ce dernier inquiet et pensif, et lui demandai s'il ne se portait pas bien : « Ho! pardonnez-» moi, mon cher ami, je suis très bien, très » bien! » me répondit-il d'un air distrait. Quelque temps après, il me demanda quelle heure il était : je lui répondis en regardant à

ma montre (le général ayant laissé la sienne dans sa chambre à coucher) qu'il était sept heures moins dix minutes. Il se leva, prit son chapeau, et m'ordonna de le suivre. Il descendit l'escalier, qui de la salle à manger conduisait à la cour, avec tant de précipitation, que je ne pouvais le suivre dans l'obscurité. Aussitôt que je fus descendu, je lui dis en riant qu'il était sans doute très impatient d'arriver à quelque rendez-vous. Il me prit par la main et me dit seulement : *ne parlez pas*. Ensuite il pressa le pas, passa la porte de la cour, se dirigea rapidement avec moi vers la grande place, et, pendant ce trajet, se détourna trois ou quatre fois, comme un homme qui craindrait d'être attaqué. Deux de ses aides-de-camp, Paez et Chamberlain, nous suivaient d'assez loin. J'avoue que cette marche précipitée, cette exhortation au silence ne me surprirent pas médiocrement. Quand nous fûmes vers le milieu de la place, il parut enfin respirer plus librement; il s'arrêta, et demanda à ses aides-de-camp qui venaient de nous rejoindre, s'il n'avaient pas vu passer Montilla. Ils répondirent négativement. « Comment! » m'é-

criai-je, surpris, « Montilla! »—« Oh! ne parlez pas si haut, » répondit Bolivar; « je dois vous » dire que Montilla est arrivé de la Jamaïque. » Il est venu me rendre visite ce matin, et m'a » prié de désigner l'heure où je pourrais le » recevoir en particulier. J'étais un peu em- » barrassé; cependant je lui ai fixé sept heures » du soir, comme l'heure de ma commodité. » Mais je ne dois pas, je ne veux pas revoir cet » homme; c'est un homme très dangereux, » très intrigant, capable de faire le plus grand » mal. Pour ne pas le rencontrer, j'ai hâté le » pas; vous savez qu'il demeure avec Brion [1]; » mais rendons-nous à la maison de notre » dame. » Il désignait par-là la maison de la femme du lieutenant-colonel Juan Valdez. Bolivar avait nommé cet officier, pendant sa dictature, gouverneur de Laguaira, pour marquer, dit-on, la reconnaissance qu'il res-

[1] La maison du commodore Brion était située sur la place publique, près du nouveau café, de sorte que Montilla était obligé de faire une partie du même chemin par lequel nous étions venus, et Bolivar avait peur qu'il ne nous vît et ne nous suivît. Voilà pourquoi il descendit si vite l'escalier de sa maison et pressa tellement son pas.

sentait de certaines relations qu'il avait eues avec cette dame.

Nous trouvâmes dans cette maison la société ordinaire, c'est-à-dire l'intendant Zea, quelques aides-de-camp de Bolivar et la famille Valdez. Valdez recevait rarement du monde, peut-être parce que Bolivar n'aimait pas qu'il y eût jamais chez lui de réunion nombreuse. Il me présenta en qualité d'ami, et, dès lors, je vins deux ou trois fois par semaine passer la soirée dans cette maison, tandis que Bolivar y venait régulièrement tous les jours. Aussitôt qu'il fut entré, il tira à l'écart le capitaine Chamberlain, son aide-de-camp, et lui dit quelques paroles; après quoi, celui-ci prit son chapeau et sortit. Bolivar s'assit ensuite dans un hamac, ayant l'air très distrait et regardant sans cesse vers la porte. Zea me prit à part, et me demanda ce qu'avait Bolivar; il lui semblait que le général paraissait singulièrement agité. Chamberlain entra dans ce moment avec un capitaine ayant de grosses moustaches, et qui se nommait Jose-Maria Hernandez. Celui-ci nous salua, traversa la pièce où nous étions pour

se rendre dans une pièce voisine. Bolivar sauta de son hamac et les joignit. Comme Zea et quelques dames de la famille Valdez et moi nous étions placés tout près de la porte de cette pièce qui était ouverte, je vis Bolivar parlant à Hernandez à voix basse, et gesticulant beaucoup; ce qu'il faisait toujours quand il s'entretenait de quelque sujet qui l'intéressait. Il me sembla qu'Hernandez répliquait au général; mais à la fin, il quitta Bolivar et s'en alla avec Chamberlain, sans souhaiter le bonsoir à aucun de nous. Chamberlain, après une demi-heure d'absence, revint seul nous rejoindre à la maison de Valdez; il dit très bas quelques paroles à Bolivar qui parurent lui faire le plus grand plaisir. Le général Bolivar, l'intendant Zea, les deux aides-de-camp et moi, nous quittâmes ensemble la maison de Valdez. Le général nous prit Zea et moi chacun par le bras et nous dit en plaisantant qu'il était maintenant bien escorté, en cas que Montilla voulût entreprendre quelque chose contre lui. Nous le laissâmes à la porte de la maison de M. Joseph Downie, et nous nous retirâmes.

Le lendemain matin à sept heures, un autre aide-de-camp de Bolivar, le capitaine Demarquet, entra chez moi précipitamment, et me pria de me rendre sur-le-champ auprès du général, qui avait quelque communication importante à me faire. Je courus chez Bolivar, que je trouvai dans son lit et commençant à s'habiller. Aussitôt qu'il me vit entrer, il sortit de son lit et me dit en souriant, quoiqu'il parût très agité : « Mon cher ami, j'ai » besoin de votre avis ; ayez la bonté de lire » cette lettre et de m'en expliquer le contenu, » car je n'entends pas assez bien le français » pour savoir ce qu'elle signifie. » Cette lettre était adressée au général Bolivar par M. Charles Laveaux, que j'avais eu occasion de voir souvent à Carthagena où il était accrédité en qualité de représentant de la nation française. Elle était conçue en ces termes :

« MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

» Le lieutenant-colonel Mariano Montilla, » mon ami, m'a choisi pour vous envoyer ci-

» inclus un libelle imprimé dirigé contre lui, » et signé Jose-Maria Hernandez. Ce libelle a » été affiché au coin de la place publique, et » m'a été apporté ce matin de bonne heure. » Il me charge de vous dire que lui, le colonel » Montilla, croit que cet écrit diffamatoire » vient de vous et non pas d'un homme dont » il ne soupçonnait même pas l'existence. Mon » ami trouve, dans ses relations passées avec » vous, des motifs plus que suffisans pour » soupçonner que vous seul êtes l'auteur de » ce placard, et il m'autorise à vous demander » en son nom la satisfaction que se donnent » d'ordinaire les militaires en pareille occa- » sion. Fixez donc le jour, l'heure et le lieu » où il vous plaira de le rencontrer. Toutefois, » le séjour du colonel Montilla ici devant être » de courte durée, j'espère que cette ren- » contre aura lieu dans le courant de ce jour, » ou demain au plus tard.

» J'ai l'honneur d'être, etc.

» CHARLES LAVEAUX. »

Aux Cayes, le 8 mars 1816.

Le papier renfermé dans cette lettre était imprimé en espagnol. En voici la teneur :

AUX OFFICIERS VENEZUELIENS QUI RÉSIDENT AUJOURD'HUI DANS LA VILLE DES CAYES.

« Citoyens et compatriotes, vous êtes pré-
» venus que le commandant Mariano Montilla
» est arrivé dans cette ville, et a sollicité la
» faveur d'être admis parmi nous. Tous ceux
» qui connaissent le caractère de cet homme
» dangereux, s'opposeront sans doute à son
» admission dans l'armée.

» *Signé*, T. M. HERNANDEZ,

Capitaine des gardes-du-corps de Son Excellence le capitaine-général des armées de Venezuela et de la Nouvelle-Grenade et commandant de l'armée expéditionnaire.

Tandis que je lisais ces papiers, Bolivar se promenait de long en large dans sa chambre, comme un homme profondément préoccupé. Il s'arrêta enfin devant moi, et me demanda ce que je pensais de la lettre de M. Laveaux. « Je pense que c'est un cartel en bonne forme » que vous envoie Montilla, » lui dis-je. —

« Quoi donc! » répondit-il fort agité, « serait-ce » là votre opinion, mon cher ami? » — « Tout-» à-fait. Mais comment avez-vous pu vous » attirer un cartel si singulier? et pourquoi » Montilla vous attribue-t-il un écrit aussi » infâme? C'est à Hernandez et non à vous » qu'il aurait dû écrire. Mais, au reste, géné-» ral, soyez tranquille, je verrai Laveaux, et je » ne souffrirai jamais qu'à propos d'une aussi » ridicule accusation, vous soyez inquiété par » vos inférieurs. » Il m'embrassa, grandement charmé de la chaleur avec laquelle je m'exprimais, et m'appela son meilleur ami.

Je me rendis d'abord chez Laveaux, que je ne trouvai pas chez lui; de là, j'allai chez Montilla, où je trouvai ces deux messieurs, qui me parurent engagés dans une conversation fort animée avec le lieutenant-colonel de cavalerie, Rafael Zugo.

M. Laveaux reconnut qu'il était l'auteur de la lettre envoyée au général Bolivar, mais il ajouta qu'il ne l'avait envoyée que sur la pressante invitation du colonel Montilla. Je me tournai alors du côté de celui-ci, et lui demandai la raison d'un tel procédé envers un

homme qui était notre commandant en chef. « Oh! » dit-il, « vous ne connaissez pas cet » homme-là comme moi, depuis plusieurs an- » nées; je vous dis positivement qu'il est, lui » seul, l'auteur du libelle dont je me plains. » Telles furent les paroles de Montilla. Après une longue conversation, je dis à MM. Laveaux et Montilla que je ne voulais pas regarder la lettre de M. Laveaux comme un cartel, mais que s'ils persistaient à vouloir se battre avec lui, j'exposerais ma vie contre eux, plutôt que de souffrir que la vie d'un homme, qui importait au salut de la Colombie, fût menacée le moins du monde. J'étais tellement convaincu de l'innocence de Bolivar, que j'offris à Montilla de lui faire donner une déclaration écrite du général, conçue en termes honorables, et qu'il pourrait montrer à qui bon lui semblerait. Montilla désirait qu'il y fût formellement avoué que Bolivar n'avait pris aucune part à la rédaction dudit libelle. Je rejetai positivement cette proposition, comme portant atteinte au caractère du général, mais je m'engageai à lui obtenir cette satisfaction d'Hernandez. M. Laveaux intervint alors, et dit

à Montilla que mes propositions étaient honorables et satisfaisantes; il ajouta qu'il suffirait d'amener Hernandez chez lui, Laveaux, où il reconnaîtrait avoir eu tort de faire afficher ce libelle contre Montilla. Celui-ci consentit à cet arrangement, et j'engageai ma parole que tout aurait lieu ainsi qu'il avait été convenu. Je promis en outre d'amener, à quatre heures de l'après-midi, le capitaine Hernandez chez M. Laveaux.

De retour chez Bolivar, je le trouvai seul dans sa chambre à coucher, où il se promenait de long en large. Il était très pâle et paraissait très abattu. Je lui rapportai minutieusement toute la conversation que j'avais eue avec ces messieurs; ce qui parut en somme lui faire grand plaisir. Cependant, lorsque je lui rapportai qu'Hernandez devait aller s'excuser, il sauta de dessus sa chaise, et me dit brusquement : « Comment donc! auriez-vous con« senti à cela. » — « Sans doute » lui répondis-je, « il faut absolument sauver votre hon» neur, qui est fortement compromis par » l'accusation formelle de Montilla, qui paraît » fermement croire que vous, et non pas Her-

» nandez, êtes l'auteur de ce libelle; il est » donc nécessaire qu'il n'y ait pas même con» tre vous l'ombre du soupçon. » — « Vous » avez raison, mon cher ami, c'est vrai, il ne » faut pas qu'on me soupçonne. »

Bolivar me dit ensuite qu'il n'écrivait pas bien en français, que, d'ailleurs, cette affaire lui tracassait trop l'esprit, pour qu'il fût capable d'application; il me pria donc de répondre à M. Laveaux; ce que je fis en des termes fort honorables pour le colonel Montilla, mais je ne parlai ni du défi ni du libelle du capitaine Hernandez. Lorsque j'eus fini mon brouillon, Bolivar se mit à le lire. Il en parut fort content, le copia aussitôt, et après avoir signé et cacheté sa lettre, me pria de la remettre moi-même.

Quand je fus de retour auprès du général, je lui dis que Montilla et Laveaux étaient tous les deux satisfaits. « Fort bien, » me dit-il, « il » ne nous sera peut-être pas aussi facile d'ob» tenir d'Hernandez qu'il se rende chez M. La» veaux. Mais, » ajouta-t-il « cette démarche » est nécessaire, absolument nécessaire, et » elle se fera. » Il prononça ces dernières pa-

roles avec emportement, et se promenant de long en large dans la chambre. « Bien! colonel, » ajouta-t-il, « ainsi, mon cher ami, ne » manquez pas de vous trouver ici à quatre » heures; je dois aller préparer Hernandez, il » sera ici à cette heure, et partira avec vous. »

A quatre heures je me rendis chez le général, mais à peine étais-je entré dans la maison, que le colonel Paez vint au-devant de moi pour me prier de ne pas aller plus loin, et d'attendre quelques minutes, parce que le général s'entretenait avec le capitaine Hernandez.

Cette conversation particulière me parut étrange, car il me semblait tout naturel que j'y prisse part. Cependant j'avais alors une trop haute idée du caractère du général Bolivar, pour le croire capable d'une fausseté. Au bout de quelques instans, le général me fit demander. Lorsque je m'approchai de lui, je lui trouvai la figure fort rouge et fort animée. Il me dit à voix basse, en s'avançant vers moi : « *Ne faites aucun reproche à Her-* » *nandez, je l'ai déjà fait!* » Hernandez était en grand uniforme, mais sans épée; il tenait son chapeau à la main : son visage portait

évidemment l'empreinte du mécontentement et du dépit. Le général me dit ensuite à haute voix qu'Hernandez était prêt à me suivre. Hernandez, à ces paroles, s'élança de l'appartement, se couvrit la figure de son chapeau, et s'écria : « *Vamos, vamos,* (allons, allons.) » Je le suivis un peu, surpris de cette conduite, et quand nous fûmes dans la rue, comme il marchait très vite : « Capitaine, » lui dis-je, « n'allez pas si vite, je ne saurais vous suivre, il fait trop chaud. » — « Je vous demande pardon, » répondit-il en ralentissant son pas, « mais vous m'excuseriez si vous saviez tout ce qui est arrivé. » Il prit alors ma main, et quelques larmes coulèrent de ses yeux. « Mais, capitaine Hernandez, qu'avez-vous? êtes-vous malade? que peut-il vous être arrivé? » Jusqu'alors je l'avais traité avec une grande sévérité, parce que j'étais convaincu qu'il était l'auteur du libelle; mais alors il me vint quelques doutes à l'esprit, et, dans cette incertitude, je lui parlai d'un ton plus doux, et le priai de m'accorder sa confiance, lui assurant qu'il n'avait rien à craindre de moi, en agissant ainsi. « Oh! non,

» oh! non, » s'écria-t-il, « je ne puis rien vous » dire! je sais que vous êtes le père de vos » aides-de-camp » (c'est ainsi que ces messieurs parlaient de moi à leurs compagnons d'armes); « vous êtes bon; mais non, je ne » puis, je n'ose rien dire, » et tout en parlant ainsi, nous arrivâmes chez M. Laveaux. Je lui dis en français de se contenter des excuses d'Hernandez, quelles qu'elles fussent, et bien m'en prit peut-être de cette précaution, car elles furent proférées d'une voix entrecoupée, et d'une manière tout-à-fait inintelligible. M. Laveaux ne s'en tint pas moins satisfait, et Hernandez se retira. J'instruisis alors M. Laveaux de la conduite étrange d'Hernandez. « Oh! » me dit-il, « Montilla a raison, » vous ne savez rien de cette affaire, mais » comme vous pouvez courir une brillante » carrière avec votre nouvel ami, je ne dirai » rien de plus. Vous avez agi avec autant de » franchise que de loyauté, et si Bolivar n'est » pas un ingrat, il ne doit pas laisser vos ser» vices sans récompense. »

Le lieutenant-colonel Montilla s'embarqua deux jours après, avec M. Papageau, négo-

ciant français, alors établi à Kingston, dans l'île de la Jamaïque, sous la raison Hardy, Moore et Cie. Il est de la connaissance de M. Laveaux, qui demeure maintenant à la Martinique. Ils confirmeraient sans doute de leur témoignage cette narration, dont Bolivar et Montilla nieront l'exactitude, étant aujourd'hui les meilleurs amis du monde.

Voici maintenant de quelle manière j'appris que les soupçons de Montilla relativement à Bolivar dans l'affaire que je viens de rapporter, étaient on ne peut plus fondés. Après le combat d'Ocumare, d'où Bolivar s'enfuit, et se réfugia une seconde fois à Jacquemel et à Port au-Prince, le capitaine Chamberlain, un de ses aides-de-camp, vint aux Cayes, où je résidais alors, pour me rendre visite. Après le dîner, pendant lequel nous avions bu assez largement, la conversation roula sur divers événemens passés dans lesquels nous avions tous les deux joué un rôle. Je lui demandai alors s'il pouvait m'assurer que Bolivar ne se fût pas rendu coupable de fausseté à l'égard de Montilla. Il me rapporta les faits suivans: A prèsque Montilla eut fait sa première visite

à Bolivar, le matin à onze heures, celui-ci fit venir Chamberlain, et lui dit qu'il désirait se débarrasser de Montilla, qui était un dangereux intrigant; et l'idée vint au général de trouver un officier de son armée qui voulût bien signer un écrit injurieux à l'honneur de Montilla, et qui le fît imprimer sur-le-champ. Chamberlain proposa Hernandez comme l'homme le plus capable de s'acquitter de cette commission. Alors le général envoya chercher cet officier et montra un vif mécontentement en apprenant que celui-ci était absent, et qu'il ne reviendrait pas de la soirée. Ensuite Bolivar et Chamberlain s'entretinrent secrètement dans la maison du colonel Valdez, puis ils se rendirent chez M. Baillot, l'imprimeur que Bolivar avait engagé à notre service, pour signer le libelle qui était préparé d'avance. Ce libelle fut imprimé, pendant la nuit, et apposé aux différens coins des rues de la ville. Quand Montilla, un de ces libelles imprimés à la main, se plaignit au général Marinno, le gouverneur haïtien, de leur contenu, ce général ordonna d'arrêter sur-le-champ le seul imprimeur de la ville,

M. Baillot, lequel déclara qu'il avait reçu la copie de ce libelle d'un aide-de-camp du général Bolivar, avec ordre de l'imprimer secrètement, et de ne dire à personne de quelles mains il lui était venu. Cet aide-de-camp était Chamberlain, dans lequel Bolivar avait la plus grande confiance [1]. Ainsi j'acquis la preuve incontestable que le colonel Montilla et M. Laveaux avaient deviné parfaitement juste la conduite du libérateur.

Je suis entré dans le détail minutieux de ces diverses circonstances, afin de montrer le caractère de Bolivar sous son véritable point de vue. Huit jours après cette honteuse jonglerie, le capitaine Hernandez fut promu au rang de major, et deux mois plus tard, je reçus l'ordre dans l'île de Margarita, de lui délivrer un brevet de lieutenant-colonel. Ce fut ainsi qu'on acheta le silence de cet officier [2].

[1] Chamberlain est né à la Jamaïque; il avait servi dans les troupes anglaises avant d'être aide-de-camp de Bolivar.

[2] On doit remarquer que si l'éditeur s'abstient de réflexions sur certains faits défavorables à Bolivar, c'est surtout lorsque l'auteur parle comme témoin oculaire.

(*Note de l'Éditeur.*)

CHAPITRE XV.

L'armée expéditionnaire, sous les ordres du général Bolivar, quitte les Cayes pour se rendre à l'île de la Margarita. — Combat naval, le 2 mai, et conduite qu'y tient le général Bolivar. — Événemens dans l'île de la Margarita. — Arrivée de l'expédition à Campana. — Anecdotes caractéristiques. — L'auteur se retire du service. — Ce qui se passa entre lui et le général Bolivar aux Cayes et à Port-au-Prince.

Le gouvernement haïtien fit de grandes avances au général Bolivar, en munitions, en approvisionnemens, et en argent. Le président Pétion et son ami le général Boyer, étaient très favorables à cette expédition, tandis que le secrétaire Inginac desservait secrètement tous les blancs qui n'étaient pas assez riches

pour acheter son appui. Cet homme méprisable, bien qu'il appartînt à la race blanche, avait fait plus de mal aux blancs que tous les noirs et les hommes de couleur d'Haïti. Il est trop généralement connu pour que je m'étende d'avantage sur son compte.

Louis Brion qui, par son crédit et sa fortune, avait été plus capable qu'aucun de nous de contribuer puissamment à l'équipement de la flotte, fut nommé commandant de l'escadre, et nous partîmes des Cayes le 10 avril, 1816.

Mais à peine étions-nous arrivés à l'île de San Beata, que toute l'escadre fut retenue par une femme. Cette femme n'était autre que mademoiselle Pepa M..... la maîtresse favorite du général Bolivar. Par ses vertus secrètes cette dame retint à l'ancre, pendant plus de quarante-huit heures, toute l'escadre composée d'environ mille hommes.

Aussitôt que la nouvelle de l'arrivée de mademoiselle Pepa aux Cayes fut transmise à Bolivar, ce général prit à part le commodore Brion auquel il représenta combien il lui importait d'envoyer quelques officiers à terre pour entretenir cette intéressante personne.

Brion, qui avait eu le temps de bien connaître mademoiselle Pepa à Caracas, ne se montrait nullement disposé à favoriser les intentions du général, mais les instances de celui-ci triomphèrent enfin de toute résistance. Anzoatiqui, Soublette et le complaisant Paez [1] firent alors une grande toilette, et s'embarquèrent sur la goëlette *La Constitution* pour aller aux Cayes à la recherche de mademoiselle Pepa. La complaisance de ces messieurs ne demeura pas sans récompense. Anzoatiqui fut nommé lieutenant-colonel, commandant des gardes-du-corps du général Bolivar, et Soublette fut élevé au grade d'adjudant-général attaché à l'état-major. Cependant, quand les officiers étrangers, dont je faisais partie, apprirent cette étrange nouvelle, ils furent grandement mortifiés, et déclarèrent hautement qu'ils abandonneraient un chef qui compromettait le succès d'une expédition pour un semblable motif. Mais à peine Brion fut-il informé de cette détermination, qui était aussi

[1] Il ne faut pas confondre ce Paez qui était aide-de-camp du général Paez, avec le général Paez qui commandait les Llaneros. Il ne sont point parens.

la mienne, qu'il me pressa de rester, en termes très forts, me représentant que si je me retirais de l'expédition, tous les autres étrangers suivraient infailliblement mon exemple, et que cette désertion le jetterait dans le plus grand embarras : ses instances devinrent si pressantes, que je ne pus y résister. Je persuadai ensuite aux autres officiers de suivre mon exemple. Le général Palacios, cousin de Bolivar, et quelques autres Caraguins, montrèrent une opiniâtreté invincible, bien que le général en chef lui-même les priât avec les dernières instances de ne point le quitter, et ils furent débarqués, non loin du port haïtien de Jacquemel. Cette circonstance nuisit beaucoup à Bolivar dans notre opinion.

La composition des chefs de cette *armée expéditionnaire*, qui prit ensuite le titre d'*armée libératrice*, fut ainsi qu'il suit : trente-six généraux, neuf colonels, quarante-sept lieutenans-colonels, un chef d'état-major, trois adjudans-généraux, et dix-huit officiers de l'état-major; un commandant d'artillerie, un intendant-général, un secrétaire-général de l'intendance, et plusieurs pour l'administra-

tion de l'armée; un commandant-général de la cavalerie, sans compter que chaque général avait ses aides-de-camp, un secrétaire, des domestiques, et beaucoup d'entre eux leurs maîtresses ou leurs femmes; que chaque adjudant-général et chaque colonel avait son adjudant, que le nombre des majors, capitaines et lieutenans se montait à environ cinq cents. Chaque dame avait sa mère, ses sœurs, ou quelqu'autre amie; elle avait encore des domestiques des deux sexes, et beaucoup de bagage. Tout cela ne laissait pas de gêner beaucoup la manœuvre. Il y avait, en outre, nombre de familles émigrées de Venezuela, qui s'étaient embarquées aux Cayes, en dépit des représentations du commodore Brion, qui ne voulait pas qu'on admît des femmes à bord.

Quand nous passâmes auprès de Saint Domingue, qui appartenait alors aux Espagnols, nous nous aperçumes, en regardant du pont, que les habitans avaient pris l'alarme, et en voyant le mouvement extraordinaire qu'ils se donnaient, nous ne pûmes nous empêcher de rire de bon cœur de leurs craintes.

Le 2 mai, au matin, l'escadre n'étant pas éloignée des trois rochers élevés, connus sous le nom des Trois Moines (Los Tres Frailes) à peu de distance de l'île de la Margarita, deux vaisseaux de guerre espagnols, un gros brick et une goëlette nous furent signalés. Comme notre escadre n'avait pas de pavillon, Brion ordonna de hisser le pavillon espagnol sur chacun de nos vaisseaux; de sorte que l'ennemi, nous prenant pour l'escadre qu'il attendait, serra les voiles; mais, aussitôt qu'il s'aperçut de sa méprise, le capitaine de la goëlette, pressa sa course, laissant, derrière, son commandant, dont le brick ne marchait pas si bien. Tous les deux essayèrent de s'échapper, mais trop tard. Brion changea alors son pavillon et fit feu sur ces deux vaisseaux. La goëlette espagnole *Rita*, commandée par le capitaine don Mateo Ocampo qui fut blessé mortellement dans le combat, tomba entre nos mains après une vive résistance. Le brick royal l'*Intrepido* n'eut pas un meilleur sort. Le brigadier don Raphael Iglesias, qui le commandait, fut tué par nos gens, pendant l'abordage. De notre côté, le commodore

Brion, qui combattit vaillamment dans cette rencontre, reçut une blessure qui, par bonheur, n'eut pas de suite fâcheuse. Après cet engagement, il fut promu au rang d'amiral de la République de Venezuela. Mais voyons un peu comment se conduisit le général Bolivar, dans cette affaire qui ne dura pas moins de quatre heures.

Aussitôt que Bolivar eut appris que Brion avait donné les ordres nécessaires pour l'attaque, il me prit à part et me dit : « Mais, » mon cher ami, pensez-vous que les Espa» gnols nous opposent une résistance opi» niâtre ? » — « Sans aucun doute, » répondis-je en riant. — « Pensez-vous aussi, » reprit le général, « que notre goëlette soit assez forte » pour tenir tête à ces deux gros vaisseaux ? » Et en disant ces mots, le général les regardait avec sa lunette. « Nous sommes trop éloi» gnés, » reprit-il, « du reste de l'escadre, pour » compter sur son secours. » — « Il est vrai, » répliquai-je, « mais nous les emporterons à » l'abordage, selon notre usage avec les vais» seaux espagnols. » — « Comment, à l'abor» dage ! mais y pensez-vous, mon cher ami ?

» c'est une folie. Quoi qu'il en soit, avisons à » ce que je puis faire de mieux. Quand je » pense que si j'étais blessé ou tué, notre ex» pédition serait entièrement détruite; et que » Brion, le pauvre Brion, aurait inutilement » sacrifié toute sa fortune; c'est à faire perdre » la tête. » Surpris, je le regardais en face, m'imaginant d'abord qu'il voulait plaisanter, mais, quand je vis qu'il me faisait sérieusement ces étranges questions, je le compris, et, appelant Brion, je dis à celui-ci : « Le géné» ral Bolivar m'a fait une observation très » juste à votre sujet; il m'a dit que, s'il était » blessé dans l'action, vous perdriez toutes » vos avances, et qu'alors l'expédition serait » manquée. »—« Eh bien! général, » dit Brion, en se tournant vers Bolivar, « vous serez placé » en lieu de sûreté avec l'intendant Zea au» quel j'ai assigné une place dans notre » chambre, à l'entrée du magasin à poudre, » où vous serez merveilleusement posté pour » nous présenter les cartouches dont nous » aurons besoin. » Comme Brion prononça ces paroles d'un ton de colère, Bolivar lui dit : « Mais, mon cher Brion, ne croyez-vous pas

» que l'observation de Ducoudray soit juste? » ne le croyez-vous pas? » — « Oh! oui, oui! » dit Brion en pirouettant. Comme je donnais à nos officiers les ordres nécessaires, Bolivar vint à moi précipitamment et me dit en me prenant le bras : « J'ai trouvé maintenant une » excellente place, bien meilleure que celle » que Brion m'avait destinée dans la compa- » gnie du *vieux* Zea [1], » et il me montrait la chaloupe qui, dans les bâtimens de guerre, est ordinairement attachée aux fenêtres de la chambre du capitaine. Il sauta dedans, appela Garcia, son intendant, lui demanda son épée, et lui ordonna de mettre deux balles dans chacun de ses pistolets; ce que Garcia fit en ma présence en me regardant et en riant. Ce poste que Bolivar avait choisi lui-même était très certainement le plus sûr; assis dans la chaloupe, sa tête et tout son corps étaient protégés par l'épaisseur de la poutre qui soutenait le gouvernail de Zea. Cette conduite prudente contrasta singulièrement avec

[1] Zea, cependant, était beaucoup moins âgé qu'il ne le paraissait. C'est le même Zea qui est mort ministre de la Colombie, en Angleterre.

celle de MM. Ballot père et fils, qui voulurent, malgré toutes les représentations imaginables, prendre part au combat. Le premier n'avait pas moins de soixante-quatre ans et le second n'avait que seize ans. Tous les deux se battirent avec beaucoup de courage et de sang-froid.

Nous souffrîmes beaucoup, pendant l'action, du feu de mousqueterie que cent hommes à peu près du régiment espagnol La Corona firent pleuvoir des agrès sur notre vaisseau; ce qui tua ou blessa cinquante hommes environ, tant officiers que soldats. Nous nous tînmes plus d'une heure à demi-portée de pistolet du brick, sans pouvoir fixer les grappins pour en venir à l'abordage. Quand l'équipage espagnol vit environ une douzaine de nos hommes sur le pont, le combat se renouvela avec plus de fureur; mais notre nombre augmentant, et le brave commandant ennemi étant tombé lui-même mortellement blessé, les Espagnols perdirent toute espérance. Trente d'entre eux environ se dépouillèrent de leurs habits et se jetèrent à la mer, dans le dessein de gagner à la nage les trois rochers qui n'é-

taient qu'à une demi-portée de canon de notre escadre.

Dans ce moment, le général Bolivar qui, pendant le combat, s'était tenu assis dans la chaloupe, aperçut ces malheureux qui nageaient très près de lui. Il prit alors ses pistolets, en tua un du premier coup, et manqua l'autre. Après ce bel exploit, sautant de la chaloupe dans le vaisseau, il vint à moi, la figure radieuse, et me dit : « Mon cher ami, vous avez combattu vaillamment, mais je n'ai pas non plus perdu mon temps; j'ai tué mon homme, mon cher ami, mais je n'ai pu mieux faire. » Moi qui avais passé plusieurs fois d'une extrémité du vaisseau à l'autre, voyant toujours mon commandant appuyant sa tête contre la poutre qui le garantissait, je fus surpris de l'entendre parler ainsi, et lui demandai comment il avait pu tuer un homme du poste qu'il avait choisi. « Ah! », dit-il en riant, « avec mon pistolet; c'était un des nageurs. »

Telle fut la conduite de Bolivar pendant l'action du 2 mai 1816; j'étais là, je l'ai vu, je lui ai parlé; je commandais même en sa place notre corps d'officiers et de volontaires, qui

tous ne sauraient manquer de rendre hommage à l'exactitude de mon récit.

Le 3 mai, l'escadre entra dans le port Juan Griego (île de la Margarita), avec ses deux prises. Bolivar craignant, non sans raison, que le général Arismendy ne reconnût pas son autorité, après ce qui s'était passé entre ce dernier et les deux dictateurs Bolivar et Marinno, en août 1814, pria le nouvel amiral Louis Brion, et le chef de l'état-major de la marine, un français nommé Villarette, de s'aboucher avec Arismendy. Villarette qui naguère avait été lié avec Arismendy, revint à bord, après deux heures d'absence, et dit à Bolivar que le gouverneur de la Margarita était extrêmement satisfait du succès de notre combat naval, qu'il s'attendait à voir bientôt la cause de la liberté rétablie dans la Colombie, et que, plein des plus flatteuses espérances pour l'avenir, il ne pouvait plus conserver pour le général Bolivar que des sentimens de respect et d'amitié.

Une heure après, Arismendy arriva à bord pour complimenter le général en chef sur son heureuse arrivée et sur la victoire qu'il venait

de remporter. Bolivar embrassa Arismendy avec un air de franchise et de cordialité qui semble très naturel chez lui, et me le présenta ainsi qu'à l'intendant Zea; puis le prenant par le bras, il l'invita à se rendre avec lui dans sa chambre. Ils y restèrent seuls, pendant plus d'une heure. A la suite de cette conférence, ils montèrent sur le pont, paraissant très contens l'un de l'autre. Arismendy nous engagea alors Bolivar, Zea, Marinno, Piar et moi, à nous rendre, dans l'après midi, sur le rivage, où nous trouverions des chevaux tout prêts pour nous mener à la Villa del Norte, quartier-général d'Arismendy, éloignée de trois lieues du port de mer de Juan Griego. Le gouverneur lui-même, ayant avec lui une suite nombreuse, nous reçut dans ce dernier port. Lorsque nous arrivâmes à son quartier-général sur la place publique, les troupes nous reçurent sous les armes, et la musique militaire joua plusieurs airs guerriers. Après un dîner splendide, le bal commença, et dura toute la nuit. Bolivar y prit une part si active, qu'il n'eut pas un moment à lui pour parler affaires. Pour moi,

quand je me rappelais la conduite de Bolivar, depuis notre embarquement aux Cayes, j'étais loin d'éprouver pour lui des sentimens de respect ou d'amitié. Cependant, quand vint le tour des affaires, il fut jugé nécessaire de rétablir son autorité dans sa terre natale, par une reconnaissance formelle de ce que l'assemblée générale des Cayes avait stipulé en sa faveur. Pour arriver plus facilement à cet objet, Bolivar ne manqua pas d'attacher fortement à sa cause Arismendy, par la promesse solennelle qu'il lui fit d'établir un congrès national dans l'état de Venezuela, aussitôt qu'il s'en serait rendu maître. Sur la foi de cette promesse, Arismendy s'empressa de convoquer une assemblée générale ou junte dans la cathédrale de la Villa del Norte, à laquelle tous les officiers de notre escadre furent invités par un ordre qui émanait de l'autorité des généraux Arismendy et Bolivar. Sur cette invitation, les principaux habitans de l'île s'assemblèrent dans cette église, et les prêtres, revêtus de leurs habits sacerdotaux, s'agenouillèrent aux pieds des autels, où ils récitèrent, à voix basse, des prières pour la prospérité

de la République; et, en mêlant ainsi les cérémonies religieuses aux actes politiques, les Indépendans ne faisaient que suivre les usages constamment pratiqués par les Espagnols.

Quand la messe fut finie, le général Arismendy prononça un long discours dans lequel il nous recommandait l'union, et nous faisait sentir la nécessité de n'avoir qu'un seul chef. Il s'approcha alors du général Bolivar et lui remit le bâton de commandement, lequel n'était autre chose qu'un petit roseau surmonté d'une tête d'or, et le proclama commandant en chef des républiques de Venezuela et de la Nouvelle-Grenade, qui devaient être rétablies. Bolivar répondit qu'il acceptait le bâton de commandement, et termina son discours en élevant un grand nombre de nationaux au grade d'officiers dans les troupes de terre, mais il n'y eut pas une seule promotion dans le corps des étrangers, quoique plusieurs d'entre eux se fussent distingués, particulièment dans l'affaire du 2 mai.

Cependant Louis Brion, nouvellement promu lui-même au grade d'amiral, arracha, à force de sollicitations, quelques promotions

en faveur des étrangers qui appartenaient à la marine. Je fus d'autant plus mécontent de ne point obtenir d'avancement dans cette occasion, que je m'étais distingué dans le combat du 2 mai, où j'avais pris la place du général Bolivar, tandis qu'il s'était tenu dans sa chaloupe, à l'abri de tout danger. Beaucoup de mes amis, et, entre autres, Brion et Zea, furent surpris de ne pas me voir à la tête de ces promotions, eux qui avaient été témoins de ma conduite pendant l'action. Parmi ceux qui montèrent en gràde, par suite de cette affaire, on comptait Chypia, Martinez et Anzoatigui. Toutefois, il est incontestable que l'un d'eux se retira du combat, dans la crainte des balles. Charles Soublette, qui se trouvait à un mille de nous, à bord de la *Constitution*, avec mademoiselle Pepa, n'en fût pas moins promu au grade d'adjudant-général de l'état major. Il est vrai que ces messieurs étaient quatre nationaux et les flatteurs les plus serviles du général Bolivar.

Ces promotions faites, on chanta un *Te Deum* solennel en l'honneur de la bataille du 2 mai, au bruit des salves d'artillerie de la place.

J'étais loin, je l'avoue, de prendre part aux réjouissances publiques, et, comme je couchais dans la même chambre que le général Bolivar, je trouvais fort aisément l'occasion de lui reprocher de n'avoir pas tenu à mon égard la promesse qu'il m'avait si solennellement faite aux Cayes, de me donner mon rang de général, aussitôt que nous serions arrivés dans une partie du pays qui fût libre et indépendante. Il s'élança de son hamac, en m'entendant me plaindre ainsi, et s'approchant de mon lit de camp, il me dit en me tenant la main, que ce n'était pas sa faute si je n'avais pas été réintégré dans mon grade, mais qu'Arismendy et les autres chefs nationaux auraient vu d'un œil jaloux des promotions parmi les étrangers; que son autorité n'était pas suffisamment établie pour s'exposer à les mécontenter. Il ajouta, cependant, qu'il me rendrait mon grade aussitôt que nous serions arrivés sur le continent.

Quand les Espagnols apprirent notre arrivée dans la Villa del Norte, ils évacuèrent dans la nuit, la capitale, la ville de l'Assomption; et le capitaine espagnol Miguel de la

Torre, dont la lâcheté était notoire, se retira précipitamment dans les forts de Pompatar.

Le 25 mai, Brion étant guéri de sa blessure, l'escadre partit de la Margarita, et arriva, le 31, devant le gros bourg de Carupano, dont le port était protégé par le fort de Santa Rosa, sur lequel flottait le drapeau espagnol. J'ai rapporté dans le chapitre 1er comment ce fort fut pris. Ce fort était abondamment pourvu de provisions de toute espèce; mais Bolivar n'ayant pris aucune précaution pour se les conserver, elles furent mises au pillage et disparurent, en vingt-quatre heures. Il résulta de ce désordre qu'il eût été si facile à Bolivar de prévenir, qu'au bout de quelques jours, nous manquâmes de vivres, et la malpropreté naturelle de ce peuple aggravant encore notre situation, engendra plusieurs maladies, dont beaucoup de nos soldats moururent.

Quand nous arrivâmes à Carupano, je lui rappelai la promesse d'avancement qu'il m'avait faite, mais j'eus beau énumérer les services que j'avais rendus à la République, à Carthagena, à Boca Chica, aux Cayes, à l'ac-

tion du 2 mai, et depuis, à l'île de la Margarita, Bolivar ne me donna point la satisfaction immédiate que je demandais; il se contenta de me promettre que, dans la première affaire que nous aurions, je serais en tête des promotions; je fus assez sot pour croire à ses promesses, et je restai.

Pendant notre séjour à Carupano, qui se prolongea beaucoup plus que je ne l'avais cru, je pressai instamment Bolivar d'établir une école pour l'instruction des officiers dans la théorie et dans la pratique; mais j'eus beaucoup de peine à obtenir cette demande. Je proposai pour instructeur le lieutenant-colonel Schmidt qui avait servi sous mes ordres à Barcelona, quand j'étais commandant du quartier-général du maréchal, duc de Tarente, gouverneur de la citadelle, etc. C'était un habile officier qui fut charmé de ma proposition. Le général Bolivar m'autorisa à mettre à l'ordre du jour que tous les officiers d'infanterie s'assembleraient dans un tel lieu, à heure et jour fixes, pour recevoir les instructions du colonel Schmidt; que ceux qui ne se conformeraient pas au présent or-

dre, sans excuse suffisante, s'exposeraient à être arrêtés et conduits, dans les vingt-quatre heures, au fort de Santa Rosa. Pendant plusieurs jours, cette classe militaire fut exactement suivie par les officiers dont un grand nombre s'était distingué par son zèle à s'instruire. Cependant, un jour, le colonel Schmidt vint se plaindre à moi que les officiers commençaient à s'acquitter très négligemment de leurs devoirs, et que même beaucoup d'entre eux ne venaient pas du tout. Je rapportai cette circonstance au général Bolivar qui m'autorisa à renouveler mon ordre du jour et à le rédiger en termes plus sévères; mais, peu à près, Schmidt ne se plaignit pas moins de la même négligence. Je dis alors au général Bolivar qu'il était bien temps de punir, si nous ne voulions pas perdre toute autorité et toute discipline. Mes observations lui parurent fondées, et il m'autorisa à agir conformément à l'ordre existant.

Le jour suivant, j'entrai dans la grande pièce où étaient instruits les officiers, et je fus surpris de les voir en si petit nombre. Je demandai le registre sur lequel leurs noms

étaient inscrits, et je vis que, sur cent officiers, il en manquait trente-six dont quinze ne pouvaient donner la moindre excuse. J'ordonnai alors à mes adjudans de les arrêter sur-le-champ et de les envoyer garder les arrêts dans le fort, pour vingt-quatre heures; j'expédiai, en même temps, un ordre pour le colonel Landœta qui commandait à Santa Rosa, pour qu'il leur donnât la permission de se promener dans le fort, tant qu'il leur plairait, mais de ne permettre à aucun d'eux d'en sortir avant que l'heure de la cessation des arrêts ne fût expirée. Dans cette lettre étaient inclus les noms des officiers. Quand je rendis compte de ma conduite en cette occasion au général Bolivar, il l'approuva hautement, bien que son neveu, par sa sœur, le capitaine Manuel Palacios, se trouvât au nombre des officiers arrêtés. Cependant, le même jour, à six heures de l'après-midi, le général Bolivar vint me rendre visite avec sept ou huit de ses officiers. Il me prit en particulier et me dit : « vous ne devineriez jamais, mon cher ami, » d'où je viens à l'instant même. Vous saurez » donc que j'ai reçu un billet lamentable de

» mon neveu, Palacios qui est renfermé dans le » fort. Il me priait, dans ce billet, de venir » le voir lui et ses compagnons; je n'ai pas » cru devoir lui refuser sa demande. Ces pau- » vres diables m'ont supplié, avec instance, de » leur pardonner et de les mettre en liberté, » promettant bien, qu'à l'avenir, ils ne man- » queraient plus à leur devoir. Je leur ai » dit que ce n'était pas moi qui les avais en- » voyés au fort, que c'était vous qui l'aviez » ainsi voulu, mais je leur ai promis d'em- » ployer mon crédit auprès de vous pour ob- » tenir que leurs arrêts fussent levés. » — « Comment, général, » m'écriai-je, extrême- ment surpris de l'entendre parler ainsi, « avez-vous pu dire que ce n'est pas vous qui » avez envoyé les officiers aux arrêts? N'avez- » vous donc pas approuvé hautement mes » ordres du jour pour l'armée publiés par » moi en *votre nom?* N'auriez-vous pas dû » leur dire que leur punition était la consé- » quence naturelle de leur désobéissance à » ces ordres? Mais je vois que je n'ai rien à » faire ici, car mon autorité étant privée de » votre appui devient nulle; je vous offre ma

» démission. » Mais Bolivar, loin d'accueillir ma demande, me pria si instamment de rester avec lui, me dit tant de choses obligeantes, que je l'embrassai et consentis à rester. Après cet entretien, j'envoyai au colonel Landœta un de mes aides-de-camp, avec ordre de relâcher les prisonniers. J'avoue que je ne fus pas très satisfait de cette complaisance de ma part; mais, dès lors, je pris la ferme résolution de ne punir personne, de ne me plaindre de personne, et d'agir, pendant quelque temps, d'une manière toute passive.

Pendant que nous étions à Carupano, je trouvai, un jour, Bolivar couché dans son hamac et paraissant fort triste et fort abattu; il était aussi très pâle et paraissait souffrir. Je lui demandai s'il était malade. « Point du tout, » mon cher ami, » me dit-il, « mais Marinno » me prie avec instance de le laisser aller à Guiria avec Piar et vingt officiers, pour recruter quelques hommes; il me demande, en » outre, deux mille fusils, des munitions et » quelques *flecheras*[1], pour l'accompagner le » long de la côte. Mais vous savez ce que nous

[1] Sorte de flûte.

» avons à craindre de ces deux généraux. Je » suis persuadé qu'ils essaieront de renouve- » ler les scènes de 1813 et 1814; je ne sais » vraiment quel parti prendre. » — « Si j'étais » à votre place, » lui répondis-je, « je rejette- » rais leurs demandes sous divers prétextes. » D'ailleurs, d'après ce qui s'est passé aux » Cayes [1], vous avez tout lieu de craindre que » Marinno, une fois éloigné de vous, n'essaie » de secouer le joug, et de se déclarer indé- » pendant. » Brion, qui entra comme je finissais ces paroles, ne se contenta pas d'appuyer tout ce que j'avais dit, mais s'exprima, au sujet de Marinno et de Piar, en termes très méprisans.

[1] San Yago Marinno chargea un capitaine créole, nommé Sobie, de lui trouver trois cents hommes de couleur pour être employés auprès de lui, en qualité de gardes-du-corps. Sobie, officier de mérite qui avait servi sous mes ordres à Boca Chica, vint m'annoncer, sur-le-champ, cette étrange commission. Quand je communiquai à Bolivar les ordres secrets que Marinno avait donnés à Sobie, il prit l'alarme et me pria de m'opposer à l'exécution de ce projet. Je dis alors à Sobie de demander à Marinno 300 doublons, prix ordinaire de l'engagement de trois cents hommes. Marinno n'avait pas d'argent, et cette affaire n'eut pas de suite.

Quelque temps après, nous fûmes très surpris d'apprendre que ces deux chefs avaient enfin persuadé à Bolivar de consentir à les laisser partir, à leur donner des armes, des munitions et de grandes barques. Ils emmenèrent avec eux l'adjudant-général Chypia, le meilleur officier de génie de l'armée, et, en outre, environ vingt officiers de toute arme. Quand je demandai à Bolivar comment il avait pu accorder cette permission, il me dit que Marinno l'avait prié avec instance de lui accorder cette grâce, lui promettant de lui envoyer un nombreux corps de soldats, et surtout un très fort bataillon d'hommes de couleur, qui, trois ans auparavant, s'étaient battus avec beaucoup de valeur dans les provinces orientales de Venezuela, et qui étaient connus dans ce pays, sous le nom de *Bataillon de Guiria*. Mais aussitôt que Marinno fut arrivé à Guiria, il se proclama général en chef, organisa *son* armée, *son* état-major, nomma le colonel Chypia son chef d'état-major, et n'envoya pas un seul homme au général Bolivar, qui lui mandait journellement, mais en vain, de venir

le rejoindre, ou, au moins, de lui envoyer ce bataillon de Guiria.

Quelque temps après notre arrivée à Carupano, je trouvai un jour Bolivar seul et de bonne humeur. Après nous être entretenus de quelques sujets de peu d'importance, je lui parlai d'un plan que j'avais formé de créer une légion étrangère. L'organisation de cette légion devait être adaptée au genre de guerre que nous faisions, à la nature du pays et aux ressources que nous pouvions en tirer. Je lui dis franchement que notre armée, ainsi appelée, n'était autre chose qu'une masse d'hommes, mal habillés, mal disciplinés, mal instruits, et qui ne touchaient pas un sol de paie. J'entrai avec ma chaleur et ma franchise ordinaires dans les détails des grands avantages que nous procurerait un corps de soldats aguerris. Je ne doutais pas qu'ils ne battissent facilement les Espagnols qui avaient coutume de recruter les deux tiers de leurs troupes parmi les nationaux. La légion étrangère, telle que j'en demandais la formation, devait être composée de quinze cents hommes, dont mille devaient former

deux bataillons, un de flanqueurs ou chasseurs, l'autre de grenadiers. Les cinq cents hommes restans devaient être divisés en deux escadrons de cavalerie légère et en deux compagnies d'artillerie légère de cent chevaux chacune. Ces quinze cents hommes pourraient, avec le temps, s'augmenter d'un tiers, de la moitié et plus, en renforçant chaque compagnie de nationaux, mais tous devaient être commandés par des officiers étrangers avec ou sans commission. « Je suis certain » ajoutai-je, « que si ces troupes étaient » bien commandées et bien traitées, elles s'é» leveraient, dans un an, à trois mille hom» mes. »

Le général Bolivar reçut cette ouverture avec des démonstrations de joie qui me parurent sincères. Aussitôt que j'eus fini de parler, il sauta de son hamac, me serra la main amicalement, et me dit que mon plan lui paraissait si bon qu'il me retiendrait toute la soirée avec lui pour en parler plus amplement. Il appela alors Garcia, son intendant, et lui ordonna de porter du vin de Bordeaux dans sa chambre, et de dire à ses aides-de-

camp de ne laisser entrer personne. Après un entretien de plusieurs heures, je quittai le général Bolivar, qui me recommanda de lui remettre par écrit mon plan, le plus tôt possible.

Le lendemain matin ce travail était terminé; et, comme j'entrais familièrement dans la chambre du général, sans être annoncé, je le trouvai couché comme à l'ordinaire, et occupé à lire. Aussitôt qu'il me vit, il mit précipitamment son livre sous son oreiller, et sauta de son hamac pour me donner la main. Surpris de trouver Bolivar occupé à lire, contre sa coutume, je m'approchai de son hamac, et tirant le livre de dessous l'oreiller, je lui demandai quel livre il lisait. Il parut un peu embarrassé à cette question, et me répondit que c'était la *Nouvelle Héloïse*. Après que nous eûmes échangé quelques remarques sur ce célèbre roman, je lui présentai mon plan relatif à la création de la légion étrangère. Il ne jeta pas même les yeux dessus; il se contenta de le plier et de le mettre sous son oreiller, en me disant: «bon, bon, » laissez-moi cela, je le parcourrai aujourd'hui

» ou demain... aussitôt que mes occupations » me le permettront.» Ces paroles ayant été prononcées d'un ton sec et froid, je me retirai sur-le-champ, sans ajouter un seul mot.

Cependant, j'eus occasion de voir le général dans la soirée du même jour; je le vis aussi dans la matinée et dans l'après-midi du jour suivant, mais il ne me dit pas un seul mot au sujet de mon plan. Pendant ce temps-là, Brion et tous les officiers étrangers vinrent s'informer chez moi s'il n'y avait pas du nouveau relativement à cette affaire. Je n'étais pas moins impatient qu'eux d'en voir la conclusion; je résolus donc de ne pas tarder davantage à me rendre chez le général pour connaître sa réponse définitive. Je le trouvai seul dans son hamac, à moitié endormi. Après quelques propos indifférens, je lui dis brusquement: « A propos, général, avez-vous examiné le » plan relatif à la création de la légion étrangère?» Il sauta, à ces mots, de son hamac comme un furieux, et s'écria avec violence: « Légion étrangère! légion étrangère! comment, mon cher ami, pouvez-vous penser » à cela? En avez-vous calculé les conséquen-

» ces? Non, non, point de légion. Ces étran-» gers m'imposeraient bientôt des lois.» Et, comme je lui représentais avec chaleur que j'étais moi-même un étranger; «Ah, mon cher » ami,» reprit-il, «vous n'êtes certainement » pas un étranger parmi nous; vous êtes un » de nos bons citoyens, et un homme d'hon-» neur; vous appartenez à la République par » vos services distingués et par votre mariage » avec une dame de l'Amérique méridionale. » Quand je me suis servi du mot d'étranger, » je ne vous avais nullement en vue. Cepen-» dant,» ajouta-t-il, d'un ton plus passionné. » il existe d'autres étrangers ambitieux qui » désirent me supplanter.» Ce fut en vain que je lui représentai, dans les termes les plus forts, qu'il ne courait pas le moindre danger à consentir à la création de cette légion, je ne pus changer sa résolution. L'amiral Brion essaya, après moi, de lui persuader que cette mesure lui serait, à lui Bolivar, personnellement très avantageuse; il ne réussit pas plus que moi.

Je m'aperçus facilement que, dès le jour où j'avais exprimé le désir de commander la

légion étrangère, Bolivar n'était plus le même à mon égard; il ne me parlait plus avec la même confiance, avec la même franchise, en admettant toutefois qu'il fût susceptible de franchise; ce dont j'ai beaucoup de raisons de douter. D'ailleurs, plusieurs officiers supérieurs, tels que Soublette, Pedro Leon Torres, le lieutenant-colonel Anzoatigui, le major Fernando Galindo, qui, croyant avoir des griefs contre moi parce que je ne m'étais pas relâché des lois de la discipline à leur égard, avaient formé une ligue et s'efforçaient de faire naître contre moi des soupçons dans l'esprit faible et jaloux du général Bolivar. A toutes ces raisons venait se joindre l'état de ma santé altérée par les privations et les fatigues. Je résolus alors d'écrire au général une lettre dans laquelle je le priais de me permettre de me retirer du service, mon intention étant de me réunir à ma famille, aux Cayes.

Le général laissa passer quatre jours sans me répondre, et pendant cet espace de temps, il m'envoya différentes personnes, telles que l'amiral Brion, l'intendant Zea, son aide-de-camp

Chamberlain, qui m'était très attaché, pour me faire de fortes représentations tendant à me persuader de révoquer ma lettre. A leurs sollicitations se joignirent celle de l'adjudant-général, Jose Martinez, de mes officiers d'état-major et de mes aides-de-camp et de beaucoup d'étrangers; le tout inutilement. Quand Bolivar fut bien convaincu que rien ne pouvait changer ma résolution, il m'envoya mon congé dans les termes les plus honorables et les plus flatteurs. Il l'avait écrit de sa propre main. Il me disait entr'autres choses, qu'il m'accordait ma demande à regret, mais que l'état de ma santé était une raison à laquelle il devait sacrifier toute espèce d'intérêt personnel.

Cependant, comme je ne trouvais pas immédiatement un vaisseau qui fît voile pour Saint Thomas ou les Cayes, je fus obligé de rester à Carupano. Deux jours après que Bolivar eut accepté ma démission, il s'aperçut que sa situation était critique, ainsi que je l'en avais prévenu long-temps avant, et il ordonna d'évacuer Carupano, et de s'embarquer dans la nuit. J'étais venu, ce soir-là, rendre visite à l'amiral Brion. Le général Bolivar

entra, quelque temps après moi. Aussitôt que je le vis, je me levai pour aller lui donner la main, comme à l'ordinaire; mais Bolivar dit, en colère, qu'il ne voulait pas donner sa main à un homme qui méritait d'être fusillé, à l'instant même. Après ces paroles, il quitta brusquement la chambre, sauta sur son cheval, qui l'emporta au galop. Brion répondit à toutes mes questions, que je ne devais tenir compte de ce qu'il avait dit, n'etant plus à son service; il ajouta que Bolivar s'était montré toute la journée de très mauvaise humeur; ce qu'il fallait attribuer à la désertion de Marinno et de Piar, qui l'avaient laissé dans une position très désagréable, et le forçaient ainsi d'évacuer Carupano, où les Espagnols menaçaient de l'attaquer.

Je cherchai Bolivar partout, mais toutes mes recherches furent inutiles. Brion me dit alors qu'il serait plus prudent d'éviter sa présence dans un moment où il ne serait pas maître de sa colère. Tout furieux que j'étais, de me voir traiter ainsi, je me laissai persuader par Brion de me rendre à bord d'un de ses vaisseaux, *la Diane*, où le capitaine et les

officiers me firent la plus grâcieuse réception. Ce fut là que j'écrivis au général Bolivar une lettre dans laquelle je lui demandais l'explication de son étrange conduite à mon égard, et où je lui déclarais que, bien que je ne fusse plus sous ses ordres, je ne m'en soumettais pas moins à être traduit devant une cour martiale; que je resterais à bord de *la Diane*, jusqu'à ce qu'on eût fait l'enquête la plus sévère sur ma conduite. Je donnai cette lettre, le lendemain matin, à M. Ballot, qui se chargeait de la remettre lui-même, au général Bolivar. M. Ballot s'acquitta de sa commission, mais je ne reçus pas un seul mot de réponse.

Quelques mois après, je me trouvai à Port-au-Prince, où le général Bolivar arriva en fugitif, en septembre 1826, ainsi que je le rapporterai dans le chapitre suivant. Aussitôt que j'appris son arrivée, je dis à mon hôte, M. Wustenfield, allemand d'origine, et riche marchand, et au chargé d'affaires anglais, M. Southerland, que j'étais bien aise d'apprendre l'arrivée du général Bolivar dans un pays où il ne commandait pas, et où je pouvais m'adresser à lui sur le pied de l'égalité.

Je rapportai alors à ces deux messieurs ce qui s'était passé à Carupano, entre le général et moi, et ils approuvèrent ma résolution. Cependant, quelques momens après, il vint des craintes à M. Southerland, qui me pria, dans les termes les plus obligeans, de renoncer à l'idée de lui envoyer un cartel. Le général Bolivar, ajouta-t-il, est très triste et très abattu, et il serait peu généreux à vous de le tourmenter dans la position où il se trouve. Il fut donc réglé entre ces messieurs et moi, que M. Southerland verrait d'abord le général Bolivar, et le préviendrait que j'étais dans l'intention de lui rendre visite; que si le général ne consentait pas à me recevoir je rechercherais toutes les occasions de joindre le général Bolivar partout où je pourrais, excepté pourtant, dans les maisons de MM. Wustenfield et Southerland.

Le lendemain matin, M. Southerland me dit que le général Bolivar serait *bien aise* de me voir. J'avouerai que je fus très surpris d'entendre une réponse si inattendue, et je leur dis, en riant, qu'il ne m'aurait pas envoyé un message si poli à la tête de ses

troupes. M. Southerland me dit ensuite que quand le général Bolivar avait appris que j'étais à Port-au-Prince, il avait changé de couleur et avait dit, tout d'abord, qu'il ne voulait pas me voir; mais, sur l'observation de M. Southerland, que je n'avais l'intention ni de l'insulter, ni de le provoquer, il finit par dire à M. Southerland qu'il me recevrait avec plaisir.

Aussitôt que j'eus connaissance de cette réponse, je montai sur-le-champ chez le général que je trouvai avec son aide-de-camp, le docteur Perez, qui était alors lieutenant-colonel et qui est maintenant général et son secrétaire-général au Pérou. Aussitôt que je fus entré, Bolivar quitta Perez et, s'avançant vers moi avec précipitation, il m'embrassa avec toutes les démonstrations d'une satisfaction non équivoque, et son exclamation ordinaire: « Ah! vous voilà, mon cher ami, je » suis très content de vous voir. » Il me prit par le bras et je m'assis avec lui sur un sofa. Après m'avoir salué, M. Perez se retira. J'étais, je l'avoue, très confus d'une si singulière réception, et je pouvais à peine croire que Bo-

livar à Carupano et Bolivar à Port-au-Prince fussent le même homme. « J'ai insisté pour » vous voir, lui dis-je très sérieusement, » parce que j'ai à cœur que vous me donniez » une réponse définitive relativement à votre » étrange conduite à mon égard à Carupano. » Qui a pu vous engager à agir d'une manière » aussi indécente? » Il vit clairement que je m'échauffais en parlant, et me prenant la main, il me dit : « C'est à Brion qu'il faut » vous en prendre, car c'est lui qui m'assura » que vous complotiez contre moi pour mettre » l'amiral Brion à ma place. » En entendant ces paroles, je me levai brusquement et lui dis, d'un air de mépris, que je ne pourrais jamais croire que Brion, dont les relations avec moi avaient toujours été amicales, eût pu lui rapporter une calomnie aussi ridicule, et que d'ailleurs les nombreuses marques d'attachement que je lui avais données, personnellement à lui Bolivar, auraient dû suffire pour l'empêcher de prêter l'oreille à des insinuations aussi absurdes. « Mais, ajoutai-je, en » admettant que Brion vous eût débité d'aussi » choquantes invraisemblances, ne pouviez-

» vous me confronter avec l'amiral qui était pré-
» sent, et dans la maison duquel nous étions
» ensemble? Et si j'avais eu les intentions
» coupables qu'il m'avait prêtées, comment
» aurais-je été assez dépourvu de bon sens pour
» perdre mon autorité militaire en me retirant
» du service?» Toutes ces raisons ayant enfin démontré à Bolivar l'absurdité de cette accusation, il m'avoua qu'elle ne venait pas de Brion, mais de quelque autre personne dont il ne voulut pas me dire le nom. « Il est vrai, me dit-il ensuite, que vous m'avez toujours
» donné des preuves d'une amitié sincère, que
» vous m'avez toujours parlé avec franchise,
» que vous vous êtes conduit, pendant toute
» la durée de votre service, en vieux soldat et
» en homme d'honneur; tout cela est très
» vrai, et j'aurais dû réfléchir davantage avant
» d'agir comme je l'ai fait; mais, mon cher
» ami, ne pensez plus à mes torts; vous savez
» que nous ne sommes pas parfaits.» Et en disant ces mots, il me donna la main en signe de réconciliation. Cette explication fait honneur au général Bolivar, si, comme je le suppose, elle fut sincère. J'aurais eu mauvaise

grâce de ne pas m'en contenter. Il me fit ensuite un grand nombre de questions relatives à mes affaires particulières, que je ne répèterai pas ici. Nous nous quittâmes donc bons amis. Je ne tardai pas à me rendre aux Cayes, et lui, quelques mois plus tard, retourna sur le continent de l'Amérique.

FIN DU PREMIER VOLUME.

HISTOIRE

DE BOLIVAR.

TOME II.

IMPRIMERIE DE AUGUSTE AUFFRAY,
PASSAGE DU CAIRE, Nº 54.

HISTOIRE

DE BOLIVAR,

PAR

LE GÉNÉRAL DUCOUDRAY HOLSTEIN;

CONTINUÉE JUSQU'A SA MORT

PAR ALPHONSE VIOLLET.

Tome deuxième.

2.

PARIS.

ALPHONSE LEVAVASSEUR, LIBRAIRE,

AU PALAIS-ROYAL.

1831.

HISTOIRE

DE BOLIVAR.

CHAPITRE XVI.

Évacuation de Carupano. — Combat d'Ocumare. — Bolivar se retire dans l'île d'Haïti. — Mac Gregor se cantonne dans les environs de Barcelona.

Nous avons vu quelle fut la conduite du général Bolivar, à Carupano, combien il était jaloux de son autorité, et comme il récompensa mes services, marqués par tant de fatigues et de dégoûts. La crainte où il était que la création d'une légion étrangère ne compromît son autorité, décèle assez le peu de confiance qu'il avait dans son propre mérite. On ne se ferait vraiment pas l'idée de quinze cents étrangers, donnant la loi au

général Bolivar; et, comme il le disait en particulier, la lui donnant dans son pays, en face de ses compatriotes, se pressant autour de sa personne, et applaudissant aux efforts par lesquels il commençait à affermir sa puissance. Si, pendant la guerre de la révolution de l'Amérique du nord, George Washington s'était opposé au débarquement des troupes françaises, parce qu'elles étaient étrangères, combien cette opposition ne serait-elle pas devenue préjudiciable à ses desseins? Quelle différence entre la réception faite à ces troupes auxiliaires et les traitemens de Bolivar à l'égard d'étrangers qui lui ont rendu les plus éminens services!

Le général Bolivar n'est pas le seul homme de sa nation qui se laisse dominer par un sentiment excessif de jalousie envers les étrangers. Cette cruelle maladie de l'âme est fort commune parmi les chefs de la Colombie. Les préjugés dont ces peuples sont imbus, l'éducation négligée qu'ils reçoivent, leur peu d'aptitude aux sciences, l'ignorance dans laquelle ils croupissent, sont les suites immédiates du système espagnol, dans ces contrées

de l'Amérique, où toute étincelle d'intelligence supérieure, d'esprit d'invention et d'industrie a presque entièrement disparu. Chez eux, une connaissance superficielle dans quelques sciences est regardée comme un phénomène, comme un prodige. Cependant, le petit nombre ne peut élever la voix contre un million d'hommes abrutis ou passionnés; il doit se taire. On sait, du reste, que les arrestations, les exils, les supplices, sont la vie du gouvernement militaire où les baïonnettes ont force de loi. Il est de fait, que la plupart des officiers, originaires de la Colombie, se déclarent contre les Européens qui servent dans leurs rangs, avec une partialité effrénée, et que la seule qualité d'étranger suffit pour s'exposer à l'exil, aux violences juridiques ou particulières : le peuple lui-même, plus équitable d'ordinaire, dans ses jugemens, crie à haute voix qu'ils ont servi mollement la cause de l'indépendance, parce qu'ils n'étaient point du pays. Ce qu'il y a de certain, c'est que la Colombie leur est redevable de son existence politique. Mais per-

sonne ne s'est montré plus ingrat et plus persécuteur que le chef suprême.

Labatut [1] s'était emparé de Santa Martha, en 1813; mais, bientôt, les sourdes pratiques de ses subordonnés, l'obligèrent d'évacuer cette place. Il fut arrêté et exilé. Louis Aury avait eu la gloire d'empêcher l'évacuation de Carthagena : on sait comment il en fut récompensé par Bolivar. Ducoudray Holstein [2] fut, en dernier lieu, commandant de la même place; des milliers de familles respiraient en paix sous sa protection, dans Boca Chica : il fut menacé d'être fusillé. Louis Brion a fait à la cause de la République le sacrifice de son immense fortune; il était entièrement dévoué à Bolivar; il appuyait tous ses desseins ostensiblement favorables à la liberté : il fut indignement traité par lui à Savanilla, et il est mort de douleur à Curaçao : il mourut pauvre, et il ne laissa pas de quoi payer les frais de son enterrement. Le général Piar qui combattait vaillamment en 1814 et 1815, pendant que Bolivar fuyait à Venezuela; Piar qui, de con-

[1] Français.

[2] L'auteur de cette histoire.

cert avec Brion, a conquis la riche et belle province de Guayana; Piar a été jeté dans les fers, puis jugé et fusillé. A qui la Colombie doit-elle la conquête de la Nouvelle Grenade? N'est-ce pas aux legions étrangères? N'est-ce pas encore à la légion levée et commandée par Ducoudray Holstein, qu'on est redevable du gain de la bataille de Carabobo? Des milliers de ces braves soldats ont péri de misère ou de maladies causées par la fatigue. Aujourd'hui, les Colombiens revendiquent pour eux-mêmes la gloire de leur indépendance; ils croient n'avoir plus besoin de se souvenir des services rendus par des étrangers à leur patrie. Ingrats [1]!

Nous avons laissé le général Bolivar près

[1] La diatribe du général est ici des plus virulentes; mais est-elle bien fondée? Les exemples de persécution donnés par l'auteur, et chargés de présomptions morales contre le gouvernement de Simon Bolivar, n'approchent point de la preuve historique, essentiellement dépendante de la connaissance positive des motifs publics qui ont déterminé des actes. Quand on accuse, il faut des preuves; autrement on s'expose à être taxé de calomnie. L'auteur est-il plus raisonnable, quand il représente Bolivar fuyant de Venezuela? Il me semble tout simple dans un général de ne pas ajouter au malheur d'une défaite par la honte de la capti-

de s'embarquer à Carupano pour gagner Ocumare. Sur ces entrefaites, la défection des généraux Marinno et Piar produisit dans l'armée les conséquences les plus fâcheuses : les approvisionnemens manquèrent ; la disette excita des mécontentemens, des murmures ; elle causa des maladies ; les liens de la discipline et de l'obéissance se relâchèrent. La plupart de ceux qui étaient venus, sous les drapeaux de Bolivar, des Cayes et de Margarita à Carupano, périrent de maladie ou abandonnèrent leur général. Les ennemis, profitant des fautes de Bolivar, de sa faiblesse dans l'adversité, de ses irrésolutions dans la conduite des affaires et de son inhabileté dans la guerre, avaient augmenté leurs forces autant que Bolivar avait eu la douleur de voir diminuer les siennes. L'histoire de la campagne de 1816 n'est qu'une copie de la campagne de 1813 à 1814. Elle se termine de même : fuite et embarquement du général Bolivar, et rien de plus.

vité. Après le désastre de Moscou, Napoléon revint à Paris, personne, que je sache, ne lui a reproché de ne s'être pas laissé emmener en Sibérie. (*N. d. T.*)

Le général en chef ayant enfin reconnu qu'il n'avait à espérer, où il était, ni levée d'hommes ni secours des généraux Marinno et Piar, prit enfin le parti de suivre les conseils de l'amiral Brion : il quitta Carupano pour aller prendre terre dans un lieu plus favorable à ses vues. Ce lieu fut Ocumare, où il se flattait de trouver des ressources et de faire des recrues. Il débarqua sans obstacle sur une plage protégée par un petit fort de peu d'importance. Il arriva le 3 juillet 1816, au village d'Ocumare, avec treize vaisseaux, dont sept armés en guerre.

Il fit paraître, aussitôt après son arrivée, la pièce suivante :

PROCLAMATION.

Quartier-général d'Ocumare, 6 juillet 1816.

SIMON BOLIVAR, CHEF SUPRÊME, ETC. ETC.

AUX HABITANS DE VENEZUELA :

« Une armée pourvue de munitions de » guerre de toutes espèces est en marche et

» sous mes ordres pour vous donner la li-
» berté.

» Je veux exterminer vos tyrans; je veux
» vous rétablir dans tous vos droits, recon-
» quérir la patrie et la paix. De votre côté,
» vous cesserez à l'instant de tuer les prison-
» niers de guerre. Nous promettrons d'accor-
» der un pardon général à ceux qui se sou-
» mettront, jamais aux Espagnols d'Europe.

» Toute troupe de l'ennemi qui se joindra
» à nous participera aux avantages et aux
» récompenses qu'on peut attendre du pays
» et de ses habitans.

» Aucun Espagnol ne sera mis à mort, si
» ce n'est pour fait de résistance à main ar-
» mée. Il ne sera fait aucun mal aux naturels
» qui se trouvent dans l'armée ennemie.

» Nos malheureux frères, qui endurent l'es-
» clavage, sont, dès ce moment, déclarés libres.
» Les lois de la nature et de l'humanité, et le
» gouvernement lui-même réclament leur
» liberté. Désormais il n'y aura dans Vene-
» zuela qu'une classe d'habitans : tous seront
» citoyens.

» Aussitôt que nous nous serons emparés

» de la capitale, nous convoquerons le peuple » pour la nomination de ses députés au con» grès.

» Pendant que je marcherai sur Caracas, » le général Marinno assiégera Cumana; le » général Piar, secondé des généraux Roxas » et Monaga, se rendra maître des terres et » marchera en personne contre Barcelona, » tandis que le général Arismendy se main» tiendra, avec son armée victorieuse, dans » l'île de Margarita.

» Bolivar. »

Cette proclamation emphatique peut imposer aux personnes dénuées d'instruction sur les faits, et à celles qui sont éloignées du théâtre des événemens. L'armée dont parle Bolivar consistait en six cent cinquante hommes, dont trois cents n'avaient jamais paru sur un champ de bataille; une grande partie des officiers ne savaient pas commander.

« *J'exterminerai vos tyrans*, » dit le général Bolivar : c'était le 6 juillet, et, le 10, il était battu par trois cents hommes rassemblés à la

hâte et dépêchés contre lui par Morales et Gomez; et, le 10, il fuyait de ses positions à bride abattue; il se dirigeait vers la baie d'Ocumare; il s'embarquait pour Buenos-Ayres, île hollandaise. Nous donnerons la relation de sa fuite du champ de bataille et de sa retraite en lieu de sûreté.

« *Aussitôt que nous aurons pris possession* » *de la capitale* (Caracas), *nous convoquerons* « *le peuple, pour qu'il nomme ses députés au* » *congrès*, » disait encore le général. Mais comment cette déclaration pouvait-elle n'être pas suspecte? Il tenait, en 1813, le même langage; et, lorsqu'il fut en son pouvoir de remplir sa promesse, il ne parla plus de congrès. En 1815, il viola ouvertement les ordres du congrès de la Nouvelle-Grenade, en mettant le siége devant Carthagena, au lieu de faire celui de Santa Martha. Rappelé au pouvoir, en 1817, sous la condition de convoquer un congrès, il n'en fit rien; ce qu'il fit, ce fut de rompre celui qui se tenait à Cariaco; et, l'année suivante, les membres de l'assemblée dissoute furent en butte à ses persécutions. Les événemens successifs de cette

histoire apprendront ce qu'a voulu être Bolivar, au lieu de ce qu'il a voulu paraître; on verra qu'il était secrètement opposé à la formation de tout congrès national. Si, quelquefois soumettant sa politique à l'urgence des conjonctures, il a souffert l'existence passagère d'une assemblée représentant le peuple, il a toujours su rendre dérisoire cette représentation nationale, par l'appareil menaçant du pouvoir militaire; le sénat et la chambre des représentans n'existaient que de nom, humblement soumis aux ordres du président libérateur.

« *Pendant que je marcherai contre Caracas,* » *le général Marinno assiégera Cumana; le* » *général Piar, secondé, etc. etc.* »

Autre déception, car, quelques jours avant l'évacuation de Carupano, Bolivar me disait à moi-même qu'il était désolé de l'esprit d'opposition que montraient Marinno et Piar; que ses deux officiers ne tenaient aucun compte de ses ordres; la retraite eut lieu, et l'on sait que ce fut leur défection qui l'y contraignit.

Tout militaire sachant son métier trouvera, dans les remarques qu'il nous reste à faire

ici, que Bolivar n'avait ni l'énergie ni la capacité d'un commandant en chef. Loin d'employer son autorité pour forcer Marinno et Piar à rentrer dans le devoir, il approuva, en termes formels, le parti qu'ils avaient pris d'agir contre ses ordres; c'était les encourager à marcher sans lui dans des voies d'indépendance.

Si, à cette époque, Marinno eût différé le siége de Cumana, et qu'il eût rejoint Bolivar, leurs forces, rassemblées sur un même point du théâtre de la guerre, auraient suffi pour opérer la prise de Valencia, qui n'avait pas dans ses murs deux cents hommes armés pour la défendre; ensuite l'armée se serait portée, sans rencontrer d'obstacles, sur Caracas, où il ne se trouvait pas alors plus de cinq cents soldats. Les forces espagnoles, dispersées de toutes parts, auraient pu être surprises et aisément coupées par les patriotes, qui auraient détruit leurs colonnes l'une après l'autre. Ces opérations auraient ranimé le courage des habitans, qui ne manquaient pas de patriotisme, mais de confiance dans la bravoure de Bolivar, dans son expérience des armes et

sa science du gouvernement. La faiblesse des actes du dictateur et sa honteuse fuite leur inspirèrent le dégoût du service; ils s'abandonnèrent alors au découragement et à un sentiment général de crainte.

Cependant, la proclamation du 6 juillet réunit, autour du général Bolivar, quelques centaines d'esclaves à qui l'on distribua promptement des armes, et qu'il incorpora dans ses troupes. Il se trouva ainsi maître d'environ huit cents hommes, pourvus d'armes, il est vrai, mais sans instruction, sans discipline, sans uniforme. Il se mit à la tête de ces bandes tumultueuses, auxquelles il donna le nom d'armée libératrice, et il s'avança assez hardiment d'Ocumare dans la direction de Valencia, où il y avait moins de deux cents hommes en état de lui résister. La possession de Valencia, place située entre Caracas, les plaines et la forteresse de Porto Cabello, eût été pour lui de la plus grande importance; il aurait pu faire venir des renforts de ces plaines où Paez, Zarasa, Roxas, Sedenno, etc. avaient tenu ferme contre les forces imposantes de Morillo.

Cependant, Morales, étant entré dans Valencia, y apprit que Bolivar était débarqué à Ocumare. A cette nouvelle, il se mit aussitôt en marche pour Ocumare, à la tête de deux cents hommes seulement.

Le major de la milice, Jose Guerro, le rejoignit bientôt conduisant une centaine de miliciens. Ce fut à la tête de cette poignée d'hommes, que Morales résolut d'attaquer le général Bolivar. Il le rencontra, le 10 juillet, non loin du village d'Ocumare, posté sur une éminence qui commande le lac de Valencia. Morales n'eut pas plus tôt découvert l'avant-garde de Soublette, qu'il fit placer des tirailleurs entre des arbres, d'où ils se dérobaient à la vue des patriotes dans les buissons de la colline qu'il s'agissait de monter; il y prit une position avantageuse. Il y avait à peine un quart-d'heure que les avant-postes des deux partis étaient engagés, quand un homme, sorti comme transfuge des rangs de Morales, fut amené devant le général Bolivar, et lui donna avis qu'il avait affaire au général en chef des troupes espagnoles. Au premier bruit de la mousqueterie, Soublette prit la fuite, selon

sa coutume, et Bolivar, étonné de la dispersion subite de son avant-garde, perdit toute présence d'esprit : il ne prononça pas un mot, détourna son cheval, et chercha aussi son salut dans une fuite précipitée, du côté d'Ocumare. Le colonel Boe, beau-frère du maréchal Lefebvre, duc de Dantzick, lequel était présent à l'affaire, m'a raconté, quelque temps après, que Bolivar était si troublé, qu'en fuyant, il choqua, de son cheval le mulet du colonel qu'il précipita au bas de la montagne, sans ralentir un instant sa fuite. Il traversa ainsi, au grand galop, le village d'Ocumare. Arrivé en lieu de sûreté, à la baie du même nom, à deux lieues de distance du village, il sauta de dessus son cheval, se jeta dans un esquif, et fut amené à bord du vaisseau de guerre, *la Diane*, d'où il était descendu, trois heures auparavant.

J'avais rencontré sur la route un capitaine de vaisseau français, M. Duclerc, qui se rendait d'Ocumare à Saint-Thomas. Il me fit le plus gracieux accueil, m'offrant de me prendre gratuitement sur son bord. En faisant route, le capitaine et moi nous fûmes fort sur-

pris de voir l'escadre entière de Morales côtoyant Bonnaire, tout proche de la baie d'Ocumare; j'appris en cet endroit des particularités que je dois rappòrter.

Quand Bolivar abandonna sa position des environs d'Ocumare, il fut saisi d'une si grande terreur panique, et sa fuite fut tellement rapide, que de six aides-de-camp qu'il avait, un seul parvint à le suivre. Cet aide-de-camp était le lieutenant-colonel Perez, qui monta avec lui à bord de *la Diane*. A peu de distance de la baie, à l'opposite du petit fort de défense, se trouvait une maison de ferme, sous l'avant-toit de laquelle reposait, étendu sur un matelas, le major Picard, qui avait été blessé et désarmé, dans une surprise d'avant-garde de cavalerie, près de Carupano, que j'ai mentionnée au chapitre précédent. Incapable de se mouvoir, le major avait été mis sur un cheval et transporté hors du lieu de l'action, soutenu par l'espérance de trouver quelque part du soulagement à ses souffrances. Lorsqu'il aperçut Bolivar fuyant à toute bride, Perez appela le général, il le supplia, il le conjura d'ordonner, pour l'amour de Dieu, qu'il

fut transporté à *la Diane*. Le chef suprême n'eut point l'oreille frappée de la prière de cet officier, ou n'y voulut point entendre, et il passa outre. Un autre officier français, aide-de-camp de Bolivar, le capitaine Demarquet, étant arrivé à la baie d'Ocumare, quelques minutes après l'embarquement, pressait le pilote de ramener un peu le vaisseau, pour qu'il montât à bord, Bolivar ordonna alors au pilote d'obtempérer à cette demande; mais, au bout de quelques minutes, le dictateur, ayant changé d'avis, ordonna au capitaine du vaisseau, M. Debouille, de mettre à la voile sur-le-champ. Le vaisseau cingla alors vers les côtes de Buenos-Ayres, où l'on débarqua, dans l'après-midi du dixième jour de juillet. Depuis 1812, c'était la cinquième fois que Bolivar abandonnait son armée.

Lorsque Brion, après avoir quitté Curaçao, arriva à Buenos-Ayres, quel fut son étonnement de trouver dans ces parages l'escadre de Bolivar! Il s'empressa de monter sur le vaisseau amiral où le général était resté au lit, toute la journée. Il lui reprocha sans ménagement sa désertion; il lui reprocha avec

amertume d'avoir employé l'escadre à protéger la fuite d'un seul homme, et de n'avoir rien fait pour ses compagnons d'armes qu'il abandonnait, privés de tout secours, à la fureur de l'ennemi.

Après que la première vivacité de son indignation fut un peu calmée, l'amiral exhorta Bolivar à faire face aux événemens. Il lui représenta avec tant de chaleur la situation des affaires, la nécessité de son retour sur les côtes de Cumana et Barcelona, qu'il le tira de sa stupeur et lui inspira le désir de réparer ses pertes. Bolivar se mit alors en devoir de gagner les côtes de Cumana sur le même vaisseau, *la Diane*, tandis que Brion, avec le reste de l'escadre, se rendait à Margarita, afin de la faire radouber.

Dès que Bolivar reparut dans les parages d'Ocumare, où se trouvaient Piar et Marinno, il eut à essuyer de leur part, au sujet de sa nouvelle désertion, les plus outrageantes expressions de colère et de mépris. Piar le menaça de le traduire devant une cour martiale et de le faire passer par les armes pour avoir compromis la sûreté des troupes par sa

lâcheté. Bolivar, profondément offensé, sentit néanmoins qu'il devait songer à la retraite; il prit le large sans délai, mais son orgueil blessé d'une menace d'accusation, ne la pardonna jamais. Nous apprendrons par les événemens ultérieurs que Piar fut mis en jugement, condamné à mort, et la sentence exécutée.

La scène que nous venons de rapporter, plongea Bolivar dans un accablement voisin du désespoir. Il craignait de n'être pas mieux reçu par les autres officiers de l'armée qu'il ne l'avait été par Piar et Marinno. Plus il réfléchissait à sa situation présente, plus il trouvait difficile de raviver la confiance des troupes et de ressaisir l'autorité suprême. Il tomba bientôt dans un si grand découragement qu'il donna l'ordre à Debouille de retourner, sans retard aux Cayes, dans l'île d'Haïti, d'où le général en chef était parti, quelques mois avant la ruine entière de ses projets. La réception que lui fit le président d'Haïti, Alexandre Petion, ne fut point assez flatteuse pour qu'il dût rien espérer de son appui.

Telle fut l'issue d'une entreprise que le gé-

néral Bolivar mettait au nombre des plus hautes conceptions politiques et militaires, lorsqu'il partait des Cayes pour renverser tous les obstacles et consommer la ruine de ses ennemis; entreprise, toutefois, qui, dans l'espace de quelques mois, entraîna des frais immenses sans amener d'autre résultat que l'anéantissement de ses desseins; et si l'on cherche à qui l'on peut attribuer ces revers désastreux, on verra que c'est à lui seul. Ainsi, après cette investigation consciencieuse, on sera fondé à reprocher au chef suprême ses fausses mesures dans les momens critiques, l'impuissance de son génie contre les soulèvemens populaires, une ambition démesurée qui supposait des vues profondes et un courage inébranlable; son élévation gigantesque qui demandait les talens et l'expérience du capitaine et de l'homme d'état. Nous demande-t-on quelques faits? rappelons-nous le combat naval du 2 mai où Bolivar perdit l'estime et la confiance de tous les combattans. Pourquoi? parce qu'il y manqua de courage. Il n'eut pas toujours, dit-on, le pouvoir de prévenir ou de réprimer de graves désordres. Il

l'eût eu ce pouvoir si nécessaire pour l'accomplissement de vastes desseins, s'il ne se fût pas abandonné avec une faiblesse sans exemple aux conseils perfides de ses flatteurs; il aurait fait le bien, s'il eût eu assez de fermeté, de constance et de suite dans ses actions pour établir l'ordre, l'instruction et la discipline parmi ces bandes d'hommes, qui se croyaient propres à tout sans rien savoir; qui, étrangers aux plus simples notions de l'art de la guerre, se donnaient les noms de généraux, de colonels, d'officiers de tous les grades. Quelle fatale obstination que de s'être constamment opposé à l'organisation de légions étrangères! ces légions auraient donné à l'armée les exemples de subordination et de dévouement dont elles avaient besoin; elles y auraient fait renaître l'amour de la gloire. Et, quand on ne saurait douter que cette obstination ne procédait que de la crainte et de l'envie, on n'est guère disposé à croire au grand homme.

La relation que j'ai donnée jusqu'à présent des actions du général Bolivar pourra paraître invraisemblable, partiale, exagérée; elle n'en est

pas moins très véridique. Une foule de témoins ont vu ce que j'ai dit et ce que j'ai vu moi-même : c'est une vérité incontestable à Buenos Ayres, aux Cayes, à Jacquemel, à Port-au-Prince. Les papiers publics de la Havanne, des mois de juillet, août et septembre 1816, ont rendu compte des événemens d'Ocumare; que l'on compare ma narration avec ces documens publics, et l'on verra s'ils diffèrent entre eux. Mais, si le chef suprême ne sut pas profiter des secours que lui accorda généreusement le président Petion, il est juste de dire du moins qu'il tint fidèlement la promesse qu'il lui avait faite d'affranchir les esclaves. Les proclamations de Bolivar à Margarita, à Carupano et à Ocumare, renferment des passages qui prouvent qu'il ordonna leur affranchissement; il donna l'exemple lui-même en mettant en liberté ses esclaves de San Mateo : c'est un fait qui l'honore.

Lorsque Bolivar eut pris la fuite aux environs d'Ocumare, et que tous les vaisseaux eurent mis à la voile, Mac Gregor rassembla les divers détachemens des troupes du général et dirigea leur retraite. Les gazettes

d'Europe ont fait grand bruit de cette marche, qui ne fut accompagnée d'aucune circonstance remarquable. D'après ces feuilles, c'est l'action la plus héroïque de Mac Gregor; on la compare tout simplement à la retraite de Xénophon et à celle de Moreau. Le fait est qu'il ne restait à Mac Gregor qu'à périr ou à marcher en avant, à la tête de ces malheureux soldats succombant de fatigue, jusqu'à ce qu'il eût pu les réunir aux troupes de Piar, postées à peu de distance de Barcelona. Il eut le bonheur d'opérer cette jonction, mais voilà tout.



CHAPITRE XVII.

Causes du retour du général Bolivar sur le Continent. — Son arrivée à Barcelona. — Siége et occupation de Barcelona par les Espagnols. — Conduite du général Bolivar à Barcelona. (1816, 1817.)

Cependant, le général en chef avait repris un peu d'assurance dans sa retraite de Port-au-Prince; il y passait des jours agréables et tranquilles. L'amiral Brion lui avait promis qu'il persuaderait les officiers restés à Venezuela de l'importance de son rappel. C'est à Brion que Bolivar fut redevable de l'équipement de la flotte qui partit des Cayes pour affranchir la Colombie. Nous avons vu quel

fut le résultat de cette expédition. Mais bien que la haute opinion qu'il s'était faite des talens du chef suprême fût alors singulièrement diminuée, son amitié pour lui n'avait point souffert de ses revers. Combien de fois ne m'a-t-il pas dit, après qu'il eut cessé de voir le libérateur à travers le prisme trompeur de la gloire, qu'il ne connaissait encore aucun chef colombien plus capable que Bolivar de se donner de l'autorité sur l'esprit de la population, et j'avoue que, après avoir examiné ensemble, homme par homme, le personnel des officiers de l'armée, je m'aperçus que Bolivar, avec tous ses défauts, était encore supérieur à tous ses compétiteurs.

Ainsi convaincu que la délivrance de la Colombie ne pouvait s'opérer que par le chef suprême, Brion, après deux mois de pourparlers avec les chefs influens, parvint à former, en faveur du général, une majorité imposante. Les chefs principaux de cette majorité étaient Via, Arismendy, Paez, Zarasa, Sedenno, Bermudes, Roxas et Monagas. Tous devaient reconnaître Bolivar pour leur général en chef, à condition qu'il assemble-

rait un congrès, que son autorité serait toute militaire, et qu'il ne s'immiscerait, sous aucun prétexte, dans l'administration civile. Bolivar, après avoir adhéré à cette espèce de traité, fit ses préparatifs d'embarquement sur *la Diane*. Avant son départ, il communiqua les dépêches de son rappel au président Petion, dont il obtint de nouveau des secours de toute espèce.

Bolivar mit à la voile, le 26 décembre 1816, au port Jacquemel, sur *la Diane*. Il était accompagné de trois de ses aides-de-camp, Perez, Chamberlain et Palacios, son neveu; des deux frères Pineres, et de plusieurs de ses gens qui voulaient rentrer dans leur patrie. Il arriva, le 31, à Barcelona. Les armes et les munitions de toute sorte qu'il devait à la bienveillance du président Petion y furent débarquées, à la grande satisfaction des patriotes qui manquaient de beaucoup de choses.

A peine arrivé à Barcelona, il convoqua un nouveau congrès, proclama un gouvernement provisoire dont il se déclara le président, sous le titre de chef suprême de la république de Venezuela.

Arismendy partit, le 2 janvier 1817, avec deux cents hommes, pour rejoindre Bolivar. C'est le même général qui avait accablé de ses reproches les deux dictateurs, à leur départ de Cumana. Dans le temps où s'agitait la question du rappel de Bolivar, l'amiral Brion, qui n'était pas en parfaite intelligence avec le gouverneur de Margarita, ne pouvait guère espérer de le mettre dans les intérêts du général en chef. Pour gagner Arismendy et le ramener ouvertement à la cause de Bolivar, il eut recours à l'entremise de Villaret, major-général de la flotte, qui avait toute sa confiance. Villaret parvint, en effet, à présenter et à faire goûter à Arismendy la mesure du rappel du libérateur. En apprenant l'heureux succès de cette démarche, Bolivar fut saisi de la joie la plus vive; il sentait que le pouvoir lui revenait. Aussi, dès le 4 janvier, le chef suprême fit proclamer, avec la loi martiale, la réunion des trois pouvoirs en sa personne.

Bolivar n'était pas aimé dans Barcelona; mais, fort de l'ascendant que lui donnait son autorité rajeunie, il fit prendre les armes à

un certain nombre d'habitans, il en forma un petit corps de troupes qui se grossit d'autant d'esclaves qu'on en put rassembler. Le 5 janvier, ces soldats marchèrent aux postes d'observation des Espagnols, près de Clarins. Le 9, Bolivar, à la tête d'environ trois cents hommes armés, suivis d'une pièce de canon, ordonna l'attaque. Les Espagnols étaient commandés par le colonel Ximenes, au nombre d'environ cinq cents hommes d'une bravoure éprouvée. Ce fut le général Arismendy qui commanda dans cet engagement, Bolivar étant resté sur les derrières. Arismendy soutint un combat de quatre heures; à la fin, sa petite troupe, prise à la fois en queue et en flanc, fut forcée de battre en retraite avec perte de son canon, du bagage, etc. Le général Bolivar n'eut pas plutôt appris que ses troupes étaient tombées dans une embuscade et se mettaient en déroute, que, sans penser à marcher en avant pour les rallier et dégager Arismendy, il tourna bride et se sauva, entraînant à sa suite plusieurs officiers jusqu'à Barcelona, où il se tint en sûreté. Des papiers et les plans d'opération, dont étaient

Arismendy partit, le 2 janvier 1817, avec deux cents hommes, pour rejoindre Bolivar. C'est le même général qui avait accablé de ses reproches les deux dictateurs, à leur départ de Cumana. Dans le temps où s'agitait la question du rappel de Bolivar, l'amiral Brion, qui n'était pas en parfaite intelligence avec le gouverneur de Margarita, ne pouvait guère espérer de le mettre dans les intérêts du général en chef. Pour gagner Arismendy et le ramener ouvertement à la cause de Bolivar, il eut recours à l'entremise de Villaret, major-général de la flotte, qui avait toute sa confiance. Villaret parvint, en effet, à présenter et à faire goûter à Arismendy la mesure du rappel du libérateur. En apprenant l'heureux succès de cette démarche, Bolivar fut saisi de la joie la plus vive; il sentait que le pouvoir lui revenait. Aussi, dès le 4 janvier, le chef suprême fit proclamer, avec la loi martiale, la réunion des trois pouvoirs en sa personne.

Bolivar n'était pas aimé dans Barcelona; mais, fort de l'ascendant que lui donnait son autorité rajeunie, il fit prendre les armes à

rables, marcha contre le misérable corps de troupes que commandait Zarasa, et le dispersa. Ces deux succès remirent les Espagnols en possession de toute la province de Barcelona, à l'exception de la capitale.

Pendant ce temps-là, San Yago Marinno tenait à part la campagne dans la province de Cumana, son pays natal. Il en assiégea la capitale. Dans une attaque qu'il fit sur cette place, il fut repoussé par le général Pardo qui y commandait, jusque dans son camp retranché des savannes de Cantaroc.

Toutefois, le général Bolivar s'employait à des préparatifs de défense. Il ordonna de construire promptement à Barcelona un vaste bâtiment, isolé de tout autre, pour servir d'hôpital militaire. Ce bâtiment fut appelé *la Charité*. Divers corsaires se présentèrent à Barcelona avec leurs officiers d'équipage, des armes et des munitions de toute espèce. Ils furent bien reçus. Ce puissant secours était encore dû à la sollicitude empressée et à l'activité prodigieuse de l'amiral Brion. Six canons de gros calibre furent transportés du vaisseau amené au port, dans le bâtiment de

la Charité, où on les mit en batterie, et où les soldats et les nouvelles recrues furent aussitôt casernés. La garnison se composa alors de près de mille hommes, au nombre desquels on doit compter quatre cent cinquante étrangers, pris dans l'équipage des corsaires.

Sur l'avis reçu par le général Pascal Real, commandant en chef de l'armée espagnole d'Orient, que Bolivar se mettait à couvert dans le bâtiment de la Charité, il résolut d'attaquer sur-le-champ Barcelona avec les forces réunies de Bause, Ximenes et du général François Thomas Morales. Bolivar se mit d'abord en devoir de défendre les approches du port; mais, après cette démonstration, il rentra dans la Charité. A partir du 10 février, l'armée ennemie manœuvra secrètement pour s'établir autour de la ville qui se trouva investie. Cependant, une grande faute accompagna ce mouvement du général espagnol : il laissa la route de Cumana entièrement dégarnie. Cette faute n'échappa point à Bolivar qui pria instamment Marinno de la faire tourner à leur avantage. En effet, Marinno alla par la route abandonnée, surpren-

dre Real qu'il força à la retraite, et, le 11 février, il entrait dans Barcelona. Le 14, un fort détachement de l'armée patriote se dirigea vers Saint Bernard. Il attaqua un corps de troupes espagnoles retranchées dans un couvent; mais, ayant été repoussé, il revint, la nuit, à Barcelona.

La flotte espagnole manœuvra enfin pour forcer l'entrée du port. Le 18 février, dix-sept vaisseaux de guerre dont se composait l'escadre, indépendamment des chaloupes armées, avancèrent vers le port. Ils lâchèrent une bordée aux vaisseaux des corsaires, et aux chaloupes en mer chargées d'empêcher la descente. Le combat devint terrible; l'escadre espagnole essuya une grande perte; elle ne put se sauver d'une entière destruction qu'en prenant le large. Les capitaines et les soldats, vainqueurs dans le combat, étaient des Français et des Américains du nord, engagés au service de la république.

Du côté de la terre, le général Real, après avoir réuni les débris de son armée, reçut des renforts qui le mirent en état de reprendre la campagne. Il se remit alors en marche

dans le dessein d'attaquer, une seconde fois, Barcelona. Il avança jusqu'à Tuacal, située à deux milles environ de cette place, et s'y retrancha.

Le 23 février, le corsaire *la Diane*, capitaine Thomas Debouille, se mit en mer et donna la chasse à un bâtiment royal qui surveillait près du port ce qui se passait dans l'escadre des patriotes. Debouille mit le feu au bâtiment d'observation, à la vue de tous les vaisseaux de l'ennemi. *La Diane* ne perdit dans l'action qu'une de ses voiles qui fut à moitié brûlée. Elle continua ensuite sa course pour se rendre à Margarita.

A l'approche de la nuit du 28 février, les Espagnols abandonnèrent leur camp, sans avoir osé tenter une attaque contre Barcelona, et se retirèrent aux environs de Caracas.

Le 4 mars, trois cents hommes d'infanterie descendirent des chaloupes de la république commandées par le capitaine Antonio Dias qui les conduisit à l'attaque d'une batterie placée au sommet d'une montagne appelée Moro, à peu de distance de Barcelona. L'opi-

niâtreté des assaillans se soutint inébranlable contre le feu de cette batterie, dont ils eurent beaucoup à souffrir. L'approche en était dangereuse; elle était protégée par dix-huit vaisseaux de la marine espagnole. Deux chaloupes des patriotes commencèrent à canonner la batterie, qui fut vivement attaquée sous le commandement du colonel indien Annario, par les soldats des huit autres chaloupes, descendus sur la rive, et qui, sous un feu roulant de mousqueterie, parvinrent au sommet des collines raboteuses et escarpées. L'audace de ces soldats fut couronnée du plus brillant succès; les Espagnols, saisis de frayeur, n'eurent que le temps d'abandonner leur batterie et les bords de la mer. Ce qu'il y eut de remarquable, c'est que les assaillans, conduits par Annario, ne perdirent que peu de monde dans cette attaque désespérée, tandis que les Espagnols jonchèrent de leurs morts le champ de bataille.

Le commandant en chef, Morillo, avait dans le courant de mars, fixé son quartier-général à Maracay. Ce fut là qu'il apprit la

fâcheuse issue du combat livré aux environs de Barcelona. A la nouvelle de la défaite de ses troupes, il entra dans une fureur qui approchait de la rage, et ordonna aussitôt l'arrestation du général Real et sa détention au fort de Colorados, à Laguaira. Le brigadier-général Morales, les colonels Urdaneta et Guerro, et le capitaine Alexo furent aussi arrêtés. On les conduisit à Porto Cabello, chargés du reproche d'avoir, par leur lâcheté, cédé la victoire aux ennemis. Tel était l'esprit capricieux et tyrannique de Morillo, que ce général ne daigna pas particulariser les fautes de ces officiers, et ne jugea pas nécessaire de fixer la durée de leur détention.

Enflés d'orgueil par le succès inespéré de leurs armes, Bolivar et Marinno passaient dans les fêtes le temps qu'ils auraient dû employer à joindre leurs forces pour marcher contre Cumana, éclairer la côte et les plaines, et chasser les Espagnols de la province de Barcelona. Peut-être ils auraient agi autrement, s'ils eussent été d'accord sur un même plan de campagne; mais Bolivar, conseillé par la jalousie qu'entretenait dans son esprit, toujours secrè-

tement inquiet, le grand crédit de Marinno parmi les habitans du territoire de Barcelona, refusait de concourir, avec lui, au siége de Cumana, insistant sur la nécessité d'agir contre Caracas où il savait que Marinno n'aurait aucune influence. Celui-ci, au contraire, s'était prononcé pour le siége de Cumana. Les mêmes causes de division entre ces deux chefs eurent alors les mêmes effets qu'en 1813. Marinno qui aspirait pour la seconde fois à l'indépendance, finit par donner à ses troupes l'ordre d'évacuer Barcelona. Néanmoins, ayant appris que les Espagnols commandés par le colonel Aldama étaient en marche pour revenir à l'attaque de cette ville, il campa tout près, en face de l'édifice où s'était retranché Bolivar.

Ainsi, Marinno ne craignit pas d'abandonner de nouveau son général en chef qui eut encore la faiblesse de tolérer cette défection. Ce fut en vain que Bolivar envoya des officiers à Marinno pour lui représenter, dans les termes les plus forts, et les avantages qui résulteraient de la jonction de leurs forces et les dangers imminens qu'entraînerait

Arismendy partit, le 2 janvier 1817, avec deux cents hommes, pour rejoindre Bolivar. C'est le même général qui avait accablé de ses reproches les deux dictateurs, à leur départ de Cumana. Dans le temps où s'agitait la question du rappel de Bolivar, l'amiral Brion, qui n'était pas en parfaite intelligence avec le gouverneur de Margarita, ne pouvait guère espérer de le mettre dans les intérêts du général en chef. Pour gagner Arismendy et le ramener ouvertement à la cause de Bolivar, il eut recours à l'entremise de Villaret, major-général de la flotte, qui avait toute sa confiance. Villaret parvint, en effet, à présenter et à faire goûter à Arismendy la mesure du rappel du libérateur. En apprenant l'heureux succès de cette démarche, Bolivar fut saisi de la joie la plus vive; il sentait que le pouvoir lui revenait. Aussi, dès le 4 janvier, le chef suprême fit proclamer, avec la loi martiale, la réunion des trois pouvoirs en sa personne.

Bolivar n'était pas aimé dans Barcelona; mais, fort de l'ascendant que lui donnait son autorité rajeunie, il fit prendre les armes à

un certain nombre d'habitans, il en forma un petit corps de troupes qui se grossit d'autant d'esclaves qu'on en put rassembler. Le 5 janvier, ces soldats marchèrent aux postes d'observation des Espagnols, près de Clarins. Le 9, Bolivar, à la tête d'environ trois cents hommes armés, suivis d'une pièce de canon, ordonna l'attaque. Les Espagnols étaient commandés par le colonel Ximenes, au nombre d'environ cinq cents hommes d'une bravoure éprouvée. Ce fut le général Arismendy qui commanda dans cet engagement, Bolivar étant resté sur les derrières. Arismendy soutint un combat de quatre heures; à la fin, sa petite troupe, prise à la fois en queue et en flanc, fut forcée de battre en retraite avec perte de son canon, du bagage, etc. Le général Bolivar n'eut pas plutôt appris que ses troupes étaient tombées dans une embuscade et se mettaient en déroute, que, sans penser à marcher en avant pour les rallier et dégager Arismendy, il tourna bride et se sauva, entraînant à sa suite plusieurs officiers jusqu'à Barcelona, où il se tint en sûreté. Des papiers et les plans d'opération, dont étaient

porteurs les officiers patriotes, tombèrent dans les mains du vainqueur.

Quand le bruit de la victoire remportée sur les troupes de Bolivar se répandit dans Caracas, les Espagnols se cotisèrent et réunirent une somme de mille écus en argent qu'ils partagèrent entre les officiers qui, n'ayant point de commission, étaient entrés, en qualité de volontaires, dans le corps du colonel Ximenes. Le gouvernement leur donna des brevets à tous. Nous ne saurions citer un seul exemple d'encouragement de cette espèce du côté des patriotes.

Ainsi, abandonnés par leur général en chef, les Indépendans s'enfuirent en désordre du côté de Texas, vivement poursuivis par Ximenes. La plupart des trois cents hommes qu'Arismendy avait menés au combat, mirent bas les armes et se rendirent. Le pardon fut offert aux fuyards, à condition qu'ils entreraient au service d'Espagne; on fusilla les prisonniers pris les armes à la main.

Cette victoire rétablit les communications entre Ximenes et Morales; celui-ci en profita aussitôt : il rassembla des forces considé-

rables, marcha contre le misérable corps de troupes que commandait Zarasa, et le dispersa. Ces deux succès remirent les Espagnols en possession de toute la province de Barcelona, à l'exception de la capitale.

Pendant ce temps-là, San Yago Marinno tenait à part la campagne dans la province de Cumana, son pays natal. Il en assiégea la capitale. Dans une attaque qu'il fit sur cette place, il fut repoussé par le général Pardo qui y commandait, jusque dans son camp retranché des savannes de Cantaroc.

Toutefois, le général Bolivar s'employait à des préparatifs de défense. Il ordonna de construire promptement à Barcelona un vaste bâtiment, isolé de tout autre, pour servir d'hôpital militaire. Ce bâtiment fut appelé *la Charité*. Divers corsaires se présentèrent à Barcelona avec leurs officiers d'équipage, des armes et des munitions de toute espèce. Ils furent bien reçus. Ce puissant secours était encore dû à la sollicitude empressée et à l'activité prodigieuse de l'amiral Brion. Six canons de gros calibre furent transportés du vaisseau amené au port, dans le bâtiment de

la Charité, où on les mit en batterie, et où les soldats et les nouvelles recrues furent aussitôt casernés. La garnison se composa alors de près de mille hommes, au nombre desquels on doit compter quatre cent cinquante étrangers, pris dans l'équipage des corsaires.

Sur l'avis reçu par le général Pascal Real, commandant en chef de l'armée espagnole d'Orient, que Bolivar se mettait à couvert dans le bâtiment de la Charité, il résolut d'attaquer sur-le-champ Barcelona avec les forces réunies de Bause, Ximenes et du général François Thomas Morales. Bolivar se mit d'abord en devoir de défendre les approches du port; mais, après cette démonstration, il rentra dans la Charité. A partir du 10 février, l'armée ennemie manœuvra secrètement pour s'établir autour de la ville qui se trouva investie. Cependant, une grande faute accompagna ce mouvement du général espagnol : il laissa la route de Cumana entièrement dégarnie. Cette faute n'échappa point à Bolivar qui pria instamment Marinno de la faire tourner à leur avantage. En effet, Marinno alla par la route abandonnée, surpren-

dre Real qu'il força à la retraite, et, le 11 février, il entrait dans Barcelona. Le 14, un fort détachement de l'armée patriote se dirigea vers Saint Bernard. Il attaqua un corps de troupes espagnoles retranchées dans un couvent; mais, ayant été repoussé, il revint, la nuit, à Barcelona.

La flotte espagnole manœuvra enfin pour forcer l'entrée du port. Le 18 février, dix-sept vaisseaux de guerre dont se composait l'escadre, indépendamment des chaloupes armées, avancèrent vers le port. Ils lâchèrent une bordée aux vaisseaux des corsaires, et aux chaloupes en mer chargées d'empêcher la descente. Le combat devint terrible; l'escadre espagnole essuya une grande perte; elle ne put se sauver d'une entière destruction qu'en prenant le large. Les capitaines et les soldats, vainqueurs dans le combat, étaient des Français et des Américains du nord, engagés au service de la république.

Du côté de la terre, le général Real, après avoir réuni les débris de son armée, reçut des renforts qui le mirent en état de reprendre la campagne. Il se remit alors en marche

dans le dessein d'attaquer, une seconde fois, Barcelona. Il avança jusqu'à Tuacal, située à deux milles environ de cette place, et s'y retrancha.

Le 23 février, le corsaire *la Diane*, capitaine Thomas Debouille, se mit en mer et donna la chasse à un bâtiment royal qui surveillait près du port ce qui se passait dans l'escadre des patriotes. Debouille mit le feu au bâtiment d'observation, à la vue de tous les vaisseaux de l'ennemi. *La Diane* ne perdit dans l'action qu'une de ses voiles qui fut à moitié brûlée. Elle continua ensuite sa course pour se rendre à Margarita.

A l'approche de la nuit du 28 février, les Espagnols abandonnèrent leur camp, sans avoir osé tenter une attaque contre Barcelona, et se retirèrent aux environs de Caracas.

Le 4 mars, trois cents hommes d'infanterie descendirent des chaloupes de la république commandées par le capitaine Antonio Dias qui les conduisit à l'attaque d'une batterie placée au sommet d'une montagne appelée Moro, à peu de distance de Barcelona. L'opi-

niâtreté des assaillans se soutint inébranlable contre le feu de cette batterie, dont ils eurent beaucoup à souffrir. L'approche en était dangereuse; elle était protégée par dix-huit vaisseaux de la marine espagnole. Deux chaloupes des patriotes commencèrent à canonner la batterie, qui fut vivement attaquée sous le commandement du colonel indien Annario, par les soldats des huit autres chaloupes, descendus sur la rive, et qui, sous un feu roulant de mousqueterie, parvinrent au sommet des collines raboteuses et escarpées. L'audace de ces soldats fut couronnée du plus brillant succès; les Espagnols, saisis de frayeur, n'eurent que le temps d'abandonner leur batterie et les bords de la mer. Ce qu'il y eut de remarquable, c'est que les assaillans, conduits par Annario, ne perdirent que peu de monde dans cette attaque désespérée, tandis que les Espagnols jonchèrent de leurs morts le champ de bataille.

Le commandant en chef, Morillo, avait dans le courant de mars, fixé son quartier-général à Maracay. Ce fut là qu'il apprit la

et des soldats de la garnison furent réduits à se laisser mourir d'inanition. On fit embarquer plus de quinze cents femmes et enfans pour les soustraire au même sort; mais il ne fut permis à aucun homme de les suivre. Fitz-Gerald, au sein de ces horreurs, resta ferme à son poste.

Cependant, l'amiral Brion, à la tête de son escadre, vint mouiller à l'embouchure de l'Orinoco. Il contribua puissamment à la conquête de la province envahie, en ouvrant le passage fermé par le fleuve et gardé par une nombreuse flottille espagnole. Le capitaine Debouille, qui avait acquis tant de gloire devant Barcelona, força ce passage, sous le feu épouvantable de l'escadre ennemie, brûla ou coula à fond trente vaisseaux ennemis et en prit huit autres.

Après la destruction de son escadre, le gouverneur Fitz-Gerald ne s'occupa plus que de dérober à la vengeance des vainqueurs le reste de la garnison. Il fit monter le petit nombre de soldats qui lui restaient sur plusieurs vaisseaux, et s'éloigna d'Angostura, à la faveur de la nuit. Il arriva sans obstacle à l'île

de Grenade. Le 18 juillet 1817, il entra dans Argos.

Le même jour, le général Piar faisait son entrée dans Angostura. Il y trouva beaucoup de morts et un grand nombre de personnes malades, faute de nourriture; ses troupes elles-mêmes furent émues à l'aspect horrible qu'offrait cette malheureuse cité.

La ville de la Vieille Guayana fut évacuée, le 30 août, et toute la province fut réunie à Venezuela. Dans les deux villes, les Espagnols trouvèrent une grande quantité de marchandises et de munitions de guerre, et plus de mille prisonniers parmi lesquels on comptait l'évêque, son clergé, et beaucoup d'officiers et de personnes de distinction, qui tous furent traités avec égard.

Cette brillante conquête fut effectuée, à l'insu du général Bolivar. On en fut entièrement redevable au courage et aux talens de deux étrangers, Brion et Piar. Les avantages qu'elle procura à la république furent considérables, et cependant quelle fut la récompense de ces deux généraux? Le premier mourut à Curaçao, pauvre et le cœur brisé de

douleur; le second fut fusillé par ordre du chef suprême.

Cependant, Bolivar avait perdu beaucoup de son influence depuis qu'il s'était enfui du champ de bataille d'Ocumare, et il n'avait pas fallu moins que tout le crédit dont jouissait Brion pour le faire revenir sur le continent. Le général Piar se montra fort opposé à ce rappel, et quand Bolivar eut repris son ancien titre de chef suprême, et eut proclamé la loi martiale, il ne se montra pas moins empressé à se répandre en discours injurieux contre lui. Après sa fuite de Barcelona, Bolivar se tenait si retiré dans les plaines que personne ne savait au juste ce qu'il était devenu. Le plus grand nombre des chefs patriotes partageaient secrètement les sentimens de Piar, et voyaient à regret au timon des affaires un homme qui, pour concentrer tous les pouvoirs dans sa personne, retardait par tous les moyens imaginables la convocation d'un congrès [1]. Ses amis les plus dévoués, Francisco

[1] Nous sommes loin de révoquer en doute la bonne foi de l'auteur quand il affirme, dans plusieurs endroits de son intéressant ouvrage, que Bolivar était opposé à toute con-

Antonio Zea et Jose Brion lui avaient représenté plusieurs fois la nécessité d'une telle mesure, mais inutilement; Bolivar s'était montré constamment sourd à leurs instances. On voit par là que le chef suprême se piquait peu de tenir ses promesses. Toutefois, ces deux personnages réunis à plusieurs membres de l'ancien congrès pensèrent qu'en l'absence de Bolivar ils pouvaient recourir à ce moyen

vocation de congrès. Mais pourquoi lui faire un crime de cette disposition qui n'était probablement que le résultat de ses constantes méditations sur le choix des mesures qui devaient produire la réunion de toutes les forces colombiennes, éparpillées sur une immense étendue de territoire? La concentration du pouvoir, dans un seul homme, pouvait être sa pensée dominante, il est vrai, mais comme moyen unique d'écraser plus promptement ses ennemis et d'affranchir irrévocablement la patrie. Toutefois, si nous avons cru devoir laver Bolivar d'une accusation sans portée, peut-être, nous ne balançons pas à déclarer de même en faveur de l'auteur, que si ses opinions diffèrent quelquefois des nôtres, nous n'en rendons pas moins justice à la pureté de ses intentions. Un vieux soldat qui a arrosé de son sang le sol de pays libres, dans les deux hémisphères, est aussi incapable de blesser la vérité que de manquer à l'honneur. Le succès immense qu'a obtenu son livre, justifie suffisamment notre assertion sur ce point important.

(*N. d. T.*)

qui, d'après leurs opinions personnelles, pouvait avoir la plus favorable influence sur les affaires de la république. Brion, Zea, Marinno et Arismendy étant tombés d'accord sur l'opportunité du moment, on convoqua le 8 de mai 1817, dans l'église cathédrale, une junte composée des habitans les plus respectables de Venezuela. L'assemblée fut très nombreuse. L'amiral Louis Brion, l'intendant Zea, Jose Cortes Madariaga, plus connu sous le nom du chanoine du Chili, adressèrent à l'assemblée des discours dans lesquels ils appuyaient sur la nécessité pressante d'établir un congrès. Cette nécessité était sentie par tous les membres de l'assemblée; aussi les paroles de ces membres furent-elles accueillies avec des démonstrations non équivoques de satisfaction. Le congrès fut donc rétabli, et les citoyens Francisco Xavier Maiz, Francisco Alcala, Diego Valenilla, Diego Alcala, Manuel Raba, Franc. de Paula Navàs, D. B. Urbaneja et Man. Maneyn, furent proclamés membres de ce congrès. Cette élection n'était que provisoire, afin de donner le temps de convoquer tous les membres du premier congrès,

et ce corps devait être légalement constitué par les élections régulières du peuple.

Le pouvoir exécutif fut confié à Simon Bolivar, à Francisco del Toro, et à Franc. Xavier Maiz. A ceux qui seraient surpris de voir le nom de Bolivar figurer dans cette élection, nous dirons qu'il était à craindre qu'en l'écartant violemment du pouvoir il ne s'opposât à tous les actes de l'assemblée. Cette manifestation non équivoque des sentimens de la portion éclairée de la nation contre le despotisme militaire d'un seul ne fut pas cependant suivie d'une amélioration sensible dans l'ordre politique, car les opérations militaires exigeaient à chaque instant un changement de lieu, et dans ces mouvemens multipliés, le congrès sentit qu'il lui serait impossible de s'occuper avec succès de l'accomplissement de sa tâche. Après quelques mois d'efforts infructueux, il fut obligé de se dissoudre et de laisser les trois pouvoirs entre les mains du général Bolivar.

Aussitôt que Bolivar, retiré dans les plaines de Cumana, eut appris ce qui se passait, il entra dans une violente colère, et non seule-

ment il annula les actes du congrès, mais il en persécuta les membres les plus influens, particulièrement le chanoine du Chili, contre lequel sa haine paraissait très impatiente de s'assouvir. Brion et Zea, qui connaissaient parfaitement son humeur vindicative, s'empressèrent alors de l'apaiser, en lui assurant qu'ils avaient tous été persuadés qu'il avait été tué, et que dans cette idée il avait été de toute nécessité de convoquer un congrès qui pût s'occuper de l'institution d'un gouvernement. Bolivar parut se rendre à leurs raisons; mais, dès ce moment-là, il leur montra à l'un et à l'autre bien moins de confiance qu'auparavant. Il n'était pas mieux disposé en faveur de Marinno, qui plus tard fut impliqué dans le procès du général Piar, et qui aurait infailliblement perdu la vie, s'il ne s'était soustrait à propos par la fuite au sort qui le menaçait.

Le général Paez, à la tête de deux mille Llaneros, défit les Espagnols dans deux affaires brillantes, l'une à Guayabal, où le général Calzada avait réuni trois mille hommes, et l'autre à Calabozo, où Morillo commandait

en personne. Celui-ci, dont l'armée s'élevait à deux mille cinq cents hommes, vit ce nombre réduit à trois cents après la bataille. Il se retira alors en toute hâte sur Valencia. Ces deux victoires du général Paez, dans lesquelles il tua, blessa, prit et dispersa environ six mille hommes des meilleures troupes de Morillo, le rendirent l'effroi des Espagnols. Dans leur découragement, ceux-ci demandèrent à évacuer Caracas et Laguaira, pour se retirer ensuite dans la forte place de Porto Cabello. Cependant, dans ces conjonctures, Morillo reçut la nouvelle que trente bâtimens de transport lui apportaient trois mille hommes et une grande quantité d'armes et de munitions. Il vint alors lui-même, au commencement de juin, à Cumana, où ces bâtimens étaient arrivés; et après quelques jours de repos, ayant renforcé son armée de ce secours de troupes fraîches, il marcha contre Marinno, qui n'avait pas bougé de Cariaco. Il l'attaqua et le mit en déroute; puis, s'étant emparé de Cumanacoa et de Carupano, il y laissa des garnisons et revint à Cumana.

Au lieu de se préparer à marcher contre Paez, Morillo s'embarqua à bord des bâtimens de transport avec les quatre mille hommes environ, arrivés récemment d'Espagne, sous l'escorte de divers bâtimens armés.

Cette nouvelle expédition était dirigée contre la Margarita. En passant près de l'île de Coche, le général espagnol fit monter à son bord les troupes qui s'y trouvaient réunies sous les ordres du colonel Aldama.

En voyant ainsi Morillo concentrer autour de lui toutes les forces espagnoles en disponibilité, on pouvait supposer qu'il se préparait à une entreprise dont l'exécution présentait plus d'un obstacle. En effet, Morillo ne pouvait oublier la perte de trois mille hommes qu'il avait faite, en 1815, lors de sa première arrivée en Amérique. Il avait cru, à cette époque, que ce serait chose facile que de réduire la petite île de la Margarita. Arismendy, homme de tête et de cœur tout à la fois, profitant des avantages naturels que lui offraient des collines buissonneuses pour une guerre défensive, lui fit essuyer échec sur échec, et le força enfin à évacuer l'île. Morales

n'avait pas été plus heureux; aussi ces deux chefs étaient-ils singulièrement animés contre ces insulaires. Avant de s'embarquer pour cette nouvelle expédition, Morillo déclara hautement qu'il réduirait l'île en cendres, après avoir passé ses habitans au fil de l'épée. Malgré cette déclaration menaçante, les Margueritains, après deux mois de combats continuels, parvinrent à détruire la plus grande partie de l'armée de Morillo, dont les débris s'enfuirent précipitamment de cette île, qui n'avait jamais subi le joug espagnol. J'entrerai, au reste, dans de plus amples détails relativement à ces trois expéditions, quand, dans un article séparé, je parlerai du général Arismendy.

Après avoir perdu presque la totalité de ses quatre mille hommes dans cette sanglante campagne de deux mois, Morillo furieux mit le feu, dans sa retraite, à tout ce qu'il rencontrait sur son passage, et passa impitoyablement au fil de l'épée les habitans de la Margarita qui tombaient entre ses mains, sans distinction de sexe ni d'âge. Sa fureur alla si loin qu'il fit mettre à mort même les Margueritains qui avaient combattu vail-

lamment sous ses drapeaux, n'exceptant pas ceux d'entre eux qui, dans son expédition de 1815, s'étaient présentés à lui, encouragés par une promesse générale d'amnistie.

A la fin d'août, Morillo arriva dans la ville de Caracas de si mauvaise humeur que, pendant plusieurs jours, il ne voulut recevoir personne. Poursuivi par l'idée de la perte énorme qu'il venait de faire, dans deux mois de temps, et n'avisant, dans l'avenir, aucun moyen qui pût favoriser la cause royale, il était réduit à un état voisin de la démence. Pendant son absence, Paez avait battu les généraux espagnols, Calzada et Correo, à peu de distance de la ville de San Fernando de Apure. Le manque de provisions et d'argent avait produit la maladie et la désertion. Les patriotes s'étaient aussi répandus dans la province de Barinas, et, le 14 août, s'étaient emparés de la capitale et de la ville de Guanare où ils avaient trouvé toute sorte de munitions. Pour comble de malheur, Morillo apprit, peu après, que la riche province de de la Guayana, qui lui avait fourni, jusqu'à ce jour, une grande quantité d'argent, de mar-

chandises et de provisions, avait secoué tout-à-fait le joug. C'était peu pour remédier à tant de pertes que le colonel Ximenes eût battu le général San Yago Marinno, le 27 août, et pris d'assaut la ville de Guiria.

Dans ces critiques conjonctures, Morillo publia, à Caracas, le 23 septembre 1817, avec beaucoup de solennité, une amnistie générale en faveur de tous ceux qui avaient servi dans l'armée patriote. Il fut assez stupide pour croire que cette amnistie accordée à la condition expresse de retourner sous la domination espagnole, produirait une profonde impression sur l'esprit des Américains; il oubliait ainsi que les Venezueliens connaissaient assez le caractère des chefs espagnols et le sien en particulier pour ne pas accorder la plus légère confiance à ses promesses.

Pendant l'expédition de Morillo contre la Margarita, les patriotes parcouraient la province de la Guayana où ils trouvèrent des munitions de toute espèce, cette province n'ayant jamais souffert d'aucune invasion étrangère, avant cette guerre. Aussitôt que Bolivar fut informé qu'elle était devenue la conquête

de Piar et de Brion, sa jalousie fut excitée au plus haut degré, mais il dissimula et se hâta de se rendre à Angostura. Il reçut Piar très grâcieusement; mais celui-ci, naturellement d'une humeur froide et sévère, reçut ses complimens d'un air froid et dédaigneux qui produisit la plus fâcheuse impression sur l'esprit vain et hautain du chef suprême. Au reste, Piar se croyait bien supérieur au général Bolivar, sous le double rapport de la science militaire et du courage. C'est le même Piar qui avait été élevé au grade de major-général, quand Marinno, collègue et rival de Bolivar, exerçait la dictature sur les provinces orientales de Venezuela, dans les années 1813 et 1814.

A Angostura, Bolivar s'occupait activement de mettre à exécution son plan favori qui avait pour objet la délivrance de la capitale et de la province de Caracas. Il détacha d'abord le général Bermudes avec quatre mille hommes. Celui-ci partit, le 25 septembre, avec ordre de se joindre à la division de Zarasa qu'il trouva à Chaguaramas. Pendant ce temps-là, l'amiral Brion qui craignait que

le chef suprême ne conservât quelque rancuneux souvenir de la conduite qu'il avait tenue, lors de la convocation du congrès, surveillait, avec un zèle infatigable, la construction de plusieurs chaloupes canonnières qui devaient protéger l'Orinoco et maintenir la liberté des relations entre les habitans d'Angostura et des places étrangères.

Bermudes, après avoir joint Zarasa qui, avec deux mille Llaneros, occupait Calcuta et dont les postes avancés s'étendaient, d'un côté, jusqu'à El Raetro et, de l'autre, jusqu'à San Sebastiano, se dirigea sur Coloboza et San Carlos où il se réunit au général Paez. Pendant ce mouvement, le général Monagas recevait l'ordre de s'emparer de Barcelona. De son côté, le chef suprême avait rassemblé un corps nombreux de recrues dans la province de la Guayana, dans l'intention d'agir de concert avec toutes ces forces contre Caraças, ville ouverte et sans défense, au lieu de marcher contre Cumana que les Espagnols avaient fortifiée et contre Porto Cabello qui était aussi amplement pourvu de moyens de défense. Il paraissait si sûr d'être bientôt maître de Cara-

cas qu'il disait publiquement que les couleurs de la République allaient flotter incessamment sur la tour de la cathédrale de cette cité. Dans cette persuasion, il publia la proclamation suivante qui était adressée aux habitans de la vallée de Tuy :

« Caraguins!

» Le moment précieux, marqué par la di-
» vine Providence pour l'expulsion totale du
» gouvernement espagnol du territoire de Ve-
» nezuela, est enfin arrivé. Les armes de la
» République ont triomphé partout. Nous
» avons été constamment victorieux depuis
» les plaines de Casanare jusqu'à l'embou-
» chure de l'Orinoco. Vingt actions glorieu-
» ses ont consolidé le sort de Venezuela. Tous
» les chefs fameux que l'Espagne a envoyés,
» pour nous assujétir, ont été battus par nos
» troupes, excepté Morillo qui évite la bataille
» que nous brûlons de lui offrir. Cinq mille
» hommes protégent cette riche province
» (la Guayana); cinq mille autres, sous les

» ordres du général Marinno, sont prêts à
» marcher contre Cumana et à la délivrer.
» Plusieurs mille des braves habitans de Maturin, commandés par le général Roxas,
» sont également disposés à bien recevoir les
» Espagnols, si ceux-ci venaient à attaquer
» leur ville. L'intrépide général Monagas les
» harrasse avec sa brigade, près de Barcelona.
» La vaillante brigade commandée par le digne général Zarasa, forte de deux mille
» hommes, a marché à travers les plaines de
» Caracas pour délivrer ses habitans opprimés. L'armée de Paez, dont le nom nous
» rappelle les défaites de Calzada, de Morillo,
» de Gorrin, de Lopez, de Ramos, de Reyes,
» de Gongorra et de beaucoup d'autres, est
» forte de quatre mille hommes. Ce général
» a fait briller les étincelles de la liberté sur
» une grande partie de la Nouvelle Grenade.
» Caraguins! Après avoir délivré la Guayana,
» je repasse l'Orinoco et je serai bientôt
» au milieu de votre capitale, avec une armée plus formidable qu'aucune de celles
» qui existèrent jamais dans Venezuela. Les
» forces de Morillo ont été réduites à rien.

» Le misérable renfort que Capini a amené » dernièrement d'Espagne n'est pas suffisant » pour prendre le fort de Pompotar, dans » l'immortelle Margarita. Caraguins! méprisez le pouvoir des Espagnols; tant que nous » demeurerons unis, nous serons invincibles.

« *Signé*, SIMON BOLIVAR. »

Quartier-général de la Guayana, 1er juillet 1826.

En examinant attentivement cette pompeuse proclamation, nous la voyons comme celles que nous avons citées avant, remplie d'assertions un peu hasardées. Bolivar dit d'abord que vingt affaires glorieuses ont consolidé la destinée de Venezuela. Il est, cependant, notoire que depuis le jour de sa rentrée sur le territoire de Venezuela, le 31 décembre 1816, il n'y eut d'autres actions glorieuses que celles où le général Paez battit Aldama et Morillo, où Piar défit de La Torre et où le colonel Gomez remporta un avantage sur Morillo, dans l'île de la Margarita, mais ces actions ne s'élèvent pas en tout au-dessus de quatre.

En second lieu, la description pompeuse des forcès de la république est fort éloignée de la vérité.

Je me contenterai d'ajouter que le nombre est trop élevé d'un tiers: et que ces formidables armées ne se composaient que de recrues mal habillées, rassemblées à la hâte et sans organisation ou instruction quelconque. Pour plus amples détails, le lecteur peut se reporter au chapitre XIII où j'ai déjà traité ce sujet.

Il dit plus loin : « L'armée du général Paez » nous rappelle les défaites de Calzada, de Mo- » rillo, de Gorrin, de Lopez, de Ramas, de » Reyes de Gongorra et de beaucoup d'au- » tres. » Cette nombreuse collection de noms sonores ne saurait imposer qu'à ceux qui, éloignés du théâtre de la guerre, n'ont d'autre connaissance des faits que celle qui lui est fournie par ces proclamations; mais pour les personnes qui ont vu les choses de près, il est indubitable que les victoires remportées sur Calzada et Morillo se réduisaient à de simples avantages. Mais la phrase suivante fournit le meilleur exemple de l'emphase prétentieuse du général : *Caraguins! après avoir*

délivré la Guayana, j'ai repassé l'Orinoco. Par cette phrase, on serait induit à croire qu'il veut faire entendre que lui, général Bolivar, avait délivré la Guayana, quand, au fond, il se trouvait à trois cent cinquante lieues environ du champ de bataille de la Guayana, dans les plaines de Cumana, après avoir été obligé d'abandonner Barcelona.

Dans sa proclamation, il nomme presque tous les chefs de Venezuela, et leur donne, à eux ou à leurs corps, de flatteuses épithètes, Il se vante d'avoir délivré la Guayana, et ne dit pas un mot de l'amiral Brion ou du général Piar, ses véritables libérateurs. Il est vrai que tous les deux étaient des étrangers et que les autres étaient des nationaux.

Brion et Piar furent également offensés de voir leurs noms retranchés d'une proclamation qui parlait de la délivrance de la Guayana, qui n'était due qu'à eux. Dans la vivacité de son dépit, Piar laissa échapper, contre le chef suprême, des propos empreints d'une amère ironie, qui lui furent bientôt rapportés; mais Bolivar dissimula, comme à l'ordinaire, et

reçut Piar avec les mêmes démonstrations d'amitié qu'auparavant.

Ce fut vers cette époque que l'on conseilla à Bolivar de former un gouvernement dont les pouvoirs seraient partagés entre plusieurs personnes, mais il montrait toujours le même éloignement pour la convocation d'un congrès; il prétendait, du reste, qu'il était trop difficile d'en réunir les membres pendant la guerre : il nomma à sa place un *conseil suprême de la nation.*

Bolivar était exclusivement chargé du pouvoir exécutif, sous le titre de président chef suprême. Ce conseil se divisait en deux sections : l'une, la section politique, avait pour président Antonio Francisco Zea; l'autre, la section militaire, était présidée par Louis Brion. Sûr de la soumission de ces deux présidens, Bolivar réunissait ainsi en sa personne tous les pouvoirs du gouvernement; aussi, rien ne se faisait sans sa sanction; quand il tenait la campagne, des courriers lui étaient incessamment expédiés pour signer des papiers relatifs aux départemens de Brion et de Zea. C'est dans cette puissance illimitée qu'il

faut chercher le principal motif de la condamnation de Piar. Je rapporterai ici ce fameux procès, dont les causes secrètes n'ont pas encore été divulguées. Ce récit d'ailleurs offrira plusieurs développemens du caractère du libérateur de la Colombie.

Manuel Piar naquit, en 1782, à l'île hollandaise de Curaçao. C'était un homme de couleur, et ses parens étaient pauvres et travaillaient pour vivre. Ils l'envoyèrent néanmoins à l'école, où on lui enseigna la lecture, l'écriture, les élémens de l'écriture, mais rien de plus. Né fier et orgueilleux, il éprouvait une aversion prononcée pour toute espèce de profession mécanique; aussi, à quinze ans, il quitta ses parens, passa sur le continent de l'Amérique espagnole, et y resta un long espace de temps, avant la révolution de Curaçao, courant d'un lieu à un autre, sans s'assujétir à aucune occupation fixe. Il revint à Curaçao, où il épousa une femme de couleur, qui lui apporta quelque bien; mais son humeur inquiète et ambitieuse ne lui permit pas de rester long-temps à Curaçao, où sa couleur et sa basse extraction ne lui permettaient ni de s'é-

lever ni de s'enrichir. Il parcourut une partie des Antilles à la recherche des affaires et de la fortune, jusqu'au moment de la révolution de Caracas. Il avait laissé sa femme et ses enfans à Curaçao dans la plus grande misère, tandis qu'il vivait avec une jeune et belle personne qu'il avait séduite, et qu'il entretenait sur le continent de l'Amérique avec la plus grande magnificence.

Ce fut au commencement de la révolution de Caracas, en 1810, que Piar débuta dans la carrière militaire, en qualité d'officier sans commission, comme je l'ai dit précédemment. Miranda avait une grande prédilection pour les étrangers qui avaient servi, et les préférait comme officiers à ses propres compatriotes, disant que ceux-ci devaient apprendre à obéir avant de commander. Il vit dans Piar un jeune homme plein de courage et d'ambition, qui passait les jours et les nuits à étudier la science militaire; il l'éleva par degrés au grade de colonel. Il se distingua sur le champ de bataille, acquérant par la pratique ce qui lui manquait en théorie. Son sang-froid au milieu du feu le plus vif, sa

promptitude à saisir les fautes de l'ennemi, et sa bravoure personnelle inspiraient à ses soldats la plus grande confiance. Il dut ainsi son avancement à son mérite, et non à l'intrigue qu'il méprisait. En 1812, Marinno passa à l'île de la Trinité, mais il revint bientôt à Cumana, où il forma un petit corps de jeunes gens, et s'intitula dictateur des provinces de Cumana et de Barcelona. Piar le joignit bientôt, et, l'année suivante, il se vit élevé au rang de major-général. Cependant, Piar n'ignorait pas la part active que Bolivar avait prise à l'arrestation du général Miranda, pour lequel Piar se sentait la plus grande vénération, et il détestait Bolivar à cause de cet acte de perfidie et de cruauté envers un vieillard sans défense. Piar ne tarda pas de prendre un entier ascendant sur l'esprit du faible Marinno, et ce fut lui sans doute qui engagea celui-ci à se détacher de Bolivar. De son côté, le chef suprême parlait de Piar comme d'un homme très dangereux, qui haïssait tous les blancs, et voyait avec la plus grande inquiétude l'intimité de Marinno avec lui. Brion était très animé contre Piar,

et, en me parlant de lui, il avait coutume de dire : « Ce mulâtre de général Piar est un grand » pillard, un grand vagabond. » Cependant Piar passait pour le plus habile général de la Colombie. Il était fort aimé de ses subalternes, particulièrement des étrangers, qui le préféraient à tout autre chef. Ses manières étaient froides, mais simples; rigide observateur de la discipline militaire, il ne laissait jamais impunie la plus légère faute commise sous les armes. Du reste, il montrait pour le bien-être du soldat une sollicitude soutenue. Il défendit constamment la cause de l'indépendance dans l'état de Venezuela, et se signala en plusieurs occasions, dans les années 1813 et 1814. Quand les deux dictateurs s'enfuirent, Piar resta, et remporta plusieurs avantages sur les Espagnols. Le plus bel éloge que nous puissions faire de Piar, c'est de rapporter que lui et Paez étaient considérés par Boves et les autres généraux ennemis, comme les deux chefs les plus redoutables de la Colombie.

Piar disait souvent, en parlant de Bolivar, que c'était un lâche, qui ne méritait pas de

commander, parce qu'il se cachait quand sa présence était le plus nécessaire; il disait aussi qu'il était incapable de combiner aucune opération militaire. Paez, ajoutait-il, quand il a commandé en chef, a remporté plusieurs victoires, mais Bolivar n'a jamais gagné de bataille, se tenant toujours à une distance trop respectueuse du canon [1]. Cependant, en lisant ses proclamations, on croirait qu'il combat à la tête de ses troupes, mais c'est son usage de déguiser la vérité, et dernièrement encore il insinuait qu'il avait délivré la Guayana, tandis qu'il était caché dans les plaines de Cumana. Il a aussi la ridicule manie de copier Napoléon.

Lorsque Bolivar arriva à Angostura, ces paroles de Piar lui furent officieusement rapportées, et produisirent une fâcheuse impression sur son esprit; mais ce qui l'irrita surtout, ce fut de voir combien il était tombé dans la considération publique. Depuis sa fuite de Barcelona, bien des personnes étaient

[1] Propos de soldat qui, selon nous, ne peuvent porter la moindre atteinte à la réputation du chef suprême.

(*N. d. T.*)

tellement revenues sur son compte qu'elles évitaient sa rencontre dans les diverses réunions de la ville. Piar, qui était alors gouverneur de la province, s'y faisait beaucoup d'amis par ses attentions cordiales envers chacun d'eux. Sa maison était constamment remplie d'étrangers, et ses soirées étaient beaucoup plus brillantes que celles du chef suprême. Cette préférence pour Piar était toute naturelle; il savait faire parfaitement les honneurs de sa maison, où chacun des invités se trouvait à l'aise, tandis que chez le chef suprême on observait une certaine étiquette qui déplaisait fort à tout le monde. Dans cet état de choses, le dictateur nourrissait contre Piar un ressentiment que quelques sarcasmes sanglans de celui-ci ne tardèrent pas à faire éclater; ce fut comme le signal de sa ruine.

Vers ce temps-là, beaucoup d'hommes de couleur étaient au service des patriotes, et principalement dans la division commandée par Piar. Beaucoup d'étrangers, habiles militaires, disaient hautement que le général Piar était supérieur au chef suprême en tout

ce qui concerne les affaires militaires, et qu'ils aimaient mieux servir sous les ordres du premier.

L'amiral Brion, comme le dictateur, haïssait Piar, et c'est à regret que je déclare qu'il contribua singulièrement à sa ruine. Ce fut lui qui le fit arrêter et juger devant une cour martiale; et, lorsque Bolivar, craignant les conséquences de ce procès, hésitait à prendre une mesure vigoureuse, ce fut Brion qui le décida. Ce fait m'a été affirmé par plus de vingt personnes dignes de foi. Entre autres propos qu'il tint contre Piar, on a retenu celui-ci. On demandait qui serait nommé président de la cour martiale qui jugerait ce général; Brion dit alors : si j'étais nommé président de la cour martiale, je n'accepterais que sous la condition que la cour martiale condamnerait Piar à la peine capitale. Les mêmes personnes m'assurèrent que Brion, ce soir-là, répéta ces paroles sanguinaires, et dans d'autres occasions il n'avait pas montré plus de retenue[1].

[1] Si Brion, que l'auteur a toujours représenté comme un brave militaire, comme un excellent patriote, se prononce

Quand les amis de Piar lui rapportèrent que Brion avait conseillé au général Bolivar de l'arrêter et de le traduire devant une cour martiale, comme un homme de couleur qui conspirait contre les blancs, et cherchait à renverser le gouvernement établi, il perdit sa présence d'esprit et son courage ordinaire. Il se ressouvenait de ce qu'il avait dit contre Bolivar, et savait bien que Brion était son ennemi. Dans la crainte que lui inspira leur pouvoir réuni, il prit le plus mauvais parti qu'un homme de son rang pût embrasser. Au lieu de consulter d'abord ses amis et ses partisans, de leur soumettre sa situation critique, et de former un parti puissant en sa faveur, s'il était nécessaire; au lieu de demander ensuite une explication au chef suprême et à Brion, il emporta tout son or, et partit clandestinement, dans la nuit, suivant le cours de

ainsi pour la peine capitale, n'est-il pas possible qu'il regarde Piar comme un traître? Au reste, la conduite politique de ce chef est déjà livrée à nos plus scrupuleuses investigations, et, dans *l'Histoire de la Colombie* que nous publierons prochainement, nous fixerons l'opinion sur ce point.

(*N. d. Tr.*)

l'Orinoco, afin de s'embarquer sur quelque vaisseau sur lequel il pourrait quitter le pays. Bolivar, qui l'avait entouré d'espions, fut bientôt informé de sa fuite. Il ordonna au général Sedenno de se mettre à la tête d'un corps considérable de cavalerie, de le poursuivre, de l'arrêter et de le ramener à la ville. Quelques personnes sont persuadées que Sedenno reçut l'ordre secret de tuer Piar partout où il le rencontrerait, mais ceci n'est pas certain, quoique Sedenno ait dit ensuite à quelques-uns de ses amis que cet ordre lui avait été donné en effet. Il est certain du moins que Sedenno, avec ses soldats, l'atteignit à environ six milles d'Angostura, et le força de revenir. En arrivant à la ville, il fut mis dans la prison publique, où la garde fut renforcée, et de nombreuses patrouilles parcoururent les rues, avec ordre de disperser tous les groupes qui pourraient se former autour de sa prison. Mais, comme il n'avait communiqué son plan à personne, tous ses amis furent étonnés à la nouvelle de son arrestation, mais ils n'étaient point préparés à le défendre.

Le chef suprême fut extrêmement satisfait, lorsqu'il apprit de Sedenno l'emprisonnement de Piar. Il ne prit point de repos toute la nuit qui suivit cet emprisonnement, craignant sans doute que quelque accident ne lui arrivât à lui-même; il doubla sa garde ordinaire et ordonna à ses gardes-du-corps de se tenir prêts au premier signal. Brion, fortement intéressé à la conservation de Bolivar, auquel il avait sacrifié toute sa fortune pour aider à l'exécution de ses opérations militaires, lui conseilla de frapper un coup décisif et de condamner Piar, afin, disait-il, d'effrayer Marinno, Arismendy et plusieurs autres généraux qui étaient secrètement ennemis du pouvoir du chef suprême. Cette considération fut pleine de force auprès de Bolivar, et, deux jours après l'arrestation de Piar, quand il vit qu'il ne se faisait aucun mouvement en faveur de ce général, sa détermination fut irrévocablement prise. Le fait est que, bien que plusieurs milliers d'individus fussent indignés de l'arrestation du général Piar, et plus encore de le voir traité comme un criminel ordinaire, il n'y avait

rien de préparé d'avance pour favoriser sa délivrance; point de chefs, aucun point de ralliement, aucun plan d'arrêté. Quelques-uns d'eux m'ont assuré qu'ils n'avaient jamais pu croire que l'on condamnât un homme tel que Piar, qui avait rendu des services si éclatans à la République; et, après sa condamnation, il était trop tard pour rien entreprendre, parce que le chef suprême, puissamment secondé par l'amiral, avait augmenté ses forces au moyen des équipages des vaisseaux, et en appelant dans la ville divers corps de troupes dispersés. Bientôt s'assembla un conseil de guerre dont l'amiral Brion fut président. Charles Soublette fut nommé par Bolivar, pour soutenir l'accusation contre Piar. Soublette, le plus vil des instrumens des désirs et des ordres de son maître s'était avancé rapidement, et était alors chef d'état-major et major-général de l'armée. Ce personnage, dans une longue série d'accusations contre Piar, inséra tant d'imputations odieuses, que celui-ci, ne pouvant maîtriser son indignation, le traita publiquement d'imposteur, de vil et d'infâme menteur; mais

Soublette n'en continua pas moins son accusation avec le plus grand sang-froid. Tout ce que Piar allégua pour sa défense fut inutile; son sort était décidé d'avance. Plusieurs faux témoins, séduits par de brillantes promesses, déposèrent sous le serment, que le général Piar leur avait proposé d'assassiner le chef suprême, disant que c'était un tyran, un usurpateur; et que Piar devait ensuite proclamer un gouvernement républicain. D'autres attestèrent que le général Piar avait formé une conspiration pour égorger tous les blancs, et établir une république de noirs et d'hommes de couleur, dont lui, Piar, devait être le président.

Parmi ces témoins se trouvaient le brigadier général Sedenno, le même qui avait aidé Piar dans la conquête de la Guayana, et qui, par suite de quelques altercations survenues entre eux, était très animé contre lui et l'avait arrêté, ainsi que je l'ai déjà rapporté. On remarquait aussi le lieutenant-colonel Hernandez, le docteur M..., et plusieurs autres. Ces deux derniers étaient des hommes de couleur. Piar fut étonné de les voir déposer

contre lui. Il dit dans sa défense que, s'il avait eu l'intention d'assassiner le chef suprême, il n'aurait pas eu besoin de l'aide de ces témoins, son intrépidité étant assez connue pour prouver l'absurdité de ces dépositions; et d'ailleurs qu'il ne fallait pas tant de personnes pour tuer un seul homme. Il dit que, relativement à l'infâme accusation d'avoir proposé d'égorger tous les blancs, il en appelait au témoignage de tous les officiers étrangers, employés sous ses ordres, lesquels pouvaient attester qu'il les avait, en toute circonstance, préférés aux officiers noirs ou de couleur; il ajouta ensuite, qu'il avait des officiers blancs parmi ses aides-de-camp. Il traita toute l'accusation, d'odieux et d'horrible complot formé contre lui qui avait combattu pour le pays avec tant de gloire. Il parla avec une éloquence si forte et si persuasive, que toute l'assemblée fut singulièrement prévenue en sa faveur, et entièrement convaincue de son innocence. Mais son discours et la défense de son avocat, nommé d'office, ne changèrent rien à la détermination anticipée des juges; il fut jugé coupable et condamné à être fusillé sur la place publi-

que, comme s'étant efforcé de porter atteinte à la sûreté de la République.

La veille de l'exécution du général Piar, dans l'après-midi, le docteur F..... alla lui rendre visite dans sa prison, pour lui rappeler qu'il lui était redevable de quelques centaines de dollars. Le docteur le trouva dans une disposition d'esprit très calme et très libre; Piar se flattait de n'être pas exécuté, et malgré tout ce que le docteur pouvait lui dire pour le désabuser, il paraissait persuadé qu'on se bornerait à le bannir. Il fondait ses espérances sur les services qu'il avait rendus, et particulièrement sur son innocence. Il parla avec chaleur et d'un ton ferme qui montrait qu'il n'éprouvait ni crainte ni inquiétude.

Le 16 octobre ayant été fixé pour l'exécution du général Piar, les plus fortes précautions avaient été prises pour empêcher qu'un mouvement ne s'opérât en sa faveur. Dès quatre heures du matin, les nombreuses troupes de la garnison étaient sous les armes, et formaient le carré sur la place publique. On envoya un fort détachement le prendre dans sa prison. Peu après, il parut au milieu

de la garde, enveloppé dans une espèce de redingote, ses bras croisés sur sa poitrine. Il marcha d'un pas ferme jusqu'au milieu du carré formé par les soldats où était placée une chaise qui lui était destinée. Quand il fut arrivé devant cette chaise, il pria instamment l'officier de lui faire parler au chef suprême, auquel il avait quelque chose de la plus grande importance à communiquer. L'officier lui refusa positivement cette demande, et l'engagea ensuite à s'asseoir. Quelqu'un s'approcha alors avec un mouchoir, pour lui bander les yeux, mais il ne voulut point le permettre, disant qu'il pouvait bien se dispenser d'une telle cérémonie, qu'il ne craignait pas, qu'il n'avait jamais craint de mourir. Mais, quand on insista sur ce point, il dit : « Eh bien! eh bien! faites comme il » vous plaira. » Plus de vingt-cinq fusils furent alors dirigés presque à bout portant contre lui ; et quand l'officier eut achevé le commandement, Piar s'écria : « Viva la pa» tria! » et tomba percé de balles. Les troupes, une grande foule de peuple s'écrièrent alors : « Viva la patria! viva la republica! viva la jus-

» ticia! » Peu après, son corps fut porté dans une chapelle qui n'était pas encore achevée, et enseveli avec beaucoup de solennité, mais sans aucune cérémonie particulière.

Ainsi mourut Piar, victime d'une vague accusation de conspiration dirigée contre lui par un ennemi tout puissant. Dans la nuit qui précéda le jour de l'exécution de ce général, le chef suprême ne put dormir une minute; il était constamment tourmenté par la crainte que quelque révolution ne se fît en faveur de Piar, bien que les troupes fussent sous les armes et prêtes à agir au premier signal.

Le général San Yago Marinno fut impliqué dans le procès de Piar, pour avoir tenté de provoquer la convocation d'un congrès en mai 1817, et à Cariaco et à Carupano, en 1816. Il était alors dans le voisinage de Cumana. Brion le haïssait et le méprisait, et en parlant de Piar, il proféra contre Marinno quelques menaces qui alarmèrent ses amis. Ils lui dépêchèrent sur-le-champ un messager fidèle pour lui donner avis du danger qu'il courait; sur quoi il partit pour l'île de la Trinité, où il était en sûreté.

Quelques jours après l'exécution de Piar, Bolivar publia la proclamation suivante :

« Soldats!

» Hier a été un jour de deuil pour mon » cœur. Le général Piar a été exécuté pour » ses crimes de haute trahison, de conspira- » tion et de désertion. Une cour équitable et » légalement formée a prononcé la peine de » mort contre cet infortuné citoyen qui, égaré » par un ardent désir de satisfaire son am- » bition, avait formé le plan d'enterrer le pays » sous ses ruines.

» Le général Piar, bien que sa conduite » ait été celle d'un factieux, avait sans doute » rendu de grands services à la République, » mais ses services ont toujours été raison- » nablement récompensés par le gouverne- » ment de Venezuela.

» Un des plus hauts grades de l'armée ne » suffisait pas à ce chef ambitieux; la seconde » magistrature de l'état, devenue vacante par » l'absence du général Marinno, lui était des- » tinée, mais elle n'aurait pu le satisfaire da-

» vantage; il aspirait au commandement su-
» prême, et, pour y parvenir, il tramait le
» plus atroce complot. Soldats! il ne voulait
» pas seulement allumer la guerre civile dans
» notre pays, il voulait encore y introduire
» l'anarchie à laquelle il aurait offert en sa-
» crifice ses propres frères et ses compagnons
» d'armes. Soldats! vous savez que la liberté
» et l'indépendance sont notre devise. Le genre
» humain n'a-t-il pas recouvré ses droits par
» l'établissement de nos lois? Nos bras n'ont-
» ils pas brisé les chaînes de l'esclavage? L'or-
» dre n'a-t-il pas été donné de respecter indis-
» tinctement toutes les propriétés nationales?
» Votre mérite n'a-t-il donc pas été suffisam-
» ment récompensé? que pouvait désirer de
» plus pour vous le général Piar? N'êtes-vous
» pas libres, indépendans, respectés et ho-
» norés? Piar pouvait-il vous promettre de
» plus grands bienfaits que ceux-ci? Non, non,
» non; Piar ne voulait autre chose que creuser
» le tombeau de la République.

» Le ciel a contemplé ce cruel parricide
» avec horreur; le ciel l'a livré à la vengeance
» des lois, et n'a pas permis qu'un homme

» qui offensait d'une manière si atroce Dieu » et les hommes, souillât une minute de plus » de ses crimes notre globe terrestre.

» Soldats! le Ciel protége et vous et le gou» vernement qui veille avec une sollicitude » paternelle au maintien de votre tranquillité. » Votre chef, qui est votre compagnon d'armes, » et qui a toujours partagé, à votre tête, votre » misère et vos dangers, aussi bien que vos » triomphes, a placé sa confiance en vous. » Comptez sur lui et soyez persuadés qu'il » vous aime plus que s'il était ou votre père » ou votre fils.

» *Signé*, SIMON BOLIVAR. »

Quartier-général d'Angostura, 17 octobre 1817.

Personne ne doutera assurément que le général Bolivar ne fît preuve d'une grande force de caractère dans cette pièce officielle. Quel autre homme aurait eu la hardiesse de déclarer, à la face du monde, que le jour de l'exécution du général Piar était un jour de deuil pour son cœur, quand personne n'ignorait les circonstances de cet acte rigoureux de pouvoir absolu, quand nul Américain ne dou-

tait que d'un seul mot il n'eût pu sauver la vie d'un homme dont les seuls crimes prouvés consistaient à s'être montré l'ami fidèle de la liberté constitutionnelle, et à n'être qu'un étranger? Si nous nous occupions maintenant à examiner la conduite d'Arismendy et de Bermudes à l'égard de Bolivar, nous verrions que ces deux chefs s'étaient prononcés bien plus fortement contre lui que Piar ne l'avait jamais fait. Arismendy, en août 1814, traita le dictateur de lâche qui méritait la mort, et déclara qu'il lui brûlerait la cervelle, s'il mettait jamais le pied sur le rivage. Bermudes tint les mêmes propos, en 1814, à Ocumare, et parla du dictateur en termes beaucoup plus injurieux encore à Maturin, en juin 1817.

Revenons maintenant aux grands actes de la vie politique du dictateur. Le lecteur se souviendra sans doute que Bolivar fut rappelé de Port-au-Prince, en décembre 1816, pour reprendre le commandement de l'armée, sous la condition expresse qu'il convoquerait un congrès et se bornerait à diriger les opérations militaires. Cependant la loi martiale ayant été proclamée, Bolivar reprit le pouvoir su-

prême et annula tout ce qui avait été fait à Cariaco par le congrès provisoire, instalé d'après le vœu émis par une assemblée générale, tenue dans la cathédrale, le 8 mai. On sait que la majorité de cette assemblée croyait alors que Bolivar était mort. Cependant, lorsqu'il apprit que le danger était passé, il se hâta de quitter les plaines de Cumana où il s'était retiré, et reparut de nouveau. Avec son retour de fortune revint aussi son humeur hautaine et despotique qui lui fit casser les actes de Cariaco. Ayant appris, peu après, que Piar avait fait la conquête de la Guayana, il quitta Barcelona pour se rendre dans cette province. Il trouva, au milieu de son voyage, le général Bermudes établi avec ses troupes à Maturin. Il n'ignorait pas que Bermudes penchait pour un gouvernement ou républicain ou constitutionnel; mais fort de sa nouvelle influence, il se flatta de faire revenir Bermudes à des principes politiques plus conformes aux siens. Cependant Bermudes et son état-major reprochèrent amèrement au chef suprême d'avoir abandonné Barcelona, de s'être caché

dans les plaines de Cumana, et d'avoir annulé les actes du congrès de Cariaco. Malgré ce déchaînement général contre lui, Bolivar parvint à gagner Bermudes, qui est faible et qui au fond n'a point de caractère. Comme ils dînaient tranquillement ensemble, Bermudes, qui est un grand buveur, s'échauffa peu à peu, et recommença à adresser des reproches à Bolivar, qu'il finit par traiter de déserteur, de lâche, de misérable. La colère de Bermudes alla si loin que, s'étant levé de table, il dit à Bolivar qu'il était tenté de le couper en morceaux, et que, s'il ne cédait à cette tentation, c'était parce qu'il n'avait pas oublié sa glorieuse marche de Carthagena à Caracas. Le chef suprême, pour mettre fin à l'entretien, sauta sur son cheval et décampa le plus promptement possible, de peur que Bermudes ne mît ses menaces à exécution, car il connaissait celui-ci pour un barbare capable de se porter aux dernières extrémités.

Je vais maintenant faire connaître au lecteur la conduite de San Yago Marinno, qui pendant long-temps fut l'égal et le rival de Simon Bolivar.

Aussitôt que Marinno fut arrivé à la Trinité, il écrivit à Bolivar une lettre de suppliant, dans laquelle il avouait que ses actions avaient pu lui aliéner l'affection du chef suprême, mais qu'il ne fallait les attribuer qu'aux perfides conseils de Piar, il ajoutait qu'à l'avenir il ne prendrait pour guide que le chef suprême, aux ordres duquel il était fermement décidé à se conformer dans toutes les circonstances. Bolivar fut très satisfait du contenu de cette lettre, et pensa avec raison que Marinno sans Piar n'aurait jamais pu porter obstacle à ses vues; il lui rendit grâcieusement son rang et son ancien commandement. Marinno fit paraître peu après la proclamation suivante :

« SAN YAGO MARINNO, GÉNÉRAL EN CHEF DES » ARMÉES DE LA RÉPUBLIQUE, AUX OFFICIERS » ET SOLDATS COMPOSANT SA DIVISION.

» OFFICIERS ET SOLDATS !

» Je ne puis me défendre d'une émotion » profonde, quand je pense qu'hier encore ni

» vous ni moi-même n'étions comptés au » nombre de cette grande famille, qui, sous » la direction du chef suprême de la répu- » blique, combat pour la liberté et l'indé- » pendance. Combien sont délicieux les sen- » timens qui remplissent aujourd'hui mon » cœur, quand je vois le gouvernement sem- » blable à un bon père, compter sur mes » promesses, et oubliant tout ce qui s'est » passé, nous recevoir sous sa protection, » me placer de nouveau à votre tête, et me » rendre le commandement de toute la pro- » vince! [1].

» Officiers et soldats! si par un concours » de circonstances fâcheuses nous avons été » considérés jusqu'à ce jour comme des mé- » contens; si par ce titre-là même nous avons » attiré l'attention publique, que ce soit » maintenant, et dès ce moment même, notre » devoir le plus sacré de devenir des modèles » de soumission et d'obéissance au chef su- » prême. Mon plus ardent désir est que le » monde entier soit convaincu de la sincérité

[1] Cumana.

» de nos intentions, et trouve en nous les
» plus fermes appuis de notre gouvernement.
» Je jure par les cendres d'un si grand nombre
» de nos fameux compagnons d'armes; je
» jure sur mon honneur et sur tout ce qui
» est sacré sur la terre, que c'est maintenant
» la seule félicité que j'envie. J'ai reçu de
» vous de nombreuses preuves d'affection et
» de dévouement; je vous en demande une
» aujourd'hui plus forte que toutes celles-là;
» c'est une franche coopération à l'exécution
» des ordres du chef suprême. Séparés depuis
» près d'un an du gouvernement, du père
» du peuple et des armées, et n'étant que
» d'aujourd'hui réincorporés dans la grande
» et libre famille de Venezuela, nous devons
» sentir battre nos cœurs à l'idée de cette
» réunion si désirée. Vive la République!
» vive le chef suprême! vive le général Bo-
» livar.

» *Signé*, San Yago Marinno. »

Quartier-général de San Francisco, 26 janvier 1818.

CHAPITRE XIX.

Campagne de 1818. — Légions étrangères. — Conspiration contre Bolivar.

Au commencement de 1818, la situation des patriotes, grâce, en grande partie, à la conquête de la Guayana, s'était singulièrement améliorée. Cette riche province seule leur fournissait plus de ressources que les sept autres provinces de Venezuela prises ensemble. Les amis de l'indépendance conçurent alors les plus vives espérances de voir enfin leurs oppresseurs chassés du territoire qu'ils avaient souillé par leur cruauté et leur barbarie, durant ces dernières années de guerre et de misère.

Je donnerai ici une courte esquisse de la situation du parti royaliste, pour que le lecteur soit dans le cas de juger si ces espérances étaient bien fondées, et auraient pu se réaliser sous un autre chef que Bolivar, qui n'aurait pas été aussi décidé à persévérer dans son système. Malheureusement pour la cause de la liberté et de l'indépendance, les districts de Venezuela étaient sous l'autorité du chef suprême. Je dis malheureusement, parce que l'indépendance et la liberté de cet état étaient ainsi complètement perdues. L'histoire de cette campagne est à peu près la répétition de celle qui eut lieu sous la dictature de Bolivar, dans les années 1813 et 1814, quand tout, comme à présent, semblait disposé en faveur de ses opérations militaires. Malheureusement, Bolivar ne sut pas profiter de l'expérience du passé, et perdit une seconde fois l'occasion de chasser l'ennemi du territoire de Venezuela. Nous justifierons ces réflexions par la narration des faits qui seront contenus dans ce chapitre.

Dans sa désastreuse expédition contre l'île de la Margarita, Morillo avait perdu près de

quatre mille hommes de ses meilleures troupes; Miguel de La Torre, par une conduite aussi inepte que lâche, s'était laissé enlever la riche province de la Guayana, et les deux tiers des provinces de Venezuela étaient entre les mains des patriotes qui marchaient contre les Espagnols avec des forces supérieures. Le commerce et l'industrie étaient anéantis par les taxes, les contributions et un changement continuel de maître. Le défaut de bras et le manque total de sécurité, laissaient les royalistes dépourvus des moyens de réparer les pertes immenses qu'ils venaient récemment d'essuyer. Les magasins d'approvisionnement et le trésor étaient vides; le général en chef, lui-même, paraissait découragé, et les soldats n'avaient plus en lui la même confiance qu'il leur avait jadis inspirée. Cette réunion de circonstances fâcheuses produisait de fréquentes désertions, et, souvent dans un seul jour, trente à quarante matelots passaient aux patriotes.

Cependant, malgré ce triste état de choses, les partisans de la cause royale, dans l'Amérique du sud, ne crurent pas devoir désespérer

de son salut. Les Européens espagnols de la Colombie étaient devenus ennemis de l'émancipation de leur pays, non parce qu'ils ne n'aimaient pas la liberté, mais parce qu'ils ne voyaient pas de chefs capables de leur assurer un bon gouvernement à la place de celui sous lequel ils existaient alors. A une époque moins reculée, nous avons vu un grand nombre de ces Espagnols combattre vaillamment pour la défense de la liberté : mais alors leur haine pour Bolivar leur dicta une autre conduite. Cette haine leur fut d'abord inspirée par la fuite de ce général de Porto Cabello, en 1812; elle s'augmenta ensuite à la publication de son décret sanguinaire de février 1814, qui enjoignait non-seulement de mettre à mort tous les prisonniers de guerre, mais encore les habitans des villes ou des campagnes dont la plupart n'avaient jamais pris la moindre part aux hostilités. Dès ce moment, la haine succéda à cette admiration qui avait été excitée par les rapides succès de sa campagne de 1813. Riches et pauvres, toutes les familles espagnoles du continent firent les plus grandes sacrifices pour mettre Morillo dans le cas de tenir

la campagne et de commencer avec une nouvelle vigueur les opérations militaires.

Lorsque cette résolution unanime de résister, jusqu'à la dernière extrémité, aux nombreuses armées patriotes, se fut manifestée, on convoqua, pour le 16 janvier, une assemblée générale des autorités civiles et militaires de Caracas. D'après le triste exposé qui fut donné de la cause royale, on résolut unanimement de prendre des mesures promptes et vigoureuses. On s'efforça d'améliorer la condition du soldat, en lui donnant de meilleures rations, une meilleure paie; et, si on ne lui payait tout d'un coup sa solde arriérée, au moins on lui en allouait une assez grande partie, pour apaiser son mécontentement. En cas de désertion, on payait aux habitans de la ville où le déserteur s'était enrôlé, la valeur de son uniforme et de son équipement, et les habitans étaient tenus à fournir un autre homme à sa place, jusqu'à ce qu'il fût retrouvé. Tout jeune homme qui arrêtait un déserteur était déclaré exempt de service. La cavalerie fut réorganisée, et tous les moyens possibles furent employés pour rétablir la confiance et rani-

mer l'esprit public. Le plus heureux succès couronna leurs efforts : de grosses contributions se firent volontairement; un grand nombre de dames s'empressèrent de donner leurs bijoux et leurs diamans; beaucoup de riches propriétaires ne se contentèrent pas de donner de l'argent, ils mirent encore à la disposition du chef militaire, leurs récoltes, leurs esclaves, leurs chevaux, leurs mulets, leur bétail; les marchands offrirent de l'argent et des provisions de tout genre; enfin, on fit dans totues les classes les plus grands sacrifices pour se mettre en état de soutenir la guerre. Beaucoup de personnes qui étaient à Caracas et à Laguaira, à cette époque, m'ont assuré que, pendant plusieurs jours et plusieurs nuits, ces deux villes présentaient le tableau le plus fidèle de villes assiégées. Jetons maintenant les yeux sur la Nouvelle Grenade Le vice-roi Samano, résidant à Bogota et qui avait été nommé dernièrement à cet emploi, écrivit au général Montalvo Torrez, gouverneur de Carthagena, qu'il lui serait impossible de se maintenir plus long-temps dans cette capitale ou dans le royaume, une de ses

divisions ayant été détruite dans les plaines de Casanare, et, peu après, qu'une seconde division envoyée par lui dans les mêmes plaines eut trouvé le même sort. Ce fut le général Urdaneta qui remporta ces deux victoires, en octobre et en décembre 1817.

La tyrannie des Espagnols; les cruautés qu'ils exercèrent sur les habitans de la Nouvelle Grenade, le sort déplorable d'un grand nombre des plus respectables habitans de Bogota qui, pendant le séjour que Morillo fit dans leur ville, furent arrêtés dans leurs maisons et fusillés par son ordre, sans que leur exécution pût même être faite sous quelque prétexte plausible, avaient rendu le nom espagnol tellement odieux, que les femmes même leur firent beaucoup de mal. Une d'elles se procura une liste détaillée des forces espagnoles qui se trouvaient dans la capitale, et eut assez de courage pour entreprendre de la porter aux patriotes à Casenare. Malheureusement, cette généreuse femme fut arrêtée par les Espagnols, et la liste ayant été trouvée entre son bas et son soulier, elle fut publiquement exécutée. Son supplice, au reste,

ne fit qu'augmenter encore l'exaspération générale contre les oppresseurs du pays.

La garnison de Mompox, forte de quatre cents hommes, fut surprise, de nuit, par les habitans, qui la passèrent au fil de l'épée. Un grand nombre de femmes combattirent vaillamment dans cette occasion, et contribuèrent beaucoup au succès de l'entreprise.

La ville de Carthagena, alors au pouvoir des Espagnols, était travaillée d'une fermentation secrète. Aussitôt que les habitans de cette ville eurent appris la victoire que le général Urdaneta avait remportée sur les Espagnols, le 6 octobre 1817, et que, par suite de cette victoire, les patriotes s'étaient emparés de la province de Pampelune, la garnison et son cruel et lâche gouverneur, Montalvo Torres, furent terriblement alarmés et forcèrent les habitans à donner de grandes contributions pour se procurer des provisions de toute espèce, en cas qu'ils fussent assiégés. Les habitans souffraient, d'ailleurs, très impatiemment la tyrannie de Montalvo et celle du président de la cour criminelle, Cano. On trouva affichés aux portes des églises et sur

les murailles de Carthagena des placards qui excitaient à tuer les deux tyrans du peuple. Malgré les recherches les plus minutieuses et l'offre des plus grandes récompenses, on ne put jamais découvrir les auteurs de cette tentative menaçante. On crut alors que ces placards avaient été affichés par quelques officiers sans brevet ou par quelques soldats mécontens de leur condition. On vit de nombreuses patrouilles parcourir jour et nuit les rues de Carthagena pour conserver l'ordre et la tranquillité.

Pendant ce temps-là, se formaient dans les provinces de la Nouvelle Grenade, plusieurs bandes de guerillas qui harcelaient sans cesse les Espagnols. Venezuela en comptait encore de plus nombreuses et de plus formidables.

Telle était la situation de la cause royale dans ces deux états vers la fin de 1817. Ce fut à cette époque que Bolivar commença ses opérations contre Venezuela.

Après avoir donné à ces différentes divisions les ordres nécessaires pour marcher sur différens points, le général Bolivar partit d'Angostura avec son état-major, une nombreuse

garde, vers la fin de décembre 1817, et dirigea sa marche vers les riches plaines d'Apure. Il laissa environ dix-huit cents hommes pour protéger la province de la Guayana, et réunit ses forces (environ trois mille hommes), à celles des généraux Paez, Monagas et Sedenno. Il arriva, le 12 février, devant la ville de Calabozo, où Morillo avait fixé son quartier-général.

Quand il fut arrivé à Sombrero, il publia, le 17 février, la proclamation suivante :

AUX HABITANS DES PLAINES :

« Votre territoire est purgé d'ennemis. Les » armées de la République ont glorieusement » triomphé des Espagnols depuis le milieu » de la Nouvelle Grenade jusqu'à Maturin et » l'embouchure de l'Orinoco. Les armées de » Boves et de Morillo, qui, avant, étaient très » nombreuses, sont maintenant enterrées dans » les champs consacrés à la liberté. Les villes » de Calabozo et de San Fernando ont été

» prises sous la protection de la République, » et les débris des armées de Morillo, défaites » les 12 et 16 janvier par le général Paez, » fuient devant nous pour chercher un abri » dans Porto Cabello; mais c'est en vain, car » bientôt elles seront jetées de là dans la mer. » Il est impossible de résister à une armée » d'hommes libres, braves et victorieux. La » gloire guidera nos pas, et les cruels oppres- » seurs de Venezuela seront forcés de se rendre » ou de mourir.

» Habitans des plaines! vous êtes invin- » cibles; vos chevaux, vos lances et vos dé- » serts vous protégent contre vos ennemis. » Vous devez être absolument indépendans, » en dépit de l'orgueilleuse Espagne. Le gou- » vernement républicain garantit vos droits, » votre prospérité et vos vies. Réunissez-vous » sous les bannières de Venezuela, votre glo- » rieuse patrie, et cette campagne se termi- » nera par la reddition de la capitale. Vous » jouirez de nouveau de la paix, de l'industrie » et du bonheur d'être libres. Soyez recon- » naissans envers la Providence qui vous a

» donné un sage gouvernement, incessamment
» occupé de votre bien-être à tous.

» *Signé*, BOLIVAR. »

Quartier-général de Sombrero, 7 février 1818.

Le style de cette proclamation est évidemment calqué sur celui de Napoléon. La vérité est, que les débris des *armées* de Morillo qui fuyaient *devant ses troupes victorieuses*, consistaient seulement en petits corps de fourrageurs que Morillo avait détachés de son quartier-général. Morillo était si loin d'avoir pris la fuite, qu'il est incontestable qu'il resta tranquillement à son quartier-général de Venezuela. C'est encore une méprise du chef suprême, que d'assurer que les villes de Calabozo et de San Fernando furent prises sous la protection de la République. Le 7 février, la première était dans la tranquille possession de Morillo qui y avait établi son quartier-général. Bolivar aurait dû être instruit de ce fait, car il marcha contre Cala-

bozo, et n'arriva devant cette petite ville que le 12, époque à laquelle *Morillo n'avait pas encore bougé*. Morillo, il est vrai, ordonna d'évacuer San Fernando, mais ce fut seulement pour concentrer ses forces : c'est ainsi et non autrement que cette ville était placée sous la *protection de la République*.

Les débris des armées de Boves et de Morillo, dit-il plus loin, *fuient devant vous pour chercher un refuge dans les murailles de Porto Cabello; mais c'est en vain, car bientôt elles seront jetées de là dans la mer*: ce n'est là qu'une pauvre imitation du style de Napoléon. Elle manque, surtout dans la partie essentielle, dans l'accomplissement de la promesse; Napoléon tenait ordinairement parole.

Le premier bulletin publié par l'armée libératrice, daté des environs de la ville Calabozo, et signé Charles Soublette, renferme les paragraphes suivans qui ne sont pas moins curieux : « L'armée libératrice, » dit ce général, « commandée par le chef su- » prême, quitta, le 31 décembre, la ville » d'Angostura pour marcher vers les plaines

» d'Apure, et fut jointe par les divisions » Monagas, Sedenno et Paez. Elle arriva, le » 12 février, en vue de Calabozo qui, à cette » époque, était le quartier-général de l'armée » royale sous les ordres de Morillo. Là eut » lieu un engagement par suite duquel l'ar- » mée espagnole composée de régimens de » hussards, de troupes légères et d'un corps » considérable d'infanterie, essuya une grande » perte; le régiment de Castillo qui combattait » à l'aile gauche échappa à la poursuite des » vainqueurs en se précipitant dans la ville de » Calabozo auprès de laquelle il était posté. Le » général Morillo, surpris au mieu de plaines » immenses par une armée qui avait fait trois » cents lieues, a été complètement battu dans » cette rencontre, la première où il ait tiré » l'épée dans l'Amérique du sud. Il s'est enfui, » sans attendre une seule décharge de notre » infanterie. Il s'est échappé presque seul du » champ de bataille, après avoir été sauvé » deux fois par des hussards qui ont paré » les coups dirigés contre lui par deux de nos » lanciers. Le général Morillo, l'orgueilleux » pacificateur de l'Amérique du sud, a été

» assiégé au milieu de Venezuela, à cause de
» sa lâcheté personnelle et de notre incroyable
» promptitude. Tel est l'intéressant tableau
» de l'action de Calabozo, que nous présen-
» tons au monde militaire. Nous n'avons pas
» eu plus de vingt hommes de tués. »

Je ne perdrai pas le temps à détailler les exagérations puériles dont fourmille ce bulletin, assez apparentes d'ailleurs pour tout le monde, mais plus particulièrement pour les militaires. Voici les faits : quand la cavalerie des patriotes approcha de Calabozo, le 12 février, elle rencontra un parti de fourrageurs au nombre de soixante-dix ou quatre-vingts hommes qui, sortis de Calabozo, avaient fait halte devant un ruisseau pour abreuver leurs chevaux. Ils avaient mis pied à terre, et les chevaux étaient sans selle et sans bride. Les hommes étaient en petite veste et n'avaient ni sabres ni armes quelconques, de sorte qu'il leur fut impossible de se défendre. Ils furent tous tués à l'exception de deux qui s'élancèrent sur leurs chevaux, rentrèrent dans Calabozo où ils rapportèrent la nouvelle de leur déconfiture à

leur général Morillo. Pendant ce temps-là, le général Bolivar détachait quatre cents hommes pour surprendre la garde avancée de l'ennemi qui fut défaite. Cependant, la résistance qu'elle fit donna le temps aux troupes de Morillo de se former dans la ville, et non-seulement elles résistèrent aux patriotes, mais encore elles les forcèrent à se retirer. Les Espagnols n'étaient pas forts de plus de dix-huit cents hommes, tandis que les forces réunies sous les ordres du général Bolivar, s'élevaient à plus de huit mille hommes.

Morillo, craignant de manquer bientôt de provisions et de fourrages s'il restait plus long-temps dans Calabozo où l'ennemi pouvait aisément intercepter ses convois, résolut de l'évacuer. Il emmena avec lui ses malades, ses bagages, ses provisions et un grand nombre d'habitans qui voulurent le suivre. Il plaça ceux-ci au milieu de ses dix-huit cents hommes, et, le 14 février, il quitta la ville, se dirigeant sur Sombrero, en présence des patriotes qui avaient environ trois mille hommes de cavalerie. Il fut obligé de marcher vingt-cinq lieues à travers des plaines arides et sablon-

neuses, par un soleil brûlant, jusqu'à ce qu'il fût arrivé à Sombrero qui est situé au pied d'une forte chaîne de montagnes; les patriotes le suivirent, mais malgré, leur grande supériorité, ils n'essayèrent pas de l'attaquer. Leur cavalerie, beaucoup plus nombreuse que la sienne aurait pu se développer avec avantage dans ces vastes plaines; mais ce ne fut qu'à Sombrero qu'elle attaqua l'ennemi qui la repoussa en lui faisant essuyer une perte de plusieurs centaines de tués. Là se borna la poursuite; les patriotes se retirèrent alors sur Calabozo où le général Bolivar arriva, le 22 février. Pendant ce temps-là, Morillo dirigeait sa marche sur Barbacoa, Camatazua, et arriva, en mars, à Ortiz, près Villa de Cura où il effectua sa jonction avec Morales et le colonel Lopes, et se trouva à la tête de quatre mille hommes presque toute infanterie. Là il eut tout le temps de se recruter et de former sa cavalerie. Le général Calzada avait été posté à Guardazenaza avec mille hommes pour observer les mouvemens des patriotes.

Le général Bolivar, qui, lorsqu'il était

réuni à Paez, Monagas et Sedenno, avait plus de huit mille hommes à Calabozo, s'empara de San Fernando de Apure, et donna des ordrès pour occuper la province de Barinas. Il donna le commandement de ces opérations au général Paez, tandis que lui-même restait inactif à Calabozo.

Bolivar quitta son quartier-général et dirigea sa marche par Guadatinasus, San Jose et San Francisco de Pimados. Il joignit, le 5 mai, la cavalerie du général Zarasa, composée en grande partie de Llaneros. Le 7, les patriotes commencèrent leurs opérations contre la capitale Caracas, et, le 22, les vallées d'Aragua furent occupées par les différentes colonnes des patriotes, tandis que leurs postes avancés étaient assiégés dans Cabrera et dans Consejo.

De son côté, le général Morillo voyant que la ville d'Ortiz ne pouvait plus l'approvisionner, partit avec le gros de ses troupes dans la direction de Valence. Il détacha de La Torre, qui avait été élevé au rang de brigadier général, pour occuper Villa del Cura, Vittoria et Las Cocuisas, où il ne trouva pas

de résistance, avec ordre de s'y maintenir jusqu'à nouvel avis. Calzada, avec un corps de mille hommes, occupait San Carlos, et le colonel Lopez la ville del Pao.

Le général Bolivar, à la veille de commencer ses opérations décisives contre Caracas, reçut la nouvelle inattendue que le général Monagas, qu'il avait détaché pour réparer les fortifications de la Cabrera, avait été forcé de quitter ce poste, non loin de Caracas, et de se retirer vers Cagua. Cette nouvelle dérangea beaucoup ses plans.

Pendant ce temps-là, le général Morillo avait redoublé d'activité, et, soutenu par le zèle des Espagnols, il s'était pourvu d'une grande quantité de munitions, avait recruté, remonté sa cavalerie, et réuni des forces assez considérables. Il jugea alors à propos de prendre l'offensive. Le 12 de mars, il détacha de Valence le général Morales avec trois mille hommes, le suivant, le 13, avec trois cents hommes de cavalerie et mille hommes d'infanterie. Le 14, Morales eut une petite escarmouche entre Guarara et San Joaquin, avec un détachement du général Monagas fort de quinze

cents hommes. Ce détachement ayant occupé la forte position de Tapatapa, Morales l'attaqua et le mit en déroute. Les patriotes perdirent trois cents hommes et leur bagage dans cette affaire. Morales les poursuivit et les attaqua de nouveau à Villa del Cura, et les força de battre en retraite jusqu'à Boca Chica, deux lieues plus loin.

Quand le général Bolivar eut appris la défaite de Monagas, il rassembla sur-le-champ toutes ses forces autour de lui, et arriva, le 15, avec environ trois mille hommes, au camp de Monagas, et partit ensuite avec ses troupes de Boca Chica, pour se rendre à Semen où il campa. Les Espagnols l'attaquèrent à deux heures du matin, mais furent repoussés. Une seconde attaque à la baïonnette décida l'affaire. Bolivar fut complètement mis en déroute et perdit plus de mille hommes, son artillerie et son bagage. En chargeant, à la tête de sa cavalerie, Morillo reçut une légère blessure et remit le commandement entre les mains du nouveau brigadier de La Torre. Celui-ci poursuivit les restes de l'armée de Bolivar, l'attaqua, le 29 mars, à Ortiz, et le dé-

fit, en lui faisant essuyer une perte de cinq cents hommes. Dans cette action, le général Morales se distingua en dirigeant lui-même la charge, tandis que La Torre se tenait derrière les troupes à une distance respectueuse de l'ennemi. Le 6 avril, Bolivar fut de nouveau battu à la Puerta par Calzada et Lopez, que de La Torre avait détachés à sa poursuite. Il perdit dans cette affaire six cents hommes tant tués que blessés; douze cents hommes, y compris les blessés, furent faits prisonniers. Le reste de l'artillerie de Bolivar, deux pièces de campagne et son bagage furent pris; et, accompagné de quelques officiers, il échappa à la poursuite de l'ennemi, grâce à la vîtesse de son cheval. Morillo, guéri de sa blessure, rejoignit ensuite l'armée et reprit le commandement.

Après ces défaites successives, Bolivar se retira à El Rimon de Los Toros, et là rénnit six cents hommes de cavalerie et trois cents d'infanterie, le reste de ses forces. Le colonel Raphael Lopez fut détaché contre lui, surprit ses avant-postes, et pénétra dans le milieu de

son camp, à deux heures du matin, tuant quatre cents hommes et s'emparant presque de tout le reste. Bolivar n'eut juste que le temps de sauter de dessus son hamac, de monter à cheval et de s'échapper à la faveur de la nuit. Le colonel Raphael Lopez, qui commandait les Espagnols, fut tué; de leur côté les patriotes perdirent le brave colonel Palacios qui combattait vaillamment à la tête de son bataillon pour favoriser la fuite de Bolivar. Pour compléter ces défaites des patriotes, le colonel Francisco Ximenes attaqua Marinno à Carupano, le 12 mars, et le battit complétement.

Le général La Torre marcha, le 2 mai, de San Carlos sur la ville de Coxede où il croyait trouver l'ennemi, mais il rencontra les avant-postes du général Paez près de Camaruco, qui de son côté avait résolu d'attaquer les Espagnols à San Carlos. La Torre, après avoir défait les avant-postes de Paez, marcha contre lui et le mit en déroute non loin de Coxede. Morales, de l'autre côté, ayant marché contre Bolivar, qui s'était renforcé à Calabozo, l'at-

taqua, le mit en déroute et reprit possession de la ville.

Le général Bolivar se retira vers San Fernando de Apure, et se recruta d'un assez grand nombre de Llaneros venus des plaines. Comme il ne fut point inquiété pendant tout le mois de mai, il eut le temps de réunir un assez grand nombre de chefs, éparpillés sur différens points. Deux forts détachemens de troupes anglaises sous les ordres du colonel Wilson, vinrent joindre Bolivar, à la fin de mai.

J'entrerai ici dans quelques détails relatifs aux différens corps qui vinrent de la Grande Bretagne au continent de l'Amérique du sud. Ils ne sauraient manquer d'intéresser, puisque ces corps contribuèrent beaucoup aux succès des campagnes de Bolivar. Il est triste d'ajouter que les braves qui les composaient ne furent récompensés que par de mauvais traitemens, la misère, la maladie et la mort.

Ce fut à cette époque que le chef suprême parut reconnaître l'utilité du conseil que je lui avais donné, en 1816, relativement à l'em-

ploi des légions étrangères dans son armée. Il avait remarqué la conduite du bataillon de Guiria, composé d'hommes de couleur de la Guadeloupe; il résolut alors d'envoyer son agent à Londres pour s'entendre sur l'exécution d'un tel plan avec les maisons anglaises auxquelles Brion et d'autres avaient écrit. Il recommanda à cet agent de lui envoyer le plus grand nombre de troupes qu'il pourrait. Cependant, Bolivar ne pouvait rien offrir en échange de ce qu'il demandait. Mais, au moyen du crédit de l'amiral Brion et des promesses les plus flatteuses, on arriva à un résultat assez satisfaisant. Le lieutenant-colonel Hippisley, anglais, riche et dévoué à la cause de l'Amérique, accueillit les propositions qui lui furent faites, et parvint, mais non sans peine, à se procurer trois cents hommes qui furent armés, habillés et équipés, en Angleterre. Ils arrivèrent à Angostura, peu après le départ du général Bolivar pour l'armée, à la fin de 1817. Mais, quand ces hommes virent le malheureux état du service, quand ils eurent eu le temps de se convaincre que les promesses qu'on leur avait

faites, en Angleterre, ne pourraient jamais se réaliser, ils trouvèrent que leur condition était pire que celle à laquelle ils étaient soumis dans leur terre natale. Ils adressèrent de justes reproches au colonel Hippisley, pour les avoir entraînés dans ce service. Cependant cet officier n'avait eu nulle intention de les tromper; il s'était lui-même bercé des mêmes espérances que celles qu'il avait cherché à leur inspirer. Après quelques mois de service, Hippisley manifesta son mécontentement en se retirant. Celui qui commandait après lui, le lieutenant-colonel English était resté en Angleterre pour faire des recrues. Il envoya mille hommes par détachemens de cent à deux cents, à l'île de la Margarita, et y arriva lui-même après eux. Avant son arrivée, ces troupes avaient été divisées en trois compagnies commandées par les capitaines Johnston, M'Intosh et Woodstock. A ceux-ci se joignirent environ cinquante à cent hommes de différentes nations européennes, qui firent cette campagne avec le général Bolivar. Celui-ci commit la grande faute de les incorporer dans sa division, et dans celles de Paez

et de Monagas. Cette incorporation eut lieu par l'ordre exprès de Bolivar, qui avait toujours craint que les étrangers ne lui devinssent redoutables. Cependant, ainsi séparés, ils ne pouvaient pas être d'une grande utilité; tous, d'ailleurs, étaient mécontens d'une mesure qui paraissait dictée par une défiance injurieuse. Aussi, plusieurs d'entre eux quittèrent le service; le reste périt misérablement, ou faute de nourriture ou victime du climat.

Quand le colonel Hippisley se fut retiré, le colonel English fut nommé commandant d'une seconde légion qui s'augmenta jusqu'au nombre de deux mille cinq cents hommes environ, parmi lesquels se trouvaient des officiers d'un mérite distingué. Le lieutenant-colonel English fut avancé successivement jusqu'au grade de brigadier-général. Il arriva, au commencement de l'année 1819, à la Margarita, où l'amiral Brion lui fit une très belle réception, dans le port de Pompatar.

Le colonel Wilson amena quelques centaines d'hommes qui avaient servi en 1818. Il fut arrêté et se retira.

La troisième légion fut appelée la *légion*

irlandaise, parce qu'elle était composée principalement d'Irlandais, et commandée par le général Devereaux, natif d'Irlande, et fils du général Devereaux dont il avait été aide-de-camp. Son père mourut et lui laissa une belle fortune. Jeune et enthousiaste, il partit pour Buenos Ayres, où il offrit ses services. Toutefois n'ayant pas trouvé dans cette république les avantages dont il s'était flatté, il n'y resta pas long-temps, et vint offrir, en 1818, au général Bolivar, une certaine quantité d'armes, de munitions, et de fournitures militaires, à des conditions avantageuses, et à de longs termes de paiement, ainsi qu'il y avait été autorisé par ses amis d'Irlande et d'Angleterre. Le chef suprême accepta ses offres; et, ainsi encouragé, Devereaux alla plus loin, et proposa la formation d'une légion composée de ses compatriotes, qu'il se chargeait d'amener en Amérique. Il eut la bonne fortune de plaire au chef suprême qui l'autorisa à lever cette légion, qui devait se composer de cinq mille hommes.

Devereaux arriva, en Irlande, muni des pleins pouvoirs du dictateur. Ses promesses

furent si brillantes qu'il parvint à enrôler un grand nombre de ses compatriotes pour le service de Venezuela. Il envoya, à diverses reprises, environ cinq mille hommes à Angostura et à la Margarita, dont la plus grande partie avaient servi auparavant. Il se rendit à Londres et y réussit également. Parmi ses officiers il y en eut plusieurs qui, ayant appris par leurs amis de Saint Thomas et de la Jamaïque, que le service sur le continent de l'Amérique était des plus misérables, refusèrent de s'embarquer; le nombre de ces mécontens augmentant tous les jours, Devereaux se hâta de déjouer le projet qu'ils avaient formé de se retirer, en ordonnant leur départ immédiat pour leur destination.

Devereaux s'embarqua à Liverpool sur le brick anglais *Ariel*, avec deux aides-de-camp, un colonel, un major, un chirurgien, un chapelain et vingt-deux soldats. Le général avait pris ce brick sous un nom supposé, pour le transporter lui et ses compagnons à leur terre natale. Il s'était fait passer personnellement pour un marchand qui avait fait naufrage.

Après avoir tenu la mer pendant une quinzaine de jours, et ayant d'ailleurs bien pris ses mesures par avance, il informa le capitaine et l'équipage qu'il était le général patriote Devereaux, et ordonna au patron de le conduire à la Margarita. Étant arrivé dans cette île, il n'y trouva ni ses gens ni les provisions nécessaires. Il apprit bientôt que Brion et Montilla étaient partis avec une partie de ses soldats pour Rio Hacha : il se détermina sur-le-champ à les joindre. En arrivant devant ce port, il vit que le pavillon espagnol était arboré et qu'on ne répondait pas à ses signaux; il croisa donc pendant quelques jours, et, n'apprenant pas où était l'amiral Brion, il fit voile pour la Jamaïque, afin d'obtenir des renseignemens. Aussitôt que le brick eut jeté l'ancre dans le port royal, une garde de troupes de marine vint, par ordre du gouverneur, à bord du brick, pour y rester jusqu'à ce que le duc de Manchester décidât de quelle manière on le traiterait. Le général Devereaux demanda la permission au commodore Huskinson de venir à terre avec un de ses aides-de-camp, mais cette faveur lui fut refusée.

Durant la traversée, l'équipage du vaisseau s'était révolté trois fois, et en général s'était très mal conduit.

Le général Devereaux quitta Port-Royal en juillet. Il fut bien reçu à Savanilla par l'amiral Brion, mais très froidement par le colonel Montilla. Les Caraguins sont en général d'humeur jalouse, surtout à l'égard des étrangers. L'aversion de Montilla pour eux est notoire. Il avait commandé une partie de la division du général Devereaux, qui s'était embarquée avec lui pour la Margarita. Il craignit que le rang supérieur de Devereaux ne le plaçât sous ses ordres; il prit alors l'initiative, et ne voulut pas le reconnaître pour son supérieur. Il y eut une espèce de provocation entre eux, mais ils ne se battirent point. Après ce différend avec Montilla, le général Devereaux partit pour le congrès qui siégeait alors à Cucuta, et dont le général Antonio Marinno était vice-président. Quoique Bolivar eût conféré à Devereaux le rang de brigadier-général, avant son départ pour la Grande-Bretagne, il n'avait jamais servi autrement que comme aide-de-camp de son père, et n'avait point de

talens militaires. Mais plein d'esprit, de tact et de finesse, Devereaux eut bientôt deviné le caractère du chef suprême, et par des flatteries aussi adroites que délicates, il parvint à s'insinuer dans ses bonnes grâces au point d'obtenir le haut rang de brigadier-général. On m'a assuré depuis qu'il n'avait jamais commandé sa légion, ou tout autre corps au service de la Colombie. Il resta tout simplement à Cucuta en qualité de brigadier-général.

Après la mort du général English, sa jeune et belle veuve se rendit à Cucuta pour recevoir du congrès les arrérages de solde dus à son mari, et une pension qu'elle réclamait pour elle-même. Quelques personnes malicieuses répandirent le bruit qu'elle n'était pas la femme légitime du général. A cette nouvelle le vice-président Marinno passa chez elle avec des témoins et un interprète, afin de s'assurer du fait. Madame English n'entendait pas l'espagnol et Marinno n'entendait pas un mot d'anglais. Quand l'interprète lui eut expliqué les motifs de la visite de Marinno, elle fut grandement offensée, et lui parla de telle façon qu'elle le rendit profondément honteux

de s'être chargé d'une commission semblable. Cette singulière visite vint à la connaissance de Devereaux qui, étant à Cucuta, écrivit sur-le-champ à Marinno pour lui certifier, dans les termes les plus forts, que cette dame avait été bien mariée au général English. Cependant, on fit encore des objections, on éleva des difficultés. Le général Devereaux, informé de cette espèce de déni de justice, prit feu, et envoya un cartel en bonne forme à Marinno. Celui-ci, indigné d'un semblable procédé de la part d'un étranger envers un magistrat d'un rang aussi élevé que le sien, envoya sur-le-champ le général dans un sombre et humide donjon, où il fut renfermé comme un criminel. Il trouva le moyen de s'adresser au congrès, se plaignit amèrement de ce traitement, et demanda qu'une commission d'enquête fût nommée pour examiner sa conduite. Cette grâce lui fut accordée, et, après être resté six semaines dans ce donjon, privé d'air et de lumière, et sans qu'il lui fût permis d'entretenir aucune communication à l'extérieur, il fut conduit sous bonne garde, de ville en ville, jusqu'à Caracas. Là, il fut jugé devant

une cour martiale, et honorablement acquitté, en novembre 1821.

La conduite du vice-président Marinno, à l'égard du général Devereaux, excita l'indignation des membres du congrès à un tel point qu'ils le déstituèrent et mirent à sa place le docteur German Roscio, qui avait pris le plus grand intérêt à la cause de Devereaux. Aussitôt que le président Bolivar eut appris l'injustice dont on s'était rendu coupable à l'égard de celui-ci, il le nomma général de division ou major-général, et ordonna que la veuve du général English fût payée. Retournons maintennant au général Bolivar, que nous avons laissé à San Fernando de Apure, prêt à recommencer ses opérations offensives contre Caracas.

Après avoir pris Calabozo, au mois de juin, il donna les ordres aux différentes colonnes patriotes de marcher de nouveau sur Caracas. Leurs postes avancés allèrent en effet jusqu'à Curyato, éloignée de cinq lieues de la capitale dont les habitans étaient saisis de la plus grande terreur. Mais Morillo qui avait observé de près tous les mouvemens des pa-

triotes, et était beaucoup mieux servi par ses espions que Bolivar, donna des ordres pour attaquer tout à coup ces divisions séparées, l'une après l'autre. Bolivar avait imprudemment négligé de combiner ses mouvemens avec ceux de ces divisions; aussi celles-ci ne se prêtant aucun appui mutuel, furent-elles mises en déroute, partout où elles furent attaquées. Il y eut neuf actions différentes : à Sombrero, à Maracay, à la Puerta, à El Cayman, à Ortiz, à El Rincon de los Toros, à La Savanne de Coxeda, sur les montagnes de Los Patos et Nutrias. Dans l'espace de soixante-dix jours, les patriotes perdirent plus de cinq mille hommes en tués et en prisonniers; plusieurs milliers de fusils, vingt étendards, sept pièces de canon, plus de trois milles chevaux et mulets, une quantité considérable de bétail qui suivait les troupes, leurs munitions et leur bagage. Ils furent encore forcés de laisser au pouvoir des Espagnols toutes les villes et toutes les places situées en deça de l'Orinoco. Le chef suprême remit le commandement des débris de ses troupes au général Paez, et se retira

en toute hâte dans la forteresse d'Angostura. Ainsi furent tout d'un coup anéantis, par l'imprévoyance de Bolivar, les brillans succès des patriotes. Je donnerai ici l'opinion d'un natif de Caracas, du colonel, M. F. P., homme de cœur et de capacité, sur les opérations de cette campagne désastreuse. Découragé par les revers du chef suprême, il crut devoir quitter le service de Venezuela, et, après avoir réalisé une grande partie de sa fortune, il se retira à Londres. Voici ce que cet officier écrivait à M. F., marchand de Caracas, en date de San Thomas, le 12 juillet:

« J'ai attendu patiemment le résultat de la » dernière campagne qui s'est ouverte à Ca» labozo. Le résultat a été terrible, mais tel » qu'on devait l'attendre, d'après les disposi» tions de Bolivar. Après s'être approché à » environ six lieues de distance, il s'est con» tamment tenu dans une position où il expo» sait ses troupes à être battues en détail, et a » commis, à chaque pas, des fautes qui, selon » moi n'auraient pas été excusables dans un » caporal. En conséquence de ces dispositions,

» il avait été forcé de rester sur la droite de
» l'Apure, après avoir sacrifié la brave ar-
» mée que plusieurs généraux avaient placée
» sous ses ordres. Les dernières nouvelles re-
» çues de l'Orinoco, disent qu'on commence
» à ouvrir les yeux sur le prétendu héros.
» Fasse le ciel qu'il soit enfin en notre pou-
» voir d'apprécier son mérite et ses talens!

» Il est étonnant que nous n'ayons pu chas-
» ser une poignée d'Espagnols de notre pays,
» avec une armée de plus de neuf mille hom-
» mes, bien armés, bien équipés, et ample-
» ment fournis de toutes les choses néces-
» saires à la guerre. Mais c'est là une des
» conséquences de la confusion et du dés-
» ordre qui règnent dans nos opérations.

» Tandis que le général Bolivar mettait en
» sûreté sa personne, dans Angostura, les
» généraux Paez, Bermudes et Marinno se
» retiraient dans leurs plaines respectives. Ce-
» pendant Paez reprit la ville d'Aaraura, et
» se rendit maître d'une partie des plaines
» qui l'avoisinent. Là, il s'occupa sans relâche
» de recruter son armée. En même temps

» Marinno et Bermudes bloquaient Cumana
» que les Espagnols avaient fortifié, et la ré-
» duisaient à la dernière extrémité. Les pa-
» triotes s'emparèrent aussi de Guiria, de Ca-
» rupano et de toutes les côtes du golfe de
» Paria.

» Aussitôt que les habitans de Guiria furent
» instruits des résultats de cette campagne,
» un grand nombre d'entre eux murmurèrent
» hautement contre le chef suprême. Cinq
» des personnages politiques les plus influens
» eurent une consultation sécrète dans la-
» quelle il fut délibéré si l'on ne dépouillerait
» pas Bolivar de ses pouvoirs, et si l'on ne
» mettrait pas le général Paez à sa place. Tous
» les cinq paraissaient assez indisposés contre
» Bolivar, mais un d'eux montra autant d'é-
» loignement pour Paez, qu'il représenta
» comme un homme grossier, incapable de
» diriger les affaires civiles. Il dit aussi que,
» bien que Bolivar fût incapable d'occuper
» convenablement le haut poste auquel il
» s'était élevé, il voyait cependant de grands
» inconvéniens à l'en retirer dans les con-

» jonctures présentes; que d'ailleurs, l'adver-
» sité lui dessillerait les yeux et le rendrait
» plus accessible aux bons conseils. Après des
» débats très animés qui durèrent deux ou
» trois heures, les autres membres se rendirent
» à ces raisons, et Bolivar resta à la tête du
» gouvernement. » Bolivar dut ainsi la conservation de son existence politique à un étranger qui n'a jamais communiqué ces détails. Je les tiens de deux membres de cette conférence décisive, dont l'un est mort, et l'autre est encore vivant. Je sais le nom de cet étranger, et j'ajouterai qu'à cette époque il occupait un haut rang à Angostura. Les personnes qui m'ont donné ces renseignemens, m'ont assuré que ce changement aurait pu s'effectuer très facilement alors, malgré la nombreuse force militaire dont Bolivar était entouré, car l'aversion pour le chef suprême était universelle; la condamnation de Piar qui avait laissé beaucoup d'amis, et le mauvais succès de la dernière campagne étaient les deux principaux motifs de cette aversion; mais les mécontens n'avaient point

de chef, et ils savaient que le libérateur avait de nombreux espions, de sorte qu'ils n'osaient se communiquer leurs sentimens l'un à l'autre.



CHAPITRE XX.

Bolivar et Sanander. — Conseil du gouvernement à Angostura. — Roscio et Torres. — Situation des deux partis belligérans. — Les généraux English et Urdaneta. — Retour de Bolivar à Venezuela. — Événemens d'Angostura. — Loi fondamentale de la république de la Colombie. (Années 1818-1819.)

Malgré ces revers répétés, le chef suprême ne se montra nullement abattu, et continua d'agir comme s'il ne s'était rien passé contre la gloire de ses armes. Il apprit bientôt par ses émissaires que les habitans de la Nouvelle Grenade, indignés du joug que faisaient peser sur eux les chefs espagnols, n'attendaient plus que l'arrivée d'une armée patriote pour

déclarer leur indépendance, prendre les armes et combattre leurs tyrans. Le général Anander, ou comme il signe maintenant Sanander, vice-président de la Colombie, et connu pour être très opposé à Bolivar, était alors à Angostura. Il est né à la Nouvelle Grenade où il avait beaucoup d'amis qui le pressaient de venir avec les forces, les armes et les munitions dont il pourrait disposer. Il informa le chef suprême que les Espagnols étaient journellement harassés, non-seulement par les divisions victorieuses du général Urdaneta, de Valdes et d'autres, mais aussi par les forts et nombreux détachemens des guerillas qui augmentaient de tous côtés dans la Grenade. Sanander pressa Bolivar de lui envoyer mille hommes, trois ou quatre mille mousquets, des munitions, et d'autres approvisionnemens de guerre, à la Nouvelle Grenade, et de lui donner le commandement de l'expédition. Mais, comme le chef suprême avait l'idée d'aller lui-même dans cette province, tôt ou tard, et que, d'ailleurs, il était jaloux de tous ceux qui avaient plus de talent que lui ou jouissaient d'une plus haute réputation; il craignit que

Sanander ne le supplantât, ou, du moins, qu'il ne fît beaucoup mieux qu'il n'aurait pu faire lui-même. Il prit ses mesures en conséquence. Voici des faits à l'appui de cette opinion:

A la fin de juillet 1818, il arriva à Angostura un vaisseau à trois mâts, venant de Londres, et un brick de New-York, avec des cargaisons considérables de mousquets, de pistolets, de poudre à canon, de sabres, de selles, et en général de toute espèce d'équipemens militaires. Tous ces objets furent offerts à des conditions raisonnables au général Bolivar qui les acheta. Quand Sanander fut informé de cet envoi, il pressa le chef suprême de lui accorder vingt mille fusils, dont la Nouvelle Grenade avait besoin, ainsi qu'une quantité suffisante de munitions. Il offrait de transporter le tout dans cette province. Mais Bolivar, sous différens prétextes, lui refusa en partie sa demande, en ne lui donnant que deux mille fusils; il y en avait, cependant, cinq mille dans les magasins d'Angostura; et lorsqu'il se mit en marche lui-même pour cette province, il y prit une quantité considérable d'armemens complets pour ses troupes. Cette

conduite fit croire alors et avec quelque raison apparente, du moins, qu'il voulait convaincre les Grenadins que lui seul était capable de leur fournir le puissant secours dont ils avaient si grand besoin. A quelque cause qu'on attribue le refus qu'il fit à Sanander de lui fournir entièrement les secours d'armes et de munitions qui lui étaient nécessaires, tant est-il vrai toujours qu'il retarda l'émancipation de ce beau et vaste pays d'une année au moins. Quand il compromit la cause de la liberté et de l'indépendance, en 1815, il était évidemment animé par un esprit de vanité, d'ambition et de vengeance. Il en était de même très probablement dans la conjoncture présente.

Sanander quitta Angostura pour la Nouvelle Grenade avec ses deux mille mousquets, accompagné par le fils du général Urdaneta, quelques autres officiers et une petite escorte de soldats. L'objet de sa mission était de réunir les nombreux corps des guerillas patriotes, de les rassembler dans les belles et vastes plaines de Casanare, de les armer, de les organiser, de les exercer pour l'action, et en-

suite de les faire marcher réunis à la forte division du général Urdaneta contre la capitale Bogota pour chasser les Espagnols de Grenada, et intercepter les communications entre les royalistes de cette province et ceux de Venezuela. Malgré l'insuffisance de ses moyens matériels, Sanander exécuta plus de choses que n'en put faire Bolivar dans sa campagne de 1818 avec des forces considérables.

Sanander est brave, ambitieux, actif, infatigable. Il parle et écrit avec facilité. Il possède une parfaite connaissance topographique de son pays natal, ce qui lui fournit de grands avantages pour choisir des positions militaires. Ses compatriotes avaient la plus grande confiance en lui, sachant que c'était un officier de mérite, qui, de la condition la plus humble, s'était élevé au rang de général; aussi ses compatriotes le préféraient-ils à tout autre général, particulièrement à Bolivar, qui n'était pas aimé à Grenada. Les Espagnols avaient une si haute opinion de ses talens militaires que son nom seul suffisait pour les effrayer. Il a gagné plusieurs batailles, et s'est distingué en plusieurs occasions par une grande bra-

voure, mais il souilla sa gloire par sa cruauté. Après la bataille de Boyona, ce chef sanguinaire ordonna de fusiller vingt-huit généraux et d'autres officiers qui s'étaient rendus prisonniers.

Après que Sanander se fut éloigné d'Angostura, les vrais amis de la liberté ne voyaient rien dans le gouvernement établi qui pût raisonnablement leur faire espérer des améliorations sensibles de l'avenir. Sous l'administration du chef suprême, l'état était comme un vaisseau sur une mer orageuse, sans pilote ferme et habile. Ils voyaient à regret que ses opérations fussent le résultat d'impulsions momentanées; ses actions étaient tellement mobiles, qu'elles prouvaient évidemment qu'il n'agissait d'après aucun système suivi.

Avant de quitter Angostura, en 1817, le général Bolivar établit un *conseil de gouvernement* dont il nomma président Francisco Antonio Zea. M. Zea, qui plus tard mourut à Londres, étant ministre, était sans contredit un homme droit et intègre, mais il avait une mauvaise santé. Son état maladif, ou le réduisait à l'inaction, ou l'empêchait d'agir avec l'énergie

nécessaire. Aveuglément soumis à la volonté du chef suprême, il n'osait rien faire sans son consentement exprès. Ainsi, il arriva que les plus frivoles décisions de ce conseil de gouvernement d'Angostura, étaient envoyées au chef suprême, partout où il pouvait être trouvé, pour qu'elles obtinssent sa sanction. Le général Bolivar, obligé à chaque instant de changer de lieu, laissait souvent de gros paquets sans lés ouvrir, et quelquefois signait des pièces importantes, dont il ne pouvait prendre qu'une lecture très précipitée, et les renvoyait ensuite à Angostura. Un autre empêchement à la prompte expédition des affaires c'était que M. Zea ayant vécu plus de vingt ans en Espagne, suivait strictement les vieilles habitudes de ce pays. Il était bien impossible que deux hommes de ce caractère gouvernassent un pays étendu, agité par les passions, la guerre civile et les troubles de toute espèce. Le résultat inattendu de la dernière campagne n'était pas de nature à inspirer la confiance en général.

Cependant Bolivar sentait la nécessité d'avoir recours à un emprunt; mais, comme le

gouvernement américain ne pouvait offrir aucune garantie, il résolut de se procurer de l'argent en levant des contributions extraordinaires. Ce n'était pas, au reste, chose facile que d'exécuter cette résolution, dans un pays où le commerce et l'industrie étaient détruits. Les personnes qui avaient de l'argent étaient des Espagnols, secrètement ennemis du gouvernement, et qui n'avaient pas la moindre confiance dans le chef suprême. Aussi fallut-il en venir à des mesures de violence qui n'augmentèrent pas peu le mécontentement général. Dans ces fâcheuses conjonctures, les habitans d'Angostura virent, avec une espèce d'horreur, la maison du dictateur briller d'un nouvel éclat; ils furent indignés de ses prodigalités pour ses maîtresses, des largesses qu'il répandait inconsidérément sur des officiers favoris qui n'avaient d'autre mérite que de se montrer ses flatteurs les plus assidus, ses espions les plus actifs.

La République de Venezuela n'était alors autre chose que ce qu'elle avait été dans les années 1813 et 1814, c'est-à-dire un état dévoré par une anarchie militaire despotique.

Dans des conjonctures aussi difficiles, on peut juger de l'embarras du chef suprême, qui ne savait de quel côté il devait diriger principalement son attention. Il recevait tous les jours des nouvelles de défections, ou apprenait que le mécontentement du peuple augmentait tous les jours, et n'était comprimé que par la seule crainte des baïonnettes. Dans ce moment critique arriva tout à coup un homme de sens, de talent, d'un caractère ferme et décidé, qui sauva ce misérable gouvernement et son pays d'une ruine totale. Cet homme était le docteur German Roscio. Je vais entrer ici dans des détails qui seront d'autant plus intéressans qu'ils sont moins connus.

Le docteur Roscio était natif de Venezuela, et y avait paru avec distinction dans le premier congrès, assemblé à Caracas, en 1811. Il fut, comme beaucoup d'autres, arrêté en juillet 1812, à Laguaira, et envoyé à Cadix avec le général Miranda. Il fut mis dans un donjon à La Caraca, non loin de Cadix. Il avait dans cette dernière ville des amis qui facilitèrent son évasion, et il parvint à gagner Gibraltar. De là, il se rendit à Londres et en-

suite aux États-Unis d'Amérique, où il trouva M. Manuel Torres, Caraguin comme lui, et qui vivait à Philadelphie d'une manière très retirée. Ils devinrent bientôt amis intimes. M. Torres mourut, à quelques milles de Philadelphie, en 1822, dans une situation déplorable; il était cependant, en ce temps-là, accrédité en qualité de chargé d'affaires de la Colombie. Il resta malade dans son lit pendant les trois ou quatre derniers mois de sa vie, et serait mort avec sa famille, si des citoyens respectables qui le connaissaient ne s'étaient empressés de lui fournir les choses nécessaires à la vie. Il est certain que ses minces appointemens ne lui étaient point payés.

Le docteur Roscio et M. Torres étaient d'excellens patriotes, des hommes de talens supérieurs, qui possédaient des connaissances solides dans toutes les branches d'administration civile, particulièrement dans le département des finances. Ils étaient compétens pour établir une constitution qui s'adaptât à la situation, au caractère et au génie de leurs compatriotes. Tous les deux étaient honnêtes, et ils n'avaient rien tant à cœur

que le bien-être de leur pays. Ils virent avec un profond regret le tour défavorable que la révolution de Caracas avait pris. Ils déplorèrent le sort de Miranda et rendirent justement hommage à son caractère et à sa mémoire. Ils blâmèrent hautement le général Bolivar d'avoir usurpé le pouvoir dictatorial, et de paraître déterminé à le retenir, quoiqu'il ne possédât ni assez de talent ni assez de fermeté pour remplir un poste aussi élevé. Malgré leur opinion particulière sur le général Bolivar, ils résolurent de faire les derniers efforts pour sauver leur pays, de rendre sensibles au chef suprême, s'il était possible, toutes les fautes qu'il avait commises, et de lui faire adopter des mesures qui devaient contribuer à la prospérité publique.

M. Torres était d'une faible constitution; il ne voulut point quitter Philadelphie; il voyait d'ailleurs un avantage à se tenir à une certaine distance du chef suprême. Il se trouvait ainsi à l'abri de toute espèce de contrôle de la part de Bolivar. Ce fut alors qu'il se détermina à entamer une correspondance avec lui.

Le docteur Roscio partit seul et arriva à

Angostura, au commencement de 1818, peu après que Bolivar eût marché contre Caracas. Il était porteur de beaucoup de lettres et de papiers très intéressans et très importans pour Venezuela, mais particulièrement d'une très longue lettre de son ami Torres au chef suprême. Dans cette lettre, Torres flattait la vanité de Bolivar; il lui faisait beaucoup de complimens sur ses bonnes intentions, sur sa persévérance, mais il lui disait franchement que le gouvernement qu'il avait établi à Venezuela ne convenait nullement au caractère de ses habitans ni aux intérêts compliqués d'une république si étendue; il ajoutait, en outre, qu'un gouvernement militaire conduirait à l'anarchie, qui entraînerait avec elle la ruine du pays et la destruction certaine de l'homme, quel qu'il fût, qui entreprendrait de soutenir un tel gouvernement.

J'ai déjà dit que Bolivar abhorrait le gouvernement despotique de l'Espagne, et qu'il pouvait écouter les avis des hommes éclairés et approuver les plans qu'ils lui présentaient; mais malheureusement pour lui et pour le pays, il était entouré de flatteurs aussi mé-

prisables qu'ignorans qu'il avait la faiblesse d'écouter, et pour lesquels son affection était si grande qu'il agissait souvent conformément à leurs désirs contre sa propre conviction. Si Bolivar avait agi d'après son propre jugement, il est probable que l'intérêt du pays eût été plus souvent consulté.

Dans l'absence du général Bolivar, le docteur Roscio fut reçu par le président du conseil du gouvernement de la manière qu'il méritait. Pendant son séjour il se fit beaucoup d'amis : il paraît qu'il fut un des éditeurs ou rédacteurs du *Courrier d'Angostura*, gazette qui fut protégée par Zea, et pour laquelle il écrivit plusieurs articles. Cette circonstance excita une espèce de rivalité entre ces deux hommes distingués. Comme le docteur annonçait ses principes en termes clairs et énergiques, que son style était élégant, vif et animé, Zea commença à devenir jaloux de son mérite, à le recevoir froidement, et à se montrer très réservé à son égard. Tout le monde était empressé d'être présenté au docteur Roscio, et cet empressement faisait que la maison de M. Zea était moins fréquentée.

Bolivar, à son arrivée, reçut le docteur comme une vieille connaissance, parce qu'il avait eu l'occasion de le rencontrer plusieurs fois à Caracas, en 1811 et 1812. Le docteur présenta la lettre de M. Torres qui produisit sur le chef suprême, l'effet qu'on en attendait. Doué d'une éloquence, que relevait singulièrement une réputation sans tache, Roscio, dans plusieurs conversations particulières avec Bolivar, parlait avec la plus grande chaleur en faveur des principes émis dans la lettre de son ami Torres. Il était fortement secondé par le docteur Ramon Cadix et Palacio Taxar, hommes de talent, pour lesquels le chef suprême professait le plus grand respect. Il résulta de cette combinaison d'efforts que le général Bolivar consentit à assembler un congrès. Il paraissait ainsi convaincu de la nécessité de changer de système; cependant, quand il fallut agir, il n'accorda au congrès que des pouvoirs très limités, se réservant à lui-même, l'autorité suprême. Soit qu'il agît ainsi pour se conformer aux désirs de ses flatteurs, soit qu'il ne consultât que son ambition, c'est ce qu'on ne saurait dire; il est

probable, du moins, que l'une et l'autre cause influèrent sur sa détermination. Cependant, son nouveau plan découvrait une ignorance totale des principes des gouvernemens républicains de nos jours, et des excellens traités qui ont été composés sur ce sujet. Il était donc bien loin de pouvoir satisfaire les patriotes éclairés. Il avait fait ce projet de constitution qu'il voulait introduire dans Venezuela, d'une assez grande étendue. Dans ce projet, il proposait d'instituer une chambre de pairs et une de députés; les membres de la premiere chambre devaient avoir les titres de baron, de comte, de marquis, de duc etc.; les emplois étaient à vie et les titres héréditaires. D'après ce plan, qui n'était évidemment qu'une imitation de la constitution anglaise, il est clair qu'il désirait établir une aristocratie permanente.

Bolivar était si enthousiasmé de ce plan, qu'il le communiqua secrètement au conseil du gouvernement, et je dis à regret que le président Zea lui donna hautement son approbation. Aussitôt que le docteur Roscio fut informé de cette circonstance, il se concerta

avec ses amis, Cadix et Faxar, pour réunir leurs représentations auprès du chef suprême, dans l'intention de le faire changer de résolution. Si elles ne remplirent pas d'abord leur but, elles réussirent du moins à diminuer l'empressement de Bolivar pour ce projet, au point de lui en faire suspendre l'exécution. Le docteur Roscio écrivit sur-le-champ à Torres, auquel il développa tout le plan du dictateur. Torres n'eut pas plutôt reçu cette nouvelle, qu'il écrivit au chef suprême, en termes si persuasifs et si éloquens, que celui-ci se décida à renoncer entièrement à la partie aristocratique du projet.

L'installation du congrès, qui eut lieu, le 15 février, fut accompagnée des cérémonies les plus solennelles et les plus imposantes, dont je m'abstiendrai de donner le détail ici.

La convocation de ce congrès changea la forme du gouvernement de Bolivar, mais n'en altéra pas la substance. Zea, homme probe et vertueux, était faible et entièrement dévoué au général qui, par des intrigues particulières, lui procura la présidence du nouveau congrès, parce qu'il savait que Zea était

tout-à-fait incapable de commander l'armée, et qu'il n'avait ni assez d'amis ni de partisans pour prétendre au gouvernement de la République. L'élection se fit nominativement et non par la voie du scrutin secret : le chef suprême était présent. Dix ou douze députés proposèrent M. Zea; les autres n'osèrent pas alors s'opposer à sa nomination; et ainsi M. Zea fut unanimement élu, bien qu'un grand nombre des membres de l'assemblée, et probablement la majorité lui fussent contraires.

En cette occasion, le général Bolivar donna une nouvelle preuve de son amour pour le pouvoir. Dans sa proclamation, datée d'Angostura, le 20 février, il dit : « Le congrès » général de Venezuela a pris le pouvoir su- » prême qui m'avait été confié jusqu'à ce » jour; je l'ai rendu au peuple, en le remet- » tant entre les mains de ses légitimes repré- » sentans. La souveraineté nationale m'a ho- » noré en mettant entre vos mains le pouvoir » exécutif, avec le titre de président provi- » soire de Venezuela. Venezueliens! je me sens » incapable de vous gouverner; je l'ai souvent

» dit à vos représentans qui, en dépit de mes » refus bien fondés, m'ont toujours confirmé » dans mon commandement.

» Soldats de l'armée libératrice! ma seule » ambition a toujours été de partager avec » vous les dangers auxquels vous êtes exposés » pour la défense de la République. »

Le nom de congrès fit une impression favorable sur l'opinion publique, et le nouveau gouvernement fut puissamment secondé par les habitans de Venezuela; en sorte que le général Bolivar parvint à former une armée de treize à quatorze mille hommes, qui le mit dans le cas de prendre l'offensive.

Il reçut d'Angleterre, outre la légion dont j'ai parlé, de fortes cargaisons d'armes, de munitions et de fournitures militaires de toute espèce. Un nombre considérable d'officiers français, allemands, polonais et autres, se rendirent à Angostura et à la Margarita pour offrir leurs services, attirés sans doute par des espérances d'avancement et de fortune et par le désir généreux d'être compris parmi les braves qui avaient combattu pour la cause sacrée de la liberté et de l'indépen-

dance. Le général Bolivar leur fit un bon accueil. Ses manières polies et aisées, son affabilité grâcieuse charmèrent plusieurs milliers de ces étrangers qui ne savaient pas de quelle jalousie il était animé contre tous ceux qui ne faisaient pas partie de sa nation. Cependant, quand ces étrangers s'aperçurent qu'ils ne recevaient ni solde, ni bonnes rations, et que les troupes indigènes les regardaient d'un œil jaloux, qu'ils étaient obligés de traverser continuellement des plaines marécageuses ou arides, leur zèle se changea en abattement; beaucoup se retirèrent dans un état déplorable, ainsi que les habitans de la Jamaïque, de Saint-Thomas, de Curaçao et de plusieurs autres endroits peuvent l'attester.

Cependant, les grands efforts que firent alors les chefs patriotes et le renouvellement de l'esprit public donnèrent les plus belles espérances que la campagne de cette année serait la dernière.

Le général Bolivar qui désirait impatiemment effacer l'impression de la malheureuse campagne de 1818, conçut, pour cette année, un excellent plan qui, conduit avec habileté,

aurait infailliblement réussi : il fit mine d'avoir l'intention d'attaquer Caracas et d'affranchir Venezuela du joug de l'Espagne. Cette démonstration engagea Morillo à affaiblir la Nouvelle Grenade, et à concentrer ses forces sur ce point. Informé de ce mouvement, Bolívar changea brusquement de direction, réunit ses troupes aux nombreuses guerillas et marcha en colonnes contre Bogota.

Bolivar, ainsi que je l'ai dit plus haut, avait envoyé, devant, le général Sanander pour tout préparer : il avait en outre ranimé l'esprit public, en remportant des avantages sur l'ennemi, de sorte qu'il lui eût été facile de soulever les habitans des vingt-deux provinces de cet état contre leurs oppresseurs.

Bolivar, sûr de conserver le pouvoir suprême, nomma Zea pour le remplacer pendant son absence; il envoya les généraux Urdaneta et Valdez avec environ vingt officiers à l'île de la Margarita, pour organiser les troupes qui s'y trouvaient, et partit pour l'armée, le 27 février. Il avait avec lui un nombreux et brillant état-major et deux mille hommes. Il

dirigea sa marche vers la rive gauche de l'Araura pour se joindre à Paez, qui avait environ trois mille Llaneros, tous montés.

Le général Bolivar nomma San Yago Marinno, commandant en chef des corps placés sous les ordres de Bermudes, de Monagas, de Zaraza, de Roxas, et de Montes, forts d'environ six mille hommes, et lui ordonna de prendre Barcelona et Cumana d'assaut, si ces deux villes refusaient de se rendre. Ces corps se mirent en marche, en février.

Outre ces forces de terre, les patriotes avaient dans les ports de mer de Pompatar et de Juan Griego, dans l'île de la Margarita, douze vaisseaux armés, et parmi eux une corvette et sept bricks; il y avait aussi des goëlettes montées par des Anglais et des Américains. On construisait dans le même temps sur l'Orinoco huit bâtimens qui consistaient principalement en chaloupes canonnières.

Contre des forces si imposantes, qui le menaçaient d'une entière destruction, le général Morillo n'avait rien négligé pour se mettre en bon état de défense. En janvier, il quitta Va-

lencia, à la tête de cinq mille hommes, et ordonna de faire fortifier San Fernando de Apure où La Torre commandait, et où Morillo avait établi son quartier général. Peu après, le général Paez évacua la ville et se retira sur l'Araura pour effectuer sa jonction avec le général Bolivar. Morillo se porta alors en avant et établit son camp devant le bourg de Causucal.

Dès que le général Morillo eut appris que beaucoup de troupes anglaises s'étaient réunies aux patriotes, il craignit que leur nombre ne devînt si grand qu'il ne lui fût impossible de leur résister. Il fit donc paraître une proclamation adressée aux chefs, aux officiers et aux soldats de Sa Majesté Britannique, qui servaient alors les insurgés, pour les engager à passer dans l'armée espagnole. Il leur dit entre autres choses : « Le gouvernement de » Sa Majesté Catholique et moi-même en par» ticulier avons été informés de la manière » dont un grand nombre des sujets de Sa » Majesté Britannique ont été entraînés en » Angleterre par Mendes et d'autres traîtres » à partager la fortune de ceux qui s'appellent

» les Indépendans de l'Amérique du sud. Les
» agens révolutionnaires leur ont représenté
» qu'il existait un gouvernement républicain,
» des lois bien établies, des armées et des
» habitans qui se sont soumis volontairement
» à une telle république. Par cet exposé trom-
» peur des choses, beaucoup d'entre eux se
» sont décidés à quitter leur pays, dans l'in-
» tention de s'y établir et d'obtenir, comme
» récompense de leurs services, la fortune et
» les honneurs. Mais qu'ils ont été cruelle-
» ment trompés! Anglais! c'est à vous que je
» m'adresse; à vous, qui connaissez déjà ce
» fameux personnage, Simon Bolivar, que vous
» comparez, en Angleterre, à un Washington;
» mais maintenant que vous avez vu le héros
» de cette misérable république, que vous
» connaissez ses troupes, ses généraux et les
» imbécilles qui composent son gouverne-
» ment, vous savez que vous avez été gros-
» sièrement trompés. Vous servez sous les
» ordres d'un homme qui, en tout point, est
» très insignifiant, et vous vous êtes réunis
» à une horde de bandits qui ne sont connus
» que par leurs cruautés. Je sais qu'il existe

» beaucoup d'Anglais et d'autres étrangers
» qui ont été trompés, mais qui ne peuvent
» abandonner cette cause injuste, parce qu'ils
» manquent de tout. J'offre et je promets à
» ceux qui se présenteront volontairement à
» l'armée dont je suis le chef, la parfaite ga-
» rantie de leur personne, soit qu'ils se dé-
» cident à prendre du service dans les troupes
» de Sa Majesté Catholique, soit qu'ils veuillent
» quitter l'Amérique.

» *Signé*, Pablo Morillo.

Quartier général d'Achaguas, 26 mars 1818.

Le 20 mars, le général Bolivar réunit ses forces à celles du général Paez auquel il communiqua son nouveau plan d'opérations contre la Nouvelle Grenade, et lui demanda l'appui de sa cavalerie de Llaneros. Paez lui dit qu'il était prêt à le suivre, mais qu'il doutait que ses Llaneros voulussent consentir à faire partie de l'expédition. Il est certain que ces Indiens n'aiment pas combattre loin de

leurs plaines; aussi malgré les instances les plus pressantes de Bolivar et de Paez, ils refusèrent positivement, et déclarèrent que, si on employait la force pour les réduire, ils déserteraient et reviendraient à leurs plaines natales où ils avaient coutume de combattre. Obligés de céder d'après un refus aussi formel, les deux généraux ne parvinrent pas sans peine à calmer ces barbares irrités. Au reste, cet acte d'insubordination qui privait l'armée de sa cavalerie, refroidit singulièrement l'ardeur des troupes du général Bolivar.

Cependant, Morillo qui avait résolu d'en venir aux mains, détacha contre Bolivar et Paez une forte colonne espagnole sous les ordres du colonel Pereira qu'il suivait de près, et, le 27 mars, une action eut lieu à peu de distance de Trapiche de la La Gamarra, où les patriotes furent battus. Le général Morillo, dans son rapport officiel, tourna ainsi en ridicule les dispositions faites par le général Bolivar : « Les bateaux qui furent » détruits, » dit-il, « dans l'Apure, ont été la » cause qu'il ne m'a pas été possible de tra» verser l'Araura. Autrement, j'aurais achevé

» la destruction des forces réunies sous les
» ordres de Bolivar et de Paez. Cependant, »
ajoute-t-il ironiquement, « Bolivar s'était
» vanté de prendre la capitale en deux jours,
» quand il quitta la Guayana avec son fameux
» renfort d'Anglais. »

Le triomphe des Espagnols ne fut pas de longue durée. Peu après, Bolivar et Paez reçurent des renforts et marchèrent contre Morillo, dont le quartier général était à Achaguas. Ils l'attaquèrent, le 15 avril, et, après un vif engagement, ils le mirent en pleine déroute, lui firent essuyer une perte de plus de douze cents hommes et le forcèrent à battre en retraite, avec le reste de ses troupes, jusqu'à Calabozo. Le colonel Donato Paez, frère du général, détruisit trente six chaloupes canonnieres et prit dix-huit pièces de canon de gros calibre.

Sur un autre point, les troupes commandées par le général espagnol La Torre furent mises en déroute et obligées de faire leur retraite par les plaines d'Aragua, et de joindre leur général en chef à Calabozo. La conséquence de ces deux victoires fut l'occupation de Barinas

par les patriotes, qui leur ouvrit le chemin de la Nouvelle Grenade.

Morillo rassembla de nouveau une armée de six mille hommes, et essaya d'envahir les plaines d'Apure, et de profiter de l'absence de Bolivar, qui était entré dans la province de Barinas pour recruter, et pour se réunir aux troupes anglaises qui s'étaient dirigées sur ce point. Le général Paez évita soigneusement la bataille qu'on lui offrait, et s'efforça d'attirer l'ennemi dans l'intérieur des plaines, pour qu'il pût lui couper sa retraite. Dans cette courte campagne, Paez manœuvra avec tant d'habileté et de succès, qu'il harassa et même battit plusieurs détachemens de l'ennemi, prit et tua plus de quinze cents hommes, intercepta les convois et les autres secours envoyés à l'armée de Morillo. Celui-ci fut enfin obligé de battre en retraite jusqu'à Achaguas.

Le général Bolivar arriva en mai, avec ses troupes étrangères, à Nutrias, où il leur fit prendre quelque repos. Paez, avec environ deux mille hommes de cavalerie et huit cents hommes d'infanterie anglaise, observait et assiégeait Morillo dans Achaguas. Il envoya

même de fort détachemens du côté de Calabozo et de San Carlos, pour surveiller les mouvemens de l'ennemi dans cette partie du pays.

Si Bolivar avait possédé seulement une médiocre connaissance de l'art militaire, il aurait réuni ses troupes et celles de Paez à celles de Marinno, et il aurait détruit d'un seul coup les forces de Morillo; et si ce général avait évité toute affaire décisive, il aurait pu lui couper ses convois, et le forcer à mourir de faim, ou à capituler. Mais au lieu de suivre une ligne de conduite qui lui était tracée par la nature des choses, il se contenta de surveiller les Espagnols dans Achaguas, sans rien entreprendre contre eux. Morillo sut apprécier convenablement la mollesse de cette conduite, et, réunissant ses forces, il se mit à leur tête et s'ouvrit un chemin à travers le camp de l'ennemi. Après cet acte de vigueur, il arriva, en juin, sans avoir essuyé aucune perte considérable, à Caracas, d'où il détacha, sur-le-champ, deux bataillons pour renforcer Barcelona et Cumana.

Pendant ce temps-là, le général Marinno recrutait activement au Pao de Barcelona,

dans l'intention d'attaquer le colonel espagnol Aldama; Bermudes serrait de près Cumana, et Urdaneta devait agir de concert avec le général English et les troupes anglaises qui étaient arrivées avec lui à la Margarita sur l'un des points de la côte orientale de Venezuelà.

Cette expédition, appelée l'expédition des étrangers, partit, le 13 juillet, de la Margarita, sur vingt-cinq bâtimens armés et de transport. A bord de l'escadre on comptait quatorze cents hommes de troupes anglaises et hanovriennes et environ mille matelots commandés en chef par le général Urdaneta. Ces troupes jetèrent l'ancre près de la côte de Barcelona, et lorsqu'elles eurent effectué leur débarquement, l'escadre fut dirigée vers Cumana, afin de bloquer la place plus étroitement. Marinno, après avoir défait le colonel Aldama, le 12 juin, près Chispera, se réunit aux forces de Sedenno, de Zarasa, de Monagas, de Roxas, de Bermudes et de Thomas Montilla. Toutes ces troupes étaient réunies dans un seul camp, près San Diego de Cabrutica, où les troupes anglaises sous Urdaneta,

étaient attendues de jour en jour. Dès ce moment, chacun fut convaincu qu'une armée de treize mille hommes serait plus que suffisante pour conquérir Cumana, Barcelona, Caracas, et tout le pays de Venezuela. Les chefs patriotes étaient si sûrs du succès qu'ils détachèrent deux mille hommes vers Cucuta, dans la Nouvelle Grenade, pour renforcer le général Sanander. Au reste, celui-ci avait été joint, dès son arrivée, par un grand nombre de patriotes et avait pénétré déjà jusqu'à Sagamosa, non loin de la capitale de Bogota.

Les troupes anglaises sous les ordres d'Urdaneta, au lieu de se réunir aux forces de San Yago Marinno, près de Cumana, débarquèrent, comme je l'ai déjà dit, non loin de Barcelona. On a dit aussi que cette mauvaise disposition avait été ordonnée par le général Rafael Urdaneta pour ne pas servir sous le général Marinno, qu'il méprisait. Urdaneta était aussi jaloux du général English à cause de la grande autorité qu'il exerçait sur les troupes anglaises qui étaient très naturellement plus disposées à obéir à un chef de leur nation qu'à Urdaneta. Aussitôt que le débarquement fut effectué, une

forte colonne d'Espagnols s'opposa à ce que les troupes s'avançassent dans l'intérieur de la province, et, comme elles n'avaient pas de provisions, elles furent obligées de se rembarquer le 3 août. Elles firent voile pour Cumana, et débarquèrent près de ce lieu, à Bordones, que les Espagnols avaient fortifiée. Le général Urdaneta, sans attendre les forces de Marinno, ordonna d'attaquer Cumana, mais il fut repoussé par la garnison. Le 8 août, les troupes anglaises attaquèrent cette place à quatre reprises différentes avec la plus grande bravoure; mais elles furent encore repoussées avec perte. La plus grande partie de ces troupes héroïques périt ensuite devant une petite batterie, appelée Agua Santa. On en perdit encore un bon nombre à Maturin, où elles s'étaient retirées après leur défaite. Comme cette dernière ville était entièrement ruinée, elles n'y trouvèrent que de faibles moyens de subsistance. Le manque de nourriture, la fatigue et le climat firent de nombreuses victimes parmi elles. Le général English se retira alors à la Margarita, dégoûté d'un tel service et particulièrement de la conduite d'Urdaneta envers lui et

ses troupes. L'escadre se dirigea aussi vers cette île.

Ainsi se termina cette expédition, dont les patriotes attendaient, avec raison, de grands succès, et dans laquelle les troupes anglaises furent inutilement sacrifiées, comme il y a bonne raison de le croire, à l'ignorance et à la jalousie du général Urdaneta.

Parmi les étrangers qui accompagnèrent le général English, se trouvait un major nommé Guillemore. Il était ingénieur et très distingué par ses talens militaires. C'est lui qui fit construire les fortifications de Santa Rosa, forteresse qui protégea le petit port de Juan Griego, dans l'île de la Margarita, et que Morillo ne put jamais prendre. Le major Guillemore s'opposa de tout son pouvoir à l'attaque de Cumana, et parla avec autant de force que d'éloquence pour prouver qu'elle ne devait pas réussir. Urdaneta le traita rudement; et, bien que le général English lui-même joignît ses représentations à celles du major, il n'en persista pas moins à ordonner l'attaque : on sait quelles en furent les conséquences. Quand ce résultat fut connu, Urdaneta, Bermudes,

Marinno et quelques autres chefs nationaux eurent la bassesse de déclamer hautement contre *ces étrangers*, et de les appeler des lâches. C'est ainsi qu'ils ne rougirent pas d'imputer au général English les terribles conséquences de l'ignorance et de l'obstination d'Urdanéta.

Le général English était enthousiaste de la cause de la liberté, et officier de mérite. Il mourut de chagrin du mauvais succès de son entreprise à la Margarita. Le major Guillemore se retira avec l'idée la plus défavorable du service dans la Colombie.

Les patriotes parvinrent enfin à se rendre maîtres de Barcelona, le 5 août. Ce ne fut pas, au reste, une conquête dont on dut se montrer très fiers. Urdaneta et Bermudes n'avaient pas moins de deux mille hommes sous leurs ordres, et ils n'eurent affaire au plus qu'à une centaine d'hommes postés dans une maison fortifiée plutôt que dans une véritable forteresse; encore manquaient-ils de vivres et de munitions de guerre. Ce siége n'en dura pas moins deux mois. Qu'on juge par-là des brillans talens militaires de ces deux généraux.

Quand les patriotes s'approchèrent de Barcelona, le lieutenant-colonel Gorin, qui commandait les Espagnols dans la ville, envoya un détachement de trente cavaliers, pour reconnaître l'ennemi, qui marchait vers les faubourgs de la ville, sans rencontrer d'opposition. Dans la nuit, ce détachement surprit une garde avancée de six hommes, commandée par un sergent, et la passa au fil de l'épée, avant qu'elle pût donner l'alarme. Ces cavaliers s'avancèrent ensuite rapidement vers la maison où était couché le général Urdaneta. Ils surprirent ses gardes, commandés par un officier anglais, les tuèrent, mais épargnèrent l'officier, qu'ils désarmèrent et menacèrent de tailler en pièces s'il faisait le moindre bruit. Ils bâillonnèrent ensuite l'officier, et deux Espagnols l'attachèrent à la queue de leurs chevaux. Urdaneta fut éveillé par le bruit, s'échappa par une porte dérobée, et donna l'alarme à ses troupes. Les Espagnols, obligés alors de se retirer, partirent au grand galop, de sorte que leur prisonnier fut littéralement mis en pièces, vivant.

Au mois de juin, le général Bolivar se sé-

para du général Paez dans l'intention de pénétrer dans le cœur de la Nouvelle Grenade avec une très forte colonne. Il rejoignit celui-ci, et s'efforça de se rendre maître de la province de Barinas, afin de se couvrir de ce côté. Bolivar trouva l'ennemi dans la vallée de Samagoso, de la province de Tunja. Il avait avec lui deux mille hommes d'infanterie, la plus grande partie Européens, et cinq cents hommes de cavalerie. Le général espagnol Barasino avait environ le même nombre. La bataille qui se livra, le 1[er] juillet, fut chaude et opiniâtre; enfin les Anglais décidèrent le combat par une charge vigoureuse qui força l'ennemi à se retirer en grand désordre. Barasino se renforça bientôt lui-même, et, le 23 du même mois, il attaqua le général Bolivar à Patano de Barg, près la capitale de la province de Tunja. Il fut défait une seconde fois, perdit son artillerie, son bagage, une grande partie de ses troupes, et ses officiers d'état-major. Un nombre considérable de déserteurs, des cavaliers principalement, passèrent aux patriotes.

Le général Bolivar proclama la loi martiale,

en vertu de laquelle tous les habitans de la Nouvelle Grenade, capables de servir, furent contraints de porter les armes et de se joindre à ses troupes, sous peine de mort. Son armée s'éleva bientôt à trois mille hommes d'infanterie et à seize cents de cavalerie. Avec ces forces il marcha sur la capitale Bogota. Il trouva le général Barasino, posté à une petite ferme appelée la Venta Quemada, à soixante milles de la capitale. Comme le terrain est montagneux et couvert de buissons, quelques officiers anglais conseillèrent au général Bolivar d'user de stratagème; ce qu'il fit avec succès. Il plaça en embuscade la plus grande partie de son infanterie, et ordonna à sa cavalerie de gagner, sans être vue, les derrières de l'ennemi, de sorte que sa ligne de bataille présentait un front de peu d'étendue. L'ennemi attaqua avec beaucoup de bravoure; mais, dans le même moment, l'infanterie, placée en embuscade, et la cavalerie s'élancèrent sur les flancs et sur les derrières des Espagnols et les mirent dans une déroute complète. Ceux-ci ne perdirent pas moins de mille hommes, et ne purent se rallier avant d'être ar-

rivés à Mompox. Cette bataille du 7 août décida du sort de la Nouvelle Grenade, et son succès fut attribué aux troupes européennes.

Dès que le vice-roi Samana eut reçu la nouvelle de cet engagement, dans la nuit du 8 août, il disposa tout pour son départ, et, le 9 au matin, il quitta la capitale, Bogota, ville ouverte et sans défense, qu'il ordonna d'évacuer. Il était accompagné d'une centaine de personnes.

La retraite du vice-roi fut si rapide qu'il arriva à Honda en trente heures, bien que ce trajet demande d'ordinaire trois jours. Il laissa, à Bogota, un demi-million de dollars en argent monnayé. Bolivar fit son entrée triomphale le 12 août, et ordonna qu'on s'emparât, le 17, de la ville d'Ocanna.

Le 28, le vice-roi arriva à Tambuco et envoya des exprès à Morillo pour l'informer de ce qui était arrivé. Il envoya aussi le général La Torre (le même qui s'était si mal conduit à la bataille de San Felipe, et qui avait perdu la Guayana) avec diverses troupes espagnoles à la Nouvelle Grenade pour prendre le commandement des forces royales dans cette pro-

vince. Les Espagnols, en arrivant à Mompox, travaillèrent nuit et jour à se retrancher.

Je m'occuperai maintenant des événemens qui eurent lieu dans le congrès d'Angostura, pendant l'absence du général Bolivar. Il y avait dans le congrès un parti puissant de vrais patriotes partisans de la République. Ces hommes voyaient avec peine, placé à la tête des affaires, M. Zea, dont la santé était chancelante, et qui, d'ailleurs, était tout dévoué au chef suprême. Les uns lui reprochèrent de la négligence dans l'expédition des affaires; d'autres sa soumission aveugle à Bolivar; on le força de résigner son emploi, et le général Arismendy fut élu en sa place vice-président du congrès, et président de la République, en l'absence du général Bolivar. Cet événement eut lieu au mois d'octobre.

Aussitôt qu'Arismendy fut au pouvoir, il fit rendre un décret portant que l'amiral Brion ne méritait plus la confiance de la République. Brion fut donc congédié, et à sa place, son beau-frère, le commodore Foley, fut nommé amiral. Arismendy ordonna à

Brion, devant le congrès, de rendre compte de sa conduite, et envoya à Foley le ruban de l'ordre des libérateurs.

Pendant ce temps-là, Bolivar réussit à affranchir la Nouvelle Grenade; toutes les provinces de cet état s'étant soulevées en faveur de l'indépendance, les Espagnols furent obligés de battre en retraite et de se renfermer dans Mompox qui, comme Santa Martha et Carthagena, s'était fortifiée.

Après avoir organisé, à Bogota, une espèce de congrès dont il était le président, il quitta cette ville pour marcher sur Pamplona, où il arriva le 20 septembre, et resta deux mois, occupé de festins et de bals. Il avait laissé pour gouverneur de Bogota, le général Sanander.

Il partit enfin de Pamplona avec environ deux mille hommes, pour Guadalita. Ce nombre fut sigulièrement réduit par la désertion de près de huit cents jeunes gens qui, arrachés à leur famille, ne l'avaient suivi jusqu'alors qu'à contre cœur.

Le général arriva, le 3 novembre, à Mar-

tecal, dans Venezuela, où il avait ordonné à plusieurs chefs patriotes de se réunir avec leurs troupes. Il avait avec lui près de trois millions de dollars qu'il avait extorqués aux habitans de Grenade par des taxes et des contributions forcées. On dit qu'il avait contraint les différentes autorités de la province, à lui envoyer régulièrement, chaque mois, un million de dollars. Les troupes, cependant, n'étaient jamais payées, et les étrangers étaient d'autant plus mécontens que cet argent, au lieu de servir à payer leur solde, passait dans les poches des flatteurs et des officiers qui étaient plus avant dans la faveur du général.

Aussitôt que Morillo fut instruit de ce nombreux rassemblement de troupes, il donna des ordres pour évacuer San Fernando de Apure, réunit ces différens détachemens et concentra ses forces à San Carlos. Les Espagnols perdirent de nouveau la province de Venezuela, et plusieurs familles quittèrent le pays, s'embarquant à Laguaira et à Porto Cabello pour les Indes occidentales et les États-Unis.

Les patriotes réunirent encore, à cette époque, dans Venezuela, une force d'environ neuf mille hommes. De ce nombre étaient trois mille hommes de troupes anglaises, irlandaises et hanovriennes, qui, la plupart étaient arrivés récemment à Angostura et à la Margarita. Ces trois mille hommes se dirigèrent alors vers les plaines de Calabozo.

Tout le monde était certain alors que les Espagnols qui n'avaient pas plus de quatre mille cinq cents hommes, dont les deux tiers étaient des indigènes, allaient enfin être chassés pour toujours du territoire de Venezuela. Il suffisait que les patriotes se portassent en avant pour arriver à ce but. Ils savaient que les Espagnols avaient beaucoup perdu de leur confiance, et que si les troupes américaines entretenues à la solde des Espagnols ne passaient pas dans les rangs de leurs compatriotes, c'est qu'elles étaient commandées par des officiers espagnols. Cependant, au lieu d'attaquer l'ennemi avec ses trois mille hommes de troupes européennes, et de terminer ainsi la guerre d'un seul coup,

Bolivar, en apprenant l'élévation d'Arismendy, se mit aussitôt en marche pour Angostura, dans l'intention de le renverser. Il arriva à l'improviste, le 14 novembre, avec ses trois mille hommes qui lui étaient entièrement dévoués, au siége du gouvernement, Angostura, dans la province de la Guayana. Arismendy n'avait que six cents hommes environ; encore étaient-ils mal habillés, mal armés, mal disciplinés; il fallut donc se soumettre aux forces imposantes de Bolivar. Arismendy fut exilé de la Guayana, et reçut l'ordre de se retirer à son île natale, la Margarita. Ce ne fut pas parce qu'Arismendy parut aux yeux du dictateur moins dangereux que Piar que sa vie lui fut conservée; Bolivar savait qu'Arismendy avait beaucoup d'amis dans le congrès et dans l'armée; il savait aussi que les valeureux habitans de l'ile de la Margarita se leveraient pour le défendre, et que la plus grande partie des Llaneros lui était dévouée, parce que comme lui ils inclinaient au gouvernement républicain. Il se laissa conduire dans cette circonstance par les avis

du docteur Roscio, et la vie d'Arismendy fut sauvée.

M. Zea fut alors réinstallé président du congrès, et vice-président de la République.

Le docteur Roscio et divers autres amis du système républicain, réunirent leurs représentations auprès du général Bolivar pour le convaincre de l'instabilité du gouvernement qu'il avait établi. Après de longues discussions, Bolivar consentit enfin à la formation d'un congrès sur un plan plus nouveau et plus étendu.

Dans les conjonctures présentes, il devenait urgent de donner une représentation nationale à toute la Nouvelle Grenade qui venait d'être conquise, à l'exception de Santa Martha, de Carthagena et de Mompox. Les provinces de Venezuela, occupées par les patriotes, étaient dans la même situation. Les habitans de ces deux états désiraient impatiemment avoir un congrès et un gouvernement républicain. Ce fut alors que Bolivar, cédant aux représentations du docteur German Roscio, réunit ces deux grandes provinces sous l'autorité d'un même congrès,

et appela le nouveau gouvernement : *République de la Colombie.* Cet acte mémorable fut désigné sous le nom de *Loi fondamentale de la République de la Colombie.*



CHAPITRE XXI.

Événemens qui eurent lieu depuis la proclamation de la loi fondamentale de la République de la Colombie, décembre 1819, jusqu'à l'armistice conclu entre le général Bolivar et Morillo, novembre 1820.

Après avoir réinstallé M. Zea, le général Bolivar partit d'Angostura, le 25 décembre 1819, avec un nombreux corps de troupes, et dirigea sa marche par les plaines d'Apure. Il arriva, le 20 janvier, à San-Fernando de Apure, la capitale, où il apprit que la cause de l'indépendance allait en déclinant dans la Nouvelle Grenade. Un grand nombre des habitans de cet État, mécontens du gouverne-

ment du dictateur, se joignirent aux Espagnols, commandés par La Torre et Calzada. Aussitôt que celui-ci vit ses forces soudainement augmentées par ces désertions, il reprit l'offensive, et se disposa à marcher contre la capitale de Bogota. De son côté, La Torre, sur le bruit que les patriotes s'étaient retirés en hâte de los Publicos, s'avança vers les plaines de Quarta, pour soutenir les mouvemens de Calzada, et couper la retraite à l'ennemi, qui occupait ces plaines. La marche rapide des Espagnols, dans l'État de Grenade, répandit de grandes alarmes parmi les membres du gouvernement provisoire, établi par Bolivar, et on se prépara à battre en retraite.

Dès que le général Bolivar apprit ces nouvelles inquiétantes, il quitta San Fernando de Apure, et se détermina à marcher de nouveau, à la tête de quatre mille hommes, contre les ennemis qui envahissaient cette province; il quitta son quartier général, le 26 janvier, et dirigea sa marche vers Cucuta. Ce mouvement fit craindre au général Morillo d'être attaqué à San Carlos; il se retira alors sur Valence, dans l'intention de se jeter dans

la place forte de Porto Cabello, en cas qu'il essuyât quelques pertes. Le départ du général Bolivar avec ses quatre mille hommes, lui donna une seconde fois l'occasion de se renforcer.

Pendant ce temps-là, le général Bolivar marchait sur Cucuta, dans l'État de Grenade. Le général Paez, qui avait le commandement en chef de l'armée de Venezuela, établit son quartier général à Maturin, où il rassembla une armée de douze mille hommes, au nombre desquels se trouvaient trois mille Européens, qui composaient en grande partie la légion irlandaise de Devereaux. Contre toute attente, il demeura à Maturin sans essayer d'attaquer Morillo, ou même sans faire le moindre mouvement contre lui. Morillo revint donc de nouveau à San Carlos, où il recruta considérablement, comme il avait fait avant à Valence. Le courage des Espagnols fut alors singulièrement ranimé par la nouvelle qu'on préparait à Cadix, par ordre du roi, une expédition formidable, dont le général Henry O'Donnell, comte de l'Abisbal, devait prendre le commandement. Cette ex-

pédition avait été résolue d'après les lettres que le général Morillo écrivait au roi, et dans lesquelles il représentait dans les termes les plus énergiques la situation précaire de la cause royale dans l'Amérique du sud. Morillo avait reçu de grands secours du commerce de Barcelona, de Cadix, de Malaga, d'Alicante, et de plusieurs autres villes qui souffraient horriblement de la guerre avec les colonies. Les plus riches négocians de ces villes offrirent de grosses sommes d'argent et des secours de toute espèce, s'il voulait envoyer des forces suffisantes pour mettre fin tout d'un coup à la guerre : cette proposition fut acceptée; et, depuis mars 1819, on faisait en Espagne, pour arriver à ce but, les plus grands préparatifs de guerre. On rassembla une armée de vingt-cinq mille hommes, qui devait être divisée en deux corps, sous les ordres d'O'Donnel; un de ces corps était destiné à agir contre le Pérou, et l'autre contre la Colombie.

A l'annonce de cette nouvelle, les royalistes de Venézuela, qui avaient vu, en 1818, comment Morillo, avec des forces bien inférieures, avait détruit l'armée de Bolivar, ne

doutèrent pas du succès de leur cause; mais la révolution, opérée en Espagne par le colonel Quiroja, peu de temps après, empêcha le départ de cette armée expéditionnaire, qui était destinée à forger de nouvelles chaînes aux habitans des colonies espagnoles.

Pendant ce temps-là, le général Bolivar éprouvait le plus pressant besoin d'argent : on lui conseilla alors d'envoyer un agent à Londres, à l'effet de négocier un emprunt assez considérable pour le mettre dans le cas de poursuivre la guerre avec plus de vigueur. Il choisit l'ex vice-président Zea, et lui donna des pleins pouvoirs. Celui-ci partit, en mars 1820, pour Saint-Thomas, d'où il s'embarqua pour Londres.

La situation des deux armées ennemies, dans l'État de Venezuela, ne présenta rien d'important avant la fin de mars 1820. Pour se convaincre de l'incapacité des chefs des nationaux, il suffira d'offrir ici le tableau respectif des forces des deux partis. Vers ce temps-là, le général Paez avait environ quatre mille hommes à Achaguas; après que Morillo eut évacué San Carlos, Urdaneta comptait

trois mille cinq cents hommes sous ses ordres; Bermudes commandait mille six cents hommes à Maturin; Zarasa et Sedenno se trouvaient à la tête de huit cents hommes à Quebrada Honda; Monagas et Diego avaient mille hommes dans la province de Barcelona, et nous ne comprenons pas encore les nombreuses guerillas et d'autres petits corps moins considérables de patriotes, qui n'avaient pas de campemens fixes. Dans l'île de Margarita, il y avait mille deux cents hommes de troupes irlandaises, et quatre mille hommes d'élitè avec Bolivar; cependant, avec d'aussi puissans moyens, les patriotes ne purent réussir à chasser Morillo, malgré la haine qu'on lui portait, ainsi qu'au nom espagnol en général. C'est un fait connu, que Morillo n'avait pas alors à sa disposition deux mille Espagnols européens qui fussent capables de tenir la campagne; le reste de ses troupes se composait d'indigènes, sur lesquels il ne pouvait compter, sachant bien qu'elles l'abandonneraient au premier revers. De ces forces si bornées, il faut encore déduire autant d'hommes qu'il en fallait pour défendre les places que

possédaient les Espagnols. A cette infériorité numérique il faut ajouter les embarras causés par le manque d'argent, et le découragement produit par la nouvelle que l'expédition d'O'Donnell n'aurait pas lieu. Cette réunion de circonstances fâcheuses aurait assuré le succès des patriotes, s'ils eussent été commandés même par des chefs de talens médiocres; mais les hommes de guerre qui étaient à leur tête, au lieu d'attaquer les Espagnols avec vigueur et tous à la fois, fatiguèrent leurs troupes par des marches et des contremarches inutiles; si bien que les désertions à l'intérieur, devinrent fréquentes, et le nombre des soldats diminua considérablement.

Dans cette campagne, le général Bolivar commit sa faute ordinaire, de trop diviser ses forces. Tandis qu'il marchait avec quatre mille hommes sur Cucuta, et ordonnait au général Paez d'attaquer Morillo, et de s'emparer de la capitale, Caracas, il dirigeait une troisième expédition contre Santa Martha, qui ne réussit point. Nous citerons quelques circonstances de cette troisième expédition, comme dignes de remarque.

Depuis l'année 1813, le général Marinno Montilla s'était montré un des plus grands ennemis du général Bolivar. Il avait servi contre le chef suprême à Carthagena et l'avait appelé en duel, en 1816, aux Cayes, ainsi que je l'ai rapporté; il s'était ensuite engagé à accompagner le général Mina dans son expédition contre les Espagnols au Mexique, mais il fut empêché d'y prendre part, à cause de maladie. Une fois rétabli, il se rendit à Baltimore, où il apprit les succès de la cause nationale, et que Bolivar était à la tête du gouvernement. Il pria alors plusieurs de ses amis qui partaient pour la Colombie, de s'employer pour effectuer une réconciliation entre lui et le chef suprême; il écrivit dans le même but à son intime ami, l'amiral Brion, qui lui était très attaché. Il réussit enfin; il vint à Angostura, où il eut une longue entrevue avec Bolivar, qui l'éleva au rang de colonel. Peu après, il fut envoyé à l'île de Margarita, avec 80,000 dollars, pour payer la solde arriérée de la flotte, et ordonner qu'elle mît à la voile. Il eut ensuite une conférence avec l'amiral Brion, à Pompatar,

et avec le général Urdaneta, qui devait prendre le commandement en chef de l'expédition contre Santa Martha. Depuis cette époque, Mariano Montilla fut entièrement dévoué au général Bolivar.

Le général Urdaneta, à la tête de quatre mille hommes, marcha de San Carlos sur la province de Maracaybo, pour agir de concert avec les troupes qu'on attendait de la Margarita. L'escadre partit de Pompatar, port de mer de cette dernière île, au commencement de mars, ayant à bord douze cents hommes, la plupart Européens. Ils arrivèrent à Rio Hacha, le 12 mars, et s'emparèrent de la place sans résistance. C'est un petit port de mer à quelque distance de Santa Martha, qui n'a d'autre défense qu'un fort de peu d'importance. Montilla, qui commandait ces troupes, s'attendait à être joint par quelques Indiens de l'intérieur, qui avaient promis de marcher avec lui contre Santa Martha. Il partit en avril de Rio Hacha, et dirigea sa marche vers la vallée Dupart, où il arriva le 4, avec mille Anglais et cinq cents Créoles, qui étaient venus le renforcer. Après avoir remporté quel-

ques avantages, le colonel Montilla fut arrêté dans ses opérations ultérieures par une mutinerie qui éclata tout à coup parmi les troupes anglaises. Au nombre des lettres trouvées dans le bagage enlevé à l'ennemi, s'en trouvait une du gouverneur de Santa Martha, adressée au général espagnol Lima, que Montilla avait battu en trois actions successives, dans laquelle il mandait que le général Urdaneta marchait, avec trois mille hommes, d'Ocanna sur Santa Martha, et où il était pressé de se joindre à lui le plus tôt possible. Comme Montilla se disposait à faire sa jonction avec le général Urdaneta, les troupes anglaises déclarèrent qu'elles ne marcheraient pas, que leur solde arriérée ne leur fût payée. En vain Urdaneta leur promit-il de leur donner même au-delà de ce qui leur était dû, elles persistèrent dans leur refus; et Montilla, ainsi forcé à l'inaction, s'embarqua à bord de l'escadre sous les ordres de l'amiral Brion, qui se tenait à l'ancre devant Rio Hacha avec treize vaisseaux. Il y avait à bord pour six mois de provisions, cinq mille mousquets, et une grande quantité de munitions de toute espèce.

Ce fut au mois de janvier de cette même année 1820, que la nouvelle de la révolution de Cadix, effectuée par le colonel Antonio Quiroja, se répandit sur le continent de l'Amérique, où elle causa la plus grande surprise. Il résulta de ce grand événement que la constitution espagnole de 1812 fut introduite de nouveau, et que l'inquisition et le pouvoir absolu furent abolis. Le général Morillo, qui avait placé ses espérances dans l'expédition qu'O'Donnell préparait contre l'Amérique, fut si découragé à l'annonce de cet événement qui en empêchait l'exécution, que, pendant plusieurs jours, il ne voulut parler à personne. A la fin il céda à la nécessité, et la constitution fut proclamée avec une grande solennité, en mai et juin, à Caracas, à Laguaira, et en d'autres villes qui étaient au pouvoir des Espagnols sur le continent. Il ne douta pas alors que l'introduction de la constitution dans le pays ne fît une impression favorable sur les patriotes. Il publia deux proclamations qui devaient tendre à ce but : dans l'une, le roi disait aux habitans du continent de l'Amérique : « Que demandez-vous de plus? Enten-

» dez la voix de votre roi, de votre père; » dans la seconde, Morillo s'adressait lui-même à l'armée. Il envoya, en outre, une circulaire aux différens gouverneurs des îles des Indes occidentales, et au ministre espagnol de Washington, dans laquelle il les priait d'ordonner l'insertion, dans les papiers publics, d'une autre proclamation qu'il adressait lui-même aux émigrés du continent de l'Amérique. Dans cette proclamation il les invitait à rentrer dans leur pays, leur promettait oubli du passé, protection, tranquillité et prospérité pour l'avenir. « Votre liberté individuelle, » disait-il, « est inviolable et sacrée; elle est fondée » sur la volonté du roi; elle vous est garantie » par ma parole et mon honneur. » Cependant toutes ces proclamations du roi et du général demeurèrent sans effet, tant les Américains avaient eu de preuves de la duplicité et de la cruauté des chefs espagnols!

L'expédition dirigée contre Santa Martha et Carthagena, pour ouvrir une libre communication avec Bogota et pour se rendre maître du cours de la Magdelena, affaiblit singulièrement les troupes dirigées contre Ca-

racas, et les Espagnols qui avaient rassemblé de nouveau de grandes forces dans le centre de la Nouvelle Grenade. Elle se termina par l'incendie de Rio Hacha, et coûta aux nationaux beaucoup d'argent et sept cents hommes.

Le 10 juin, l'escadre colombienne, sous les ordres de l'amiral Brion avec le reste des troupes, était à l'ancre près de Santa Martha. Après avoir fait feu sur les batteries de cette forteresse, elle mit à la voile pour Savanilla, petit port de mer dans le voisinage de Santa Martha, qui ne se composait que de douze huttes environ. La redoute, qui consistait en trois pièces d'artillerie, fut prise sur-le-champ, l'armée espagnole s'étant enfuie, sans faire de résistance. Les Colombiens débarquèrent alors le peu de troupes qui leur restaient, s'attendant à recevoir prochainement un renfort considérable qui devait avoir été embarqué sur la Magdelena. Le colonel Montilla dirigea sa marche sur Baranquilla, Soledad et Saint-Stanislas, où les Colombiens furent reçus avec acclamation. Un grand nombre d'habitans vinrent se joindre aux troupes, et leur prêtèrent leur secours pour mettre Montilla en

état d'assiéger Santa Martha, aussitôt que les troupes margueritaines arriveraient; mais il n'avait ni artillerie de siége ni les autres matériaux nécessaires pour attaquer les deux plus fortes places de la Nouvelle Grenade.

L'amiral Brion adressa aux habitans de Carthagena une proclamation dans laquelle il les exhortait à se soulever contre leurs oppresseurs et à se joindre aux Colombiens. Elle produisit l'effet qu'on en attendait sur les habitans qui, au nombre de plusieurs centaines, vinrent se ranger sous les bannières nationales. La conquête de Carthagena ne présentait pas de grandes difficultés; d'abord les habitans, harassés par de continuelles vexations, étaient indignés contre les autorités espagnoles, et, de plus, ces mêmes autorités étaient loin d'être d'accord entre elles; les unes désiraient un roi absolu, et les autres, qui formaient la majorité, étaient en faveur de la constitution. Le vice-roi Samano, qui s'était réfugié dans la forteresse de Carthagena, et le brigadier-général Cano, furent l'un et l'autre arrêtés par ordre de ces autorités, pour s'être opposés à la proclamation de la consti-

tution espagnole. On leur ôta leurs emplois, qui furent donnés à des hommes d'opinions différentes.

La situation de Santa Martha ressemblait à celle de Carthagena. Dans ces forteresses, comme dans toutes les places qui étaient au pouvoir des Espagnols, il existait trois partis distincts parmi les habitans et l'administration espagnole : les amis de l'indépendance, les partisans de la constitution espagnole de 1812, et les chefs de l'ancien pouvoir absolu du roi. Le brigadier espagnol Vicente Sanchez de Lima, qui avec deux mille sept cents hommes avait été battu trois fois par Montilla, qui n'avait pas le tiers de ses forces, se retira à Santa Martha, où il se mit à la tête des amis de la constitution espagnole, et l'introduisit malgré l'opposition du gouverneur Porras. L'état anarchique des provinces de Carthagena et Santa Martha favorisa puissamment l'entreprise de Brion et de Montilla. Mais tel fut le caractère particulier de cette guerre, que bien que les Colombiens eussent tous les avantages, ils ne firent aucune opération importante.

Cependant, la situation de Morillo était des plus embarrassantes. Il savait bien que la révolution d'Espagne empêcherait la mère-patrie de lui envoyer des renforts assez considérables pour rétablir l'autorité de son souverain dans les états de l'Amérique du sud; il savait aussi que la nouvelle assemblée des cortès, comme celle de 1811, ne consentirait jamais à reconnaître la république de la Colombie. Ce général était, du reste, assez éclairé pour apprécier au juste sa fâcheuse situation. Il n'en était pas ainsi de plusieurs chefs espagnols, qui se flattaient que les Colombiens accepteraient la constitution espagnole. La lettre suivante mérite quelque attention en ce qu'elle fait connaître les sentimens dont ils étaient animés. Voici cette lettre, qu'un des chefs espagnols écrivait à un de ses amis de Saint-Thomas :

« Des lettres de Caracas, de Laguaira et » de Cumana confirment la nouvelle que » deux commissaires du congrès de Guayana, » MM. Roscio et Alzuru, se sont présentés » devant le commandant d'une des divisions » royales, Arana, pour lui demander la permis-

» sion de se rendre au quartier-général de Mo-
» rillo dans l'intention de lui présenter une
» dépêche qu'on présume contenir une propo-
» sition de ce congrès de se soumettre au gou-
» vernement d'outre-mer, en prêtant serment
» à la constitution espagnole de Caracas. Le
» commandant Arana a refusé de les laisser
» passer outre, mais il a envoyé la dépêche au
» général Morillo. Il est probable que les pa-
» triotes, à l'exemple de l'Espagne, désirent
» se soumettre à notre constitution, et faire
» ainsi de nécessité vertu. C'est fort sage à
» eux, car plus tard ils n'auraient peut-être
» pas la faculté d'en agir ainsi. »

Ce n'est là qu'un échantillon de la vanité et de la présomption espagnoles; voyons les faits qui expliqueront suffisamment les expressions de l'écrivain.

Le général Morillo qui, comme nous l'avons dit, sentait combien sa situation était critique, avait, il est vrai, envoyé secrètement un agent au général Bolivar pour l'informer du changement de gouvernement survenu en Espagne, et pour sonder adroitement ses vues, dans les conjonctures présentes. Ce fut par

suite de cette communication particulière que le docteur Roscio et Alzuru furent députés à Morillo pour lui remettre une lettre du chef suprême, et suffisamment autorisés à négocier un traité de paix. La lettre, d'ailleurs, ne contenait pas un mot qui fût relatif ou à la soumission de la Colombie, ou à son acceptation de la constitution espagnole. Dans la lettre qu'il écrivait au général Morillo, Bolivar fondait la proposition qu'elle renfermait sur son désir d'éviter une plus longue effusion de sang, et sur l'espérance qu'il entretenait qu'avec un changement de gouvernement les opinions des chefs espagnols auraient changé aussi. Cette démarche intempestive de Bolivar eut les conséquences les plus funestes pour la Colombie. Si, au lieu d'employer la voie des négociations avec un ennemi perfide et obstiné, Bolivar eût refusé résolument d'entendre à toute proposition, et eût attaqué avec ses forces réunies le général Morillo dans la position qu'il occupait alors, il est hors de doute que le territoire américain eût été délivré de ses tyrans. Cette fausse mesure donna le temps aux Espagnols de con-

tinuer encore la guerre, pendant quatre ans, et coûta la vie à vingt mille hommes au moins.

La faute énorme que faisait Bolivar en cette occasion fut appréciée, comme elle devait l'être, par Morillo et son conseil particulier. A la réception de la lettre de Bolivar, il envoya deux commissaires, le brigadier-général Thomas de Cires et l'adjudant-général Jose Domingues Duarte, à Angostura. En juin, ils quittèrent Caracas pour Laguaira, d'où ils s'embarquèrent sur l'Orinoco, à l'effet de proposer au congrès d'Angostura l'acceptation de la constitution espagnole, et d'offrir au général Bolivar le poste et le rang de capitaine-général, et aux autres chefs d'être continués dans leurs grades et emplois respectifs. Toutefois, peu après le départ de ces commissaires, Morillo apprit que le général Bolivar n'était pas à Angostura, mais dans son quartier général de Montecal, non loin du lieu qu'il occupait lui-même. Il envoya alors deux autres commissaires, don Francisco Linares et don Carlos Machado, avec une copie de sa lettre et de ses propositions.

Morillo n'adressait pas sa lettre au congrès

de la Colombie, mais à celui de Guayana. Il se donne le titre de pacificateur, et parle des principes libéraux, en vertu desquels il est autorisé par le roi à répandre les bienfaits de la paix et de la réconciliation chez un peuple né espagnol. A la fin de cette lettre, datée du 17 juin 1820, il dit que les députés soumettraient au congrès la base de cette réconciliation.

Les deux députés de Morillo proposèrent alors un armistice d'un mois, offrirent au général Bolivar le rang de capitaine-général espagnol et le maintien des grades et emplois des autres officiers de l'armée. L'armistice fut accordé, quoique la lettre de Morillo proposât seulement que le congrès de la Colombie reconnût la constitution espagnole et se soumît à son gouvernement.

La réponse du congrès fut comme il suit :

« Monsieur,

» Le souverain congrès, convoqué extraor» dinairement pour discuter la dépêche de » Votre Excellence, sous la date du 17 juin, » expédiée de votre quartier général de Cara» cas, et dans laquelle elle établit que le bri-

» gadier don Thomas de Cires et don Domingo
» Duarte ont été nommés pour venir dans
» cette capitale, afin de solliciter l'union de
» ces pays avec la monarchie constitutionnelle
» d'Espagne, a résolu, le 11 de ce mois, dans
» sa session publique, que le décret suivant
» serait transmis par moi à Votre Excellence,
» en réponse : Le congrès souverain de la Co-
» lombie, dans son désir du rétablissement
» de la paix, écoutera volontiers toutes les
» propositions du gouvernement espagnol ten-
» dantes à cet effet, sous la condition que la
» base de cette paix sera la reconnaissance de
» la souveraineté et de l'indépendance de la
» Colombie. Le congrès n'admettra jamais
» aucune autre proposition qui s'écarterait de
» celle-ci tant de fois proclamée par le gou-
» vernement et la République de la Colombie.

» Le président a l'honneur d'être, etc.

» FERNANDO PENALVE,

» *Président du congrès.* »

FELIPE DELAPAINE, *secrétaire.*

Au palais du Congrès, à New Guayana, le 12 juillet 1820, dixième année.

Non content d'avoir écrit au congrès et au général Bolivar, Morillo ordonna aux différens généraux, gouverneurs, et autres commandans espagnols dans le territoire de la Nouvelle Grenade et de Venezuela, d'adresser des lettres de même espèce aux différens chefs de la Colombie. De cette manière, une correspondance générale s'établit sur toute la ligne; mais, comme elle avait, pour objet, la reconnaissance de la constitution espagnole des cortes et de leur roi, sans qu'il fût dit un seul mot de la République de la Colombie, tous les hommes prévoyans étaient persuadés que ces négociations n'avaient été entamées que pour amuser les Colombiens, prolonger l'armistice et donner ainsi à Morillo le temps de se renforcer et de se préparer à une nouvelle campagne.

Au bout d'un mois, l'armistice cessa, et les Espagnols, irrités de n'avoir pu faire reconnaître leur constitution, reprirent les hostilités avec une nouvelle fureur. Les Espagnols du continent de l'Amérique redoublèrent de zèle et d'efforts pour soutenir Morillo; le gouvernement constitutionnel avait ré-

veillé leur patriotisme, et toutes les classes de la nation se crurent intéressées à maintenir le nouvel ordre de choses.

Avant que les négociations ne fussent entamées, Urdaneta, ayant battu le général Miguel La Torre, marcha contre la place fortifiée de Maracaybo et l'assiégea. Le colonel colombien, Cordova, sortit de la province d'Antiochia avec six cents hommes, descendit la Magdalena, et, le 24 juin, s'empara de la ville de Mompox, sans résistance. Il dirigea ensuite sa marche sur Teneriffa où il défit quatre cents hommes et s'empara de onze chaloupes canonnières. Il se joignit à l'amiral Brion et au colonel Montilla, à Savanilla, au commencement de juillet. Pendant ce temps-là, Brion détachait deux de ses vaisseaux contre Carthagena, et deux autres contre Santa Martha. Le colonel patriote, Lara, était dans les environs de cette forteresse avec environ deux mille hommes qu'il avait recrutés dans la province, et ses communications étaient ouvertes avec Montilla.

En juin, le général Bolivar, à la tête de trois mille hommes, était à Cucuta. Il s'avança jus-

qu'à Cuenca, d'où il se liait avec le corps de Montilla.

Le 6 juin, Valdez défit le colonel espagnol Lopez, dans la province de Popayan, dont les habitans se déclarèrent de nouveau en faveur de la Colombie.

Le colonel Cordova, en s'emparant de Mompox et en détruisant les chaloupes canonnières espagnoles, rendit les patriotes entièrement maîtres du cours de la Magdalena, et ouvrit des communications entre Baranca, Savanilla, Baranquilla et Bogota; ce qui facilita singulièrement les opérations contre Santa Martha et Carthagena.

Le colonel Montilla établit son quartier général à Baranquilla, à trois milles de Savanilla, où Brion resta avec son escadre, pour prendre part aux opérations ultérieures. Dans la première de ces places, six cents volontaires se présentèrent, tout armés, tout organisés. Ce renfort le mit dans le cas de diriger sa marche contre Carthagena, qui est à environ trente lieues de Baranquilla. Dans tous les lieux par où il passa il fut reçu avec enthousiasme, et des secours de toute espèce lui

furent apportés. La tyrannie et la cruauté des espagnols étaient devenues si insupportables, qu'outre un grand nombre de recrues, Montilla fut joint par quelques centaines de jeunes gens qui s'étaient montés et équipés à leurs frais. Les dames partagèrent l'enthousiasme général, et je sais de bonne source que plusieurs centaines d'entre elles suivirent les troupes, à pied, dans plusieurs marches, portant un fusil d'une main, donnant de l'eau ou de la nourriture de l'autre, prenant le plus grand soin des malades, et animant les soldats par leur courage et leur gaîté.

Aussitôt que le gouverneur espagnol de Carthagena fut instruit de la marche de Montilla, il envoya un détachement de trois cents trente hommes pour reconnaître les patriotes; mais ceux-ci les attaquèrent à Pueblo Nuevo, et les mirent dans une déroute complète. Vingt officiers et quelques soldats furent pris par suite de cet engagement; le reste gagna Carthagena qui manquait de vivres, et qui, comme je l'ai dit plus haut, était divisée en plusieurs factions.

Il courut alors, dans Carthagena, le faux

bruit que le général Bolivar s'avançait avec douze mille hommes. La terreur fut si grande, parmi les Espagnols, que l'ex-vice roi, qui, continuait de résider dans cette place, demanda, comme une grâce, qu'il lui fût permis de s'embarquer. Cette demande lui fut accordée et il quitta la ville, accompagné de quelques moines, avec la conviction intime que Carthagena ne pouvait manquer de tomber bientôt entre les mains des Colombiens.

Pendant que le colonel Montilla fut établi à Baranquilla, il reçut diverses dépêches des chefs espagnols qui, par l'ordre exprès de leur général en chef Morillo, lui faisaient des propositions semblables à celles qu'ils avaient adressées au général Bolivar et au congrès de la Colombie. Parmi ces propositions se trouvait une lettre du brigadier Don Vicente Sanches de Lima, qui avait été mis trois fois en déroute par Montilla, et qui était méprisé même par ceux de son parti, à cause de sa lâcheté. Après s'être retiré derrière les murailles de Santa Martha, Don Vicente publia une proclamation remplie d'expressions injurieuses aux Colombiens. Il y disait, entre

autres choses, que Brion et Montilla étaient des voleurs et des pillards, qu'ils avaient mis le feu au village de Rio Hacha. Cet homme, malgré les lâches imputations qu'il avait dirigées contre ces deux officiers de mérite, eut alors l'impudence d'écrire au colonel Montilla, pour lui proposer de se réunir aux Espagnols, et de combattre avec lui contre les ennemis du roi catholique et de la nation espagnole. A cette proposition, Montilla répliqua: « J'ai » déjà répondu à leurs excellences Don Pablo » Morillo, et Don Pedro Rieu de Porras, qui » m'adressaient les mêmes propositions que » celles que vous me faites, dans leur lettre » officielle du 21 de ce mois. Je leur ai mandé » que, sans considérer quel parti le gouver- » nement suprême pourrait prendre, je ne » consentirais, pour mon compte, ni à sus- » pendre les hostilités, ni à entrer dans au- » cune espèce de traité qui ne reconnût pas, » en termes clairs et positifs, l'indépendance » de l'Amérique du sud. Je vous répète la » même chose, et j'ajoute que la proposition » que vous me faites d'abandonner mon dra- » peau, et de me rendre ainsi coupable de

» trahison et de parjure, doit être révoltante
» pour tout galant homme. Je vous envoie,
» ci-incluse, une copie de votre proclama-
» tion, avec des notes et des remarques
» qu'elle m'a suggérées. Permettez-moi d'ajou-
» ter que celui qui continue une guerre in-
» juste, qui trompe le peuple pour cacher sa
» propre faiblesse, son indolence, sa lâcheté
» et ses nombreuses défaites, ne peut être
» autre chose qu'un mauvais soldat et un mi-
» sérable. Dieu et la liberté!

» Quartier général de Baranquilla, le 28 juillet 1820. »

Je prie le lecteur de comparer cette réponse avec celle que fit le président libérateur au général La Torre, en date de Christoval, le 7 juillet 1820, et de juger entre l'une et l'autre.

Voici cette réponse : « J'accepte avec la plus
» grande satisfaction, pour l'armée que je com-
» mande, l'armistice d'un mois, en date d'hier,
» proposé par Votre Excellence, en qualité de
» général en chef de l'armée espagnole. Je suis

» fâché que les commissaires du gouvernement espagnol aient été obligés de faire une route si longue et si pénible.

» *Signé*, S. BOLIVAR. »

D'un autre côté, quand l'amiral Brion, qui s'était montré constamment l'ami de Bolivar, fut arrivé au port de mer de Savanilla, il publia une proclamation qui s'adressait aux puissances étrangères, amies de la Colombie, et particulièrement à celles qui entretenaient des relations commerciales avec cette puissance. Dans cette proclamation, il réduisait les droits de la douane de 33 pour 100 à 25. Cette mesure politique et sage obtint l'approbation de tous les amis éclairés de la cause. Cependant, aussitôt que le général Bolivar fut arrivé à Savanilla, et qu'il eut appris que cette proclamation avait été publiée, il entra dans une violente colère. L'amiral Brion entreprit alors d'expliquer les motifs qui avaient nécessité cette mesure, et de lui exposer les grands avantages qui pourraient en résulter.

Bolivar ne voulut point entendre ses explications et ordonna qu'on proclamât, au son des tambours, qu'à dater de ce jour-là, les droits seraient remis sur l'ancien pied, 33 pour 100. Le rétablissement de ce droit élevé éloigna plusieurs vaisseaux de la place, et empêcha aussi que l'escadre et les troupes de terre ne fussent suffisamment approvisionnées. La misère et le besoin, réunis à un climat brûlant, produisirent des fièvres et des maladies parmi les matelots, dont plusieurs centaines furent victimes. Le général Bolivar alla plus loin : il leva de si lourdes taxes sur les habitans de Baranquilla, de Soledad, de Saint Stanislas, de Baranca, qui avaient reçu Montilla avec enthousiasme, qu'il excita parmi eux un mécontentement général, en les privant de tout espoir de remboursement [1].

Cependant, Montilla se flattait que Carthagena et Santa Martha n'opposeraient pas une trop longue résistance aux patriotes, à cause

[1] On ne doit pas oublier ici que la politique a un code et des lois particulières qui lui sont propres.

(*N. d. T*)

des différences d'opinions qui s'étaient manifestées entre les habitans de ces deux places. Il envoya contre Santa Martha le colonel Lara avec huit cents hommes de son corps d'armée, tandis qu'il marchait lui-même sur Turbacco, où il attendait des renforts. Là, il reçut du général Bolivar différentes dépêches pour le gouverneur de Carthagena, le brigadier-général Gabriel de Torres, dans lesquelles il parlait d'un nouvel arrangement pacifique. Les officiers porteurs de ces propositions furent bien reçus, mais les offres de Bolivar furent rejetées. Torres et Montilla échangèrent plusieurs lettres à diverses reprises, mais inutilement. Bolivar vint lui-même à Turbacco en août 1820, renoua les négociations, mais sans succès, et partit, après y être resté deux jours.

Le 1er septembre, le gouverneur espagnol de Carthagena envoya six cents hommes contre le colonel Montilla, à Turbacco. Les troupes de celui-ci furent surprises, dans la nuit du 2 au 3, et mises en déroute. Canons, bagages, munitions tombèrent dans les mains des Espagnols. Mais parmi les troupes battues de

Montilla se trouvait une cinquantaine d'Irlandais qui se rallièrent, se formèrent, et se précipitèrent avec une telle vigueur sur les six cents Espagnols, qu'ils en tuèrent un nombre considérable, et forcèrent le reste à leur abandonner tout ce dont ils s'étaient emparés.

Carthagena reçut des provisions fraîches, et, entre autres choses, six cents barriques de farine par la corvette espagnole *la Cérès*, et fut ainsi mise dans le cas de tenir un peu plus long-temps.

Le colonel Lara avait sous ses ordres huit cents nationaux commandés par des officiers européens. Il dirigea sa marche vers la Cinega, où l'amiral Brion avait envoyé le colonel Padilla avec quarante chaloupes canonnières, pour appuyer les mouvemens de Lara, qui attendait des renforts de l'intérieur de la Nouvelle Grenade.

Montilla, dans la crainte de ne pouvoir rien effectuer contre Carthagena en demeurant à Turbacco, y laissa un petit corps d'observation, et marcha, en octobre, avec le reste de ses troupes, pour se joindre à Lara, qui était campé sur les bords de la Cinega. Il s'était

considérablement renforcé sur sa marche, et l'amiral Brion lui avait envoyé toutes les troupes dont il pouvait disposer, de sorte que, quand il prit de nouveau le commandement, il se trouva à la tête de deux mille cinq cents hommes.

L'amiral Brion partit de Savanilla, le 19 octobre, avec onze vaisseaux armés, pour bloquer Santa Martha, tandis que Montilla et Lara s'en approchaient par terre. Montilla passa la Cinega, attaqua Sanchez de Lima, et le défit aisément, le 5 novembre, au lieu qu'on appelle Fundacon. Cette affaire fut décidée en une demi-heure. Le gouverneur Lima fut un des premiers à fuir; il s'échappa par la route d'Upar, laissant entre les mains de l'ennemi, son artillerie, son bagage et cinq cents des siens. Quand le gouverneur, le général Porras, fut instruit de cette défaite, il ne pensa pas plus long-temps à défendre Santa Martha avec les quinze cents hommes qui lui restaient, mais il s'embarqua précipitamment, dans la nuit du 8 novembre, à bord de la goëlette française, le *Frélon*, avec tout son bagage, et se retira dans la forte place de Carthagena.

Après cet engagement, Montilla ne rencontra que peu de résistance, et étant vigoureusement soutenu par l'escadre de l'amiral Brion, il entra dans Santa Martha, le 11 novembre, n'ayant perdu que quelques hommes. Il trouva des magasins considérables et des munitions de toute espèce dans cette place. La prise de cette importante forteresse fut principalement attribuée aux efforts et à l'activité de l'amiral Brion, ainsi qu'à la bravoure du colonel Padilla, qui commandait les chaloupes canonnières. Ce dernier était un homme de couleur, qui s'empara ensuite des quatre forts de Boca Chica, de Maracaybo, et, en 1814, de Porto Cabello. La prise de Santa Martha qui protégeait l'embouchure de la Magdalena, rendait les Colombiens maîtres de cette rivière jusqu'à Honda; elle mettait aussi en leur pouvoir la route qui conduit de là jusqu'à Bogota, et les provinces de l'intérieur de la Nouvelle Grenade. Après ces succès, la chute de Carthagena ne pouvait tarder long-temps.

Pendant que ces choses se passaient à Santa Martha, le général Bolivar partit de Turbacco,

en remontant la Magdalena, pour se rendre à la province de Popayan, et joignit les généraux Sanander et Valdez, qui avaient réuni une force de six à sept mille hommes. Ils avaient plus de troupes qu'il n'en fallait pour chasser le général Calzada de cette province et du territoire de la Nouvelle Grenade. L'arrivée du général Bolivar gâta tout; il ne voulait suivre que ses idées, et méprisait toute espèce d'avis. Il prit le commandement de ces forces supérieures, fut défait en différentes rencontres, et forcé de battre en retraite avec deux mille hommes seulement de ces troupes, vers les plaines d'Apure, dans l'état de Venezuela.

Pendant ce temps-là, le général Morillo ne restait pas dans l'inaction. Il vint de Valence à Caracas, leva trois mille hommes et reçut cent mille dollars en argent, sans compter les provisions, les uniformes et les équipemens qui lui furent donnés, pour le mettre dans le cas de continuer la guerre avec succès. Le capitaine-général de l'île de Cuba, Cagigal, lui promit une pareille somme, tous les mois.

Le général Bolivar, après avoir parcouru successivement Baranquilla, Soledad, Saint Stanislas, et Turbacco, revint à San Fernando de Apure, d'où il passa dans la province de Popayan. Morillo s'apercevant alors que les Colombiens ne faisaient aucun mouvement en avant, ordonna au général de La Torre, qui commandait les troupes espagnoles dans la Nouvelle Grenade, de marcher de Tunja sur Truxillo, avec toutes ses forces disponibles, pour le joindre, afin d'attaquer ensemble le général Bolivar. Mais celui-ci, au moment où on s'y attendait le moins, envoya au quartier général de Morillo deux officiers pour traiter de la paix. Cette proposition parut d'autant plus extraordinaire, que Bolivar avait publié la proclamation suivante, en date de son quartier général, le 14 octobre 1820.

« SIMON BOLIVAR, PRÉSIDENT LIBÉRATEUR, ETC. ETC.

» Deux provinces de plus sont entrées sous
» la domination de la République. Les troupes
» du libérateur se sont avancées au milieu

» des bénédictions des peuples rendus à la
» liberté. Caracas sera bientôt témoin d'un
» grand acte de justice. Nos ennemis retour-
» neront à leur pays, et le nôtre sera rendu à
» ses enfans. La paix ou la victoire nous don-
» nera le reste des provinces de la Colombie.
» Nos ennemis nous ont offert la paix et une
» constitution ; nous répliquons, il nous faut
» la paix et l'indépendance, parce que cette
» indépendance seule peut nous assurer l'a-
» mitié des Espagnols, parce que seule elle
» peut garantir au peuple sa liberté et ses
» droits. Pouvons-nous accepter un code im-
» posé par notre ennemi, et qui abroge-
» rait les lois de notre pays? Pouvons-nous
» violer les lois de la nature, en traversant
» l'Océan, pour réunir deux pays si éloi-
» gnés l'un de l'autre? Pourrions-nous con-
» fondre nos intérêts avec ceux d'une nation
» qui a toujours montré tant d'acharnement
» à nous tourmenter? Non, Colombiens! nul
» ne doit craindre l'armée libératrice, qui
» s'approche, dans la seule intention de briser
» vos chaînes. Elle porte sur ses étendards les
» couleurs d'Iris, et ne veut pas souiller la

» gloire de ses armes par l'effusion du sang
» humain.

» Par ordre du président libérateur.

» *Signé* Antonio de Sucre. »

» *Secrétaire provisoire de la guerre.*

De plus, la province de Cuença avait, quelque temps auparavant, déclaré son indépendance et élu une junte patriotique. En conséquence de l'expédition envoyée par la junte de Guayaguil contre Quito, quatre départemens de cette province s'étaient aussi soumis volontairement à l'armée républicaine; la province de Rio Hacha avait fait la même chose, de sorte que, dans ce moment-là, quinze provinces de la Nouvelle Grenade sur vingt-deux, s'étaient déjà réunies au gouvernement de la Colombie, et les Espagnols n'avaient plus que la forteresse de Carthagena et l'isthme de Panama.

Surpris de recevoir une semblable proposition, dans un moment si critique, le général Morillo s'empressa de répondre à Bolivar. Il

ne pouvait se persuader que cette proposition eût été faite sans aucun motif caché; il donna donc des ordres pressans à ses lieutenans, pour que les troupes se tinssent sur leurs gardes. Il transporta ensuite son quartier général de Valencia à Calabozo, pour se trouver plus près du président libérateur.

Le général Bolivar demanda et offrit alors des otages en garantie réciproque. Morillo désigna don Carera, gouverneur civil de Caracas, don Juan Toro, alcade de la même ville, et don Francisco Linares. Ils quittèrent la ville de Caracas pour Punto Pedregal, où ils restèrent comme otages pendant les conférences, qui devaient avoir lieu entre Bolivar et Morillo.

Pendant ce temps-là, les Colombiens firent un mouvement sur Caracas, s'emparèrent des villes de Truxillo et de Merida, et du petit village de Carora, à trois jours de marche de Coro.

Le 5 novembre, deux officiers arrivèrent aux postes avancés des royalistes, alors à Humucaro, à peu de distance de ceux du général Bolivar. Ces députés étaient les colonels

Sucre et Ambrosio Plaza, tous les deux porteurs de propositions de paix et d'amitié de la part du président libérateur. Ils furent sur-le-champ conduits au quartier général de Morillo, à Garache. Ce général les reçut très-poliment, et les engagea à passer la journée avec lui. Entre autres choses, Bolivar demandait au général Morillo de lui envoyer des commissaires à son quartier général. Les deux colonels Colombiens étant revenus sans ces commissaires, Bolivar se hâta d'envoyer de nouveaux députés, qui arrivèrent le 16 novembre, et qui renouvelèrent la demande relative à l'envoi des commissaires espagnols. Cependant, ceux-ci avaient été déjà nommés par Morillo; c'étaient don Ramon Correa, Juan Rodriguez del Toro, et Francisco Gonzales de Linares, qui reçurent alors des ordres de hâter leur départ de Barquisimeto, où ils étaient le 17. Peu après leur arrivée à Truxillo, où était établi le quartier général de Bolivar, deux traités furent signés avec beaucoup de précipitation. L'un d'eux n'était autre chose qu'un armistice. L'introduction de cette pièce importante était comme il suit : Les

gouvernemens d'Espagne et de Colombie, impatiens de mettre un terme aux discordes qui agitent ces deux pays, et considérant que le plus sûr moyen d'atteindre ce but est une suspension d'hostilités, qui permettra à ces deux puissances de s'expliquer et de s'entendre l'une l'autre, sont convenues mutuellement de nommer des commissaires pour déterminer les conditions de cet armistice. A cette fin, leurs Excellences, etc. (ici suivent les noms des commissaires) après un échange de pouvoirs respectifs, datés du 22 du présent mois de novembre, et après s'être communiqués leurs propositions respectives, sont convenues et conviennent d'un traité d'armistice, sous les clauses spécifiées dans les articles suivans :

« ARTICLE 1er. — Les hostilités de toute espèce cesseront entre les deux armées espagnole et colombienne, du moment que la ratification du présent traité sera publiée. La guerre doit cesser; aucun acte hostile ne sera commis entre elles, pendant tout le temps de la durée de cet armistice.

« Art. 2. — Le temps de cette suspension durera six mois, à dater du jour de sa ratification; mais, comme les bases principales et fondamentales de ce traité sont la bonne foi, et le sincère désir dont sont animés les deux partis pour mettre un terme à la guerre, une prorogation du terme maintenant fixé, peut avoir lieu pour autant de temps qu'il sera jugé nécessaire, si ce terme expire avant la conclusion des négociations qui seront commencées, surtout si l'on a l'espoir de les amener à heureuse fin. »

Le traité consiste en quatorze articles, dans aucun desquels il n'est fait mention de reconnaître la République de la Colombie, ou son indépendance. Il fut ratifié par Bolivar, à Truxillo, le 25, et par Morillo, à Carache, le 26 novembre 1820.

Le second traité, fait et signé par les mêmes personnes à Truxillo, le 26 novembre, stipulait que cette guerre serait conduite avec plus d'humanité, et conformément aux lois de la guerre en usage parmi les nations de l'Europe.

CHAPITRE XXII.

Reprises des hostilités. — Manifeste du général de La Torre. — Bataille de Carabobo. — Conduite de La Torre et de Morales. — Bolivar à Caracas. — Prise de Carthagena, de Maracaybo et de Porto Cabello. — Entière évacuation de la Colombie par les forces espagnoles. (1821-1824.)

Aussitôt que l'armistice fut signé, ratifié et proclamé, le général Morillo se hâta de quitter son armée, et de revenir en Espagne. Il lui tardait de quitter un pays où il avait beaucoup perdu de sa réputation par sa mauvaise administration, en général, et particulièrement par sa tyrannie, sa cruauté et sa duplicité capricieuse. Ce chef sanguinaire, après avoir pris le titre de pacificateur de

l'Amérique du sud, à Bogota, en 1816, ordonna de faire fusiller quelques centaines des plus riches et des plus respectables habitans de cette place. Dans l'île de Margarita il fit passer au fil de l'épée, pendit, et fusilla, non-seulement des hommes armés pour leur défense, mais encore des femmes et des enfans; à Passao Caballos et à Boca Chica, il permit au féroce Morales de brûler un lazaret : partout il se rendit odieux par ses cruautés. Il signa l'armistice, le 26 novembre, et, le 17 décembre, il s'embarqua à Porto Cabello pour la Havanne. Il finit comme il avait commencé: au mépris du droit du brigadier-général Morales, il nomma pour son successeur le brigadier-général Miguel de La Torre, dont l'incapacité et la lâcheté étaient reconnues. Celui-ci avait perdu beaucoup de batailles, s'était laissé enlever toute la province de Guayana, et était méprisé de ses propres officiers, au lieu que Morales s'était élevé des rangs du soldat par sa vigilance, son activité et sa bravoure, au rang de général. Quoique Morales soit d'une insigne cruauté à l'égard de l'ennemi, on l'a vu plus d'une fois, pendant qu'il était campé au

milieu de ses soldats, donner ses propres souliers, sa couverture, et jusqu'à sa capote pour couvrir les malades, et coucher presque nu sur la terre. La nomination de La Torre en excitant la jalousie de Morales, contribua à achever l'ouvrage de Montilla : la destruction de l'armée espagnole dans la Colombie.

Le même jour que Morillo quittait Porto-Cabello pour se rendre à la Havanne, une escadre composée de deux frégates, d'une corvette, etc.; avec quatre bâtimens de transport, arriva de Cadix à Laguaira, apportant six mille mousquets, sept mille uniformes, etc., mais point de troupes. A leur place se trouvaient quatre commissaires que le roi avait envoyés dans la Colombie pour la *pacifier*. Ils avaient reçu l'ordre exprès de ne conclure de paix qu'à condition qu'on reconnaîtrait la constitution des Cortès espagnoles de 1818. Quand ces commissaires furent informés de l'armistice du 26 novembre, ils furent très surpris, et témoignèrent hautement leur mécontentement. Ils répandirent aussitôt le bruit que dix mille Espagnols étaient sur le point de s'embarquer pour la Colombie, dans le cas

où les commissaires ne parviendraient pas à traiter sous cette condition. Ce bruit ne fit aucune impression sur les patriotes, parce qu'ils savaient qu'il était faux.

Le général Bolivar s'aperçut enfin qu'en proposant l'armistice du 26 novembre, il avait commis une grande faute; mais, au lieu de chercher à la réparer, du moins autant qu'il était en son pouvoir, il suivit une voie tortueuse, peu digne du chef d'un pays tel que la Colombie. Il s'exposa à la juste censure, même de La Torre, comme on le verra dans le manifeste espagnol rédigé par ce chef, et où il exposa la conduite de Bolivar en publiant ses lettres officielles. Les deux documens qui suivent, font connaître la manière d'agir de Bolivar dans cette circonstance. Le premier est une proclamation adressée par lui à son armée; le second, concerne les habitans de la Colombie.

« SOLDATS !

» La paix aurait dû être la récompense de » l'armistice, qui est sur le point d'expirer;

» mais l'Espagne a vu avec indifférence les
» maux qu'elle nous a fait souffrir. Cependant
» le gouvernement espagnol dans la Colombie
» ne saurait comparer ses forces à celles de
» vingt-cinq provinces que vous avez délivrées
» de l'esclavage. La Colombie attend de vous
» son entière émancipation : elle attend da-
» vantage, elle vous commande impérieuse-
» ment, au milieu de votre victoire, de remplir
» avec vigueur les devoirs de votre lutte sa-
» crée. J'ai toujours compté sur votre courage,
» sur votre persévérance; c'est à votre disci-
» pline qu'il appartient maintenant de vous
» conquérir une nouvelle gloire. Soldats! j'es-
» père que vous vous montrerez humains et
» compatissans même envers vos plus cruels
» ennemis. La générosité est une vertu natu-
» relle aux braves.

» *Signé*, BOLIVAR. »

Quartier général libérateur de Barinas, 17 avril 1821.

Le second document portant la même date et la même signature, est comme il suit :

« Colombiens! l'impatience de nos armées, » nos privations inouïes, les larmes des peu- » ples presque expirans, nous forcent à pren- » dre de nouveau les armes, afin d'obtenir la » paix en chassant nos envahisseurs. Cette » guerre, néanmoins, ne sera point une guerre » à mort, ce sera une sainte croisade. Nous » combattrons pour désarmer notre ennemi, » et non pour l'exterminer. Nous combattrons » pour obtenir la couronne d'une gloire bril- » lante, etc. etc. »

Maintenant s'il était vrai que le *gouvernement espagnol ne pût comparer ses forces à celles des vingt-cinq provinces délivrées par les armes des soldats de la Colombie*, et que *l'Espagne vît avec indifférence les maux qu'elle avait fait souffrir aux Colombiens*, pourquoi ne pas mettre un terme à ces maux et à ceux du pays, tandis qu'il en avait les moyens entre les mains? La Colombie désirait

la paix sans doute, mais elle préférait la guerre à la dépendance, à toute autre chose qu'à la liberté; et cette vérité avait été exprimée sans équivoque par tous les habitans de la Colombie. Il est certain que ce fut Bolivar lui-même qui proposa un armistice, et il n'est pas moins hors de doute qu'il le fit dans un temps où avec des forces supérieures, il aurait pu aisément détruire l'armée espagnole [1]. La proposition de Morillo, au nom de son roi, était simple et claire, dégagée de toute équivoque; elle disait uniquement que la Colombie devait reconnaître la constitution espagnole, et s'y soumettre.

Je donnerai maintenant des extraits du manifeste du brigadier-général Miguel de La Torre, relativement à la continuation de la guerre.

Ce document commence ainsi : « D'après

[1] Telle est l'opinion de l'auteur, que, dans notre impartialité, nous avons donnée tout entière. Il n'en est pas moins probable que si Bolivar tentait la voie des négociations, c'est qu'il était mieux placé que qui que ce soit pour en sentir la nécessité.

(N. d. Tr.)

» l'armistice conclu à Truxillo, et ratifié par » leurs Excellences le comte de Carthagena et » don Simon Bolivar, on aurait dû raisonna- » blement espérer que la paix régnerait dans » toute l'étendue de la Colombie; que les pas- » sions injustes feraient place à la raison, à » la justice, à la vérité et aux autres vertus.

» Les principaux motifs qui avaient servi » jusqu'à présent de prétexte pour justifier » aux yeux du monde les dissensions de ces » contrées avaient heureusement disparu. Ce » n'était plus le despote Ferdinand qui occu- » pait le trône d'Espagne; ce n'était plus un » pouvoir arbitraire qui disposait de la des- » tinée des Espagnols, non.... c'était Ferdinand » le constitutionnel, qui avait volontairement » résigné cet odieux pouvoir, et qui avait rendu » à la loi sa force et sa majesté. La monarchie » espagnole, déjà répandue sur le monde en- » tier, n'était plus une union d'esclaves; les » Espagnols étaient déjà libres.

» Les espérances que mon prédécesseur » avait entretenues si long-temps de rétablir » la paix et la tranquillité s'étaient évanouies; » il ne lui restait plus qu'à se préparer à la

» guerre. Cependant, il fut empêché de re-
» prendre les hostilités par une dépêche of-
» ficielle qu'il reçut de son excellence le pré-
» sident, dans laquelle celui-ci lui faisait des
» ouvertures de paix. Pendant ce temps-là, le
» président accélérait sa marche sous des pré-
» textes frivoles et absolument contradictoires
» avec l'objet proposé. Néanmoins, mon pré-
» décesseur était obligé d'obéir aux ordres de
» sa majesté, de ne négliger aucun moyen de
» rendre à ce pays sa prospérité passée. Ainsi,
» dans les conférences entamées à Truxillo,
» il ne fut pas question de traiter de la paix,
» mais de suspendre les hostilités, tandis que
» les commissaires de son excellence le pré-
» sident partiraient pour la cour de Madrid,
» afin d'exposer leurs demandes et leurs pré-
» tentions devant le gouvernement suprême
» de la nation, qui seul pourrait prononcer
» définitivement à leur égard. Son excellence
» le président était bien informé que mon
» prédécesseur n'avait pas le pouvoir de dé-
» cider, et ce fut sur cette information que la
» ratification de l'armistice était fondée. Le

» contenu de ce traité seul prouvera suffisam-
» ment ce fait. »

Cette dernière assertion du général La Torre est exacte; dans les deux documens signés à Truxillo, on chercherait vainement un passage qui induisît le lecteur à croire que la République avait été reconnue par Morillo ou par ses commissaires. Citer tout entière la lettre prolixe et verbeuse de La Torre serait chose pénible pour le lecteur, qu'elle ennuierait infailliblement; nous n'en donnons que des extraits. Entre autres griefs, La Torre accuse Bolivar et le général Urdaneta, d'avoir violé l'armistice du 28 janvier à Maracaybo, dont le dernier s'empara le 8 avril, à la tête d'une forte division, pendant que le traité existait; Urdaneta s'y était aussi retranché, bien que les hostilités ne dussent pas commencer avant le 12. Antérieurement à ce fait-là, Bolivar avait violé le traité, à Barinas, qu'il avait renforcé d'un bataillon. Dans ce document furent aussi citées quelques lettres qui déposent fortement contre la bonne foi du général Bolivar.

Enfin, après un préambule de commande,

où il exprimait des regrets qui peut-être n'étaient pas sincères, le général Bolivar notifia enfin par lettre, le 10 mars, à La Torre, que les hostilités allaient être reprises, au bout de trente jours, conformément à l'article 12. Après avoir reçu cette lettre, La Torre quitta Caracas et se rendit à Calabozo, au commencement d'avril. Avant de quitter Caracas, il publia deux proclamations, l'une adressée à l'armée, l'autre au petit nombre d'habitans qui se trouvaient sous sa domination. Toutes les deux étaient en date du 23 mars 1821; elles étaient longues et diffuses, et manquaient de cette noble énergie qui convient à des publications de ce genre. Une troisième publication du général Ramon Correa y Guevara, capitaine-général de Venezuela, parut, le 28 du même mois. Il y disait aux habitans qu'il ne devait exister qu'un seul sentiment, qu'une seule opinion, qu'un seul cri... la constitution, le roi, ou la mort! Mais, malgré tout cet étalage de sentimens héroïques, Correa lui-même préféra la fuite à la mort, et fut un des premiers à se retirer sur Caracas. Le 15 mai au soir, Bermudes entra dans cette capitale,

sans avoir tiré un coup de fusil [1]. Il trouva la ville abandonnée par toutes les personnes de quelque marque; elles s'étaient retirées vers Laguaira et Porto Cabello, pour ne plus vivre sous le gouvernement de Bolivar; le gros des habitans s'étaient embarqués pour les Indes occidentales et les États-Unis de l'Amérique septentrionale.

A peine Bermudes fut-il entré dans la ville qu'il donna des dîners, des fêtes et un bal, auquel ne se trouvèrent pas quatre femmes de distinction; toutes les autres étaient des femmes de couleur ou des négresses. Il ordonna qu'on illuminât pendant trois nuits, et vécut joyeusement aux dépens des habitans ruinés. Vainement les invita-t-il à se joindre à ses troupes, il ne put réunir qu'avec la plus grande peine trois cents noirs environ de la plus basse classe. Il s'efforça ensuite de lever,

[1] Ainsi, les négociations rompues, les patriotes s'emparèrent, sans coup férir, de la capitale de Venezuela. Après ce grand avantage, nous sommes tentés de croire que les négociations n'étaient qu'une trompeuse démonstration pacifique d'un chef habile qui avait besoin de temps pour rassembler ses forces dispersées.

(*N. d. Tr.*)

par des contributions, quelque argent pour l'entretien de ses troupes, mais il ne put obtenir au-delà de six mille dollars. De son côté, la populace enfonça quelques magasins et les pilla, et les troupes eurent beaucoup de peine à mettre un terme à ces excès.

En mai 1821, les forces du général Bolivar s'élevaient à quinze mille hommes dans le seul état de Venezuela, en comprenant dans le nombre deux mille Européens. La Torre ne comptait guère que six mille hommes sous ses ordres. Des personnes bien instruites ont assuré qu'il comptait sur les promesses trompeuses de Bolivar, qui l'avait flatté d'espérances de paix. Je tiens aussi de bonne source qu'il faut attribuer à La Torre la destruction des forces espagnoles dans la Colombie. Au lieu de réunir toutes ses forces dans le petit village de Carabobo, qui a donné son nom à la fameuse bataille qui s'y livra, il se contenta d'agir avec la première division, composée de deux mille cinq cents hommes d'infanterie, et quinze cents hommes de cavalerie environ, commandés par lui et par Morales. Bolivar, qui s'était réuni à Paez, à San Carlos, avait à

peu près six milles hommes d'infanterie, parmi lesquels on comptait onze cents Européens, auxquels on avait donné la dénomination de légion anglaise, et trois mille cent Llaneros à cheval.

Le village de Carabobo, où se livra la bataille de ce nom, le 26 juin, est situé entre San Carlos et Valencia. Là, les Espagnols avaient pris une forte position. Cette position fut judicieusement choisie par Morales qui, sous le rapport des talens militaires, était, sans comparaison, supérieur à son chef. La forme du terrain procurait de grands avantages, ou plutôt une supériorité décidée à l'armée espagnole: si l'ennemi parvenait à enlever un poste de front, elle pouvait prendre une autre position et renouveler plusieurs fois cette retraite concertée, de manière à faire essuyer une perte énorme aux assaillans. Les espagnols, dont les ailes étaient en outre protégées par des bouquets d'arbres, des collines escarpées et un marais profond, se postèrent sur la grande route. Ils placèrent un fort détachement sur le haut d'une colline qui faisait face à un défilé, et qui était le seul

passage par où l'on put les attaquer de front; ils appuyèrent également leur aile droite sur un escadron de cavalerie. Ainsi disposée, l'armée espagnole attendit l'ennemi, pendant vingt jours, ne doutant pas qu'elle ne fût victorieuse, sur quelque point que l'on vînt l'attaquer.

Bolivar qui était persuadé que le salut de la République dépendait de cette bataille, hésita à attaquer l'armée espagnole, quand il vit qu'elle occupait une position aussi formidable. Il assembla un conseil de guerre et proposa, de nouveau, un armistice. Ses officiers rejetèrent cette proposition unanimement. Le général Marinno fut d'avis qu'on devait tourner la position de l'ennemi, mais, après avoir discuté plusieurs plans qui, tous, finirent par être rejetés, la majorité décida qu'on risquerait tout et qu'on attaquerait l'ennemi de front. Bolivar penchait à demander un autre armistice, mais Paez et Bermudes s'opposèrent vigoureusement à ce projet.

Le 24 juin, l'armée colombienne, forte d'environ huit mille hommes, se trouva en présence de l'ennemi. Quand Bolivar vit que le passage était si fortement gardé, ses hésita-

tions le reprirent, mais Paez et Bermudes lui représentèrent, dans les termes les plus forts, qu'il n'y avait plus moyen de balancer. Comme la discussion devenait fort animée, des paroles prononcées très haut arrivèrent aux oreilles d'un guide de Bolivar. Cet homme qui connaissait parfaitement le pays, s'approcha du libérateur et lui dit tout bas, qu'il connaissait un sentier par lequel on pouvait tourner l'aile droite de l'ennemi. Bolivar connaissait bien cet homme, et après l'avoir questionné pendant quelque temps, il détacha seulement trois bataillons de ses meilleures troupes et une forte colonne de cavalerie, sous le commandement du général Páez, pour suivre le guide. Le défilé par lequel cet homme conduisit cette division offrait de grandes difficultés à sa marche. La légion anglaise qui ne connaissait pas le pays, eut surtout beaucoup à souffrir. Ces braves gens étaient obligés de marcher seul à seul, et leurs souliers furent tellement déchirés par les pierres aiguës qu'ils rencontraient à chaque pas, que leurs pieds étaient tout ensanglantés; ils déchirèrent alors leurs chemises

et firent des bandages pour leurs pieds, afin d'être dans le cas d'avancer. Aussitôt que l'ennemi les découvrit, il fut obligé de diriger contre eux une partie de ses forces. Le bataillon royal de Burgos, presque complet, et composé d'Européens espagnols, intimida d'abord le bataillon colombien, appelé *los Bravos de Apure*, qui se replia sur la légion anglaise. Encouragés par ce succès, les Espagnols s'avancèrent contre la légion qu'ils prirent pour un corps de Créoles, et dirigèrent contre lui un feu bien nourri auquel on riposta vivement. Peu après, les Espagnols chargèrent à la baïonnette et découvrirent leur méprise en étant chargés, à leur tour, de la même manière par la légion anglaise. Cette charge fut dirigée avec tant de promptitude et de vigueur, que les Espagnols commencèrent à se décourager et à lâcher pied. Ils furent à la fin dispersés et poursuivis par les baïonnettes anglaises. Un escadron ennemi essaya de charger la légion anglaise, mais il fut repoussé par un violent feu de mousqueterie, et forcé de se retirer. Cette retraite inattendue de l'aile droite espagnole déconcerta

le général La Torre au point qu'il perdit toute présence d'esprit. La confusion se répandit bientôt parmi les Espagnols, leur cavalerie se dispersa sans avoir fait une seule charge. Dans leur fuite précipitée, les Espagnols laissèrent, sur le champ de bataille, leur canon, leurs munitions et leur bagage. Le général Paez qui, pendant l'action, avait agi avec son activité et sa bravoure accoutumées, se mit alors à la tête de la cavalerie et poursuivit les Espagnols; mais ses hommes étaient si mal montés, et les chevaux étaient si fatigués et si faibles, que, quoique le terrain fût uni, il ne put rompre les rangs de l'infanterie espagnole. Si sa cavalerie eût été bonne, pas un seul Espagnol ne se fût échappé. Dans une de ces charges malheureuses, le général Sedenno, le colonel Plaza et un noir, qu'à cause de sa bravoure, on avait surnommé *El Primero* (le premier), furent tués. Ces braves voyant que leurs efforts, pour rompre les rangs de l'infanterie, étaient inutiles, se précipitèrent au milieu des baïonnettes.

Dans cette bataille, l'armée espagnole perdit plus de cinq cents hommes. La Torre,

avec le reste de ses forces, se renferma dans Porto Cabello. Des Espagnols m'ont assuré, comme témoins oculaires, qu'il fut un des premiers à entrer dans cette forteresse. La perte des Colombiens ne fut pas grande. La légion anglaise eut environ trente tués et cent blessés. Leur commandant reçut plusieurs blessures. Les Colombiens furent obligés d'attribuer le succès de cette journée à cette poignée de braves étrangers. Ceux-ci reçurent, du général Bolivar, le nom de *Carabobo*. Le général Paez se distingua beaucoup dans cette occasion; mais Bolivar, quoiqu'il se tînt, comme à l'ordinaire, à une distance respectueuse du danger, s'attribua la principale part de la victoire [1], et entra dans Valencia, le même jour, avec ses troupes.

A la bataille de Carabobo il n'y eut que l'infanterie espagnole qui combattit; dès le commencement de l'action, les généraux La Torre et Morales, qui prétendirent tous les deux au commandement général, n'avaient

[1] Cette prétention du général Bolivar nous semble toute naturelle, puisqu'il commandait en chef dans cette bataille. (*N. d. T.*)

concerté ensemble aucun plan d'opérations. Morales qui commandait en chef la cavalerie, forte de quinze cents hommes d'élite, parfaitement bien montés et capables de battre les trois mille Llaneros, dont les chevaux n'auraient pu résister à une charge bien dirigée, eut la bassesse de ne pas ordonner une seule charge et de rester tranquille spectateur de la destruction de l'infanterie. Il était extrêmement mécontent que Morillo, avant son départ, l'eût placé sous les ordres de La Torre; aussi refusa-t-il d'obéir à plusieurs ordres que celui-ci lui envoya de charger l'ennemi. Son ressentiment contre La Torre était si vif, qu'il entendit, sans s'émouvoir, les officiers de cavalerie espagnols le presser instamment d'attaquer, ou, au moins, de leur permettre d'attaquer l'ennemi pendant qu'il était en plaine. Quand ils virent que son opiniâtreté était invincible, ils perdirent courage, quittèrent leurs rangs et furent suivis par leurs soldats. Un seul escadron essaya de charger la légion anglaise, mais il fut repoussé. L'infanterie espagnole, réduite à ses seules forces, qui ne s'élevaient pas à plus de deux

mille cinq cents hommes, soutint donc tout l'effort de l'armée colombienne qui ne comptait pas moins de sept mille sept cents hommes. Je tiens de bonne autorité que si la légion anglaise n'eût pas été avec les Colombiens, ceux-ci auraient probablement perdu la bataille. Le régiment de Valencia, fort d'environ six cents hommes, couvrit la retraite et repoussa, à quatre reprises différentes, la cavalerie de Paez, composée de trois mille Llaneros, et cela dans une belle plaine, où la moitié de ce nombre, pour toute autre cavalerie, aurait suffi pour balayer ces six cents fantassins.

La nouvelle de cette défaite répandit la consternation parmi les Espagnols. Telles étaient la confusion et la terreur dans la forteresse de Porto Cabello, que si Bolivar avait marché contre la place, sans perdre de temps, il s'en serait rendu maître. Plus de vingt royalistes espagnols que j'ai vus depuis à l'île de Curaçao m'ont confirmé dans cette assertion. Dès ce moment-là, vingt mille habitans de Caracas, de Laguaira et de Porto Cabello, voyant la cause royale dans la Colombie

complètement perdue, s'embarquèrent pour les pays étrangers, maudissant la lâcheté et l'apathie de La Torre.

Après l'action de Carabobo, la forteresse de Porto Cabello fut si remplie de fuyards, qu'on paya une chambre jusqu'à 16 dollars, par semaine, et le prix des provisions s'éleva à un prix exorbitant. L'apathie de La Torre excita une grande indignation parmi les Espagnols de distinction. A l'appui de cette assertion, je citerai une preuve entre mille: une lettre datée, Porto Cabello, 29 juin 1821, et insérée dans la gazette de Curaçao:

« Il n'y a pas eu de grands changemens » dans la situation de cette ville, depuis ma » dernière du 27. Les funestes dissensions » qui se sont élevées entre La Torre et Mo- » rales continuent toujours. L'apathie du pre- » mier est si grande, que la majorité le soup- » çonne de trahison. La majorité exprime le » désir que Morales prenne le commandement » en chef, mais il ne veut ni consentir à ce » changement, ni permettre qu'il sorte de la » place avec les deux mille hommes de troupes » choisies qui s'y trouvent, afin de faire sa

» jonction avec les forces de Pereira et de » Lopez qui ont envoyé exprès sur exprès à » cet effet. Il paraît qu'il craint que Morales, » une fois hors de la place, ne lui enlève son » commandement et ne se mette à la tête de » l'armée. Nous avons ici plus de quatre » mille hommes en état de servir et qui s'en- » rôleraient avec grand plaisir, si tout autre » que La Torre était nommé général en chef. » Croiriez-vous que depuis qu'il est dans la » ville, il n'a ordonné de prendre aucune » mesure efficace pour la défense de la place, » en cas d'attaque? Telle est en effet la cri- » minelle inaction de La Torre. Dieu veuille » que nous ayons bientôt un changement! »

Après la bataille de Carabobo, le général Bolivar publia un ordre du jour, en date du 13 juillet, annonçant qu'il avait donné le nom de bataillon de Carabobo au corps appelé auparavant la *légion anglaise;* et comme le colonel Ferrier, leur chef, était mort des blessures qu'il avait reçues à la bataille de Carabobo, diverses promotions eurent lieu dans ce corps.

La nouvelle de cette victoire inspira le

plus vif enthousiasme au congrès, assemblé à Cucuta. Il publia sur-le-champ un décret qui a fait honneur à ses sentimens, et qui est trop connu pour qu'il soit besoin de l'insérer ici. En parlant de ce décret, qu'il me soit permis de regretter que la mort glorieuse du général Ferrier n'y ait pas été mentionnée. Son mérite sûrement devait assigner à son nom une place remarquable dans une des quatre colonnes d'une feuille, destinée à proclamer les hauts faits de ceux qui combattaient pour la liberté de la Colombie. Je dois ajouter que, nonobstant l'acte de gratitude nationale décrété par le congrès de la Colombie, le bataillon de Carabobo qui, le 1er juin 1821, se composait de plus de mille hommes, n'en comptait pas cinquante, en août 1823. Le dernier commandant du bataillon, lieutenant-colonel Brandt, arriva en août 1823, de Laguaira à Caracas dans un état pitoyable; son uniforme était en lambeaux; au lieu de bottes, il n'avait qu'une paire de souliers troués, et pas un sou dans sa poche. Il était, en outre, sourd et boiteux. Il s'adressa à Charles Soublette, intendant

de Caracas, pour qu'il lui expédiât l'ordre de toucher un léger à-compte sur les appointemens qui lui étaient dus pour ses services passés. Il ne put rien obtenir, quoique Soublette nageât alors dans l'opulence. Le lieutenant-colonel, Brandt, aurait péri misérablement, selon toutes les apparences, sans l'humanité du capitaine Maitland et de ses officiers qui le reçurent de la manière la plus cordiale à bord du brick colombien *Pinchita*, dans le port de Curaçao. Telle est la conduite de la Colombie envers ses libérateurs. Que l'on compare cette façon d'agir avec celle des États-Unis à l'égard de Steuben, de Kosciusko, et de Lafayette.

Caracas et Laguaira tombèrent au pouvoir des patriotes, pendant que La Torre restait tranquillement renfermé avec plus de quatre mille hommes dans Porto Cabello. Le colonel Pereyra, brave et entreprenant officier, abandonné à son sort par La Torre, fut forcé de se rendre par capitulation.

Le 29 juin, dans la soirée, le général Bolivar, accompagné de Paez et d'une suite nombreuse et brillante, entra dans la ville

de Caracas, et ordonna qu'on s'emparât de Laguaira; mais il ne trouva pas un blanc dans les rues désertes. La plus grande partie des maisons étaient vides; beaucoup de magasins furent pillés; les rues étaient remplies de mendians et de cadavres; quelques misérables nègres couraient çà et là en criant: *Viva la Colombia*, et demandaient de l'argent; la destruction, la misère et la mort semblaient s'être fixées dans cette ville naguère florissante, riche et peuplée.

Bolivar, en comparant cette entrée dans Caracas avec celle d'août 1813, ne fut pas moins surpris qu'alarmé. Il ordonna qu'on affichât, au coin des rues et des places publiques, la proclamation suivante:

« Caracas ne doit pas être la capitale d'une » république, mais la capitale d'un grand gou» vernement, administré d'une manière digne » de son importance. Comme le vice-président » de Venezuela jouit de tous les attributs » d'un grand magistrat, vous trouverez tou» jours une source de justice dans le centre » de l'état, qui répandra libéralement sa

» bienveillance par toutes les branches de
» prospérité publique. Caraguins! soyez re-
» connaissans envers les ministres de la loi
» qui vous ont laissé un code de liberté et
» d'égalité. Caraguins! prodiguez votre admi-
» ration aux héros qui ont donné l'existence
» à la Colombie.

» *Signé*, Bolivar. »

Quartier général du libérateur, Caracas, 30 juin 1824.

Ce grand magistrat que Bolivar, annonçait au peuple de Venezuela comme le digne administrateur qui répandrait libéralement sa bienveillance par toutes les branches de prospérité publique, ce vice-président de Venezuela, dont le titre fut ensuite changé en celui d'intendant, n'était autre que Charles Soublette; et celui-ci administra si bien, qu'en trois ou quatre occasions les principaux habitans de Venezuela se récrièrent contre plusieurs actes de son administration, et sa bienveillance s'étendit si loin, que son protecteur

fut obligé de le révoquer, et de donner cette intendance au général Tobar.

Pour remédier aux maux de l'émigration générale, Bolivar publia encore la proclamation suivante :

« CARAGUINS,

« L'émigration générale m'a causé la plus » profonde douleur. Vous n'avez pu fuir et » abandonner vos propriétés par un mouve- » ment spontané, non.... Cette fuite, cet aban- » don, n'ont pu être causés que par la crainte » que vous inspiraient ou les armées de la Co- » lombie, ou celles des Espagnols.

» Royalistes, vous pouvez compter sur la » stricte exécution des conditions relatives au » mode de guerre, dont je suis convenu avec » les chefs espagnols. La guerre est assez ter- » rible par elle-même sans qu'on y ajoute des » actes de cruauté dont doit rougir toute na- » tion civilisée. Royalistes, rentrez dans vos » propriétés.

» Caraguins! par votre émigration vous of- » fensez évidemment le gouvernement espa-

» gnol, auquel vous croyez plaire par une » telle façon d'agir. Aujourd'hui vous n'avez » plus à craindre de sanglantes réactions de » la part des armes du roi, parce qu'aux » Boves, aux Morales ont succédé les géné» raux La Torre et Correa.

» Caraguins, je sais que vous êtes patriotes, » quoique vous ayez abandonné Caracas, mais » pourriez-vous en conscience fuir devant » les armes de la Colombie? Non, non, » non, etc. etc.

» *Signé*, BOLIVAR. »

San Carlos, 3 juillet.

L'inaction de La Torre contribua principalement à décourager les partisans de la cause royale. Environ vingt-quatre mille d'entre eux qui ne voulaient vivre ni sous La Torre ni sous Bolivar, partirent les uns pour les Indes occidentales, les autres pour l'Espagne ou pour les États-Unis.

L'indignation que causa à Bolivar cette émigration extraordinaire, ne tarda pas à éclater.

Avant de quitter Caracas, il confisqua les maisons et les terres des émigrés, et les partagea aux chefs et aux courtisans; il leva, en outre, de fortes contributions sur le petit nombre d'habitans qui n'avaient pas émigré, mais qui vivaient retirés à la campagne, et dévoués à la cause royale. Il adopta deux mesures qui augmentèrent beaucoup la misère des habitans.

Le gouvernement espagnol avait autorisé la circulation d'une petite monnaie de cuivre, qui était généralement connue sous le nom d'argent des pauvres. Elle devait principalement servir à ceux qui étaient pauvres, soit qu'ils eussent été réduits à cette condition, ou par la fureur de la guerre civile, ou par incapacité de travail, ou par quelque cause que ce fût. Cet argent était reçu partout sans difficulté. A Caracas, un dollar espagnol est divisé en moitiés, quarts et huitièmes; le huitième est appelé *real;* la moitié de chaque real se nomme *medio real*, et c'est la monnaie de la plus petite valeur. Pour subvenir plus efficacement aux besoins des pauvres,

le gouvernement espagnol émit une monnaie de cuivre, appelée *quartillo*, qui valait la moitié du medio real. Cette nouvelle pièce de monnaie équivalait à quatre sous; de sorte que le dollar étant divisé en trente-deux parties, on pouvait acheter le même nombre d'articles différens. Ainsi, un pauvre homme (et les pauvres étaient très nombreux) qui gagnait un *real* par jour, pouvait acheter seize différens articles pour lui et pour sa famille. Cet argent des pauvres faisait tomber nécessairement le prix des denrées, et profitait aussi aux riches eux-mêmes. Une famille ordinaire pouvait bien vivre avec un dollar par jour, au lieu qu'elle ne pourrait vivre aujourd'hui que maigrement avec le double. Quand le général Bolivar entra dans Caracas, en juin 1823, il y avait plus de deux millions et demi de dollars de cet argent de pauvre en circulation dans la capitale et dans la province de Caracas, et personne ne balançait à le recevoir. Il ordonna par un décret que cet argent n'aurait plus cours. Le prix de chaque denrée monta tout à coup, et la misère pu-

blique alla si loin, que beaucoup de personnes moururent de faim.

La seconde mesure à laquelle on recourut eut lieu par un décret; ce ne fut rien autre chose qu'une contribution de guerre extraordinaire. Toutes les récoltes généralement quelconques des biens appartenant aux émigrés devaient être faites par le gouvernement et serrées dans ses magasins. Cette opération s'exécuta, au reste, avec tant de précipitation, de confusion et d'infidélité de la part de ceux qui la dirigèrent, qu'il n'entra pas un sixième de ces récoltes dans les magasins de l'état. Il n'en était alloué qu'un sixième aux propriétaires.

La perte de la bataille de Carabobo, et l'inaction de La Torre dans Porto Cabello, frappèrent d'une telle consternation les Espagnols de la Colombie, que, le 21 septembre 1821, la forte place de Carthagena se rendit par capitulation. A la fin, La Torre fut renvoyé et Morales fut nommé pour lui succéder; mais il était trop tard. Maracaybo, qui était au pouvoir de Morales depuis septem-

bre 1822, tomba de nouveau, en août 1823, dans les mains des Colombiens, après une sanglante affaire navale qui fit beaucoup d'honneur à l'intrépidité du commandant, le général Padilla. Bientôt après, Morales s'embarqua pour la Havanne. Il quitta le pays, chargé des malédictions des habitans, qu'il mérita par ses barbaries multipliées.

Porto Cabello se rendit enfin, le 16 juillet 1824, et, après cette capitulation, qui fut encore l'ouvrage de Padilla soutenu par Paez, le territoire de la Colombie, fut entièrement évacué par les Espagnols.

Ainsi se termina cette longue lutte qui, depuis tant d'années, désolait la Colombie. Cependant, le pouvoir resté entre les mains de Bolivar, ne s'assit pas sur des bases solides. La jalousie des généraux colombiens contre le chef suprême, les intrigues continuelles de son gouvernement central, les machinations ténébreuses du cabinet de Madrid furent les principales causes qui opposèrent des obstacles invincibles à l'accomplissement de la régénération politique de la Colombie que Bolivar s'était flatté d'opérer. Le désappoin-

tement du génie est presque toujours mortel. La nouvelle de la mort de Bolivar âgé de quarante-sept ans, nous arriva au commencement de 1830.



CHAPITRE XX.

Notice biographique de Louis Brion, de Francisco Pablo de Sanander, et de Francisco Antonio Zea.

Louis Brion, de l'Ordre des Libérateurs, amiral, capitaine-général, et commandant en chef des forces navales de la République de la Colombie, naquit à l'île de Curaçao, le 6 juillet 1782. Il se distingua par sa bravoure et son ardent patriotisme, et fut un des chefs les plus distingués de cet état. Il fut un des plus fermes appuis de Bolivar, auquel il montra, en toute occasion, un dévouement aveugle. Son père, Pierre Brion, originaire du Brabant, était un riche négociant qui jouissait d'une grande considération. Il fut

conseiller d'état à Curaçao jusqu'à sa mort. Sa mère, Mary Detrox, naquit à Luttich.

Louis, frère cadet de la famille, qui se composait de deux frères et d'une sœur, fut envoyé, fort jeune, en Hollande, pour y terminer ses études. Il fut ensuite placé chez un notaire pour y apprendre les lois. Lorsque la conscription l'atteignit, le jeune Brion ne voulut pas tirer au sort, mais se présenta volontairement pour servir dans les chasseurs à pied de Hollande. Quand les Anglais et les Russes firent leur descente sur la côte de Hollande, sous la conduite du duc d'York, Brion se distingua par sa bravoure. Il attira sur lui l'attention de ses supérieurs qui lui offrirent le grade d'officier. Ses parens craignirent alors qu'il ne prît du goût pour l'état militaire, et le firent revenir à Curaçao, où son père l'employa dans ses affaires. Mais le jeune Brion était d'une humeur trop active pour s'en tenir à la vie sédentaire de marchand.

Il désira voyager pour augmenter ses connaissances et sa fortune. Son père, auquel il communiqua ce désir, lui permit d'aller aux États-Unis, afin d'y étudier la navigation.

Pendant qu'il était dans ce pays, son père vint à mourir et lui laissa une grosse fortune. Louis acheta un vaisseau et parcourut différens pays, exerçant à la fois la profession de l'homme de mer et celle de marchand. Après avoir augmenté sa fortune considérablement, il revint à Curaçao, en 1804, où il s'établit en qualité de négociant.

En 1805, le commodore anglais, Murray, reçut l'ordre de son gouvernement de s'emparer de l'île hollandaise de Curaçao. Ce général envoya alors quatre à cinq mille hommes au côté oriental de cette île. Ces troupes anglaises débarquèrent près d'un petit fort appelé *Caracas Bay fort*, s'emparèrent d'une colline qui le commandait et y placèrent des pièces de grosse artillerie qui ménaçaient de détruire ce fort. Brion se trouvait là par hasard. Aussitôt qu'il s'aperçut de l'intention des Anglais, il sauta sur son cheval et vint à franc étrier dans la capitale, qui est à deux lieues de Caracas Bay. Il jouissait d'une grande réputation de bravoure dans cette ville, où l'on savait qu'il avait servi avec distinction. Au bout de quelques minutes, il

fut joint par plus de cent jeunes gens; ses amis s'armèrent, le nommèrent leur général, et marchèrent en toute hâte contre les Anglais. Parvenus au haut de la colline où les Anglais s'étaient retranchés précipitamment, cette petite troupe attaqua l'ennemi avec une grande impétuosité, le délogea de son poste, et s'empara des canons qu'elle tourna contre les chaloupes anglaises auxquelles elle causa le plus grand dommage.

Cette action héroïque de Brion et de ses compagnons d'armes les plaça bien haut dans l'opinion publique. A leur retour dans la capitale, ils furent reçus avec de vives démonstrations de joie et de gratitude, et l'on donna des fêtes en leur honneur. Mais l'humeur inquiète de Brion le poussait aux voyages; il se dirigea vers Laguaira. En arrivant à Caracas, il fut accueilli par les familles les plus distinguées, et, entre autres, par celle de Montilla, dans laquelle il ne tarda pas à être reçu comme ami intime. Son séjour à Caracas eut lieu quelques années avant la révolution qui éclata dans cette ville, en 1810. Dès ce moment, il devint le patron du fils aîné Ma-

rianno, qui, comme nous l'avons vu, lui fut redevable de sa réconciliation avec le chef suprême à Angostura en 1819, et de sa promotion au grade de colonel dans l'armée patriote.

Au commencement de la révolution, en 1810, Brion offrit ses services à la nouvelle république, et fut nommé capitaine de frégate, en 1811. Il accepta ce grade, sous la condition qu'il ne serait assujéti à aucun service régulier, mais qu'il aurait la liberté d'agir avec son propre vaisseau sans dépendre d'aucun chef. Il est certain qu'il sacrifia son crédit et une fortune considérable à la cause, et s'occupa sans relâche de la servir. Il ne fut point en son pouvoir de modifier les vues ambitieuses du général Bolivar, et je l'ai entendu plus de cent fois lui représenter la nécessité d'avoir non-seulement un congrès, mais un gouvernement établi sur des bases légales, qui pût garantir les personnes et les propriétés. Il lui conseilla aussi plus d'une fois d'adopter une constitution semblable à celle des États-Unis d'Amérique, où il a été prouvé que le système fédéral était celui qui pouvait

s'adapter le mieux aux lois, aux coutumes et au caractère des habitans. Mais, si Caracas et la Nouvelle Grenade avaient adopté le système fédéral, Bolivar n'aurait jamais pris l'empire absolu qu'il exerce maintenant. Il était lui-même tellement persuadé de cette vérité, qu'il rejeta ce système, sous prétexte qu'il était trop faible et trop lent dans ses opérations. Le gouvernement central a remis le pouvoir absolu dans ses mains; et maintenant qu'il a contracté l'habitude de régner seul, il sera difficile, probablement impossible, d'introduire un gouvernement libre, un gouvernement de lois dans la Colombie, du moins tant qu'il vivra.

Bolivar oublia bientôt tout ce que Brion avait fait pour lui ou pour la cause. Un soir que je me trouvais avec le chef suprême aux Cayes, je me répandis en éloges sur Brion, sur les sacrifices considérables qu'il avait faits à la cause de l'indépendance : « Vous avez » raison, mon cher ami, » répondit Bolivar, » mais vous conviendrez avec moi que c'est » un grand imbécille; » et il se mit à rire de de bon cœur.

Brion ne put jamais recouvrer les grosses sommes qu'il avança. Toutes les fois qu'il priait Bolivar de le rembourser, celui-ci le remettait à un autre moment, en lui disant qu'il était sans argent, mais qu'il le paierait, aussitôt qu'il lui serait possible.

Les traits principaux du caractère d'un Caraguin sont la vanité, l'orgueil et la jalousie. Dans la prospérité, il est fier et insolent; dans l'adversité, humble et prêt à écouter quiconque est capable de le secourir. Quand Bolivar vint de la Jamaïque aux Cayes, il n'avait pas quatre doublons dans sa poche. Il y trouva Brion qui lui donna des avis, et il ne manqua pas de les suivre. Mais *le chef suprême*, à la Margarita et à Carupano, rejeta les sages conseils de Brion et ne suivit que ses caprices. Cependant, quand Bolivar se fut retiré du champ de bataille d'Ocumare, il se laissa aller aux représentations de Brion, qui le joignit à Bonair, et il revint au rivage d'Ocumare. Quand il fut repoussé par Marinno, Piar et Bermudes, l'étranger Brion vint de nouveau à son secours, et le plaça à la tête du gouvernement, à la fin de 1816. Toutefois,

Bolivar ne tint aucun compte à Brion et aux chefs de la Colombie de la parole qu'il leur avait donnée d'assembler un congrès. Quand Bolivar, après une autre défaite, se tint caché dans les plaines de Cumana, Zea, Marinno et d'autres personnages influens convoquèrent un congrès; mais, aussitôt qu'il revint au pouvoir, il cassa les actes de cette assemblée, se cramponna de nouveau au pouvoir suprême, et n'épargna les réprimandes ni à Brion ni à Zea [1]. A cette époque, Bolivar conçut des craintes jalouses que Brion ne le supplantât; et c'est à cette jalousie qu'il faut attribuer le dur traitement que celui-ci reçut du dictateur, à Savanilla. On m'a assuré que, depuis l'époque de la transaction de Cariaco, l'amiral ne fut plus traité par le chef suprême en qualité d'ami intime et de confident, et que Brion fut très affecté de ce refroidissement. Au reste, cette basse passion, qui est le trait distinctif du Caraguin, trouva aussi accès dans le cœur de Mariano Montilla et de Lino de Clemente,

[1] Tout cela prouve seulement que l'auteur était chaud partisan du gouvernement fédéral.

(*N. d. T.*)

et causa de nouveaux désagrémens à l'amiral Brion.

En 1819, Mariano Montilla fut envoyé par le chef suprême, comme colonel d'Angostura, à la Margarita, avec une grosse somme d'argent, ainsi que je l'ai rapporté. Après la prise de Santa Martha, où Brion seconda si puissamment les opérations de Montilla, la jalousie de celui-ci s'irrita contre Brion, qui, en qualité d'amiral, avait droit au commandement. Montilla, créé brigadier-général, oublia que Brion était son ami et son protecteur, et refusa de reconnaître son autorité. Cette conduite hautaine de Montilla donna lieu à plusieurs scènes désagréables, à la suite desquelles Brion se retira à Maracaybo, où le général Lino de Clemente était intendant.

L'humeur de Brion était, d'ordinaire, rude et altière, et fut cause qu'il eut plusieurs altercations avec le général. Tant de dégoûts affaiblirent sa robuste constitution, et il fut bientôt assez malade pour être obligé de quitter son escadre. Il se retira à Curaçao, au commencement de 1821, dans un déplorable état de santé, et si pauvre, que le capitaine

du corsaire qu'il monta lui prêta seize doublons. Il était si abattu et si fatigué de la vie, qu'il refusa de prendre médecine, mangea très peu, et prit ce dont ses médecins lui conseillaient de s'abstenir. Après une longue maladie de langueur, il mourut le 20 septembre 1821, laissant des regrets amers de sa perte à tous les patriotes éclairés. Bien qu'il eût été maître d'une grande fortune, il ne laissa pas de quoi subvenir aux frais de ses funérailles, auxquelles assistèrent plusieurs centaines des habitans de Curaçao. Sa probité, sa générosité et les grands services qu'il a rendus à la Colombie, transmettront son nom à la postérité. Le congrès de la Colombie a rendu plusieurs décrets pour honorer sa mémoire.

Francisco Paulo ou Pablo Sanander, de l'ordre des libérateurs, général de division, vice-président de la république de la Colombie, etc. etc. naquit en 1787, dans une humble condition, en la ville de Bogota, appelée alors Santa-Fe de Bogota. Il ne fut redevable de son élévation qu'à son mérite. Il est brave, actif, intrigant, mais il n'a reçu

que peu d'éducation. Pendant la révolution, il s'est distingué en plusieurs rencontres. Bien que l'ambition de Sanander paraisse modérée, ce général n'en est pas moins secrètement le rival du chef suprême. Pendant les quatre années que Bolivar s'est absenté des provinces méridionales de la Colombie et du Pérou, le général Sanander, en qualité de vice-président, fut chargé du pouvoir exécutif; et, pendant tout le temps qu'il occupa cette charge, il n'y eut aucune commotion, point d'insurrection partielle, pas l'ombre de guerre civile. Mais, aussitôt que Bolivar fut de retour, la guerre civile éclata à Valencia, à Caracas et à Laguaria, et plus tard à Porto Cabello et à Carthagena. On dit, non sans quelque fondement, que le général Bolivar était le secret instigateur de ces mouvemens insurrectionnels. Ce qu'il y a de certain, c'est que Paez qui prit une part active à ces mouvemens, non-seulement ne fut pas puni, mais le libérateur lui laissa son grade dans l'armée.

Antonio Francisco Zea, docteur en droit, ex-intendant, ex-président du congrès, ex-vice-président de la république de la Colombie,

à Londres et à Paris, etc. etc.; naquit en 1768, dans la ville de Bogota. Il fut un des premiers Américains qui pensèrent à rendre la liberté à leur pays. Il avait consacré principalement son temps à l'étude des lois, de l'économie politique, de l'histoire et de la littérature générale; enfin, à tout ce qui contribue à former l'esprit et le cœur. Il s'adonna avec ardeur à l'étude de la botanique, science dans laquelle il acquit une connaissance profonde. Il fut un de ces hommes rares, qui réunissent en leur personne une foule de qualités éminentes. Il était ami intime de son compatriote, Antonio Marinno, jeune homme d'une des premières familles de Bogota, d'un caractère ardent et ambitieux. Marinno haïssait le gouvernement oppresseur de l'Espagne, et par sa conversation passionnée et énergique, il avait décidé son ami Zea et environ vingt autres jeunes gens des meilleures familles, à concerter entre eux les mesures d'exciter l'attention de leurs compatriotes sur l'avilissement de leur condition, pour les engager à se révolter. Cependant, le zèle imprudent de Marinno découvrit son plan et ses

complices. Tous les conjurés furent secrètement arrêtés par ordre du vice-roi, conduits sous bonne escorte à Santa Martha, et embarqués pour Cadix (1794.)

Le jeune Zea eut la bonne fortune de trouver des amis et des protecteurs puissans à Madrid, où il resta long-temps. De là il alla en France, où ses parens se rendirent peu après; ils se fixèrent à Paris avec une partie de leur famille. Zea revint à Madrid, et devint le rédacteur de la *Gazette de la cour* et du *Mercure de Madrid.* Peu après, le roi Charles IV le nomma directeur du beau jardin de botanique de cette capitale.

En 1808, M. Zea fut un des quatre-vingt-cinq députés venus d'Espagne, convoqués, par ordre de Napoléon, à Bayonne, pour établir un nouveau roi.

Ce nouveau roi, Joseph Bonaparte, à la suite duquel M. Zea entra en Espagne, le nomma, peu après, son préfet à Malaga, et lui donna la décoration de son ordre de chevalerie. Après que les Français eurent été obligés d'évacuer l'Espagne, M. Zea revint en France, et résida quelques années

à Paris. Il s'y occupa exclusivement de sciences et de belles-lettres. Quand, en 1813, le congrès de la Nouvelle Grenade envoya à Londres MM. Gutierres et le colonel Jules Duran pour se procurer des armes et des munitions pour les patriotes, M. Zea se joignit à ses compatriotes, et leur facilita singulièrement l'exécution de leur mission. Ils furent aussi très redevables de leur succès à Louis Brion, depuis amiral de la Colombie, qui, se trouvant alors à Londres, mit à leur disposition et sa grande fortune et son immense crédit.

En 1814, M. Zea se rendit de Londres à la Jamaïque, où il resta jusqu'au commencement de 1816. Il fut joint, en 1815, par le général Bolivar, après son siége contre Carthagena. Celui-ci se rendit aux Cayes, où M. Zea vint lui-même, quelques semaines après, et fut nommé intendant de l'armée.

En 1817, M. Zea fut créé conseiller du gouvernement d'Angostura. Il fonda alors la gazette connue sous le titre du *Courrier d'Angostura*, dont il fut pendant long-temps le seul rédacteur. Après l'arrivée du docteur

Roscio, M. Zea se l'adjoignit comme collaborateur.

Bolivar n'ignorait pas que Zea avait laissé une partie de sa famille à Paris, et qu'il avait à Londres des amis sûrs et puissans. Il lui donna, en 1819, une double mission pour ces deux capitales.

Les négociations de M. Zea avec le gouvernement anglais sont trop connues pour que nous en donnions les détails ici. M. Zea mourut à Bath, le 26 novembre 1822, tandis qu'il était accrédité auprès du cabinet de Saint James, comme ministre de la Colombie. Sa mort excita vivement les regrets de tous les patriotes éclairés. Les persécutions qui l'attendaient, s'il eût vécu, à son retour dans son pays, sont clairement indiquées dans la lettre officielle de Pedro Gual, datée Bogota, 29 septembre 1822.



CHAPITRE XXIV.

Notice biographique des généraux Paez et Arismendy.

Joseph Antonío Paez, de l'ordre des libérateurs, général en chef des armées de la Colombie, de Venezuela, etc. etc., nâquit en 1780, dans la ville d'Aragua, de parens indiens de basse extraction, dont les occupations consistaient principalement à élever les bestiaux et à cultiver la terre. Ils jouissaient d'une certaine aisance. Dès son enfance, le jeune Paez fut commis à la garde des troupeaux de son père; il ne put, par conséquent, recevoir aucune éducation. Cependant, la nature l'avait doué de qualités qui se déve-

loppèrent avec l'âge. Il était encore enfant qu'il connaissait tous les simples qu'on emploie dans ce pays pour la guérison des maladies des bestiaux, et se fit remarquer par son habileté à s'en servir; il savait aussi dompter les chevaux sauvages, et déployait dans cet exercice beaucoup de force et d'agilité. Il était, en outre, très patient, et supportait, sans jamais se plaindre, des fatigues de toute espèce.

Quand il eut atteint sa dix-huitième année, il offrit à ses parens de se rendre d'Aragua à la ville de Barinas où sa mère était née. Celle-ci soutenait, contre sa famille, un procès qui durait déjà depuis plusieurs années. Ses parens avaient d'abord fait quelque difficulté de le laisser partir, mais ils avaient ensuite consenti à ce qu'il entreprît ce voyage, dans l'espoir que la présence de leur fils pourrait faciliter la conclusion de leur procès.

Il partit bien monté, bien armé, et suffisamment pourvu d'argent. Il rencontra sur la route deux jeunes gens qu'il avait connus à Aragua, lesquels étaient parfaitement instruits de l'état de ses finances. Ils s'étaient

portés sur la route pour l'attendre passer et le voler. Paez qui ne se doutait pas de leurs intentions, s'approcha d'eux sans défiance. Un de ces jeunes gens essaya alors de saisir les rênes de son cheval, mais Paez qui avait un cheval vigoureux, lui donna de l'éperon, et, partant au grand galop, il renversa le voleur et son cheval. Cependant, comme les deux assaillans n'étaient pas si bien montés que Paez, ils prirent un chemin de traverse pour aller s'embusquer plus loin. Ils essayèrent, peu après, de renouveler leur tentative; mais, Paez, après plusieurs représentations inutiles, tua sur-le-champ un des voleurs, et l'autre prit la fuite. Celui-ci était du reste, sans armes, comme son camarade. Le jeune Paez, qui craignait les conséquences de cette rencontre pour lui et sa famille, crut qu'il ne pouvait mieux faire que de retourner auprès de ses parens, et de leur apprendre ce qui s'était passé, avant que l'autre voleur eût eu le temps de le dénoncer. Ses parens le cachèrent sur-le-champ, et donnèrent de l'argent et des cadeaux pour assoupir cette affaire. Ils placèrent ensuite leur

fils, en qualité de surveillant de bestiaux, dans la ferme d'un riche et puissant espagnol des plaines. Il demeura occupé de cette manière, pendant plusieurs années.

Quand la révolution de Caracas éclata, en 1810, Paez se déclara en faveur de la liberté. Il persuada aisément aux Llaneros qui avaient la plus grande confiance en lui, de se ranger sous ses ordres; il choisit parmi eux cent cinquante hommes bien montés, et cette compagnie devint bientôt la terreur des Espagnols.

A la mort de sa mère, Paez hérita avec ses sœurs qui s'étaient fixées à Barinas, des maisons que celle-ci avait laissées dans cette ville. En 1811, les Espagnols, après avoir repris Barinas, proclamèrent une amnistie générale pour tous ceux qui désireraient rentrer dans leurs propriétés. Dès que Paez eut eu connaissance de cette proclamation, il se présenta, bien monté et bien armé, devant le commandant espagnol de la ville, pour profiter de l'amnistie en entrant dans sa propriété. Les habitans ne tardèrent pas à le reconnaître et vinrent par centaines lui faire

la réception la plus amicale. Mais, quand les Espagnols apprirent du gouverneur de la ville, que cet homme qui se présentait seul chez lui, n'était autre chose que le fameux capitaine Paez, qui leur avait fait tant de mal, ils coururent aux armes et crièrent sous les fenêtres du gouverneur, qu'il fallait l'arrêter et le fusiller comme un rebelle et un traître. Cependant, le gouverneur qui connaissait et la bravoure de Paez et l'ascendant qu'il exerçait sur les habitans de Barinas, crut qu'il ferait prudemment de ne pas opérer son arrestation, dans la crainte qu'une telle mesure n'excitât une révolte générale. Il s'employa donc avec empressement pour calmer ses soldats, et permit à Paez de garder ses armes et de se retirer dans la maison de sa famille. Cependant, au bout de quelques jours, le gouverneur fut informé par ses espions que Paez était sorti sans armes; l'occasion de l'arrêter se présentait belle. Le gouverneur goûta la proposition, et quelques hommes armés entrèrent dans la maison de Paez et emportèrent son épée et ses pistolets.

En rentrant chez lui, dans la soirée, Paez apprit ce qui s'était passé en son absence; il se rendit alors chez le gouverneur et lui dit qu'il avait manqué à sa parole. Il ajouta qu'il n'était venu à Barinas que sur la foi de ses promesses, et qu'il demandait que ses armes lui fussent rendues, non pour s'en servir contre les Espagnols, mais pour sa sûreté personnelle. Il parla d'un ton si ferme et avec une chaleur si naturelle, que le gouverneur ordonna qu'on lui fît la restitution de ses armes. Dans ce moment, toute la garnison de Barinas s'écria qu'il fallait l'arrêter et le mettre aux fers. Toutefois, Paez ne fut arrêté que pendant la nuit; il fut ensuite mis aux fers, et jeté dans une prison où il trouva cent cinquante prisonniers de guerre, et, parmi eux, son ami Garcia, officier d'une grande force physique et de beaucoup de courage. Cependant, Garcia se plaignit à Paez du poids de ses chaînes et de la misérable situation des prisonniers. Paez lui reprocha sa pusillanimité, et, brisant à l'instant même ses propres chaînes, il lui offrit de les échanger contre les siennes. Alors Garcia prit courage et cessa

de se plaindre. Paez parla ensuite à voix basse aux prisonniers pour les exciter à faire un commun effort pour leur délivrance. Cet effort eut lieu sous sa direction, et, avant que le matin ne fût venu, presque tous les fers des prisonniers étaient brisés.

Quand le geôlier vint ouvrir la porte de la prison, Paez tomba sur lui, le terrassa et le menaça de lui arracher la vie, s'il poussait le moindre cri. Les prisonniers saisirent alors les armes de la garde, brisèrent les fers des prisonniers qui ne s'en étaient pas encore délivrés, et, au nombre de cent cinquante, ils marchèrent, avec Paez à leur tête, sur la garnison espagnole forte environ de deux cents hommes, l'attaquèrent avec impétuosité et la mirent en déroute, après en avoir tué une grande partie. Ce fut ainsi que Barinas recouvra de nouveau sa liberté.

Le bruit de cet exploit se répandit bientôt parmi les Llaneros qui proclamèrent Paez leur général. Il rendit de grands services à Bolivar, en 1813 et 1814. Il était adoré de ces farouches cavaliers avec lesquels il se distingua dans les plaines d'Apure, d'Achaguas

et de Casanare. Paez fut principalement redevable de sa science militaire au général Piar, avec lequel il s'était lié; et, pendant l'absence de Bolivar, en 1814, ces deux chefs réunis combattirent bravement et sans interruption. Ils devinrent la terreur de Boves, de Morales, de Cagigal, d'Yanes, de Cevallos et des autres chefs espagnols.

En 1820, Paez avait établi son quartier général à Chaguas. Entre autres troupes, il avait sous ses ordres la légion anglaise, commandée par le colonel Bosset, forte d'environ six cents hommes. A cette époque, étaient attachés à cette légion trois colonels, deux lieutenans-colonels, cinq majors et beaucoup de capitaine surnuméraires. Le colonel Bosset était un bon officier, fort estimé du général Paez qui avait aussi une haute opinion des troupes anglaises qu'il avait coutume d'appeler *mis amigos los Ingleses* (mes amis les anglais). Cependant le colonel Bosset était détesté par ses propres officiers et ses soldats qui lui attribuaient le mauvais état de leurs rations, de leur habillement et le manque de paie. Chaguas n'étant qu'une pe-

tite place, les officiers et les soldats s'y trouvaient fort mal à l'aise; ils n'avaient d'ailleurs rien autre chose que du bœuf pour leurs rations.

Les soldats mécontens choisirent, pour se révolter, le jour de saint Simon, qui est considéré comme un jour de fête, parce que Bolivar porte le nom de ce saint. Ce jour-là, comme cinq heures sonnaient, les soldats de de la légion anglaise sortirent tumultueusement, en armes, de leurs quartiers, et se mirent en ordre de bataille, criant tout haut qu'ils ne voulaient plus être commandés par leur colonel, qu'ils en voulaient un autre à toute force, fût-il même créole.

Les officiers de la légion se rendirent aussitôt sur le lieu de la scène et s'efforcèrent d'étouffer la rébellion. Au nombre de ceux-ci était un lieutenant-colonel que les soldats avaient pris en aversion. Cet officier, s'étant approché d'eux, reçut quatre ou cinq coups de baïonnette et fut emporté mortellement blessé.

Aussitôt que le colonel Bosset fut instruit de ce qui se passait, il se présenta devant les

mutins, bien armé, et résolut de les faire rentrer dans l'ordre. Il voulût les haranguer, mais les soldats, sans l'écouter, coururent sur lui, la baïonnette en avant. Heureusement pour le colonel, les officiers du régiment se jetèrent entre lui et les soldats, et empêchèrent ainsi que, dans un premier mouvement de fureur, il ne fût massacré.

Pendant ce temps-là, le général Paez fut informé de cette révolte. Il accourut de son quartier, le sabre à la main, tomba sur les rebelles, en tua trois sur-le-champ, et cassa son sabre sur le corps d'un quatrième. Il saisit ensuite, au collet, quelques-uns des plus furieux, les fit sortir des rangs et leur ordonna d'aller en prison.

Cette conduite courageuse intimida tellement les mutins, qu'ils se séparèrent et se retirèrent précipitamment dans leurs quartiers. Un jeune officier et trois soldats, tous Anglais, ayant été signalés comme les plus séditieux, furent arrêtés pendant la nuit. Le lieutenant était innocent de ce qui s'était passé, la veille, mais il fut dénoncé par son ennemi mortel, un des officiers de la légion.

Le lendemain, lui et les trois soldats furent fusillés, sans autre forme de procès.

Le général Paez est un excellent officier de partisans; il a rendu de très grands services à la cause de l'indépendance, tant qu'il a combattu dans les plaines qu'il connaît parfaitement; mais quand il sort de là, il devient triste et ne paraît plus le même homme. L'histoire des opérations militaires de Venezuela nous fournit plusieurs exemples en faveur de cette assertion. Cependant, il faut avouer que, de tous les généraux colombiens, c'est celui qui a déployé la plus grande bravoure personnelle, et que, dans toutes ses attaques contre l'ennemi, il s'est montré à la tête de ses Llaneros, sur lesquels il a pris une autorité sans bornes. Il partage avec eux jusqu'à son dernier centime, et ceux-ci l'appellent mon oncle ou mon père. Mais, comme il n'a reçu aucune espèce d'éducation, on l'a entendu, plus d'une fois, parler avec mépris de toute connaissance militaire. Ses officiers d'état-major sont des Llaneros et forment sa société régulière. Il couche au milieu d'eux sur son hamac, il boit et fume avec eux. Il parle beau-

coup, et, comme la plupart des Caraguins, il est vain, orgueilleux et vanteur.

A la bataille d'Ortiz, en avril 1818, où Bolivar commandait, Paez fit plusieurs charges heureuses contre l'ennemi qui, bien qu'inférieur en nombre à Bolivar, lui était fort supérieur en discipline et en habileté. Le chef suprême fit de si mauvaises dispositions, que son infanterie fut battue et presque détruite. Paez ne lui épargna pas les reproches, dans cette occasion. Cependant, à la prière de Bolivar, il couvrit la retraite, et fit une ou deux charges qui sauvèrent les restes de l'infanterie d'une destruction totale. Peu après la dernière charge qu'il avait dirigée lui-même, Paez se retira à l'écart, descendit de cheval, se coucha à terre, écumant comme une bête furieuse. Le colonel English s'avança vers Paez, mais il fut prévenu par quelques-uns de ses gens de ne pas le toucher. « Il sera » bientôt remis, » s'écrièrent les Llaneros, « il est souvent dans cet état, et aucun de » nous n'ose l'approcher alors. »

Malgré cet avertissement, le colonel English s'approcha de Paez, lui jeta de l'eau

sur la figure et le força ensuite à en avaler un peu. Ces petits secours firent beaucoup de bien au chef colombien. Aussitôt que celui-ci fut revenu de cette espèce d'évanouissement, il remercia le colonel avec beaucoup de cordialité, et lui dit qu'il avait été un peu abattu des fatigues de la journée, ayant tué, avec sa lance, quarante ennemis; il ajouta que ce n'était qu'en donnant la mort au dernier que cette faiblesse l'avait pris. Il offrit ensuite sa lance sanglante au colonel English, en signe d'amitié, et lorsque cet officier prit congé, Paez lui fit présent de trois chevaux magnifiques.

Après que Morillo eut refusé de faire quartier aux prisonniers, Paez usa invariablement de représailles. A la bataille de Calabozo, celui-ci avait fait, avec succès, plusieurs charges qui avaient forcé les royalistes à battre en retraite; il était dans la plus belle humeur quand ses soldats lui amenèrent un officier à cheval. Le général lui adressa quelques questions, puis il ordonna à son *homme d'affaires* (l'exécuteur militaire) de s'acquitter de sa charge. L'Espagnol le pria instamment de lui

accorder la vie. « Eh bien, » dit Paez, « allez » jusqu'à cet arbre, et, quand vous serez ar- » rivé là, partez au grand galop et prenez » garde que je ne vous atteigne. »

L'officier obéit, et quand il fut près de l'arbre, il jeta un coup d'œil derrière lui et commença à courir. Paez le poursuivit et l'eut bientôt atteint. Il était sur le point de le percer de sa lance, quand l'officier, qui avait conservé sa présence d'esprit, s'écria : « Gé- » néral Paez, vous ne voudriez pas abuser de » vos avantages; mon cheval était fatigué; » mais si vous voulez changer de monture » avec moi, nous pourrons recommencer » notre course. » — « Soit, » répondit Paez; et aussitôt l'Espagnol s'élança sur le cheval de son adversaire, et partit le premier. Lorsque l'officier se trouva à quelque distance du point de départ, Paez monta le cheval fatigué que celui-ci lui avait laissé. Cependant, Paez ne tarda pas à gagner du terrain, et, au bout de deux milles environ, il atteignit l'Espagnol, qu'il perça de part en part avec sa lance.

Juan Bautista Arismendy, général de division, de l'Ordre des Libérateurs, ex-gouver-

neur de la Margarita, etc. etc., naquit, en 1786, dans cette île, de parens qui jouissaient d'une honnête aisance. Arismendy est un de ces hommes dont les dispositions naturelles suppléent au défaut d'éducation; à peine sait-il lire et écrire, et, cependant, par son génie pénétrant et ses manières insinuantes, il parvint à s'avancer dans l'armée colombienne. Quand Bolivar s'intitula dictateur, il nomma le colonel Arismendy gouverneur de la capitale, Caracas, où il se rendit odieux par beaucoup de vexations et de cruautés. Arismendy a cinq pieds deux pouces environ; il est fortement constitué; son teint est très brun; ses cheveux sont rouges, ses yeux petits et perçans, et c'est probablement le chef le plus actif de la Colombie.

En 1814, il quitta Caracas, et se rendit, en qualité de brigadier-général et de gouverneur de l'île de Margarita, dans son pays natal. Il rétablit l'ordre dans cette province, fortifia les places susceptibles de défense, construisit bon nombre de petites forteresses, éleva des redoutes et dressa des batteries. Il s'y rendit très populaire par sa bonne

et sa juste administration, et prit un grand ascendant sur ses compatriotes; de sorte que, après la bataille de La Puerta, qui fut perdue par le dictateur, en juin 1814, il devint maître absolu de la Margarita, et tellement que, lorsque les deux dictateurs, Bolivar et Marinno, vinrent, la même année, dans cette île pour y chercher un asile, il les força à partir sur-le-champ. Il était, d'ailleurs, jaloux de son autorité, et résolu à conserver le commandement suprême de la Margarita, et il savait que Bolivar avait droit de le commander, partout où ils se trouveraient ensemble. Dès ce moment, le général Arismendy demeura en tranquille possession du gouvernement absolu; il organisa et disciplina son armée, et administra d'une manière supérieure. L'accueil bienveillant qu'Arismendy faisait aux étrangers, attira beaucoup de corsaires dans l'île; leurs prises y étaient vendues, à la grande satisfaction des habitans. La Margarita devint alors l'entrepôt commercial de Venezuela et de Grenada, des Indes occidentales et des États-Unis d'Amérique.

En mars 1815, l'armée d'expédition partit

de Cadix sous les ordres du général Morillo, débarqua à l'île de Margarita, le même jour que celle du général Morales, venue de Guiria. Arismendy et les habitans de la Margarita virent l'impossibilité de résister à ces forces réunies, et acceptèrent la capitulation que leur offrait Morillo. Il était clairement établi dans les articles de la capitulation, qu'aucun des habitans ne serait inquiété pour ses opinions politiques. En violation directe de cette stipulation, un grand nombre des habitans les plus considérables furent arrêtés, pendant la nuit. Arismendy lui-même, compris dans cette mesure, trouva le moyen de s'échapper et de se cacher dans les montagnes. Morillo offrit une grande récompense à quiconque l'arrêterait et le remettrait entre ses mains. Il se fit alors les recherches les plus minutieuses, mais elles n'aboutirent à rien. Arismendy connaissait tous les chemins de traverse, tous les petits sentiers des montagnes et des bois; il avait, en outre, l'affection des habitans, qui plaçaient en lui la plus grande confiance; aussi se trouva-t-il bientôt à la tête des plus braves, au nombre de cinquante

qui étaient résolus ou à chasser de l'île les Espagnols, ou à mourir. Il vécut avec eux, pendant quelque temps, de racines, de fruits sauvages, et du produit de sa chasse. Il stimula tellement leur courage par ses paroles et ses exemples qu'ils lui promirent de le suivre, partout où il voudrait les conduire. Son premier objet fut de se procurer des armes et des munitions dont sa petite troupe était entièrement dépourvue. Il commença par prendre un des avant-postes espagnols, occupé par un caporal et quatre hommes. Arismendy et douze de ses hommes, armés de massues et de longs couteaux, surprirent ce poste pendant la nuit, tuèrent ces cinq hommes et prirent leurs armes et leurs cartouches. Arismendy continua de répéter cette manœuvre, la nuit, pendant plusieurs mois. Il affaiblit ainsi singulièrement les forces espagnoles. Ses heureuses entreprises ranimèrent le courage abattu des habitans. Le patriotisme devint alors si fort dans la Margarita, que les femmes se joignirent à leurs maris, à leurs frères, à leurs amans pour les exciter à s'affranchir de sa tyrannie. Elles offri-

rent volontairement leurs bijoux, leurs perles, leurs pendans d'oreilles, leurs croix, etc., pour subvenir aux frais de la guerre, et à l'habillement des troupes. Arismendy fut élu, tout d'une voix, chef suprême. Quelques ecclésiastiques patriotes offrirent des vases d'église d'or et d'argent, qu'ils avaient pris la précaution d'enterrer avant que les Espagnols ne débarquassent. Ces vases précieux furent envoyés à Saint Thomas, pour être échangés contre des armes et des munitions de guerre.

Les habitans de la Margarita sont matelots dès l'enfance. Arismendy construisit de longues pirogues qui pouvaient contenir de cent cinquante à deux cents hommes, et qu'il arma avec des canons enlevés aux Espagnols. Les équipages de ces petits bâtimens, armés de mousquets, d'épées, et de longs couteaux, n'hésitaient pas à en venir à l'abordage avec les vaisseaux espagnols. Ils firent ainsi des prises d'une grande valeur. Les Margueritains n'attaquèrent jamais d'autres vaisseaux que ceux qui portaient le pavillon espagnol. Arismendy établit le plus grand ordre en tout, et agit avec beaucoup de probité et de désinté-

ressement, vivant parmi les soldats et comme eux. Les magasins publics étaient pleins et soigneusement inspectés par les commissaires.

A mesure que sa puissance augmentait, Arismendy donnait de l'extension à ses opérations militaires. Il intercepta plusieurs convois, surprit des corps entiers qu'il détruisit; il construisit différens forts, éleva des redoutes et dressa des batteries pour avoir différens points d'attaque et de défense; vieux, jeunes, femmes, enfans travaillaient, jour et nuit, exposés au feu des Espagnols, qui, frappés de l'intrépidité de leurs adversaires, perdirent eux-mêmes tout courage.

Pendant mon séjour à la Margarita, Arismendy me raconta, entre autres traits d'héroïsme des Margueritaines, le fait suivant, dont sa femme lui fournissait le sujet.

Madame Arismendy avait un oncle riche qui, depuis plusieurs années, était établi à la Trinité, et l'avait souvent pressée de venir lui rendre visite à lui et à sa famille. A la fin de 1815, elle fit part à son mari du désir qu'elle éprouvait d'aller rendre à cet oncle la

visite qu'il sollicitait depuis si long-temps; mais ce n'était là qu'une considération secondaire; le but principal de ce voyage était d'obtenir de cet oncle, à titre de prêt, une grosse somme d'argent qui servirait à soutenir la guerre. Son mari refusa de la laisser partir, lui représentant les dangers auxquels elle s'exposerait dans ces temps de désordre, et lui remontrant surtout que de nombreux vaisseaux espagnols croisaient en tout sens dans les parages de la Margarita. Cependant, elle persista dans son projet et obtint à la fin son consentement, et une autorisation de lui pour obtenir ce prêt. Elle était jeune, belle et bien élevée; elle s'embarqua alors sur une petite goëlette, sans être accompagnée d'un seul domestique, et étrangère pour tous les passagers. Après avoir vogué quelques jours avec un vent favorable, un corsaire espagnol lui donna la chasse et la prit; et, quoiqu'elle eût arboré le pavillon hollandais, elle fut envoyée à Porto Cabello.

Aussitôt qu'elle fut arrivée dans cette ville, la femme du général Arismendy fut reconnue par beaucoup de personnes. Elle fut, en con-

séquence, arrêtée et jetée dans un donjon de la citadelle, qui était noir et humide. Arismendy, qui mettait presque toujours ses prisonniers à mort, avait épargné trois colonels et trois majors espagnols qu'il avait renfermés dans ses forts, afin qu'ils pussent lui servir d'ôtages au besoin. Le gouverneur de Porto Cabello connaissait leur situation. Ils étaient très aimés des officiers supérieurs. Le gouverneur envoya alors à madame Arismendy un de ses officiers pour lui assurer, sur l'honneur, qu'elle serait mise, à l'instant même, en liberté, si elle écrivait une lettre à son mari pour lui persuader d'échanger contre elle les officiers espagnols. Elle craignit que son mari ne fût assez faible, disait-elle, pour consentir à cette proposition, et elle refusa positivement de lui écrire. Après qu'elle eut reçu nombre de visites qui avaient toutes le même objet, elle vit arriver chez elle le gouverneur lui-même, qui s'efforça de lui faire changer de résolution, mais en vain. On eut alors recours aux menaces, mais elle répliqua, en riant, que ce serait une lâcheté de tourmenter une femme sans défense, dont le seul crime était d'être

la femme d'un général patriote. On se permit ensuite de lui imposer un régime diététique des plus rigoureux, mais on la traita cependant respectueusement, et on lui promit sur-le-champ de la mettre en liberté, si elle voulait écrire à son mari de relâcher les officiers. A la fin, elle se lassa de leur importunité, et dit à l'officier qui vint renouveler ses instances, que si le général Arismendy était instruit du lâche traitement qu'il lui faisait subir, il deviendrait aussi furieux qu'un tigre, et mettrait à mort les milliers d'Espagnols, hommes, femmes et enfans qui pourraient tomber entre ses mains; que pour elle, elle était décidée à ne jamais commettre un acte aussi vil, aussi lâche que celui qu'on lui demandait, et qu'elle souffrirait plutôt mille morts que de persuader à son mari d'oublier son devoir.

Pendant trois mois elle fut traitée avec beaucoup de barbarie, mais elle tint ferme et fit constamment les mêmes réponses. Enfin les Espagnols, voyant que rien ne pouvait changer sa détermination, lui permirent d'aller à l'île de la Trinité, craignant que, si son mari

entendait parler de sa détention, il n'en tirât vengeance. Telle était la femme du général Arismendy, à l'âge de vingt-trois ans.

Le général Arismendy vit maintenant dans la retraite, dans une superbe maison de campagne, aux environs d'Ocumare.



CHAPITRE XXV.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

LOI FONDAMENTALE DE LA RÉPUBLIQUE DE LA COLOMBIE.

Le congrès souverain de Venezuela, dont l'autorité a été volontairement reconnue par le peuple de la Nouvelle Grenade, délivrée par les armes de la République, considérant :

1° Que les provinces de Venezuela et de la Nouvelle Grenade, réunies dans une seule République, possèdent toutes les conditions

pour atteindre au plus haut degré de pouvoir et de prospérité;

2° Que si, formées en républiques distinctes, quoique unies entre elles par les liens les plus étroits, elles ne jouissent pas l'une et l'autre de tous les avantages qui résulteraient d'une parfaite unité d'intérêts;

3° Que tous les hommes d'un esprit supérieur et d'un patriotisme éprouvé sont profondément convaincus de l'importance de ces vérités, ont décidé la réunion des deux Républiques, jusqu'alors empêchées par un état d'hostilités permanent; et conformément au rapport du comité spécial des députés de la Nouvelle Grenade et de Venezuela; au nom et sous la protection du Tout-Puissant, ils ont décrété, et décrètent la loi fondamentale de la république de la Colombie, comme elle suit:

Article premier.

Les républiques de Venezuela et de la Nouvelle Grenade sont, dès à présent, réunies en une seule, sous le glorieux titre de République de la Colombie.

ART. II.

Son territoire comprendra l'ancienne capitainerie-générale de Venezuela, et la vice-royauté de la Nouvelle Grenade, embrassant une étendue de cent quinze mille lieues carrées, dont les limites précises seront ultérieurement fixées.

ART. III.

Les dettes contractées séparément par les deux républiques sont, par cet acte, consolidés comme *dette nationale de la Colombie*, dont le paiement sera garanti par les propriétés de l'État, et à l'extinction de laquelle seront affectées les branches les plus productives du revenu public.

ART. IV.

Le pouvoir exécutif de la République sera confié à un président, et, en cas de vacance, à un vice-président, qui seront provisoire-

ment nommés l'un et l'autre par le présent congrès.

ART. V.

La république de la Colombie sera divisée (*pro tempore*) en trois grands départemens, savoir : de Venezuela, de Quito et de Cundinamarca, et comprendra les provinces de la Nouvelle Grenade, dont la dénomination demeure abolie; et leurs capitales seront les villes de Caracas, de Quito et de Bogota.

ART. VI.

Chaque département aura une administration supérieure, avec un chef, qui sera nommé, pour le moment par le congrès, et prendra le titre de vice-président.

ART. VII.

Une nouvelle ville sera appelée *Bolivar*, en honneur du fondateur de la liberté publique, et sera la capitale de la république de la Colombie. Le lieu où sera construite

cette ville sera fixé par le premier congrès général.

ART. VIII.

Le congrès général de la Colombie s'assemblera le premier jour de janvier 1821, dans la ville de Rosario de Cucuta, qui, à cause de diverses circonstances, est considéré comme l'endroit le plus convenable. Il sera convoqué par le président de la République, le 1er janvier 1821, qui communiquera les réglemens concernant les élections, qui pourront être adoptés par un comité spécial et approuvés par le présent congrès.

ART. IX.

La constitution de la république de la Colombie sera formée par le congrès général, auprès duquel sera admise, sous la forme de plan, la constitution décrétée par le présent congrès, laquelle, avec les lois promulguées par ce corps, sera provisoirement mise à exécution.

ART. X.

Les armes et le drapeau de la Colombie seront déterminés par le congrès général, et, en attendant, les armes et le drapeau de Venezuela, continueront à être employés, comme étant les plus connus.

ART. XI.

Le présent congrès s'assemblera, le 15 janvier 1820; après quoi se feront les nouvelles élections au congrès général de la Colombie.

ART. XII.

Un comité de six membres et un président remplaceront le congrès, dont le pouvoir et les devoirs particuliers seront réglés par un décret.

ART. XIII.

La proclamation de la république de la

Colombie se fera solennellement dans les villes et les armées, et sera suivie de fêtes et de réjouissances. Cette cérémonie aura lieu dans la capitale, le 25 du présent mois, en commémoration de la naissance du Sauveur du monde, par la faveur spéciale duquel a été obtenue cette union régénératrice, désirée depuis si long-temps.

ART. XIV.

L'anniversaire de cette régénération politique sera perpétuellement célébré avec les solennités d'une fête nationale. La présente loi fondamentale de la république de la Colombie sera solennellement promulguée dans les villes et les armées, consignée dans tous les registres publics, et déposée dans toutes les archives des sociétés, des municipalités, et corporations, tant religieuses que séculières.

Donné au palais du souverain congrès de Venezuela, dans la ville de Saint-Thomas d'Angostura, le 17 décembre, année du Sei-

gneur 1819, et la neuvième de l'indépendance.

Francisco Antonio Zea,
Président du congrès.

Juan German Roscio, Antonio M. Briceno, Ignacio Munas, Manuel Sedenno, Eusebio Afanador, Onofre Bazal, Juan Martinez, Francisco Conde, Domingo Arzura, Jose Espana, Diego Bautista Urbaneja, Jose Thomas Machado, Luis Thomas Poraza, Juan Vincente Cardosa, Ramon Garcia Cadiz, Diego de Vallenilla, député et secrétaire.

LOI FONDAMENTALE DE L'UNION DU PEUPLE DE LA COLOMBIE.

Nous, représentant du peuple de la Nouvelle Grenade et de Venezuela, dans le congrès général assemblé,

Ayant soigneusement examiné la loi fondamentale de la république de la Colombie, rendue par le congrès de Venezuela dans la ville de Saint-Thomas d'Angostura, le 17 décembre, an du Seigneur 1819, sommes d'avis:

1° Que réunies en une république, les provinces de Venezuela et de la Nouvelle Grenade possèdent tous les moyens et facultés nécessaires pour les placer dans l'état le plus élevé de pouvoir et de prospérité;

2° Que constituées en républiques distinctes, bien qu'étroitement unies par les liens de la bonne amitié, elles trouveraient difficile de rendre leur souveraineté stable, ou de la faire respecter;

3° Que considérant cet état de choses, tous les hommes distingués par leurs lumières et leur patriotisme, ont déclaré que les gouvernemens des deux républiques formeraient une union que les hostilités continuelles avaient jusqu'alors empêchée;

4° Finalement, par toutes ces causes, le congrès de Venezuela ayant décidé qu'il était instant de mettre à exécution cette mesure qui avait été approuvée de la manière la plus positive par les votes unanimes des peuples des deux pays;

Au nom et sous les auspices de l'être suprême, avons décrété et décrétons solennellement la ratification de la *loi fondamentale de la république de la Colombie* ci-dessus mentionnée, de la manière suivante.

Article premier.

Les peuples de la Nouvelle Grenade et de Venezuela seront réunis en un seul corps national, d'après un pacte fédératif qui déter-

mine que le gouvernement est maintenant et sera toujours *populaire* et *représentatif.*

ART. II.

Cette seconde nation prendra le titre de *République de la Colombie.*

ART. III.

La nation colombienne est et sera pour toujours irrévocablement libre et indépendante de la monarchie espagnole et de toute autre domination ou pouvoir étranger; elle ne sera plus, en quelque temps que ce soit le patrimoine d'une famille ou d'une personne.

ART. IV.

Le pouvoir suprême national sera toujours exercé séparément et divisé en législatif, exécutif et juridique.

ART. V.

Le territoire de la république de la Colom-

bie comprendra tout ce qui se trouvait dans l'ancienne capitainerie-générale de Venezuela et dans la vice-royauté de la Nouvelle Grenade; leur démarcation précise devant être fixée dans un temps plus opportun.

ART. VI.

Pour que la République soit administrée le plus avantageusement possible, son territoire sera divisé, pour le moment, en six départemens ou plus, chacun portant un nom particulier, avec une administration subordonnée, dépendante du gouvernement national.

ART. VII.

Le présent congrès de la Colombie, conformément aux sentimens exprimés ici, formera la constitution de la république fondée sur ces principes libéraux qui ont été consacrés par la sage pratique des autres nations libres.

ART. VIII.

Il reconnaît *in consolidum* comme la dette nationale de la Colombie, toutes les dettes

que les deux peuples ont séparément contractées, et pour lesquelles répondent toutes les propriétés de la République.

ART. IX.

Le congrès appropriera, d'après le mode qu'il a jugé le plus convenable d'adopter, les branches les plus productives du revenu puplic, les taxes, et un fond spécial d'amortissement au rachat du principal de la dette publique et au paiement de l'intérêt.

ART. X.

Dans des circonstances plus favorables, sera bâtie une nouvelle ville, portant le nom du libérateur Bolivar, laquelle sera la capitale de la république de la Colombie. Le plan et l'emplacement seront déterminés par le congrès.

ART. XI.

Cependant jusqu'à ce que le congrès règle les armes et le drapeau de la Colombie, on

continuera à se servir des drapeaux actuels de la Nouvelle Grenade et de Venezuela.

ART. XII.

La ratification de l'établissement de la république de la Colombie et la publication de la constitution seront célébrées dans les villes et dans les armées par des fêtes et des réjouissances publiques, en faisant connaître dans tous les lieux, le jour où la constitution sera promulguée solennellement.

ART. XIII.

On célébrera perpétuellement un fête nationale, pendant trois jours de chaque année, comme anniversaire;

1° De l'émancipation et de l'indépendance du peuple de la Colombie;

2° De la réunion des deux états en une seule République, et de l'établissement de la constitution;

3° Des grands triomphes et des victoires signalées par lesquelles ces biens ont été assurés à la République.

ART. XIV.

La fête nationale sera célébrée chaque année, les 25, 26 et 27 décembre, consacrant chaque jour spécialement à un souvenir de gloire.

La présente loi fondamentale de l'union des peuples de la Colombie sera solennellement promulguée dans les villes et dans les armées; inscrite sur les registres publics et déposée dans toutes les archives des mairies et corporations, tant civiles qu'ecclésiastiques, et sera communiquée au pouvoir suprême exécutif par une députation spéciale.

Fait dans le lieu des séances du congrès général de la Colombie, en la ville de Rosario de Cucuta, le 12 juillet, an du Seigneur 1820, et le dixième de l'indépendance.

Jose Ignacio Marques, *président.*

Antonio M. Briceno, *vice-président.*

Felix Restrepo, Manuel M. Guijano, Pedro F. Caarbajal, Jose Cornelius Vallaria, Casi-

miro Calvo, Miguel Ibanez, Francisco de Orbegogo, Carlos Alvarez, Diego F. Gomez, Lorenzo San Ander, Juan B. Esteves, Jose Antonio Yanes, Andreas Rojas, Bernardino Tovar, Jose Antonio Paredes, Gabriel Briceno, Luis Ignacio Mendoza, Toaquin Plata, Jose Prudencia Lanz, Jose Manuel Restrepo, Francisco Jose Olero, Miguel Tobar, Jose J. Borrero, Salvador Camacho, Jose A. Mendoza, Vincente Azuero, Nic. Ballen de Guzman, Sinforoso Mutis, Domingo B. Briceno, Jose Felix Blanco, Ildefonso Mendez, Vincente Borrero, Mariano Escobar, Diego B. Urbaneja, Francisco Coade, Jose M. Hinestigla, Arbellon Urbina, Jose Ignacio Balbuena, Jose Gabriel de Alcala, Francisco Gomez, Miguel Pena, Fernando Penalver, Ramon Ignacio Mendez, Toaquin F. Soto, Pacifico, Tuime, Juan Ronderos, Manuel Reuiles, Policarpo Uricoichea, Alexandro Osario, Pedro Gual Miguel de Zarragua.

Miguel Santamaria, *député et secrétaire.*

Francisco Soto, *député et secrétaire.*

Cette pièce fut en outre signée par le ministre de l'intérieur et le vice-président, H. Ander, et ensuite promulguée.

DÉCRET ORGANIQUE DU GÉNÉRAL BOLIVAR, EN VERTU DUQUEL IL A PRIS LE POUVOIR SUPRÊME DANS LA COLOMBIE, DATÉ DE BOGOTA, 27 AOUT 1828.

DU POUVOIR SUPRÊME.

ARTICLE PREMIER.

Les attributs du chef suprême sont de conserver la paix à l'intérieur, et de défendre le pays contre une invasion étrangère; d'avoir le commandement des forces de terre et de mer, de négocier avec les puissances étrangères, de faire la paix et de déclarer la

guerre, de conclure des traités, de nommer à tous les emplois civils et militaires.

Le chef suprême a le droit de rendre les décrets et ordonnances nécessaires, de quelque nature qu'ils puissent être, de modifier ou de rétablir les lois établies et de les échanger entièrement, et de surveiller l'exécution des décrets et des ordonnances, et la conservation des lois.

Il fait percevoir les taxes, rend la justice, veille à l'exécution des jugemens, approuve ou réforme les sentences des cours martiales, accorde des commutations de peines, avec l'avis du conseil d'état, et sur la proposition des cours, ou après les avoir préalablement entendues, a le droit d'amnistie, peut pardonner les fautes publiques ou particulières, toujours avec l'avis du conseil d'état.

Il délivre des commissions aux corsaires.

Il exerce le droit naturel de chef de l'administration générale de la république dans toutes ses branches, et c'est à lui qu'est confié le pouvoir suprême de l'État; enfin, il préside le conseil d'état, quand il lui plaît.

ART. II.

Le chef suprême sera aidé dans l'exercice du pouvoir exécutif par le conseil des ministres.

FIN DU SECOND ET DERNIER VOLUME.



TABLE ANALYTIQUE

DE

L'HISTOIRE DE BOLIVAR.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XIV.

CHAPITRE XV.

CHAPITRE XVI.

CHAPITRE XVII.

CHAPITRE XVIII.

CHAPITRE XIX.

CHAPITRE XX.

CHAPITRE XXI.

CHAPITRE XXII.

CHAPITRE XXIII.

CHAPITRE. XXIV.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

RG.

JW



